

ÈSE DE
ARIS,
897.
12/.

FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

DROIT ROMAIN

DES COLLÈGES D'ARTISANS

DROIT FRANÇAIS

DES SYNDICATS PROFESSIONNELS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PAR

Octave STEMLER

AVOCAT

PARIS

L. LAROSE ET FORCEL

Libraires - Éditeurs

22, RUE SOUFFLOT, 22

1887



Digitized by the Internet Archive
in 2026



THÈSE
DE DOCTORAT

FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

DROIT ROMAIN

DES COLLÈGES D'ARTISANS

DROIT FRANÇAIS

DES SYNDICATS PROFESSIONNELS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Par **Octave STEMLER**

AVOCAT



L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS SERA SOUTENU

Le 19 Juillet 1887, à 3 heures

Président : M. LYON-CAEN

Suffragants : { MM. LEVEILLÉ, } *professeurs.*
 { DUCROCQ, } *agréé.*
 { BEAUREGARD, }

PARIS

L. LAROSE ET FORCEL

Libraires - Éditeurs

22, RUE SOUFFLOT, 22

—
1887

DROIT ROMAIN

DES COLLÈGES D'ARTISANS

INTRODUCTION

Des associations professionnelles ont existé chez les Romains sous le nom de collèges d'artisans. D'abord peu nombreux et méprisés sous la République, ces collèges d'artisans se multiplièrent et devinrent florissants sous l'Empire. Mais le Bas-Empire les fit entrer dans son organisation hiérarchique et les rendit obligatoires et héréditaires comme la Curie et le Colonnat.

On se propose d'étudier uniquement ces collèges d'artisans ; on ne parlera donc pas des collèges de prêtres, ni des collèges compitaliciens, associations politiques formées par la populace de Rome.

L'ouvrage sera divisé en trois parties : Dans la première on exposera l'histoire des collèges d'artisans ; dans la seconde partie on étudiera leur organisation et on s'efforcera de pénétrer dans leur vie intérieure ; enfin dans la troisième partie on déterminera leur capacité juridique.

PREMIÈRE PARTIE

CHAPITRE PREMIER

HISTOIRE DES COLLÈGES D'ARTISANS DEPUIS LES ORIGINES JUSQU'A L'EMPIRE

« La comparaison des croyances et des lois montre qu'une religion primitive a constitué la famille romaine, a établi le mariage et l'autorité paternelle, a fixé les rangs de la parenté, a consacré le droit de propriété et le droit d'héritage. D'elle sont venues toutes les institutions comme tout le droit privé des anciens. C'est d'elle que la cité a tenu ses principales règles, ses usages, ses magistratures. » (Fustel de Coulanges.)

Ainsi que toutes les autres institutions de Rome, les collèges d'artisans ont leur origine dans l'esprit religieux du peuple romain. Comme les anciens ne concevaient pas qu'un groupe social, dès qu'il était formé, ne fût pas placé sous la protection d'une divinité spéciale, les ouvriers, aussitôt qu'ils se montrèrent en petit nombre, se réunirent pour célébrer le culte d'une divinité qui leur fût favorable. Chaque métier forma un collège distinct, ayant son dieu protecteur, des fêtes religieuses et des banquets sacrés. Il n'y a rien d'étonnant à ce que ces sociétés religieuses ne fussent pas reconnues primitivement, car la loi ne crée pas, elle consacre plutôt des institutions déjà existantes; elle suit les mœurs, elle ne les dirige pas. Les traditions sa-

bines (1), étrusques (2) et grecques (3), les circonstances sociales, tout poussait d'ailleurs les ouvriers à s'unir ; dans les sociétés primitives, l'homme isolé est sans force. Il n'a aucun droit, parce qu'il est faible ; mais que les faibles se réunissent, et ils peuvent alors résister à la violence. Ainsi la religion, l'état social, les traditions sont les origines des collèges d'artisans, qui ne sont pas, comme on l'a prétendu, une création artificielle d'un législateur.

A quelle époque ces collèges d'artisans furent-ils reconnus par la loi ?

Numa Pompilius, au dire de Plin l'Ancien (4) et de Plutarque (5) organisa les artisans en huit corporations qui comprenaient à peu près tous les métiers alors exercés à Rome, et qui étaient peu nombreux chez un peuple agriculteur.

Plutarque ajoute une neuvième classe dans laquelle il range tous les artisans qui ne font pas partie des autres classes.

Pour expliquer un texte de Florus (6), on a prétendu que ce fut à la Constitution de Servius Tullius qu'appartint la reconnaissance officielle des collèges d'artisans. Mais remarquons que ce roi ne fit qu'une réforme militaire et ne s'occupa que des artisans dont les métiers étaient utiles à l'armée. D'après Tite-Live (7), ils formèrent deux centuries : les *fabri tignarii* et les *fabri ararii* attachées à la première classe, *ut machinas in bello ferrent*. Deux autres centu-

(1) Hieneccius : *De collegiis et corporibus opificum*, § 7.

(2) Dirksen, cité par Mommsen, *De collegiis*.

(3) Gaius, *D.*, XLVII, *De collegiis*, t. XXII, liv. I, et Mommsen, *De collegiis*, I, § 3.

(4) Plin, *Hist.*, XXXIV, 1; XXXV, 46.

(5) Plutarque, *Numa*, 17.

(6) Florus, I, 6.

(7) Tite-Live, I, 43.

ries, celles des *cornicines* et des *tubicines*, furent créées et adjointes à la cinquième classe. Denys d'Halicarnasse (1) prétend que les *tignarii* marchaient avec les *seniores* de la première classe ; les *ærarii* avec les *juniores* de la seconde et que les centuries de musiciens étaient adjointes à la quatrième classe.

Ainsi Servius ne s'occupa que des métiers nécessaires à la guerre. Les artisans des autres métiers ne formèrent pas de centuries spéciales, mais furent rangés dans la dernière centurie des *proletarii* ou *capite censi*. Il est probable cependant qu'ils continuèrent à être groupés en corporations ; c'était une institution, en effet, complètement indépendante de la nouvelle réglementation de Servius. En tout cas, même si elles ne furent pas permises par la loi, elles étaient trop dans le caractère du peuple romain pour disparaître. L'esprit d'association se développa tellement que Tarquin le Superbe fut obligé de défendre les assemblées de *paganî* et de *vicani* (2). Mais malgré l'autorité d'Heineccius, nous ne croyons pas que les corporations de métiers furent atteintes. Le texte n'en parle pas ; il précise, au contraire, quelles associations sont visées ; ce sont des sociétés politiques.

Après l'expulsion des rois, les collèges d'artisans furent reconnus à nouveau par la loi des Douze Tables qui leur assura une liberté complète. Les citoyens eurent le droit de fonder telle association qu'ils voulurent *dum ne quid expublica lege corrumpant*, et Gaius ajoute que cette loi fut une imitation des lois de Solon (3).

A partir de cette époque, les corporations d'artisans se

(1) Denys d'Halicarnasse, IV, 17.

(2) Denys d'Hal., IV, 43.

(3) Gaius, *Digeste*, liv. XLVII, t. XXII, L. 4.

multiplièrent. Rome, en effet, se civilisa, et de nouveaux métiers prirent naissance par suite même de la civilisation. Les barbiers et les boulangers furent ainsi introduits à Rome ; les premiers en 454, les seconds en 580, d'après Pline l'Ancien, et ils se formèrent en collèges (1). Mais comme les anciens collèges reconnus par Numa, les nouveaux se mirent toujours sous la protection d'un dieu ou d'un génie, soit librement choisi par eux, soit imposé par le peuple. C'est ainsi que le culte de Mercure ayant été introduit à Rome, les marchands furent spécialement désignés pour le célébrer sous le consulat de Claudius et Servilius (2).

On pourrait croire que l'importance du commerce et de l'industrie augmenta en même temps que la puissance romaine, il n'en fut rien. Rome, ville essentiellement guerrière, n'estima que la guerre, l'agriculture et la politique. Ce fut un fait constant dans l'antiquité. Xénophon disait en Grèce : « Les arts manuels sont infâmes et indignes d'un citoyen ; la plupart déforment le corps ; ils obligent des'asseoir à l'ombre et près du feu ; ils ne laissent du temps ni pour la République, ni pour les amis. » A Rome, le travail manuel fut toujours méprisé. Denys d'Halicarnasse (3) rapporte qu'aux premiers temps de la République, il n'était permis à aucun citoyen de se faire marchand ou artisan ; c'était là une occupation indigne d'un peuple guerrier. La réforme de Numa ne releva pas les artisans du dédain dont ils étaient l'objet. Ainsi Brutus (4), lorsqu'il revient à Rome soulever le peuple contre Tarquin, lui rappelle que ce prince

(1) Voir Humbert, *Recueil de l'Académie de législation de Toulouse*, t. XVII, un article sur la situation des ouvriers libres à Rome.

(2) Tite-Live, II, 27.

(3) Denys d'Hal., IX, 25.

(4) Tite-Live, I, 59 : *Opifices et lapicidas pro bellatoribus factos*.

a forcé des citoyens romains à travailler, et il insiste assez longuement sur cette idée ; c'est peut-être le plus grand crime du tyran aux yeux des Romains. Servius range les artisans dans les *proletarii*, car on ne les considère pas assez pour leur permettre d'être soldats. Ils ont choisi une vie dégradante qui les rapproche de l'esclave ; ils travaillent ! Qu'ils restent donc dans leurs boutiques et qu'ils ne prennent pas les armes ; c'est l'affaire des vrais citoyens, c'est-à-dire de ceux qui ne font rien ; eux, ils en sont indignes. Il faut un malheur public, que le tumulte soit proclamé, pour qu'on les enrôle (1).

Rome se civilise, et ce mépris ne diminue pas. Les poètes raillent les artisans ; Plaute se moque sans cesse des boutiquiers ; Cicéron (3) déclare, dans son *Traité des Devoirs*, lui, un philosophe, que le travail manuel est méprisable. *Opifices omnes in sordida arte versantur, nec enim quidquam ingenuum potest habere officina*, et, Virgile, enfin, indique le seul rôle digne du Romain :

Tu regere imperio populos, Romane, memento!

Et quand le citoyen n'est pas un des magistrats si nombreux du peuple romain, s'il ne pille pas les provinces sous prétexte de les gouverner, il ne doit s'occuper que de politique.

Les artisans et les marchands n'ont pas une situation pécuniaire qui les relève de leur situation sociale. Jusqu'à l'époque des Scipions, le luxe est inconnu, le commerce à peu près nul. D'ailleurs, comment les marchands peuvent-

(1) Tite-Live, VIII, 20.

(2) Voir l'avant-propos du *Mercator*, comédie de Plaute, par M. Naudet.

(3) Cicéron, *De officiis*, liv. II, 21.

ils faire fortune au milieu des luttes du Forum ? Combien de jours fériés où il est défendu de vendre et d'acheter ? Combien de fois les échoppes doivent-elles se fermer à l'approche de l'ennemi !

Lorsque Rome ne tremblant plus pour son existence devient riche et luxueuse, une autre cause empêche le développement du commerce libre, c'est la concurrence du travail servile. Les riches possèdent de véritables armées d'esclaves ; tous les métiers sont exercés dans leurs ateliers qui comprennent parfois des milliers d'ouvriers ; et non seulement les esclaves travaillent pour le maître, mais celui-ci vend ce qu'ils ont fait ; il est honteux de vendre ou d'acheter soi-même ; mais il est bien vu de faire vendre ou acheter par son intendant. Du reste, ce n'est pas seulement dans la maison du maître qu'on trafique, bien des esclaves sont boutiquiers, font des actes de commerce de leur propre initiative ; le maître se contente de leur retirer leurs gains.

Par suite même de cette concurrence, artisans libres et esclaves sont considérés comme étant presque de la même espèce ; mais les artisans sont nombreux libres et citoyens ; ils ont le droit de vote ; ils le vendent ; ils en font commerce ; c'est à celui qui veut être nommé d'y mettre un bon prix ; qu'il paie, et il est magistrat, consul. Alors les artisans qu'on méprise tellement, qu'on traite presque comme des esclaves, les jours d'élections sont adulés ; les nobles et les riches les saluent, les complimentent : ils sont les maîtres de Rome, car ils sont nombreux, et par leurs votes disposent du sort de la République. Aussi chaque faction s'efforce de les avoir comme partisans, car ils donnent la victoire. Quintus, le frère de Cicéron, énumérant les chances de succès du grand orateur, s'écrie qu'il a pour

lui les collèges et qu'il l'emportera (1); et Cicéron lui-même, qui se récrie tant contre ces collèges quand ils lui sont hostiles (2), leur prodigue les éloges et les adulations quand ils manifestent en sa faveur (3).

A cause de tous les troubles civils qui éclatèrent à la fin de la République, et auxquels les collèges prirent une grande part, on songea à restreindre la liberté d'association demeurée entière depuis la loi des Douze Tables, malgré la loi Gabinia qui proscrivit les sociétés secrètes, et la suppression des Bacchanales pour cause de moralité publique.

Asconius (*in Corneliana Ciceronis*) rapporte qu'un sénatus-consulte défendit les collèges : *Frequenter tum etiam cœtus, factiosorum hominum sine publica auctoritate malo publico fiebant, propter quod postea collegia secto et pluribus (4) legibus sunt sublata propter pauca atque certa quæ utilitas civitati desiderasset quasi ut factorum lictorumque.*

Il importe de savoir à quelle date il faut placer ce sénatus-consulte et quelles associations il visait !

Dans son commentaire de Cicéron, Asconius met ce fait à l'année 68 ; cependant on n'est pas d'accord sur la date du sénatus-consulte. En effet, Asconius (5) cite les noms des consuls sous lesquels il fut rendu, et pour la preuve, il renvoie à un passage de Cicéron ; or, dans le passage de Cicéron, on lit, d'après la Vulgate, L. Luscillus et C. Ma-

(1) *De petitione consulatus*, I.

(2) *Servos simulatione collegiorum nominatim esse conscriptos. Pro red. in Senatu*, 13.

(3) *Nullum in hac urbe collegium, nulli pagani aut montani (quoniam plebes quoque urbanæ majores nostri conventicula et quasi consilia esse voluerunt) qui non amplissima, non solum de salute mea, sed etiam de dignitate decreverint. (Pro domo sua, 28.)*

(4) Ce sont probablement les propositions de lois qui devinrent le *S. C. ut Sodales decuriatique discederint*, et la loi *Licinia de ambitu*.

(5) *Asc., In Pisonem*, 4, 8, *pro Corn.*

rius. « Il n'y a point d'in vraisemblance, dit Mommsen, à lire L. Julius Cæsar et C. Marcius consuls en 64. D'ailleurs le texte dit : *postea*; il s'agit donc d'une époque postérieure à celle indiquée par Asconius dans son commentaire. »

D'après une seconde opinion (1) que nous adoptons, il vaut mieux entendre : L. Cæcilius Creticus et Q. Marcius Rex consuls en 68. En effet, Asconius rapporte que le rétablissement des collèges eut lieu neuf ans après leur dissolution, or, c'est Clodius qui les rétablit en 59. Le texte d'Asconius sur lequel on s'appuie dans l'autre opinion (*postea*) est vague et ne prouve rien. D'ailleurs, c'est en 68 que les jeux compitaliciens furent abolis, [et il y a simultanéité entre les deux suppressions : suppression des jeux compitaliciens qui sont des occasions de troubles ; suppression des collèges qui, par leur émeute, ensanglantent sans cesse le Forum.

Quelles associations étaient défendues par le sénatus-consulte ? D'après une première opinion qui s'appuie sur l'autorité de Mommsen, les associations d'artisans n'étaient pas visées par ce sénatus-consulte ; les collèges compitaliciens seuls auraient été supprimés. On sait que ces collèges étaient formés d'esclaves, d'affranchis et de la boue du peuple, suivant l'expression de Cicéron. Les jours d'élections, réunis autour de chefs populaires, ils envahissaient le Forum et, soutenant les candidats qui les avaient payés, couvraient de leurs clameurs la voix des autres candidats et s'efforçaient souvent de chasser par la force leurs adversaires de la place publique. Ces collèges compitaliciens sont seuls défendus, dit-on, et pour le démontrer on s'appuie

(3) Levasseur, *Histoire des classes ouvrières en France depuis J. César*, t. I. p. 15.

sur un texte de Cicéron relatif au rétablissement des collèges défendus par le sénatus-consulte.

Vers 61, un tribun résolut de rétablir les *ludos compitalicios* afin de se faire bienvenir de la populace qui y était fort attachée. Quintus-Metellus Celer, consul désigné, fit échouer cette tentative. Quatre ans après, Clodius, l'ennemi de Cicéron, soutenu par Pompée et César, se fit nommer tribun du peuple, et malgré la résistance de son collègue Mincius, fit célébrer des jeux de carrefour par un de ses amis Sextus Clodius ; puis il proposa et fit adopter la loi *Clodia de collegiis restituendis novisque instituendis*. Or Cicéron, dans son discours contre Pison (1), dit : « Sous prétexte de former des collèges, on enrolait des esclaves qu'on répartissait par quartiers et qu'on divisait en décuries. Mais au fond, c'était pour la lutte, le massacre, le pillage et les troubles civils. »

Or, ajoute-t-on, les *collegia compitalicia* seuls admettaient des esclaves ; seuls ils ont donc été visés par le sénatus-consulte.

Nous croyons cependant que les collèges d'artisans furent aussi supprimés. Les artisans se faisaient acheter pour les élections, et s'occupaient activement de politique. Mais pour cela ils se réunissaient plutôt par corporations que par collèges de quartiers. Mêlés à la foule des esclaves, des affranchis et des gens sans aveu qui formaient les collèges compitaliciens, ils se seraient fait payer moins cher, et auraient perdu de leur influence ; au contraire, organisés en corporations, se connaissant tous, ayant les mêmes intérêts particuliers à défendre, ils présentaient un corps homogène, tout prêt à la lutte, ayant ses chefs, sa caisse,

(1) Cicéron, *In Pisonem*.

son culte. Marius (1) s'était déjà appuyé sur les artisans, et dans le passage de Salluste ils sont séparés du reste du peuple, probablement parce que Marius avait acheté les corps d'artisans à part de ses autres partisans. Suétone (2) indique que lors de la conjuration de Catilina, les clients et les affranchis de Lentulus s'efforcèrent d'entraîner les esclaves et les artisans à la révolte, ce qui prouve que les collègues d'artisans se faisaient souvent acheter par les fauteurs de troubles. Denys d'Halicarnasse (3) fait allusion à la suppression et au rétablissement des collègues, et il semble se reporter sans distinction aux plus anciens collègues. Enfin le texte de Cicéron ne nous paraît pas décisif, car les esclaves, dans ces époques troublées, pénétrèrent partout, jusque dans l'armée; les chefs des collègues d'ailleurs pouvaient être gagnés par Clodius et enrôler des esclaves pour la guerre civile d'autant plus facilement que les collègues d'artisans n'étaient soumis à aucun contrôle (4).

Les collègues rétablis, de nouveaux désordres se produisirent. Les collègues ne furent plus que des bandes aux ordres de Clodius, et firent la loi au Forum; mais Clodius osa bientôt s'attaquer à Pompée; ses partisans couvrirent la voix de Pompée plaidant pour Milon; aussi le même jour celui-ci fit rendre un sénatus-consulte dissolvant les collègues : *Eodem die senatusconsultum factum est ut sodalitates decuriatique discederent, lexque de iis ferretur, ut qui non discessissent ea pœna quæ est de vi tenerentur* (5). L'année suivante (55) la loi Licinia *de ambitu* compléta ce

(1) Salluste, *Jugurtha*, 72, 73.

(2) Suétone, *Catilina*, 50.

(3) Denys d'Hal., XXXVIII, 5.

(4) Voir sur les nombreux enrôlements d'esclaves pendant les guerres civiles, M. Wallon, *Histoire de l'esclavage dans l'antiquité*, t. II, p. 318.

(5) Cicéron, *Epist. ad Quintum fratrem*, II, 3.

sénatus-consulte. Elle punissait de l'exil, pour une durée qui nous est inconnue, les candidats qui se rendraient coupables de brigues. Des juges spéciaux furent institués.

Mais au milieu des troubles civils, ces lois ne furent pas obéies. Les *collegia* restèrent puissants et continuèrent à troubler l'ordre public. Aussi César devenu dictateur ne crut son autorité bien établie que du jour où il eut fait disparaître les collèges ; il supprima donc toutes les associations, sauf celles constituées de toute antiquité (1).

(1) Suétone, *Cæsar.*, 42.

CHAPITRE DEUXIÈME

HISTOIRE DES COLLÈGES D'ARTISANS SOUS L'EMPIRE

Après la mort de César les associations s'étaient reformées. Auguste devenu seul maître s'empressa de les abolir : « *Plurimas factiones titulo collegia præter antiqua et legitima dissolvit* (1). »

Sous la République le principe de la liberté d'association avait régné; sous l'Empire domina le principe qu'une association ne pouvait se former sans l'autorisation du prince.

Il est probable qu'Auguste en laissant subsister ces *collegia antiqua et legitima*, les soumettait à certaines règles générales contenues dans un sénatus-consulte qui ne nous est pas parvenu. Auguste était un esprit trop centralisateur pour ne pas régler les conditions auxquelles il était permis aux associations existantes de vivre, conditions qui devaient être imposées naturellement aux corporations qui se formaient dans la suite. L'existence de ce sénatus-consulte général est démontrée par plusieurs textes au *Digeste*. Marcien, au titre *De collegiis* (2) s'exprime ainsi : *In summa autem nisi ex senatusconsulti auctoritate vel Cæsaris, collegium vel quodcumque corpus coierit, contra SCtum et mandata et constitutiones collegium celebrat*; et dans un autre passage : *Neque societas, neque collegium, neque hujusmodi corpus passim omnibus habere conceditur; nam et legibus et senatusconsultis et*

(1) Suétone, *Oct.*, 32.

(2) XLVII, *D.*, 22.

principalibus constitutionibus ea res coercetur etc... De nombreuses inscriptions parlent enfin des collèges : *Quibus ex Scto coire licet*.

Lorsqu'un collège voulait se faire autoriser, il devait d'abord se soumettre aux conditions posées par ce sénatus-consulte, puis il devait obtenir l'autorisation du prince qui ne l'accordait qu'après une enquête et une délibération au Sénat. C'est Pline qui nous l'apprend (1). Il s'agissait, en effet, de lui accorder la personnalité civile.

Il y a donc deux espèces de collèges : les *collegia licita*, c'est-à-dire ceux qui se sont constitués conformément aux lois, et les *collegia illicita* qui sont des sociétés illicites.

Les premiers empereurs permirent difficilement la création de collèges d'artisans, excepté de ceux exerçant des métiers nécessaires à la subsistance de Rome et aux travaux publics. C'est Gaius (2) qui nous apprend que de son temps des corporations d'utilité publique existaient en assez grand nombre à Rome et dans les provinces. Elles étaient soumises à une réglementation assez sévère. Mais pour les métiers qui n'étaient pas essentiellement nécessaires à la subsistance du peuple et qui restaient libres de la tutelle de l'administration, ils ne furent autorisés que rarement. Ainsi Pline étant gouverneur de la Bithynie demanda la permission d'établir à Nicomédie un corps de pompiers; Trajan la lui refusa (3) : « N'oublions pas combien cette province et surtout cette ville ont été troublées par des sociétés de ce genre.... Quelque nom qu'on leur donne, pour quelque motif qu'ils soient institués, ils ne tarderont pas, quand ils seront réunis, à devenir une association factieuse. »

(1) Pline, *Panég.*, 54.

(2) D., liv. III, t. IV, L. 1, *Principium*.

(3) Pline, *Épist.*, X, 43.

A côté des *collegia licita*, les textes nous parlent sans cesse des *collegia illicita*, collèges formés sans autorisation. Craignant que dans les sociétés on ne préparât des révoltes, les empereurs se réservèrent avec soin le droit exclusif de créer des collèges et de leur donner l'existence légale. Néanmoins, malgré les peines sévères portées contre les membres des Sociétés illicites, de nombreuses infractions avaient lieu. La preuve en est dans la multitude des textes qui les défendent, et dans la rigueur des pénalités qui les frappent. « Quiconque établit un collège illicite, proclame Ulpien (1), est passible des mêmes peines que ceux qui attaquent à main armée les lieux publics et les temples. Dans les inscriptions, beaucoup de collèges ne disent pas qu'ils ont été autorisés; ceux qui sont licites s'empressent de mettre en tête de leurs statuts, qu'un sénatus-consulte leur permet de se réunir.

Mais en fait, il faut l'avouer, les empereurs tolérèrent de nombreuses sociétés dont le but n'était pas politique; ils n'auraient pu d'ailleurs les détruire, l'esprit d'association était trop développé dans le monde romain, et puis supprimer les associations religieuses aurait été détruire le culte, les anciens ne le comprenant pas sans sociétés religieuses.

Mais elles n'avaient pas d'existence assurée, elles ne subsistaient que sous le bon vouloir de l'empereur. Aussi furent-elles défendues et tolérées successivement. Les sociétés des Juifs furent supprimées en Italie par Tibère, et permises par Caligula (2). Les associations religieuses chrétiennes furent tour à tour tolérées et persécutées (3);

(1) *D.*, XLVII, t. XXII, L. 2.

(2) Josèphe, XIV, 17, et Tacite, *Annales*, II, 85.

(3) Elles furent poursuivies comme sociétés politiques et non comme sociétés religieuses.

mais rappelons-nous que si l'empereur voulait poursuivre les membres des collèges illicites, c'était la peine de lèse-majesté qu'il leur appliquait, c'est-à-dire la relégation, la condamnation aux mines, ou la mort.

Un texte du *Digeste* où Marcien parle des collèges peut donner lieu à des difficultés ; il importe de l'examiner de près. Marcien s'exprime ainsi : *Mandatis principalibus præcipitur præsidibus provinciarum ne patiantur esse collegia sodalitia, neve milites collegia in castris habeant; sed permittitur tenuioribus stipem menstruam conferre : dum tamen semel in mense coeant, ne sub prætextu hujusmodi illicitum collegium coeat : quod non tantum in Urbe, sed et in Italia et in provinciis locum habere, divus quoque Severus rescripsit.* § 1. *Sed religionis causa coire non prohibentur : dum tamen per hoc non fiat contra senatus consultum quo illicita collegia arcentur.*—§ 2. *Non licet autem amplius quam unum collegium licitum habere ut est constitutum et a divis fratribus ; et si quis in duobus fuerit, rescriptum est, eligere eum oportere, in quo magis esse velit : accepturum ex eo collegio a quo recedit, id quod ei competit ex ratione quæ communis fuit* (1).

Marcien pose en principe que les *collegia* sont défendus, mais qu'il est permis aux *tenuiores* de se réunir en associations ayant une caisse alimentée par des cotisations mensuelles, à la seule condition de ne pas se réunir plus d'une fois par mois, puis il ajoute : *sed religionis causa coire non prohibentur.*

Que signifie ce texte de Marcien ? Quelles sociétés de *tenuiores* sont permises ?

D'après Mommsen, ce sont seulement des associations

(1) XLVII, D., XXII, 3.

funéraires, formées entre gens du peuple afin de s'assurer un tombeau, qui sont autorisées par cette loi. On sait combien la sépulture avait d'importance aux yeux des anciens ; or d'après l'auteur allemand, le texte de Marcien ne permet que les associations faites dans cet unique but, et défend toutes les autres sociétés, les associations religieuses non funéraires sont illicites. Permettre à un collège de se former sous l'apparence d'une société religieuse, n'aurait-ce pas été d'ailleurs établir en fait la liberté d'association ? La preuve, ajoute-t-il, se trouve dans la loi 2 au *Digeste*, livre XLVII, titre XI : *Sub prætextu religionis vel sub specie solvendi voti cætus illicitos nec a veteranis tentare oportet*. Les sociétés religieuses, dit-il, sont donc défendues. Enfin une inscription trouvée à *Lanuvium*, en 1816, et connue sous le nom de loi du collège des adorateurs de Diane et d'Antinoüs, complète et explique le texte de Marcien (1). Le sénatus-consulte qui est en tête de cette *lex collegii* reproduit le commencement de la loi de Marcien et y ajoute ces mots : *in funus* ; Mommsen en conclut que les associations funéraires étaient seules autorisées.

Nous ne saurions accepter cette thèse ; le texte de Marcien est clair suivant nous. Sans doute il peut être complété par le sénatus-consulte de *Lanuvium*, admettons-le, mais nous n'acceptons pas les conséquences que Mommsen tire de ce fait. Le jurisconsulte romain nous expose la doctrine admise de son temps sur les sociétés. Les *sodalitia* sont défendus en principe ainsi que les *collegia militum*, exception est faite pour les réunions de *tenuiores* qui sont *in funus* pourvu qu'elles n'aient pas lieu plus d'une fois par mois ; à cette condition elles peuvent se former sans

(1) Cette inscription se trouve à la fin de l'ouvrage de Mommsen : *De collegiis et sodalitiis*.

autorisation ; puis Marcien rappelle que les réunions religieuses sont permises : *religionis causa coire non prohibetur* (1). Les *tenuiore*s ne peuvent se rassembler qu'une fois par mois sous la forme de sociétés funéraires ; mais ils peuvent en outre se réunir comme membres de sociétés religieuses. Supprimer les associations religieuses aurait été impossible, car les anciens se sont toujours rassemblés pour adorer les dieux. Mais, ajoute Mommsen, Ulpien dit que les associations religieuses sont défendues : *sub prætextu religionis vel sub specie solvendi voti cætus illicitos nec a veteranis tentare oportet*.

Ce texte d'Ulpien ne signifie pas ce que Mommsen veut bien lui faire dire. Il défend aux vétérans de se réunir en sociétés illicites constituées sous la forme de sociétés religieuses, et non de former des sociétés religieuses. Après les nombreuses révoltes des troupes, les empereurs prennent de grandes précautions contre les désordres militaires ; ils défendent donc les réunions où les soldats, sous prétexte de religion, peuvent préparer de nouvelles révoltes, et ils les assimilent aux réunions illicites ; ils frappent les sociétés qui se couvrent de l'apparence religieuse, et non les véritables sociétés religieuses ; ils s'attachent au but et non au titre de l'association. En un mot, nous croyons que les sociétés religieuses sont permises par la loi relative par Marcien, aussi bien que les sociétés funéraires, l'empereur se réservant le droit de dissoudre toute association politique qui se constituerait sous l'apparence d'une société religieuse ou funéraire (2). De plus il n'y a rien d'é-

(1) Nous ne voulons pas dire qu'en pur droit théorique les associations religieuses étaient permises, mais qu'en fait elles n'étaient jamais poursuivies comme sociétés religieuses. C'est ce que Marcien rappelle. On sait que chez les Romains la coutume avait force de loi. Voir M. Accarias, t. I, n° 10.

(2) Depuis la publication de l'ouvrage de Mommsen, des inscriptions

tonnant à ce que la *lex collegii de Lanuvium* ne parle que de la partie du sénatus-consulte relative aux collèges funéraires, car le collège des adorateurs de Diane et d'Antinoüs n'était qu'un collège funéraire. Mommsen d'ailleurs ne détruit-il pas sa thèse en avouant que les associations funéraires pouvaient se réunir *ad epulas et res sacras quotiens res ferebat*(1).

La deuxième partie du texte est facile à expliquer. Marcien, après avoir posé en principe que les *tenuiores* peuvent former des collèges funéraires, à condition qu'ils ne cachent pas un collège illicite et qu'ils ne se réunissent pas plus qu'une fois par mois, après avoir rappelé que les véritables sociétés religieuses étaient d'ailleurs permises, ajoute que nul ne peut faire partie de deux associations funéraires à la fois ; la raison en est bien simple : on ne peut être enterré deux fois. Aussi celui qui ferait partie de deux collèges à la fois doit-il faire choix du collège dans lequel il veut rester, et l'autre collège doit lui rembourser ce qu'il lui a versé pour l'achat d'une niche funéraire. Quelques inscriptions cependant montrent qu'en fait on faisait parfois partie de deux collèges.

Après Trajan les empereurs favorisèrent les collèges d'artisans : Marc Aurèle leur accorda le droit d'accepter des legs (2) ; Pertinax et Antonin le Pieux s'occupèrent de

ont démontré que la thèse de ce savant auteur était fausse, et que le texte d'Ulpien ne visait que les associations illicites de soldats constituées sous la forme de sociétés religieuses. Ce qui le prouve, c'est la découverte faite par M. Rénier d'inscriptions relatives à un collège des officiers de la III^e légion de Lambèse, approuvé par l'Empereur. (Voir Rénier, *Inscriptions de l'Algérie*.) Une partie de ces inscriptions se trouve au Louvre.

(1) Mommsen, *De collegiis*, p. 88.

(2) *D.*, XXXIV, t. V, L. 20.

l'immunité des gens de métier (1), et enfin Alexandre Sévère organisa tous les métiers en corporations. Il leur donna une sorte de constitution municipale en leur choisissant des défenseurs pris dans la corporation même (2), et en réglant la juridiction à laquelle ressortissaient leurs procès (3); en même temps il établit un grand nombre de fabriques à Rome, et, pour y attirer les marchands, leur accorda de grands privilèges.

Ainsi les collèges d'abord combattus par l'Empire étaient devenus l'objet de ses faveurs, c'est qu'une révolution économique s'était produite.

L'agriculture et l'industrie avaient été aux mains des esclaves jusqu'au 1^{er} siècle après Jésus-Christ, mais leur nombre diminua peu à peu; les Romains ne faisant plus de conquêtes ne purent les renouveler, et les affranchissements en même temps devinrent plus nombreux par suite des mœurs plus douces; en même temps l'Italie ruinée par les *latifundia* fut incapable de se nourrir.

Les Empereurs n'eurent plus dès lors qu'une préoccupation: assurer les services publics, substituer à l'initiative privée qui se mourait l'initiative de l'Etat, et surtout donner au peuple *panem et circences*. Aussi les fabriques impériales furent-elles créées pour donner à l'Empire ce qu'il ne pouvait plus demander au travail privé; le service de l'annone fut admirablement organisé pour fournir l'approvisionnement de Rome et des grandes villes; c'était là le point essentiel, « car rien n'est plus aimable que le peuple quand il a mangé », s'écriait un empereur.

Aurélien, le premier, institua des corporations hérédi-

(1) *D.*, V, t. XII, L. 5.

(2) Lampr., *Alexand. Sever.*, § 32.

(3) Lampr., *Alexand. Sever.*, § 33.

lares avec monopole et privilèges spéciaux (1) et Probus fit exécuter des travaux publics par ses soldats (2). Ce fut le commencement de l'organisation du travail par l'État, réforme qui allait être entièrement réalisée par le Bas-Empire, et qui devait échouer si misérablement.

(1) Vopiscus, *Aurelianus*, 35, 47.

(2) Vopiscus, *Probus*, 9.

DEUXIÈME PARTIE

Nous nous proposons, dans cette seconde partie, d'étudier l'organisation et le fonctionnement des collèges d'artisans, de pénétrer en un mot dans leur vie intérieure. Les collèges présentant, à l'époque classique et au Bas-Empire, des caractères tout à fait différents, nous les examinerons à ces deux époques. Cette partie de l'ouvrage sera donc divisée en deux chapitres.

CHAPITRE PREMIER

LA VIE INTÉRIEURE DES COLLÈGES D'ARTISANS A L'ÉPOQUE CLASSIQUE

Le principe qui domine pendant la période classique, c'est la liberté. Les collèges s'organisent et se gouvernent comme ils veulent. C'était la tradition depuis la loi des Douze Tables, Gaius nous le déclare : *His autem potestatem facit lex pactionem quam velint sibi ferre, dum ne quid ex publica lege corrumpant*, et il ne semble pas que sous l'Empire, pendant la période classique, la législation change.

Les collèges, lorsqu'ils sont autorisés, ont une existence

(1) Nous nous sommes principalement servis du *Corpus inscriptionum latinarum* édité par les soins de l'Académie de Berlin; nous avons consulté aussi Orelli, édition de Zurich, 1828, Muratori, édition de 1739, les *Inscriptiones regni Neapolitani latine* de Mommsen, les *Inscriptions de Lyon* de M. de Boissieu et les *Inscriptions d'Algérie* de M. Rénier.

légale, ils jouissent de la personnalité civile, et tant qu'ils ne sortent pas de leur rôle, l'autorité ne peut les dissoudre sans commettre un abus de pouvoir ; s'ils ne sont pas autorisés, ils ont bien une existence de fait, mais ils ne possèdent aucune capacité juridique, et l'empereur a le droit de les dissoudre quand il veut, car ils ne vivent que par son bon plaisir.

Dans cette seconde partie nous ne les distinguerons pas ; nous nous servirons d'inscriptions relatives aux collèges d'artisans reconnus ou non ; nous n'examinons, en effet, que leur organisation intérieure, qui est la même dans ces deux sortes de collèges, et non leur capacité juridique.

Les origines des collèges sont diverses. Souvent ce sont les membres d'un même métier qui se réunissent dans une ville afin de se soutenir mutuellement, et c'est là l'origine la plus fréquente des collèges, rien ne rapprochant plus que les mêmes occupations et les mêmes intérêts. On peut voir dans Orelli Muratori et le *Corpus Inscriptionum Latinarum* la liste presque indéfinie des métiers ainsi organisés. Bien plus, la même ville possède parfois plusieurs collèges d'un seul métier. Ainsi, à Lyon, il y a les *nautes* du Rhône et les *nautes* de la Saône ; à Rome, il y a divers collèges de *jumentarii* (conducteurs de bêtes de somme, etc.).

Quelquefois les originaires d'un même pays se trouvant à l'étranger, se réunissent en collège, ou s'ils ne sont pas assez nombreux pour constituer un collège particulier, se font admettre par un collège de la ville dans laquelle ils se trouvent (1). Dans les grandes villes où chaque nation avait de nombreux représentants, ces collèges de compatriotes sont fréquents. A Mitylène, les commerçants romains forment

(1) Orelli, 2232, 3217.

un collège ; à Malaga (1), nous voyons deux corporations de négociants asiatiques ; à Pouzzoles (2), les habitants de la ville phénicienne de Biryte constituent un collège. Chez les Bataves, les commerçants romains se réunissent en collège, appelé collège des étrangers (*collegium peregrinorum* (3), et en Espagne ils forment les *collegia urbanorum* (4).

Parfois les habitants d'un même quartier, quoique exerçant des professions dissemblables, par suite des relations de voisinage se réunissent en collège ; c'est ainsi que sous la République se fonde le collège des gens du « Quartier du Capitole » ; quelquefois des collèges se rassemblent et forment un nouveau collège plus considérable (6). Parfois, au contraire, le collège ne comprend que les gens d'un même métier, habitant un seul quartier, comme le collège des *jumentarii* de la porte Gallica (7). On voit aussi des collèges comprenant les gens du même métier, mais répartis sur une grande étendue ; ainsi le collège des *nautes* d'un fleuve comprend tous les *nautes* naviguant sur ce fleuve. La dénomination, même d'un collège, ne prouve rien sur sa composition ; ainsi à Lyon, des marchands de lin font partie du collège des utriculaires (8) et un marchand de salaisons est en même temps membre des *nautes* et du collège des entrepreneurs de bâtisses (9).

Nous voyons même des collèges établis dans les maisons des riches composés des clients, des affranchis, des es-

(1) Mommsen, *Corpus inscript. lat.*, II, p. 252.

(2) Mommsen, *Inscript. Neap.*, 2476, 2488.

(3) Orelli, 178.

(4) *Corpus ins. lat.*, II, 2428, 3244.

(5) Tite-Live, V, 50, 52.

(6) Orelli, 4069, 4071.

(7) Muratori, p. 525, 2.

(8) Boissieu, *Insc. de Lyon*, p. 409.

(9) Boissieu, *Ins. de Lyon*, p. 204.

claves. Le palais impérial en comprend un grand nombre ; on peut citer, entre autres, celui des cuisiniers (1). Une inscription d'Éphèse énumère cinq de ces collèges du palais (2).

Du reste, l'esprit d'association est extrêmement développé ; les dévots se réunissent en collèges (3), les associations funéraires se multiplient, et des parasites vont même jusqu'à se rassembler pour rendre des honneurs presque divins à leur patron Abullus Dextrus (*collegium cultorum statuarum Abulli Dextri* (4).

Voilà quelques-unes des causes qui donnent naissance à des collèges d'artisans, ils se forment pour bien des motifs ; mais cela ne doit pas nous étonner, de nos jours n'avons-nous pas mille sortes de sociétés ?

Sur l'initiative d'un homme intelligent, ou par suite même des circonstances le collège s'est constitué ; il lui faut un règlement. Les membres fondateurs se réunissent et discutent ; le plus souvent ils copient les statuts d'un collège renommé ou même ils arrangent les lois de la cité pour leur usage, car le collège est *ad exemplum rei-publicæ* (5), il forme une sorte de cité (*respublica collegii*) dont les membres sont le *populus collegii*. Les membres du collège approuvent le projet et le signent dans un temple (6) pour lui donner plus d'autorité. Une copie en

(1) Orelli, 6302.

(2) *Corp. insc. lat.*, III, 6077.

(3) Beaucoup d'inscriptions relatent un grand nombre de collèges portant le nom d'une divinité. Il ne faut pas en inférer que ce sont des collèges religieux ou sacerdotaux. Presque tous les collèges se mettent sous la protection d'une divinité, même s'ils n'ont nullement un but religieux. Les collèges de *juvenum*, par exemple, qui n'ont comme but unique que des divertissements, ont des dieux comme protecteurs. Le collège dont on a retrouvé la loi à Lanuvium, est un collège funéraire et cependant il s'intitule : *Collège des adorateurs de Diane et d'Antinoüs*.

(4) Mommsen, *Ins. Neap.*, 5029.

(5) Orelli, 4068.

(6) Orelli, 2417.

est affichée dans un endroit apparent. La loi des adorateurs de Diane et d'Antinoüs est gravée sur une plaque et exposée à l'entrée d'un temple. Ce projet adopté devient alors la *lex collegii* à laquelle tous les collègues doivent respect et obéissance. Aussi avant d'entrer dans l'association, on la communique aux candidats, dont l'attention est appelée sur ce point. « Toi qui veux entrer dans cette association, commence par lire la loi avec soin et n'entre qu'après ; c'est le moyen de n'avoir pas lieu de te plaindre. »

Cette inscription montre que les collèges ne sont pas obligatoires ; y entre seulement celui qui le demande, et les membres ne reçoivent que celui qu'ils veulent bien accepter. D'ailleurs le collège est libre non seulement dans son recrutement, mais aussi dans son fonctionnement. L'inscription trouvée à *Lanuvium* nous montre que le collège peut prendre la décision qui lui plaît ; ainsi les statuts ont été approuvés par l'assemblée (*Item placuit universis*) (1).

Qui peut faire partie d'un collège ? Les hommes libres et les affranchis, pourvu qu'ils soient admis par les membres du collège ; les esclaves avec la permission de leur maître (2). Certains collèges cependant n'admettaient que des hommes libres ; dans d'autres les esclaves étaient reçus mais ne votaient pas. Il est probable que le maître ne devait guère refuser à ses esclaves cette permission, néanmoins un des chefs du collège le *Curator*, était chargé de faire une enquête sur ce point, et probablement sur l'âge, les ressources et la réputation du candidat. Puis il faisait un rapport et les membres du collège votaient ou refusaient l'admission.

(1) Voir cette *lex collegii* à la fin de l'ouvrage de Mommsen, *De collegiis*.

(2) XLVII, *Digeste*, tit. XXII, L. 3, §§ 2 et 3.

Le candidat une fois admis, faisait dès lors partie du collège ; il était soumis à la *lex collegii*, et inscrit sur l'album qui contenait les noms de tous les membres. L'album est révisé tous les cinq ans par le *quinquennalis* (président) que l'on appelle alors *ensor* et qui peut très vraisemblablement rayer de l'album tous ceux qu'il juge indignes ou qui ne payent pas leurs cotisations, sauf à ce que ses décisions soient ratifiées par l'assemblée du collège.

Le nombre des membres du collège est en général illimité, et devient souvent considérable ; pour s'y reconnaître on le divise, comme la cité, en *centuries* et en *décuries* (1), qui parfois ont une existence particulière.

Mais parfois l'Empereur, en autorisant une association, fixe le nombre des membres (2) qui la composent, soit par mesure de police, soit pour leur assurer une espèce de monopole. Ex : les boulangers. Quelquefois un homme riche fondant un collège lui constitue un fonds, et, pour que ce fonds ne s'épuise pas, limite le nombre des membres. Il faut alors qu'un collègue meure ou quitte le collège, pour qu'un autre soit reçu (3).

Le collège étant formé se choisissait des chefs ; quels étaient-ils ?

Les inscriptions nous rapportent un grand nombre de noms qui servaient à désigner les chefs du collège ; elles semblent les employer indifféremment. Les chefs y sont appelés : *duumviri* ou *magistri*, s'il y avait plusieurs chefs ; *quinquennalis*, *præfectus*, *præses*, *defensor* lorsqu'il

(1) Nous avons des inscriptions qui nous donnent parfois des centaines de noms. *Corp. ins. lat.*, I, 1181, 1406, et *aliter passim*. Orelli, 4054.

(2) Pline, *Lettres*, X, 42, *Corp. ins. lat.*, II, 1167.

(3) Orelli, 2417.

n'y a qu'un seul chef. Quand il y a des *decuries*, elles sont présidées par des *decuriones* qui, avec les autres magistrats forment l'*ordo*, car le collège est semblable à la cité (1); les autres associés forment le *populus*, la *plebs* ou *sequela*.

Ces magistrats appelés aussi *principales collegii* étaient nommés à l'élection, le président était élu par tous les membres du collège pour un an, cinq ans, ou toute la durée de sa vie; tous les cinq ans il revisait l'album, il était alors dit censeur, et comme censeur, pensons-nous, il avait le droit de rayer de la liste de l'association ceux qui avaient commis des méfaits, manqué à la *lex collegii*, ou qui n'avaient pas payé leur cotisation. Ce dernier événement devait arriver bien souvent, car l'inscription de *Lanuvium* recommande expressément aux membres de l'association de payer régulièrement pour que la société puisse durer, et nous verrons plus loin un collège de Dacie finir par suite de la négligence des associés à acquitter leurs cotisations.

Le *curator* était chargé d'une mission spéciale; il devait surveiller la composition de la société, faire une enquête sur les candidats, proposer leur admission ou leur rejet, enfin si le nouveau membre était esclave, s'assurer de l'autorisation du maître (2).

Cet *ordo* ainsi composé formait une espèce de conseil analogue à l'*ordo civitatis*, sa décision s'appelait *decretum*, et les membres du collège devaient y obéir. L'*ordo* devait être consulté sur tous les actes intéressant le collège; il avait probablement un certain pouvoir délimité par la *lex collegii*; mais nous ne croyons pas qu'il put prendre des

(1) Nous renvoyons pour les noms des chefs des collèges et leurs attributions aux tables des différents volumes du *Corpus inscriptionum*.

(2) XLVII, D., XXII, L. 3, §§ 2 et 3.

décisions importantes sans consulter les associés réunis en assemblée (1). L'*ordo* était chargé des intérêts et de l'administration du collège ; il devait aussi se mettre en rapport avec les autres collèges pour des questions communes, faire parvenir aux gouverneurs les réclamations et les suppliques ; parfois même il s'adressait à l'Empereur. Ainsi Strabon étant à Corinthe vit partir les députés d'une corporation de pêcheurs qui s'en allaient à Rome pour obtenir d'Auguste une diminution de tailles ; plus tard, au Bas-Empire, des constitutions impériales furent rendues *ad decretum naviculariorum* (2).

Au-dessous de l'*ordo* se trouvaient des questeurs, magistrats subalternes qui étaient chargés de récupérer les cotisations, de placer les fonds, d'administrer les biens du collège ; ils étaient probablement analogues à nos économes ; en outre ils préparaient des rapports sur les questions qu'on devait discuter dans les Assemblées. Il y avait aussi des scribes qui tenaient les annales de la société ; des fonctionnaires semblables à nos sacristains, s'occupaient du temple et de l'entretien de la salle des réunions.

Lampride rapporte que les collèges avaient en outre des juges dont la mission était de juger les différends entre les associés ; ce serait Alexandre Sévère qui les aurait institués, en organisant les collèges. Mais les autres textes et les inscriptions sont muets sur ce point. Peut-être ces juges étaient-ils semblables aux jurés des corporations du moyen âge (3).

Ces divers fonctionnaires jouissaient d'une certaine

(1) Voir *Infra* sur les assemblées des collèges. On votait, et le vote était libre.

(2) Code Théodosien, XIII, 5, I.

(3) Lamprid, *In Alexand. Sever*, 33.

prérogative. Ils étaient en tête de l'album après les patrons et les présidents sortis de charge *quinquennialitii*. Après eux venaient d'abord la foule des collègues libres, puis les affranchis et enfin les esclaves si le collège les admettait (1).

Il est probable que le *quinquennalis* et les *quinquennialitii* étaient dispensés de la cotisation mensuelle due par les autres membres (2); dans les banquets de corps, ils avaient droit à une meilleure portion; enfin, s'il y avait des distributions de vivres ou d'argent, ils recevaient une plus forte part (3). Mais en fait, les magistrats du collège achetaient ces privilèges très cher; ils faisaient souvent des dons, et s'ils étaient *immunes* des charges, c'est parce que, dans la réalité, ils faisaient des largesses. Parfois même la loi du collège en fixait le taux (4).

Mais il ne suffisait pas à un collège d'avoir des chefs; il n'aurait rien été sans un protecteur, un patron. Le collège choisissait alors un homme riche, généreux, influent, et le suppliait de devenir son patron. Il le fallait riche et généreux pour qu'il fit de nombreuses libéralités en retour de l'honneur qu'on lui faisait; il le fallait influent, pour qu'il pût défendre le collège dont il était le protecteur. Aussi les corporations recherchent avec soin la protection des riches citoyens ou des fonctionnaires élevés. La corporation des nautes, à Lyon, cite avec orgueil parmi ses patrons le trésorier général des Gaules (5). Quand le col-

(1) C'est ce que l'on peut voir dans les différents albums que nous possédons. V. *Corp. ins. lat.*, I, 1181. 1406, II, 1403, etc. Orelli, 4054.

(2) Ces magistrats sont presque toujours appelés *immunes*.

(3) Il y a des inscriptions qui les appellent « ceux qui ont double part ». Dans l'inscription de Lanuvium, les magistrats ont droit à une part plus forte que les associés dans les banquets.

(4) *Corp. ins. lat.*, X, 6638, b. 15.

(5) Boissieu, *Inscript. de Lyon*, pp. 259-260.

lège fait graver une inscription en l'honneur d'un patron; il s'empresse de relater tous ses titres d'honneur et de déclarer qu'il a été revêtu des dignités municipales (1).

Comme les collèges étaient utiles pour les élections où ils jouaient un grand rôle, le patronage devait être accepté avec empressement quand il s'agissait d'une corporation puissante et respectée (2), mais les collèges moins renommés devaient se contenter souvent de personnages inférieurs; alors on nommait des négociants enrichis qui payaient en distributions de denrées et d'argent l'insigne honneur d'être patrons; de tout temps les parvenus n'ont-ils pas recherché les honneurs quelque minimes qu'ils soient? C'est ainsi qu'à Lyon, parmi les patrons, on voit figurer des marchands de vin et d'huile, qui avaient dû acheter bien cher cette dignité (3); aussi comme il s'agit d'avoir des protecteurs qui soient avant tout des donateurs, on tâche d'en avoir le plus possible. Les bateliers d'Ostie en ont de deux à dix (4). Un collège de forgerons, près de Sarzane, en compte jusqu'à quinze (5). Leur nombre doit varier avec la puissance, la richesse et la vanité des patrons déjà nommés. Parfois on choisit des femmes pour patronnes (6); parfois enfin le collège nomme patrons des enfants riches pour flatter les parents (7). Tantôt, au contraire, nous voyons le même individu patron de plusieurs collèges; ce n'est pour lui qu'une simple question d'argent.

(1) *Corp. ins. lat.*, III, 1207, 1208, 1209.

(2) Il y avait des collèges qui s'intitulaient *splendides collèges*, et étaient considérés comme très honorables. Ainsi les Nautes du Rhône avaient quarante places réservées dans l'amphithéâtre de Nîmes. (Boiss., p. 396.)

(3) Boissieu, *Ins. de Lyon*, p. 207.

(4) Orelli, 4054 et 4104. La première inscription donne dix noms de patrons, la seconde n'en cite que deux.

(5) Muratori, p. 582.

(6) Muratori, p. 517, 3; 518, 2.

(7) Muratori, p. 521, 1. Cf. les tables du *Corpus ins. lat.*

Que de flatteries, que de bassesses pour avoir le protecteur ! on le supplie humblement d'accepter le patronage. Voici comment un collège de marchands de draps demande à T. Julianus d'être son patron (1) :

« Le 10 des calendes d'avril, dans la schola de l'association, les questeurs ont pris la parole, et nous ont représenté qu'il convenait à notre collège de nommer pour son protecteur Titius Julianus, citoyen aussi recommandable par la sagesse de sa conduite et sa modestie naturelle que par sa générosité, afin que ce choix fût un exemple éclatant de la façon dont nous savons distinguer le mérite. Aussi, les questeurs entendus, nous avons arrêté ce qui suit : L'opinion de tous et de chacun en particulier est que l'avis ouvert par les magistrats de l'association est sage et utile. En conséquence, il nous faut nous excuser auprès de l'honorable Julianus de n'avoir pas songé plutôt à lui, le prier de vouloir bien accepter le titre que nous lui décernons, et de permettre qu'on place au-dessus de la porte de sa maison une plaque de bronze sur laquelle sera gravé le présent décret. »

Si le protecteur est généreux ou vaniteux, il prend plaisir à répandre ses bienfaits sur la corporation qui lui décerne de nouvelles louanges ; alors de nouvelles générosités pleuvent sur le collège qui consacre les mérites c'est-à-dire les largesses du patron dans des inscriptions ; l'une d'elles va jusqu'à remercier un patron d'avoir payé une partie de campagne (2). Mais que le patron continue à être généreux, et alors le collège décide qu'on lui donnera un terrain pour l'emplacement de son tombeau (3), qu'une

(1) Orelli, 4133.

(2) *Corp. ins. lat.*, III, 3438.

(3) Beaucoup d'inscriptions relatives à des tombeaux portent les lettres *L. D. D.* : *Locus datus decreto decurionum*.

statue lui sera élevée dans sa maison (1), même sur la place publique (2), et les inscriptions ont bien soin de faire remarquer que c'est aux frais du collège, *ære conlato*. Si le patron est en péril, le collège sacrifie aux dieux. A Dijon les forgerons de la ville dédient un autel à Jupiter et à la Fortune pour que leur excellent patron ait un heureux voyage et un prompt retour (3). C'est un assaut réciproque de générosités et de louanges, qui devait finir par coûter fort cher au patron.

Le collège se réunit à des époques fixées par les statuts ou quand il s'agit d'une affaire importante sur la convocation de son président. Une fois l'assemblée constituée, les questeurs prennent la parole et font un rapport sur les divers points soumis aux délibérations (4). Puis on discute, chacun a le droit de soutenir l'avis qui lui plait; on passe enfin au vote qui est pris à la majorité. Mais pour qu'il soit valable, il doit peut-être réunir un certain nombre de voix, fixé d'avance par les statuts, afin d'empêcher les surprises (5). Quoi qu'il en soit, les textes nous parlent sans cesse de la majorité. Chaque membre libre a le droit de voter; quand il y a des associés esclaves, cela dépend; dans certains collèges, les hommes libres seuls votent; dans la plupart les membres esclaves sont les égaux des autres membres. Parfois il n'y a pas de vote, mais c'est quand une proposition a été acclamée qu'elle a été acceptée du consentement de tous et le décret a soin de le dire (7).

(1) *Corp. ins. lat.*, X, 5963.

(2) *Corp. ins. lat.*, X, 4724.

(3) Orelli, 4083.

(4) Orelli, 4133.

(5) Orelli, *Numerum habentibus*, 4134.

(6) *Corp. ins. lat.*, I, 1492.

(7) Orelli, 4057, *Sine suffragiis ex omnium sententia*.

La décision étant prise, l'*ordo* rend un *decretum* conforme au vote du collège. Puis le scribe secrétaire le rédige : il indique l'époque à laquelle le *decretum* a été rendu, le lieu où l'assemblée s'est réunie, les divers avis émis, ainsi que les noms des orateurs, puis le texte même du décret (1).

C'est dans ces assemblées que le collège accepte les dons qui lui sont faits, prend toutes les décisions, vote des remerciements au patron, et quand les élections municipales s'approchent, s'en occupe avec activité.

Ce sont les inscriptions découvertes à Pompéï qui nous révèlent que les collèges s'occupent de politique locale ; elles nous montrent en même temps qu'ils sont complètement indépendants de l'administration. Les collèges ont chacun leur candidat qu'ils soutiennent au grand jour ; Cuspius Pansa est porté par les aurifices, les mullones et d'autres collèges (2) ; Vatia est le candidat d'autres corporations (3). Les marchands de bois et les charcutiers vous demandent d'élire Marcellinus, lit-on, et une inscription plus orgueilleuse dit que les pêcheurs nomment pour édile Popidius Rufus (4). Les artisans sont sûrs de leur puissance, car ils sont le nombre.

Si le collège est pauvre, il se réunit dans des cabarets (5), mais cela est rare. Presque toujours les assemblées ont lieu dans la schola ou chapelle de l'association, car les collèges ont en général chacun leur temple.

La religion, en effet, a toujours tenu une place importante dans la vie des collèges, qui se sont tous placés sous

(1) Cf. Orelli, 4133.

(2) *Corp. ins. lat.*, IV, 97, 710, 960.

(3) *Corp. ins. lat.*, IV, 575, 576, 581.

(4) *Corp. ins. lat.*, IV, 826. Une vingtaine d'affiches parlent de ce *Rufus*.

(5) Dio Cassius, LX, 6.

la protection d'un dieu ; si les divers membres d'un corps de métier se réunissaient en collège, c'était surtout pour avoir le même culte, du moins ce fut l'origine première de ces associations ; que sous l'Empire les collègues se soient réunis pour leurs intérêts, leurs plaisirs et leurs funérailles, plutôt que par esprit religieux, nous le concédons, mais les collèges ont toujours gardé leur caractère religieux. D'abord les empereurs permettaient aux associations religieuses d'exister sans autorisation ; beaucoup de collèges n'ayant pas obtenu ou se refusant à demander l'autorisation, ont dû se réfugier sous cette apparence. Aussi tous les collèges ont leur dieu ; bien souvent ils ont le même, c'est Jupiter, de nombreuses inscriptions en effet commencent par ces trois lettres I. O. M., *Jovi optimo maximo*. Les tisserands, les foulons, les teinturiers, les charpentiers, les médecins et les maîtres d'école adorent Minerve (2). Les bûcherons adorent le dieu des forêts, Sylvain (3). Publicius Hilarus, magistrat perpétuel des dendrophores, élève une statue à Sylvain dendrophore. Bien des collèges se contentent d'adorer leur génie, car chez les anciens chaque association, comme chaque cité, comme chaque homme, a son génie particulier qui la protège. Aussi les membres d'un même collège sont dits *consacrenei* car ils ont le même culte (4).

Les sacrifices sont faits tantôt par des prêtres spécialement commis et rétribués (5), le plus souvent par les ma-

(1) Orelli, 4133, 4135. Presque tous les décrets sont libellés *in templo*

(2) Ovide, *Fastes*, III, 829.

(3) Rabanis, *Recherches sur les dendrophores*.

(4) *Corp. inst. lat.*, III, 2105.

(5) Nous n'avons trouvé de ces prêtres spécialement commis que dans les collèges *juvenum* (collèges formés pour donner des jeux) et dans les collèges de soldats. (M. Léon Rénier, *Inscriptions de l'Algérie*, 100.) Il est probable cependant que certains collèges riches avaient des prêtres spéciaux qu'ils rétribuaient.

gistrats de la corporation. Ainsi M. de Boissieu (1) rapporte qu'à Lyon un monument élevé par les *cultores Uræ fontis* représente un confrère dans l'attitude d'un prêtre qui sacrifie une patère à la main et la tête voilée, et qu'une inscription dit que les magistrats du collège doivent se vêtir de blanc les jours de fêtes et offrir au dieu de l'association l'encens et le vin. Parfois les collèges sortent en procession, soit pour sacrifier à un temple renommé, le plus souvent pour assister à un triomphe de l'empereur, car ils sont devenus des corps importants et prennent une part officielle aux grandes fêtes de l'État. Au triomphe de Gallien (2), parmi l'immense cortège qui l'accompagne, au milieu des étendards des temples et des enseignes des légions flottent cent bannières des corporations. Les *vexilla* des collèges avaient déjà paru à la pompe funèbre organisée par Septime Sévère en l'honneur de Pertinax (3), elles parurent aussi au triomphe d'Aurélien, vainqueur de la reine de Palmyre, Zénobie (4). Et ce n'est pas seulement à Rome, c'est dans tout l'Empire que les collèges ont leur place marquée dans les réjouissances publiques ; quand Constantin, ayant vaincu les Bagaudes, entra dans Autun, les habitants, pour faire honneur au prince, décorèrent le chemin suivi par lui des bannières des corporations et des statues des dieux (5).

La chapelle de l'association est l'endroit où les collègues se réunissent, aussi, à leurs yeux, est-elle en quelque sorte la personnification même du collège ; certaines corporations s'appellent même *scholæ* au lieu de *collegia*. Les collèges

(1) Boissieu, *Ins. de Lyon*, p. 49.

(2) Pollio Gallienus, 8.

(3) Dio Cassius, LXXIV, 4.

(4) Vopiscus, *In Aurelianus*, 34.

(5) Eumen, 8.

s'efforcent de l'orner de leur mieux, et même on met un point d'honneur à lui faire des dons. Dans les collèges pauvres, les patrons et les magistrats ne peuvent élever ou entretenir la chapelle qu'avec l'aide des confrères. Aussi décrète-t-on que chacun donnera ce qu'il pourra; on ouvre une liste de souscriptions. A Philippes un collège de pauvres gens relève un temple dédié à Sylvain (1), et une inscription rapporte les offrandes faites par les associés *qui pecuniam ad ampliandum templum contulerunt*. Le président fait graver à ses frais l'inscription, des collègues donnent de l'argent, d'autres des statues, dont l'une est évaluée vingt-cinq deniers. Les plus pauvres apportent des tuiles pour couvrir la chapelle, ou bien s'engagent à réparer l'escalier qui y conduit, etc.

Mais dans les collèges plus riches, la chapelle est alors un véritable temple orné avec luxe: c'est à qui lui donne des statues, des candélabres, des ornements de toute sorte. Deux affranchis lèguent au collège dont ils font partie, sept statues de dieux (2) en argent pour les placer dans la *schola*; un fonctionnaire du collège des marchands de draps fait cadeau de candélabres d'airain sur un socle de marbre et d'une statue de Cupidon, tenant à la main une corbeille (3). De nombreuses inscriptions nous montrent sans cesse les patrons, les magistrats, les collègues riches donnant pour l'entretien et l'ornementation de la chapelle.

Aussi la chapelle devient le centre social du collège; c'est là que se tiennent les Assemblées, c'est là aussi que les associés se réunissent pour causer et s'amuser (le mot *schola* veut dire lieu de repos ou de plaisir). En même temps

(1) *Corp. inst. lat.*, III, 633.

(2) Orelli, 2502.

(3) Orelli, 4068.

qu'une chapelle, c'est une salle de réunion, c'est un véritable cercle. La *schola* du collège d'Esculape et d'Hygie, collège peu riche, comprend ainsi en plus de la chapelle une cour ombragée de treilles où les collègues prennent le frais et causent, et une terrasse couverte et exposée au soleil qui servait pour les repas de corps (1).

Les repas de corps ! Voilà l'occupation la plus importante du collège (2). Mais rappelons-nous qu'aux yeux des Romains, il n'y a pas de cérémonie, de fête religieuse sans banquet. Aussi quand les sacrifices sont terminés, quand l'Assemblée a délibéré, quand les affaires sérieuses sont finies, le repas commence et souvent il est luxueux. D'après Aulu Gelle (3) une loi somptuaire fut portée qui défendit aux collèges de dépenser plus de cent vingt écus pour les frais du festin, indépendamment du pain, du vin et des légumes ; mais cette loi n'eut pas d'effet, et Varron quelques années après s'écriait : « Les banquets des collèges dévorent les récoltes et la vie à Rome n'est plus qu'un banquet continu (4). »

La fameuse inscription de Lanuvium nous donne quelques détails intéressants. Le collège n'est pas riche, il vient de naître et sa caisse n'est pas bien fournie ; il n'est d'ailleurs composé que de pauvres gens ; qu'importe, il trouve le moyen de déclarer dans ses statuts qu'il fera au moins six repas par an. Les collègues se réunissent à certaines époques pour dîner ensemble et bien s'amuser ; aussi il est reconnu qu'on doit être content, la gaieté est recommandée, les affaires sérieuses sont remises à une autre réunion. « Celui qui aura quelque plainte à faire, ou quelque

(1) Orelli, 2417.

(2) Une inscription appelle un collège : « Collège de ceux qui dînent ensemble ; *convictorum qui una epulo vesci solent.* » Orelli, 4073.

(3) Aulu-Gelle, II, 24.

(4) Varron, *De re rustica*, III, 2, 16.

proposition à présenter, dit l'inscription, devra les réserver pour l'Assemblée et nous laisser pendant nos jours de fêtes, dîner libres et contents. » Mais il ne suffit pas de venir au banquet avec des dispositions joyeuses ; des discussions peuvent s'élever, et il ne faut pas que la fête soit attristée par des disputes. Le règlement les prévoit. « Si quelqu'un pour faire du tumulte se lève de sa place et en occupe une autre, il payera une amende de quatre sesterces. Si quelqu'un dit des sottises à un collègue ou fait du bruit, il payera douze sesterces ; si c'est le président de la Société qui a été injurié, l'amende s'élèvera jusqu'à vingt sesterces. »

Pour ne laisser rien livré au hasard, un magistrat spécial, le *magister cænæ* ou président du repas, est choisi spécialement pour présider et diriger les repas. Chaque collègue à son tour est *magister cænæ*, et s'il se soustrait à cette fonction il est condamné à payer trente sesterces. Le *magister cænæ* avait pour mission de faire préparer le repas, dresser les tables et placer devant chaque convive une bouteille de bon vin, un pain de deux as et quatre sardines ; il devait en outre s'occuper des coussins pour les lits, de la vaisselle et de l'eau chaude servant à couper le vin qui, on le sait, était très épais chez les Romains. L'inscription ne dit pas si ce repas devait être fourni aux frais du *magister cænæ* ou à ceux du collège ; en tout cas il est probable que les associés ne devaient pas se contenter de ce maigre festin et pouvaient apporter d'autres mets. C'était d'ailleurs, rappelons-le, un collège de pauvres gens qui venait de se fonder, et n'avait guère d'argent ; dans les collèges riches on devait donner de véritables festins.

Le collège avait encore un autre but que de protéger le collègue pendant sa vie ; c'était de lui assurer un tombeau.

On sait combien la sépulture avait d'importance aux yeux

des Romains, de quel respect les tombeaux étaient l'objet. Les anciens songeaient surtout à se procurer un tombeau. Les collègues d'artisans ont dû, croyons-nous, principalement se former pour assurer une sépulture à leurs membres. Ils auraient pu se constituer, il est vrai, en simples collègues funéraires, mais comme ces collègues n'avaient uniquement comme but permis par la loi que la sépulture, les artisans devaient préférer se réunir en sociétés qui leur étaient utiles en même temps pour leur négoce, leurs intérêts et leurs plaisirs.

Partout dans les inscriptions relatives aux dons faits par des collègues nous voyons poindre cette préoccupation constante : être sûr d'être enterré, être sûr que chaque année des amis viendront déposer des roses sur le tombeau et célébrer dans un banquet la mémoire du défunt. Pour les ouvriers et les petits négociants, comment arriver à ce que ce désir si ardent fût réalisé, sinon par l'association ? Ils seront enterrés dans un tombeau commun, et chaque année la corporation viendra célébrer les *rosalia* en l'honneur des collègues défunts réunis tous dans la même sépulture. Le pauvre alors est assuré de n'être pas oublié, et son ombre ne gémira pas aux enfers.

Les riches, eux, étaient sûrs d'un tombeau ; ne pouvaient-ils pas se faire bâtir, de leurs vivant, une sépulture somptueuse, laisser des fonds pour qu'elle fût toujours entretenue avec soin, pour que les cérémonies fussent toujours célébrées ? Mais qui savait si au bout de quelques générations son nom ne serait pas oublié ? alors personne pour célébrer la mémoire de l'inconnu reposant sous ce riche mausolée. En vain s'efforce-t-on de retarder ce moment fatal. Un habitant de Nîmes se faisant construire un tombeau, veut que les sacrifices funéraires soient toujours

accomplis, et il fait inscrire sur la tombe qu'il se prépare les noms de trente de ses amis (1) « Si quelqu'un d'entre eux, ajoute-t-il, n'existe plus quand je mourrai, ou s'il meurt après moi, alors les survivants éliront au scrutin à la place de ceux qui ne seront plus, les gens qu'ils jugeront les plus dignes, de manière que le nombre trente soit toujours complet. Il sera du reste permis à ceux qui ne pourront pas se rendre à mon tombeau aux jours que j'ai marqués, d'envoyer quelqu'un dîner à leur place. » Mais malgré toutes les précautions l'oubli arrive, et puis les fonds peuvent être dissipés ; qui réclamera s'ils sont détournés de leur destination ? Pour rendre des honneurs éternels il faut des personnes qui ne meurent pas, c'est-à-dire les collègues ; on peut espérer alors que le tombeau ne sera jamais oublié.

C'est pour ce motif que bien des gens riches vraisemblablement se firent élire patrons ; si plusieurs recherchaient les honneurs du patronat par vanité ou par ambition, beaucoup durent se faire nommer pour être sûrs qu'après leur mort leur tombe ne serait pas négligée. Pour atteindre ce but, ils n'avaient qu'à laisser des terres et de l'argent, dont les revenus devaient être employés à des banquets annuels. C'est ce que l'on voit d'après de nombreuses inscriptions qui nous montrent dans quels minutieux détails le testateur entrait. Ainsi Domitius Phaon, afin d'assurer le culte et les sacrifices sur son tombeau, lègue à ceux qui font partie du collège de Sylvain et à ceux qui en feront partie plus tard un certain nombre de fonds de terre, à condition de célébrer les *rosalia* (2). Les magistrats du collège sont chargés d'y veiller. Domitius prévoit

(1) Orelli, 4336.

(2) *Corpus ins. lat.*, X, 444.

ensuite tout ce qui peut arriver et indique ce qu'il faut faire ; il va jusqu'à dire en quel endroit il faut puiser l'eau pour les sacrifices.

Si parfois le testateur menace de la révocation ou d'une clause pénale les collèges qui ne sacrifieront pas aux époques indiquées, le plus souvent les libéralités sont faites sans condition, et sous les formes suivantes : Furius Primogenius laisse aux charpentiers dix mille sesterces dont le revenu sera dépensé dans un banquet anniversaire chaque année (1), Tulychelas donne la même somme aux Dendrophores pour qu'on célèbre son anniversaire. A Côme, des legs plus élevés sont faits au collège des vexillarii (2) : « A la mémoire d'Albenia Valeriana, fille de Veltius, la plus pudique des femmes, Appius Eutyechianus lègue à ce collège une somme dont les revenus sont destinés à être distribués chaque année par les magistrats. Le jour anniversaire de la naissance de sa femme on répartira les revenus de telle sorte qu'une partie sera attribuée aux membres présents, une autre partie servira au banquet, une troisième enfin permettra de déposer des couronnes sur la tombe. »

Parfois c'est avec humilité que le don est fait : « Je vous en prie, mes chers collègues, dit une inscription, veuillez bien vous charger avec l'argent que je vous laisse de faire célébrer un sacrifice pour moi aux jours ordinaires (3). » — En Espagne un vétéran et sa femme adressent sur le tombeau de leur fille un appel touchant à leur collègue (4) : « Parents infortunés, nous supplions, au nom de notre enfant, nos collègues actuels et ceux qui vien-

(1) Orelli 4088.

(2) *Corp. ins. lat.*, VI, 5272.

(3) Orelli 4107. Mais le testateur ajoute que le collègue devra une amende s'il n'accomplit pas volontairement son vœu.

(4) *Corp. ins. lat.*, II, 2102.

dront après nous. Puisse aucun de vous n'éprouver jamais une douleur semblable, si vous avez le soin d'entretenir sur sa tombe, aux frais du collège, une lampe qui brûlera toujours. » Le collège doit donc entretenir les tombes particulières des collègues qui lui ont légué de l'argent dans ce but, mais la plupart des associés ne sont pas assez riches pour avoir une tombe seulement à eux, le collège ne les oublie pas, il les enterre dans une sépulture commune à tous ses membres, le *columbarium* (1).

Mais il y avait encore une autre manière d'assurer les funérailles des associés. La construction d'un *columbarium* devait coûter très cher; et les pauvres associations ne devaient pas avoir les moyens, au moins quand elles commençaient, de se payer le luxe d'un *columbarium*. Il fallait cependant enterrer les confrères défunts. L'inscription de Lanuvium nous apprend comment on y arrivait.

Ce collège de Lanuvium est un collège funéraire, sa loi que nous possédons, indique comment il pourvoit à l'enterrement de ses membres, car il n'existe pas de columba-

(1) Les *Columbaria* ou tombeaux communs sont des édifices destinés à la sépulture, et dont les murs sont garnis de niches, rangées en files étagées du haut en bas, où étaient disposées les urnes qui contenaient les cendres des morts. Ils furent d'abord construits par les grandes familles pour leurs affranchis et leurs esclaves (tombeau de la familia de Livie, femme d'Auguste, qui comprenait plus de 3000 places). Des monuments semblables furent construits ensuite soit par des spéculateurs qui y vendaient des places aux personnes trop pauvres pour posséder un tombeau séparé et pourvoir à son entretien, soit par les collèges, dont un certain nombre qui n'avaient que ce but unique, s'appelaient collèges funéraires. Chacun des contribuants avait droit à des niches au prorata de sa cotisation; elles devenaient sa propriété, et il pouvait les donner, les vendre, ou en disposer par testament. Les places étaient réparties par le sort, d'abord entre les files des ossuaires se succédant de bas en haut, puis dans chaque file horizontalement, de manière que personne n'eût à se plaindre du lot qui lui était échu. Chaque niche était marquée par une inscription relatant le droit du propriétaire et était remplacée à sa mort par l'épithaphe définitive. Voir Rich., *Dictionnaire des antiquités* et surtout le *Dictionnaire des antiquités* publié sous la direction de MM. Daremberg et Saglio, 9^e fascicule, *columbarium*, article de M. Saglio. Des plans de *columbaria* sont donnés par M. Saglio.

rium. Après la mort de chacun des collègues, la société paie à son héritier une certaine somme pour lui acheter un tombeau. Cette somme ou *funeraticum*, qui était plus ou moins élevée suivant les ressources de l'association, n'est ici que de trois cents sesterces, et encore sur ces trois cents sesterces, on en prélève cinquante qui doivent être distribuées aux confrères qui assistent aux funérailles et qui ont ainsi voulu honorer le défunt. Si le défunt n'a pas institué d'héritier, c'est le collège qui l'enterre ; si c'est un esclave et que le maître refuse de livrer son corps à la société pour le faire enterrer, on lui fait un *funus imaginarium* ; si le membre s'est tué, on ne lui fait pas de funérailles.

Si l'associé meurt à une distance moindre de vingt-milles de Lanuvium et que la Société le sache à temps, trois membres du collège partent aussitôt pour présider aux obsèques et en faire les frais. A leur retour ils doivent faire approuver leurs comptes par leurs collègues. S'ils ont commis une fraude ils sont frappés d'une amende du quadruple ; ils reçoivent chacun vingt sesterces pour leurs frais de voyage.

Quand le confrère est mort à une distance de plus de vingt milles, celui qui l'a enterré a droit au *funeraticum* qu'on lui accorde sur l'attestation de sept citoyens romains.

Ainsi toutes les éventualités sont prévues, l'associé est certain d'avoir un tombeau.

(1) Cette inscription, on l'a déjà dit, ne nous donne que la loi d'un collège funéraire ; mais nul doute que les collèges d'artisans, lorsqu'ils sont pauvres, ne se servent pour les funérailles de leurs membres du moyen transmis par la loi du collège des *cultores Diane et Antinoi*. Les collèges funéraires se rapprochent d'ailleurs des collèges d'artisans ; mais ils ont un objet moins multiple, jouent un rôle moins important, et surtout sont beaucoup moins riches.

Pour subvenir à toutes ces dépenses de chapelles, de sacrifices, de banquets de funérailles, le collège avait des fonds, une caisse; c'était l'*arca*, nom que l'on retrouve souvent dans les inscriptions.

L'*arca* était alimentée par trois sortes de revenus: les libéralités des patrons, les dons et legs faits par les associés ou par les personnes qui voulaient favoriser le collège et enfin les droits d'entrée et les cotisations des membres.

Le patron, on l'a vu, n'était élu que pour faire des dons, pour combler de ses largesses la corporation qui l'avait nommé; heureux le collège qui avait pour patron un homme généreux. Il est certain que tous les dons des patrons ne venaient que de leur vanité, de leur ambition ou du désir d'assurer le culte de leur mémoire, et Tertullien (1) pouvait s'écrier avec raison: « Notre trésor, quand nous en avons un, n'est pas (comme celui des collèges) formé des sommes que versent des ambitieux qui veulent obtenir chez nous des honneurs, et ce n'est pas en mettant notre religion aux enchères que nous le remplissons. »

A côté du patron, on voit des magistrats des villes, souvent des magistrats des collèges ou des collègues enrichis faire des libéralités de leur vivant ou bien faire des legs au collège. L'empereur parfois donnait de l'argent aux associations qu'il voulait favoriser (2). Le plus grand nombre des dons provenait des collègues riches ou des magistrats du collège. Les uns donnaient de l'argent, les autres des terrains, des maisons, ou bien s'engageaient à faire cons-

(1) Tertullien, *Apologie*, 39.

(2) Rénier, *Ins. de l'Algérie*, 60. La III^e Augusta campée à Lambèse avait formé un collège très riche. La schola des officiers avait été construite grâce au produit de leur solde et avec les libéralités des empereurs. Elle était ornée des images de la famille impériale. Voir Rénier, *Archives des missions*, 1851.

truire la chapelle, ou le tombeau commun. — « C. Vulgus Fuscus a donné ce terrain au collège des muletiers de la porte des Gaules pour la sépulture des associés, de leurs descendants, de leurs femmes et de leurs concubines. » — Une inscription de la voie momentane près de Rome porte que : « Heduleius Jammarius exerçant l'emploi de Quinquennialis dans le collège des Sinnenses(?) lui fait présent d'un autel et du terrain où se tiennent les réunions du collège, et que Cireius Zosinus fait présent au même collège des mesures servant aux sacrifices (1). » A Bressia, Atilius (2) lègue toute sa fortune au collège des Fabri ; au même collège sont légués par Primitivus deux mille deniers et en plus des boutiques situées sur la voie d'Hercule et rapportant deux cents deniers par an. A Gabies, un collège élève une inscription en l'honneur de deux de ses membres qui lui ont légué leur fortune.

Le collège en plus a les droits d'entrée et les cotisations mensuelles. Quand il reçoit des esclaves, il est d'usage que lors de leur affranchissement ces esclaves fassent un cadeau au collège. Ainsi chez les adorateurs de Diane et d'Antinous le droit d'entrée consiste dans une somme de cent sesterces et une amphore de vin. La cotisation mensuelle est de cinq as. L'esclave devenu libre doit offrir une bouteille de vin. Mais dans d'autres collèges ces droits sont bien plus élevés. Chaque membre du collège des officiers de la III^e Légion à Lambèse doit verser à sa réception la somme de 750 deniers(3).

En plus des cotisations le collège décrète parfois qu'on ouvrira une liste de souscription, pour réparer le temple

(1) *Revue archéologique*, XI, p. 513.

(2) *Corp. Ins. lat.*, III, 5738.

(3) Rénier, *Inscrip. de l'Algérie*, 70.

par exemple ; alors afin de pousser à la générosité, on décrète en même temps que l'on gravera les noms des souscripteurs(1).

C'est le questeur qui est chargé de cette caisse ; il réclame les cotisations, place l'argent, distribue les *sportules*, et fait le compte des frais de banquets, de l'entretien de la chapelle, etc. Pour assurer sa gestion, on lui promet des honneurs quand il sortira de charge après avoir été un fidèle questeur, de plus il doit déposer un cautionnement, enfin il doit parfois justifier de la tenue de sa caisse. C'est du moins ce qu'on peut inférer d'une inscription trouvée en Dacie, et qui indique la dissolution d'un collège funéraire d'esclaves. A plus forte raison ces précautions doivent-elles être prises dans les collèges riches qui possèdent de grands biens.

« Copie d'un autre acte qui fut affiché à Alburnus le Grand auprès du bureau de Resculius et sur lequel on lisait ce qui suit :

« Artémidore, esclave d'Apollonius, président du collège de Jupiter Cernenius, et avec lui Valerius, esclave de Nicon et Offas, esclave de Menofile, questeurs du même collège, faisons savoir au public par cet acte que des cinquante-quatre personnes qui formaient le collège dont on vient de parler, il n'en reste plus que dix-sept à Alburnus ; que Julius, esclave de Julius, qui était président avec Artemidore, n'a pas mis le pied à Alburnus ni paru dans le collège depuis son élection ; qu'Artemidore a rendu ses comptes aux membres présents, qu'il leur a prouvé qu'il a restitué

(1) C'est ainsi que nous avons vu à Philippes des gens pauvres se réunir pour élever un temple à Sylvain. Gruter, p. 126, cite un album comprenant les noms de ceux qui *pecuniam ad ampliandum templum contulerunt*. Voir Gruter, *Novus thesaurus inscriptionum*, édition de Grævius, 1707.

Corp. inst. lat., III, p. 924.

tout l'argent qu'il avait à eux ou qu'il l'a dépensé pour les funérailles des collègues ; qu'il a repris le cautionnement qu'on avait exigé de lui par sûreté ; qu'en ce moment il n'y a plus d'argent dans la caisse pour payer les frais de sépulture et qu'on ne possède plus aucun tombeau ; qu'enfin, depuis longtemps, personne n'a voulu se réunir aux jours fixés par la loi du collège, ni payer les cotisations ou présents exigés. C'est ce qu'on fait savoir au public par le présent acte, afin que si l'un des associés vient à mourir, il ne s'imagine pas que le collège existe encore, et qu'il a droit à réclamer aucun argent. Fait à Alburnus le Grand, le 5 des ides de février, sous le troisième consulat de L. Aurelius Serus et de Quadratus. »

C'était pour éviter ce triste événement que l'inscription de Lanuvium recommandait de payer avec régularité, pour que le collège pût vivre longtemps.

Quelle appréciation doit-on porter sur les collèges ? Ont-ils été nuisibles aux artisans ? Au contraire devons-nous y voir une institution qui leur a été utile ?

Nous croyons que ces collèges ont rendu d'immenses services aux classes ouvrières. Sans eux, sans la force qu'il leur ont donnée, les artisans seraient restés méprisés au dernier rang de la Société, assimilés aux esclaves, traités comme ils l'ont été sous la République. L'Empire favorisant les humbles qu'il ne craignait pas, a poussé à la formation de ces nombreuses associations que nous venons d'étudier, et par là s'est attiré la reconnaissance des classes populaires.

Que d'avantages ces collèges présentent pour les petits marchands et les ouvriers ! aussi s'empressent-ils d'en faire partie. Comme l'artisan est heureux lorsqu'il est dans la maison du collège ! Réuni avec ses compagnons, il oublie

tous les déboires de la vie ; il est là dans la chapelle, prenant part au culte, parfois prêtre lui-même, et il peut se faire illusion sur son misérable sort. Après les sacrifices, il s'assoit à un banquet qui doit lui paraître bien copieux, quelque minime qu'il soit, en le comparant à la maigre pittance de chaque jour. Il parle avec ses amis, il n'a rien à craindre ; pas d'humiliation à redouter, car dans le collège ils sont tous égaux, il n'y a de distinctions que celles des dignitaires, et c'est lui qui les nomme librement. Au milieu de ses confrères il n'a plus aucun ennui, car les règlements lui défendent d'être triste quand il est au banquet, il doit oublier tous les soucis, il doit être joyeux. « Si quelqu'un a une plainte à faire, dit l'inscription de Lanuvium, qu'il la réserve pour les assemblées ; dans les banquets nous voulons être libres et contents. » Aussi le banquet devient-il le but suprême des collèges ; l'un d'eux s'intitule : Société de ceux qui dînent ensemble (1) !

Dans les affaires publiques, dans les élections, l'artisan devient influent par suite même de l'association : les collèges disposent d'une grande puissance, et les candidats qu'ils présentent ont grande chance d'être nommés. C'est par suite du sentiment de leur force que les pêcheurs de Pompéï déclarent orgueilleusement dans leur affiche : « Nous nommons pour édile Pompéius Rufus (2) ». Et souvent les collèges doivent nommer magistrats municipaux les plus riches et les plus influents de leurs membres.

L'artisan se sent relevé de la condition que lui faisait sa fortune ; il est l'égal des riches, car il tient leur élection entre ses mains, et d'ailleurs, sans aller jusqu'à prétendre

(1) Orelli 4073.

(2) *Corp. inst. lat.*, IV, 826.

aux honneurs municipaux qui coûtent trop cher, l'artisan ne peut-il pas espérer être un magistrat d'un ordre inférieur, magistrat de son collège, car tous les collègues sont électeurs, par suite tous éligibles.

L'association en plus veille aux intérêts de ses membres ; s'ils se croient lésés, le collège se charge de prendre leur défense, de faire parvenir aux magistrats leurs plaintes et leurs réclamations ; parfois même il s'adresse à l'Empereur lui-même.

Le collège fait en outre œuvre de charité. D'abord il donne de nombreux banquets et ce devait être un certain avantage pour les malheureux ; il distribue en plus des vivres, de l'argent, mais il semble que ce devait être assez rare. Doit-on voir dans les collèges des associations de bienfaisance analogues à nos institutions de prévoyance, à nos caisses de secours mutuels ? Nous ne le pensons pas. Aucune loi de collège, aucune inscription ne parle de secours aux malades et aux indigents, de pensions de retraites, de subventions aux veuves, aux orphelins des collègues ; ces patrons qui énumèrent avec tant de vanité les présents qu'ils font aux collèges ne relatent jamais qu'ils aient donné dans ce but. Ils laissent bien des sommes destinées à être distribuées aux collègues, mais ces dons ne servent guère qu'à des banquets. Tertullien le leur reproche (1) : « Nous regardons notre argent (celui des chrétiens) comme un dépôt qui nous est confié par la piété ; aussi ne le dépensons-nous pas à manger et à boire ; nous nous gardons bien de l'employer à d'indécentes orgies. Il sert à donner du pain aux pauvres et à les ensevelir, à élever les orphelins des deux sexes, à secourir

(1) Tertullien, *Apologie*, 39.

nos vieillards ». Julien l'Apostat, dans sa lutte désespérée contre le christianisme, recommande aux prêtres païens de secourir les malheureux, et il reconnaît avec douleur que jusqu'alors les Galiléens seuls se sont acquittés des devoirs de charité (1) ! Si les collèges avaient été des institutions de charité, Julien qui est si habile ne se serait-il pas empressé de les signaler ? Les inscriptions enfin ne nous indiquent jamais que les collèges se soient occupés de pareilles questions. Les distributions sont faites entre tous les collègues ; les magistrats qui sont les plus riches reçoivent une double part, mais jamais l'argent n'est réservé aux indigents. La veuve d'un affranchi de l'Empereur (2) lègue au collège d'Esculape et d'Hygie 50,000 sesterces, et elle règle d'avance la manière dont les revenus seront distribués entre les collègues. Les patrons et les magistrats reçoivent bien plus que les simples associés ; si le collège avait secouru les indigents, n'est-il pas probable que la testatrice aurait réservé pour eux seuls le bénéfice de son legs (3).

Le collège est donc une association destinée à défendre les intérêts des associés, à leur rendre la vie la plus agréable possible, à les réunir dans le même culte, à leur assurer un tombeau ; ce n'est pas une société de secours mutuels, une institution charitable.

(1) Julien, *Épistol.*, 49.

(2) Orelli, 2417.

(3) M. Léon Rénier (*Archives des Missions*, 1851, p. 219 et suiv.) voit une société de secours mutuels dans le célèbre collège des lieutenants de la III^e Augusta à Lambèse. Quand l'officier quittait l'armée, la caisse lui payait une somme de 500 deniers, qui, d'après M. Rénier, servait à son établissement dans l'endroit où il se fixait. Ce serait l'origine de nos caisses de retraites. M. Boissier (*Revue archéologique*, 1872. *Étude sur quelques collèges funéraires romains*) prétend que cette somme, appelée *anularium*, ne serait autre chose que le *funeraticum* payé d'avance à l'officier. En effet l'officier étant retraité peut-être très loin de la III^e Augusta, le collège n'aurait pu à sa mort payer le *funeraticum* ; il lui donnait à son départ du corps la somme qu'il aurait payée comme *funeraticum*.

Deux dangers sont toujours à craindre quand les ouvriers et marchands sont réunis en corporations : c'est que les corporations soient fermées et obligatoires et, par suite, que le monopole existe ; c'est en outre que les membres ne soient assujettis à la corporation. Ces dangers, les collèges de l'époque classique surent les éviter par la liberté. Libres vis-à-vis de l'État, ils laissèrent libres leurs membres. Personne n'est opprimé et n'est obligé de faire partie d'un collège ; y entre qui veut, en sort qui veut, plusieurs collèges du même métier peuvent coexister ; la concurrence existe donc. Aucune loi de collège ne parle de coalition dans le but de faire hausser ou baisser les salaires, aucune loi ne fixe de tarif ; le marchand et l'ouvrier travaillent comme ils l'entendent et à leurs risques et périls. Le collège n'est pas une corporation fermée et obligatoire, ce n'est qu'une association religieuse et en même temps une association de plaisirs. Les associés ne sont pas soumis à des statuts bien sévères, ils restent maîtres de leur collège, nomment les chefs qu'ils veulent, ne reconnaissent d'autres lois que celles qu'ils se donnent librement.

Aussi l'on comprend que le collège pour ses membres soit l'objet d'une grande vénération, d'un amour profond. Pour les pauvres déshérités, petits marchands, ouvriers, esclaves qu'il réunit, le collège remplace tout jusqu'à la famille. Le protecteur (1) et la protectrice sont les père et mère du collège, les associés se traitent de frères. Deux dévots élèvent un autel à Jupiter, avec l'aide des frères et sœurs (2) et un membre du collège des habitants de Ve-

(1) On voit souvent dans les inscriptions le patron et la patronne être appelés père et mère du collège.

(2) Orelli, 1485.

labre laisse à ses frères un monument qu'il a restauré (1). Bien plus, la mort elle-même ne fait pas sortir le défunt du collège, c'est dans le tombeau commun qu'il est enterré, ou bien c'est grâce au *funeraticum*, ou s'il est assez riche pour avoir une sépulture à part, c'est le collège encore qui doit l'entretenir ; aussi met-on sur la tombe du collègue défunt qu'il a été *pius in collegio* (2) comme on met qu'il a été *pius in suis* et avec raison, le collège n'a t-il pas été pour lui une grande famille d'élection qu'il a peut-être plus aimée que sa véritable famille ?

(1) Orelli, 1238.

(2) *Corp. inst. lat.*, II, 1976.

CHAPITRE DEUXIÈME

DES COLLÈGES AU BAS-EMPIRE

Au Bas-Empire la situation des corporations d'artisans change totalement ; au lieu d'être libres, elles deviennent obligatoires ; au lieu du principe de liberté qui avait dominé pendant l'époque classique, c'est le principe contraire qui l'emporte ; les collèges sont entièrement soumis à l'administration impériale.

Dioclétien avait imaginé un vaste système de centralisation qui est poussé à l'extrême par Constantin et ses successeurs. L'Empire entier est divisé en classes ; la situation de chaque citoyen est fixée, l'état social est en quelque sorte figé. Pour assurer le service des impôts, un système spécial est inventé : l'impôt n'est plus dû par les individus, il est dû par les villes, les corporations ou les fonds de terre. Chaque ville est taxée pour une certaine somme ; peu importe qu'elle soit payée par tous ou par quelques-uns, qu'il y ait des contribuables insolvables ; ceux qui sont riches paient pour ceux qui n'ont rien, sauf à se faire rembourser par ceux-là comme ils l'entendront. Afin d'être toujours certain de toucher l'impôt, l'Empereur rend responsables de son recouvrement les curiales, et comme personne ne peut plus entrer dans la curie, on nomme curiales les fils de curiales ; bien plus, comme accablés sous le faix des impôts ils s'enfuient, on les ramène de force ; s'il n'y a plus assez de curiales ou s'ils ne peuvent plus, malgré toute la pression de l'administration, parfaire

la somme fixée, un décret place d'office dans la curie ceux qui paraissent riches.

L'affectation des personnes à un certain rôle, l'impossibilité de sortir de la condition qui leur est assignée par la naissance ou l'ordre des magistrats, c'est le fait dominant de l'histoire économique et sociale du Bas-Empire. La liberté n'existe plus, on naît dans une certaine classe de la société, et on ne peut la quitter, l'Empire devient un immense ergastule dans lequel chaque individu, rivé à sa profession, n'a plus qu'un rôle, rapporter le plus d'argent possible à l'État bon gré mal gré. Et comme l'Empire est ruiné, que les impôts rentrent mal, ceux qui possèdent encore quelque chose sont de plus en plus pressurés. Alors, désespérés, ils s'enfuient, et les empereurs sont obligés de porter les peines les plus sévères contre ceux qui veulent échapper à cette tyrannie effrénée. Mais l'Empire ne peut plus subvenir aux besoins de la population. A quoi bon travailler, puisque le fisc guette tous ceux qui gagnent un peu? Il vaut mieux ne rien faire. Les Empereurs alors forcent à travailler : les cultivateurs ne veulent plus cultiver, ils sont attachés au sol, deviennent colons, presque esclaves. Les artisans renoncent à leurs métiers qui ne peuvent plus les nourrir ; il faut bien cependant que les métiers ne soient pas abandonnés ; les Empereurs du Bas-Empire s'imaginent alors de rendre obligatoires les collèges que l'époque classique leur avait laissés dans un état florissant ; personne ne veut plus y entrer, les fils des *collegiati* sont alors obligés d'en faire partie, au moins on est sûr que le collège sera au complet.

Vains efforts ! Le collège se dépeuple. On a beau menacer des châtimens les plus sévères ceux qui désertent la corporation, les artisans s'enfuient dans les déserts, se

réfugient dans les cloîtres, préfèrent même passer chez les barbares qui menacent l'Empire, là, au moins, ils sont à l'abri du fléau le plus redoutable, le fisc. Il faut bien combler les vides faits par la désertion et la misère. Les Empereurs placent alors d'office dans les collèges les oisifs, ou réunissent ensemble plusieurs collèges; en même temps la situation des artisans qui restent parce qu'ils n'ont pu s'enfuir ou qu'ils sont attachés à leur ville et à leur famille, devient intolérable. Le collège n'est plus qu'une chiourme où, comme le galérién, l'artisan ne travaille que parce qu'il y est contraint..

Si l'on envisage la situation des artisans au Bas-Empire, on voit que les collèges des métiers se subdivisaient en trois grandes classes : les métiers exercés dans les fabriques de l'État; les professions nécessaires à la subsistance publique, et les corporations d'artisans proprement dites (1). Quoique nous n'étudions que les collèges de métiers proprement dits, nous croyons cependant devoir donner quelques détails sur les deux premières classes; en effet, presque tous les textes du code théodosien se rapportent à ces professions qui y sont classées; très peu parlent des simples collèges, et cela se comprend, car il est naturel que les empereurs se soient surtout préoccupés des métiers nécessaires à leur cour ou à la subsistance publique. Mais nous croyons que les principes qui réglaient ces deux premières classes de professions devaient aussi régner dans les collèges proprement dits, et qu'il faut étendre à nos collèges certaines règles générales des professions classées.

(1) C'est la division adoptée par M. Levasseur : *Histoire des classes ouvrières en Gaule*. Pour les deux premières classes, le résumé que nous en donnons est tiré principalement de cet excellent ouvrage, ainsi que de celui de M. de Serrigny : *Droit public et administratif romain du IV^e au VI^e siècle*.

PREMIÈRE CLASSE. — *Manufactures de l'État.* — L'État possédait de nombreuses manufactures à Rome et dans les provinces. La notice de l'Empire en indique un grand nombre, ainsi que le Code de Justinien (1) et le Code Théodosien (2). Elles fournissaient tout ce qui était nécessaire aux armées et aux besoins de l'empereur et de la cour. De plus, les mines, les carrières et les salines appartenaient pour la plus grande partie à l'État (3). Enfin il y avait une administration des transports chargée de faire parvenir les produits des impôts.

Ces ateliers dépendaient soit du Comte du domaine privé, soit du Comte des sacrées largesses. Ils étaient dirigés par des intendants ayant souvent de nombreux ouvriers sous leurs ordres (4). Les ouvriers se composaient : 1° d'esclaves publics dont la position était intolérable ; 2° d'affranchis ; c'étaient des esclaves publics qu'on affranchissait pour leur bonne conduite, mais qui restaient attachés à l'atelier ; leur condition était plus douce que celle des esclaves ; 3° d'hommes libres ; ils ne pouvaient s'engager qu'en justifiant qu'ils n'étaient pas fils de curiales et qu'ils étaient libres de leur personne ; ils pouvaient alors librement contracter leur engagement devant le gouverneur de la province, ou devant le défenseur de la cité (5), mais une fois qu'ils s'étaient engagés, ils ne pouvaient plus sortir de la fabrique (6) ; 4° de condamnés, mais on ne recevait de condamnés que dans les carrières, les mines et

(1) Code de Justinien, XI, tit. 6, 7 et 9.

(2) Code Théodosien, X, titres 19, 20, 21, 22.

(3) Code de Justinien, XI, tit. 6.

(4) Pour donner une idée de leur nombre, rappelons que Felicissimus souleva cinq mille *monetarii* employés avec lui dans la même fabrique, et qu'Aurélien dut employer une armée pour vaincre cette révolte.

(5) Code Théod., X, tit. 22, L. 6.

(6) Code Théod., X, tit. 22, L. 1.

les salines ; ils travaillaient chargés de chaînes dont le poids était proportionné à la gravité de leurs fautes (1).

La situation de ces ouvriers étant dure, ils cherchaient naturellement à s'échapper. Aussi imagina-t-on, afin de reconnaître les fugitifs, de marquer les ouvriers avec un fer rouge, d'abord au bras (2), plus tard à la main (3). S'ils s'enfuyaient, ceux qui leur donnaient asile étaient condamnés à une amende de trois (4) ou cinq (5) livres d'or, ou bien même à devenir ouvriers de la fabrique impériale (6).

Pour assurer le service de ces ateliers, ceux qui étaient employés y restaient toute leur vie, même s'ils étaient des ouvriers libres ayant contracté un engagement comme on l'a vu plus haut (7). En principe, ils ne pouvaient changer de condition. Les ouvriers des monnaies ne pouvaient être affranchis par aucune dignité (8). Les *muriguli* (pêcheurs de murex) ne pouvaient échapper à leur sort, même en entrant dans les ordres (9).

Les enfants de ces ouvriers étaient nécessairement attachés à la manufacture. Les enfants d'une fille d'un ouvrier de l'État, quel que fût le père, naissaient ouvriers (10). Même le mariage sert à recruter des ouvriers. Tout homme qui épousait une femme de la classe des pêcheurs de murex devenait lui-même pêcheur (11). Toute femme libre ou toute fille de colon qui épousait un ouvrier de l'État, suivait la

(1) Digeste, XLVIII, tit. 19, L. 8, § 4.

(2) Code Théod., X, tit. 22, L. 4.

(3) Code de Just., XI, tit. 7, L. 10.

(4) Code de Just., XI, tit. 7, L. 6.

(5) Code de Just., XI, tit. 7, L. 5.

(6) Code de Just., XI, tit. 9, L. 3.

(7) Code Théod., X, tit. 22, L. 6.

(8) Code de Just., XI, tit. 7, L. 1.

(9) Code Théod., IX, tit. 43, L. 3.

(10) Code Théod., X, tit. 20, L. 15.

(11) Code Théod., X, tit. 20, L. 5.

condition de son mari, à moins que, dans un délai très court, la femme libre ne se séparât, et le maître ne réclamât sa colone (1).

On avait même décidé que les acquéreurs des biens des pêcheurs de murex feraient partie de la corporation des pêcheurs de murex, ou qu'ils rendraient ces biens avec les arrérages dûs par leurs auteurs.

La fabrique recevait une certaine quantité de matières et devait rendre une certaine quantité d'objets fabriqués. Tous les ouvriers d'un même atelier étaient responsables les uns des autres vis-à-vis du fisc, et ils pouvaient tous être punis pour la faute d'un seul (2).

Les ouvriers libres étaient exempts du service militaire dans ces fabriques; mais ce n'était pas là une véritable immunité, ils n'étaient exempts que parce qu'ils étaient nécessaires à l'État. Quiconque pouvait trouver et faire agréer un remplaçant qui prenait tous ses engagements, pouvait sortir de l'atelier (3). Les biens des mourants sans héritiers légitimes appartenaient à la communauté (4).

Un seul avantage existait; le chef d'atelier d'une manufacture d'armes à Rome, après deux ans de service, sortait de l'atelier, et était exempt de tout service public pour tout le reste de sa vie (5).

La situation de ces ouvriers libres était donc très malheureuse; on les confondait presque avec les esclaves, leurs compagnons de travail.

DEUXIEME CLASSE. — *Professions nécessaires à la subsistance du peuple.* — La plus grande préoccupation de

(1) Code Théod., X, tit. 20, L. 10.

(2) Code de Just., XI, tit. 9, L. 5.

(3) Code Théod., X, tit. 20, L. 16.

(4) Code Théod., Nov., liv. I, L. 13.

(5) Code de Just., XI, tit. 9, L. 2.

l'Empire fut de nourrir le peuple oisif de Rome et des grandes villes. Plusieurs corporations furent créées pour assurer le service de l'annone. Nous allons voir rapidement quelle était, au Bas-Empire, l'organisation des corporations de bouchers, charcutiers, boulangers et *navicularii*.

Les propriétaires fonciers devaient deux impôts en nature : le bétail et le canon frumentaire ou blé. Les bouchers et charcutiers étaient chargés de percevoir le premier impôt, en principe il était dû en nature ; mais le plus souvent les propriétaires au lieu de payer en nature, donnaient une certaine somme d'argent ; les bouchers alors achetaient avec cet argent des animaux, les conduisaient à Rome et les détaillaient. Il en était de même pour les *suarii* (charcutiers). Pendant cinq mois ils débitaient gratuitement la viande des animaux donnés par les propriétaires, ou achetés dans les marchés. Ils recevaient comme salaires le vingtième des bestiaux, et de plus dix-sept mille amphores de vin accordées annuellement par l'État (1).

Le blé récolté dans les provinces, sous le nom de canon frumentaire, était apporté à Rome par les *navicularii*. Ceux-ci constitués en corporations très respectées, avaient pour mission de transporter les blés, les vivres et les impôts ; la construction des vaisseaux nécessaires aux transports était à leur compte (2).

Ils recevaient comme payement de leurs services la vingt-cinquième partie du blé transporté et de plus un sou d'or par mille boisseaux ; mais comme l'existence des grandes villes dépendait de leur exactitude, ils étaient soumis à des prescriptions nombreuses. Leur itinéraire était

(1) Code Théod., XIV, tit. IV

(2) Code Théod., *De noviculariis*.

fixé par la loi ; les gouverneurs de provinces ne devaient pas les laisser séjourner dans les ports situés sur leur chemin. En cas de naufrage une enquête sévère avait lieu, parfois on mettait la moitié de l'équipage à la torture (1) ; enfin le trafic des blés était puni de mort.

Arrivé à Ostie, le blé passait successivement par les mains des caudicaire, des chargeurs et des portefaix jusque dans les greniers publics ; alors les meuniers-boulangers le convertissaient en farine, puis en pain distribué à ceux qui étaient inscrits sur les registres de l'annone.

Les boulangers, qui en même temps étaient meuniers, formaient une corporation comprenant deux cent cinquante-quatre membres qui devaient toujours être au complet ; elle était placée sous les ordres du préfet de l'annone (2).

Ces professions se recrutent 1° librement, ce qui était assez rare ; 2° par l'*origo*. Le fils d'un naute ou d'un boulanger par exemple était forcé de suivre la profession de son père. Bien plus, comme le nombre des boulangeries était limité, dans le cas où le fils n'avait pas à la mort de son père vingt ans, âge auquel il devait commencer son service, la corporation devait le faire remplacer jusqu'à ce qu'il eut atteint vingt ans (3). Si le boulanger ne laissait qu'une fille, son gendre devenait boulanger, et s'il avait dissipé la dot de sa femme, ce qui compromettait la fortune du collège, il devait réparer ce dommage (4).

Dans le cas où le boulanger ne laissait pas d'enfants, son héritier ou son légataire le remplaçait : « Dans les testaments les donations ou volontés dernières, les legs

(1) Code Théod., XIII, tit. 9, L. 2.

(2) Code Théod., XIV, tit. 3.

(3) Code Théod., XIV, tit. 3, L. 5.

(4) Code Théod., XIV, tit. 3, L. 14.

faits à des étrangers seront regardés comme nuls, dit le code Théodosien, si ceux qui sont gratifiés des biens d'un boulanger n'acceptent aussi volontairement les fonctions de boulanger (1). »

Il en était de même pour les autres professions. Les biens d'un *navicularius* ou d'un boucher étaient affectés au service de la corporation; ceux qui les détenaient devaient remplir les obligations de ceux qui les leur avaient transmis; s'ils voulaient s'en affranchir ils devaient renoncer aux biens (2). Bien plus, si un membre d'une de ces professions venait à hériter des biens d'un membre d'une autre profession classée, il devait satisfaire aux charges des deux corporations. L'empereur lui-même n'aurait pu s'y soustraire.

D'autres modes de recrutement existaient encore; certaines condamnations légères entraînaient pour les condamnés l'obligation de faire partie de la corporation des boulangers en qualité d'ouvriers, mais cette peine n'était pas infligée à ceux qui faisaient déjà partie d'une autre corporation.

Enfin un rescrit de l'empereur pouvait faire entrer dans une de ces corporations; une loi même forçait les affranchis ayant une fortune de trente livres d'argent à faire partie de la corporation des déchargeurs (3).

Les membres des corporations affectés à un service public étaient liés d'une manière indissoluble à leur condition. Rien ne pouvait les délivrer en principe. Il fallait qu'ils devinssent sénateurs, ou bien qu'ils fissent agréer un successeur, auquel ils devaient laisser tout le fonds commer-

(1) Code Théod., XIV, tit. 3, L. 3.

(2) Code Théod., XIV, tit. 4, L. 1, et XIII, tit. 6, L. 3.

(3) Code Théod., XIV, tit. 2, L. 9.

cial (1). S'ils s'enfuyaient, ils étaient recherchés avec rigueur ; ils ne pouvaient même pas se faire clercs.

Mais ils jouissaient de privilèges importants, ils étaient exempts de la milice (2), de toute corvée (3) et échappaient aux fonctions de la curie (4). Ils jouissaient du monopole et leurs salaires étaient fixés ; c'est ainsi que nul ne pouvait faire enlever du port ses denrées sans se servir des porteurs ; si l'on contrevenait à cette disposition le cinquième des marchandises enlevées était confisqué.

Ces corporations jouissaient d'une assez grande considération. Après cinq ans d'exercice, les principaux des *suarii* obtenaient le titre de comtes ; parfois les boulangers parvenaient à être sénateurs, et enfin les *navicularii* étaient chevaliers (5), ce qui leur permettait d'échapper à la torture ; c'était peut-être la plus enviée de leurs prérogatives.

TROISIÈME CLASSE. — *Métiers d'artisans proprement dits.*
— Nous avons essayé de dégager à l'époque classique les points suivants : le collège est libre dans son recrutement et dans son fonctionnement, le collège est une société de plaisirs, c'est une association religieuse et funéraire. Au Bas-Empire le collège, au contraire, est obligatoire ; il est soumis à l'autorité, il n'est plus qu'un rouage de l'immense machine administrative.

A l'époque classique le collège se recrute librement ; pour y entrer il faut être accepté par les collègues. Au Bas-Empire le collège se recrute surtout par l'*origo* ou le décret du magistrat, rarement par l'admission volontaire.

Le mode de recrutement de beaucoup le plus fréquent

(1) Code Théod., XIV, tit. 4, L. 1.

(2) Code Théod., VII, tit. 13, L. 2.

(3) Code Just., XI, tit. 16, L. 1.

(4) Dig., liv. IV, tit. 6, L. 5, § 3.

(5) Code Théod., XIII, tit. 5, L. 16.

consiste dans l'*origo* (lien du sang). De même que le fils du curiale devient curiale et que le fils du soldat devient soldat, le fils du *collegiatus* (1) doit être *collegiatus*, il est *obnoxius collegio*. Quoiqu'il fasse, qu'il le veuille ou non, il est membre du collège auquel appartient son père, il ne peut choisir une autre carrière (2). La profession de ses parents a beau être une profession vile, qu'importe, sa naissance le condamne à cette profession, il faut qu'il la suive, il ne peut la quitter. C'est ainsi que les filles des actrices étaient vouées au théâtre (3).

Si les parents ne sont pas de la même condition, si l'enfant n'est pas né d'un *æquale conjugium*, on décide ainsi :

L'enfant est-il né d'un *collegiatus* et d'une *ancilla* ou d'une *colona*, il suit la condition de sa mère, il devient alors l'esclave ou le colon du maître de sa mère.

Est-il né d'un *collegiatus* et d'une *ingenua* il doit suivre la condition de son père, il est *collegiatus*.

Dans les fabriques impériales, chez les *pistores*, les *navicularii*, etc., le mariage, nous l'avons vu, faisait entrer le gendre dans la corporation de son beau-père. Devons-nous étendre cette règle aux collèges de métiers non classés ?

Nous ne le croyons pas ; le gendre, pour nous, garde sa condition et il n'y a aucune raison pour qu'il en change ; cela serait contraire à la théorie du Bas-Empire ; il est de principe, nous l'avons vu, de naître dans une profession et d'y rester toute sa vie. S'il y a une dérogation à la règle générale dans le cas où on épouse la fille d'un *fabricensis* ou d'un *pistor*, c'est parce qu'il s'agit de professions nécessaires à l'État ou à la subsistance publique, et

(1) On appelait *corporati* les membres des collèges de Rome, *collegiati* ceux des collèges des autres villes.

(2) Code Théod., XIV, 7, L. 1.

(3) Code Théod., XV, 7, L. 2.

il importe alors que ces professions soient toujours au complet ; mais pour les métiers libres on ne voit aucune trace, dans les textes, d'un pareil changement d'état.

On a vu que les biens des boulangers, des pêcheurs de murex, etc., restaient toujours affectés au service de la corporation, et que ceux qui les possédaient devaient nécessairement faire partie du collège ; mais il n'est pas vraisemblable que de pareilles obligations aient été imposées aux possesseurs des biens des *collegiati* ; aucun texte ne parle de cette mesure qui aurait été exorbitante ; une pareille substitution du lien réel au lien personnel pour le recrutement des collèges, aurait été une révolution dans la réglementation du travail, et il ne paraît pas qu'elle ait eu lieu. On invoquerait en vain la loi première au Code Théodosien de *collegiatis* qui dit que l'on fera rentrer de force dans les corporations avec tous leurs biens ceux qui se seront enfuis. Cette disposition se comprend, car tous les *collegiati* étaient tenus des charges de la corporation et devaient payer solidairement l'impôt du chrysagire ; si le *collegiatus* avait pu soustraire une partie de ses biens, il aurait fait tort à ses collègues et peut-être au fisc ; mais cela ne prouve pas que le *collegiatus* ne pût transmettre ses biens qu'à la condition que son héritier ou légataire dût suivre sa profession.

Aucun texte non plus ne parle du recrutement du collège par mesure de punition. On a vu qu'un individu pouvait être condamné aux mines pour faute grave, et pour faute légère à être *pistor* ; pour les collèges non classés, nous n'avons aucune disposition générale de ce genre ; peut-être cependant y a-t-il eu des exemples de placement dans les corporations pour faute légère ; on peut le supposer, car les magistrats ayant droit de

remplir les collèges comme ils le jugeaient bon, ont dû parfois condamner à en faire partie quand on avait mérité une légère punition. On peut invoquer une novelle *de Majorien* (1) dans notre sens, novelle qui semble déclarer que le magistrat peut, par punition, placer dans un collège. Dans le cas où un curiale aura épousé une fille de colons ou d'esclaves, la femme et les filles resteront asservies à la terre ou au maître ; les fils suivront la condition du père ; s'ils sont nés d'une colone, ils seront admis nécessairement dans la curie ; s'ils sont nés d'une esclave ils feront partie des corporations.

II. Le second mode de recrutement consistait dans la collocation forcée dans un collège. Malgré les ordres sévères des empereurs, malgré les rigueurs de la répression, souvent le collège se dépeuplait, alors l'empereur révoquait les dispenses données par ses prédécesseurs. Si cela ne suffisait pas, il prenait alors une mesure plus radicale ; il ordonnait de remplir les vides du collège avec des personnes tirées d'autres collèges (2).

III. On peut encore entrer dans un collège volontairement. On a vu en effet qu'une personne libre, moyennant certaines conditions, pouvait se faire admettre dans une fabrique impériale qui n'était qu'un ergastule ; à plus forte raison l'admission volontaire devait-elle être permise dans les collèges qui avaient conservé une ombre de liberté ; enfin les empereurs qui s'occupaient avec tant de soin du recrutement forcé des collèges, devaient en permettre le recrutement volontaire. Nous croyons même que les membres du collège avaient le droit de recevoir le candidat sans la

(1) Nov. Majorien, 4.

(2) Cod. Théod., L. XIV, tit. 8, L. 1.

permission du gouverneur, sans cela on ne comprendrait pas qu'il y ait autant de lois prévoyant le cas où des curiales se sont fait admettre dans des collèges; une telle admission s'expliquerait-elle si l'autorisation administrative avait été exigée pour chaque candidat ?

L'État avait trouvé le moyen de remplir les cadres du collège ; il fallait veiller alors à ce que les *collegiati* n'échappassent pas à la tyrannie qui pesait sur eux : les empereurs usaient de plusieurs moyens pour arriver à ce but.

Ils espéraient l'obtenir par les immunités ou privilèges accordés aux *collegiati*, et par les peines sévères portées contre ceux qui essayaient de s'enfuir du collège.

L'administration impériale voulut d'abord retenir les *collegiati* dans leurs collèges, en leur accordant certaines immunités. Pour les *pistores* et les *navicularii*, nous avons vu que ces immunités étaient assez nombreuses. Les membres des corporations non nécessaires à la subsistance publique jouissaient-ils de tous ces privilèges ?

I. — *Tutelle*. — Les membres d'un collège ne jouissent de cette immunité que si le collège a reçu une concession spéciale de ce privilège. C'est ce que dit Callistrate(1). « Nous déclarons que les membres des collèges semblables à ceux des fabri, jouissent de cette immunité. Ils peuvent refuser la tutelle d'enfants étrangers à la corporation à moins que leurs ressources ne soient pas assez grandes pour n'être pas exempts des autres charges publiques. Mais toutes les corporations et tous les collèges ne jouissent pas de cette excuse, quand bien même ils seraient exempts des charges municipales. Il faut une concession spéciale de ce privilège. »

(1) XXVII, D., 1, L. 17, §§ 2 et 3.

Ainsi Callistrate indique les conditions nécessaires pour qu'un collegiatus ne soit pas tuteur :

1° Il faut une concession spéciale à son collègue ;

2° Il faut que le collegiatus n'ait que des biens insuffisants pour être tenu des charges publiques.

3° Il faut que l'impubère ne soit pas l'enfant d'un de ses collègues.

Si une de ces conditions vient à manquer, le collegiatus ne peut refuser la tutelle.

II. — *Exemption du service militaire.* — Théodore et Valentinien déclarent que les corporati de la ville de Rome (1) ne doivent pas faire partie de la milice. Cette disposition devait probablement s'appliquer aux collegiati. En tout cas, corporati et collegiati ne peuvent s'engager dans l'armée, puisqu'il est déclaré que le collegiatus, devenu soldat malgré la loi, ne jouira pas des avantages des vétérans (2). Mais les membres des collèges doivent cependant, comme tous les autres citoyens, au prorata de leurs ressources, contribuer à l'entretien et à la réparation des murailles (3).

III. — *Exemption des charges municipales.* — Callistrate déclare que l'immunité des charges municipales a été accordée aux artisans. « L'immunité a été donnée à certains collèges et à certaines corporations auxquels le *jus coeundi* a été concédé, c'est-à-dire à ces collèges et corporations dans lesquels chacun est reçu à cause de sa profession comme le collège des *fabri* et ceux qui ont la même origine comme les collèges institués pour exécuter les

(1) Nov., Théod., 26.

(2) Cod. Théod., VII, tit. 20, L. 12.

(1) Cod. Théod., XV, tit. 1, L. 49.

travaux nécessaires à l'utilité publique. Cette immunité n'appartient pas à tous ceux qui en font partie, mais seulement aux véritables artisans ». Puis Callistrate ajoute que les vieillards ne jouissent pas de cette immunité.

Ainsi cette exemption n'appartient pas à tous ceux qui font partie du collège, il faut être un artisan. Callistrate, qui écrivait à l'époque de Caracalla, vise ici les membres honoraires qui, à l'époque classique, étaient assez nombreux. De plus il faut, pour être exempt, travailler véritablement ; le vieillard ne jouit pas de l'immunité. Enfin il ne faut pas être riche ; Callistrate le déclare. « Quant à ceux qui sont riches et qui peuvent supporter les charges municipales, ils ne pourront jouir des privilèges accordés aux *tenuiores* qui composent le collège, c'est ce qui a été décidé plusieurs fois. »

Cette immunité devait être en outre accordée spécialement aux corporations ; mais presque toutes devaient l'obtenir ; ainsi une seule constitution de Constantin octroie ce privilège à trente-deux corporations (1).

Mais les immunités ne suffisaient pas à maintenir le *collegiatus* dans son collège, elles n'offraient pas assez d'avantages pour faire supporter aux artisans leur misère et leurs charges ; aussi n'avaient-ils qu'un désir : fuir le collège. Les uns se faisaient prêtres, les autres préféreraient la vie du colon à celle qu'ils menaient comme *collegiati* ; et comme les malheureux ont toujours cru qu'en même temps qu'ils changeront d'état, ils seront plus heureux, les colons, de leur côté, s'efforçaient de devenir *collegiati*, tant il est vrai qu'au Bas-Empire chacun détestait son sort et croyait les autres moins malheureux que lui ; ils ne changeaient que de misère.

(1) Houdoy. *Droit municipal*, p. 508 et suivantes.

Les empereurs, par suite, prescrivirent les mesures les plus sévères contre les fugitifs. Ils ne trouvèrent rien de mieux que de rendre la corporation entière responsable de ses membres ; c'est ainsi qu'une loi décide que si un *centonarius* s'échappe et se fait recevoir dans la curie, la corporation entière est punie, à moins qu'elle ne porte immédiatement plainte (1). Ils ordonnaient en même temps de rechercher avec diligence les *collegiati* déserteurs, et punissaient jusqu'à l'égal du fugitif ceux qui lui donnaient asile. On a vu de quelles peines étaient frappés ceux qui recevaient des ouvriers des fabriques impériales ; de même nul doute que ceux qui aidaient les fugitifs des corporations non classées à échapper aux recherches ne fussent traités rigoureusement.

C'était en vain que le *collegiatus* qui avait quitté le collège eut pu se cacher pendant trente ou quarante ans ; il ne pouvait acheter au prix de son repos, de ses biens, d'inquiétudes sans nombre, le droit de ne plus faire partie de sa corporation ; il n'y avait pas de prescription. « Les cités (2), dit une constitution qui dépeint en quelques mots l'état des villes au Bas-Empire, les cités privées de leurs corps de métiers ont perdu leur antique splendeur, car beaucoup de membres des corporations, abandonnant les villes et embrassant la vie des champs, se sont réfugiés dans les endroits solitaires et inaccessibles. Mais nous voulons anéantir un pareil projet et nous décidons que les fugitifs, en quelque lieu qu'on les trouve, soient ramenés aussitôt sans qu'on puisse opposer aucune raison. »

Rien ne pouvait soustraire le *collegiatus* à son misérable sort ; il lui était défendu de changer de condition. Avait-il

(1) Cod. Théod., XIV, tit. 8, L. 2.

(2) Cod. Théod., XII, tit. 19, L. 1.

pu se faire recevoir soldat, combattre pendant longtemps ; s'il était découvert il redevenait *collegiatus* et ne pouvait invoquer les privilèges accordés aux vétérans (1). Aucune dignité ne pouvait l'enlever à son collège. Il ne pouvait être ni *perfectissime*, ni *defensor civitatis* ni sénateur, ni entrer au service du prince. Le *collegiatus* n'était même pas assuré d'être libéré quand bien même l'empereur lui permettait de quitter le collège. Souvent un empereur abolissait les rescrits de ses prédécesseurs, parfois même il ne tenait pas compte des exemptions qu'il avait accordées (2).

L'autorité impériale ne s'arrêtait même pas devant la religion chrétienne qui pourtant était si puissante au Bas-Empire. L'entrée dans les ordres sacrés ne pouvait libérer le *collegiatus* à moins de l'abandon complet de ses biens, et encore fallait-il qu'il fût prêtre ou diacre. Les ordres mineurs ne le préservaient pas. C'est ce que Théodore II et Valentinien (3) décident en 445. Quelques années plus tard Valentinien (4) traite d'une manière plus complète ce point important, car bien des *collegiati*, désirant échapper à l'affreuse tyrannie qui pesait sur eux, se réfugiaient dans la religion ; et il défend que nul *corporatus* de Rome ou des autres villes, que nul *collegiatus*, que nul *curiale* n'entre dans le clergé ni dans les monastères, que nul membre des corporations des villes ne soit élevé à la dignité de défenseur de la cité sous peine de la confiscation de ses biens, qui seront appliqués au profit de la curie s'il s'agit d'un *curiale*, de la corporation s'il s'agit d'un *collegiatus*.

(1) Cod. Théod., liv. VII, tit. 20, L. 12.

(2) Cod. Théod., XIV, tit. 7, L. 2.

(3) Nov., Théodosien, 26.

(4) Nov., Valentinien, 12.

Ceux qui, dans les dix ans qui précèdent la date de la présente loi ont été ordonnés diacres, devront fournir des remplaçants à leur corporation, sinon ils seront réduits à leur ancienne condition. Quant aux ministres sacrés d'un rang inférieur, ils devront être ramenés à leur ancien état. Il n'en sera pas ainsi des évêques et des prêtres ; on ne leur appliquera que les lois anciennes concernant le patrimoine, c'est-à-dire que les prêtres et les évêques pourront se libérer complètement en abandonnant leurs biens.

Y a-t-il un moyen de sortir du collège ? On peut se faire prêtre ; mais avant d'être prêtre, il faut faire un stage et l'autorité peut forcer alors le *collegiatus* à revenir dans la corporation. Même est-on devenu diacre, il faut abandonner tous ses biens et trouver un remplaçant ; le prêtre seul peut se libérer en abandonnant sa fortune.

Le gouverneur de la province peut faire sortir un *collegiatus* de son collège, mais c'est pour le faire entrer dans la curie déserte, n'est-ce pas changer de misère ?

L'empereur seul peut, par un rescrit, délivrer le *collegiatus* du joug qui pèse sur lui. Qu'on plaise à un favori du prince, qu'on achète sa protection à prix d'argent ou par de honteuses complaisances, on peut alors sortir du collège. Mais ces rescrits eux-mêmes sont souvent déclarés nuls (1).

Le *collegiatus* est donc lié d'une manière irrévocable à son collège.

Nous avons essayé de démontrer que le collège à l'époque classique était une association libre, une association de plaisir, et une association funéraire. Examinons rapidement si le collège présente ces caractères au Bas-Empire.

(1) Cod. Théod., XIV, tit. 7, L. 2.

Le collège est-il libre ? Non, la liberté n'existe pas plus dans le fonctionnement que dans le recrutement du collège. On est obligé de faire partie d'un collège et on ne peut en sortir, cela est évident. De même le fonctionnement du collège n'est plus libre, il est soumis aux ordres de l'empereur. Sans doute les textes ne sont pas précis pour les collèges non classés dans le code Théodosien. Mais nous avons vu combien les collèges classés sont à cette époque surveillés par l'administration, quelles règles tyranniques leur sont imposées. Nul doute pour nous que les collèges non classés, qui forment la troisième des classes qui nous distinguons au Bas-Empire, ne soient aussi placés sous la direction de l'administration impériale ; cela est conforme aux institutions du Bas-Empire, dans lesquelles la liberté n'apparaît jamais.

D'ailleurs les collèges sont considérés comme nécessaires à l'existence même de l'Empire, car sans eux, croit-on, le commerce et l'industrie ne pourraient subsister, et leur recrutement est obligatoire. Comment alors admettre que les Empereurs qui ont établi un si vaste ensemble de lois pour réglementer tout ce qui pouvait exister, aient oublié, après avoir réglementé les collèges, de les surveiller, alors que les collèges, outre leur soi-disant utilité économique, jouaient un rôle public, celui de faire rentrer l'impôt du chrysagire. Cela n'est pas vraisemblable. Ce qui le prouve, c'est que l'Empire fixe le prix des marchandises et des salaires (édit du maximum de Dioclétien), que Zénon défend aux marchands et artisans de s'entendre pour faire hausser les prix, que le collège entier est responsable de la fuite d'un *collegiatus* s'il ne le dénonce pas sur-le-champ. Une loi du code Théodosien s'occupe de la location des fonds appartenant aux collèges de Rome, et montre par suite

que l'administration s'immisce dans le fonctionnement des collèges, pour les diriger ou plutôt leur imposer sa volonté.

Le collège est-il resté comme autrefois une société, un cercle où les associés se réunissent pour banqueter et festoyer ? Non ; il n'y a plus d'association de plaisir dès que l'association n'est plus libre. Les collegiati ne voient plus dans le collège une grande famille, ils n'y voient plus qu'une prison. Ils ne se rassemblent plus comme autrefois pour célébrer un culte, car ils sont devenus chrétiens ; ils ne s'amuse plus à banqueter, à causer librement et joyeusement entre eux, ils n'oublient plus leur condition misérable, car s'ils se réunissent encore c'est qu'ils y sont forcés ; c'est pour entendre les ordres de l'empereur, donner des renseignements sur leur fortune afin d'établir l'impôt du chrysagire ; peut-être même ces réunions ne sont-elles que de simples mesures de police afin de savoir si des collegiati ne sont pas enfuis ? D'ailleurs le collège ne possède plus grande fortune ; il ne reçoit plus les dons des patrons, des magistrats, des collègues, car tout le monde est ruiné. Et puis les repas de corps n'ont plus leur raison d'être ; il n'y a plus de banquets après les sacrifices, puisque les sacrifices n'existent plus, il n'y a plus de banquets après les anniversaires, il n'y a plus de legs enfin destinés à assurer la perpétuité de la tombe du testateur.

Le collège en effet n'est plus une association funéraire ; avec le triomphe du christianisme, les associations pour les funérailles disparaissent ; peu importe que l'on soit riche ou pauvre, l'Eglise chrétienne s'occupe des funérailles, et enterre riches comme pauvres ; les tombeaux ne sont plus abandonnés, car l'Eglise professe le culte des morts et entretient les cimetières. Aussi les temples que

les collèges possèdent, les *columbaria* qu'ils ont élevés à grands frais leur sont enlevés et réunis à l'Église ou confisqués par l'Empereur (1).

Les revenus des quelques biens que les collèges continuent à détenir, ne servent plus qu'à combler le déficit de l'impôt que les collèges doivent percevoir sur leurs membres et payer à l'empereur, et dont ils sont responsables, car ils sont devenus des agents fiscaux à l'époque du Bas-Empire.

C'est ce que démontre M. Léon Bouchard dans son *Étude sur l'administration des finances de l'empire romain dans les derniers temps de son existence*, p. 360 et suivantes :

« Le commerce et l'industrie étaient une matière trop riche pour n'avoir pas mérité d'une façon spéciale l'attention de la fiscalité romaine ; aussi les avait-elle frappés d'une contribution désignée sous le nom de chrysagire, *lustralis collatio, collatio auri et argenti, aurum negotiatorum, vectigal artium*.

« On y avait soumis non seulement toutes les personnes des deux sexes qui exerçaient quelque espèce de négoce, ou qui prêtaient leurs capitaux à intérêts, mais encore tous ceux qui louaient à prix d'argent leur main-d'œuvre... Le chrysagire se payait tous les cinq ans. Il était perçu dans les villes, dans les villages et dans les ports. Il était tellement excessif, que, pour l'acquitter, les pères étaient souvent obligés de vendre leurs enfants comme esclaves et de prostituer leurs femmes et leurs filles. Ils devaient se procurer, par tous les moyens possibles, la somme demandée par les exacteurs, sous peine de se voir exposés, eux

(1) Voir Beugnot, *Histoire de la destruction du Paganisme en Occident*, p. 353-356.

et leur famille, à la prison, aux verges et aux plus rigoureux traitements. »

M. Bouchard cite ensuite un certain nombre de personnes affranchies de cette contribution, puis il indique l'assiette et la perception de cet impôt sur le commerce :

« L'assiette de la collation lustrale avait lieu par tête, proportionnellement à la valeur du fonds de commerce de chacun.

« Il y avait un registre matricule sur lequel étaient inscrits les noms de tous ceux qui faisaient le commerce. Ce registre servait à la répartition de l'impôt.

« Lorsque l'empereur avait fixé le chiffre de la contribution, les marchands choisissaient parmi eux des délégués chargés d'en faire l'assiette et la perception. Ils commençaient probablement par constater le capital employé aux affaires et par estimer la valeur du fonds de commerce ; puis ils dressaient les rôles, en déterminant la cote de chacun, d'après les résultats de cette estimation.

« Ils procédaient ensuite au recouvrement dont ils étaient responsables. »

Ainsi donc, on le voit, dans l'essai de socialisme d'Etat du Bas-Empire, le collègue a perdu les caractères que nous lui avons reconnus à l'époque classique ; il a un double rôle : subvenir aux besoins de l'État, faire rentrer les impôts ; il est devenu l'un des rouages de l'immense machine administrative qui ne s'occupe plus qu'à pressurer les populations et à leur extorquer le plus d'argent possible.

TROISIÈME PARTIE

CAPACITÉ JURIDIQUE DES COLLÈGES D'ARTISANS

Les collèges d'artisans ne pouvaient véritablement exister qu'à la condition de constituer une personne morale, c'est-à-dire d'avoir une existence différente de celle de leurs membres. C'est ce que l'empire comprit; puisqu'il favorisait les collèges d'artisans et poussait à leur création, il devait nécessairement leur accorder les moyens de subsister.

Pour qu'un collège jouisse de cette personnalité juridique, il doit satisfaire à trois conditions :

1° Il doit avoir été autorisé par l'empereur. C'est ce que Gaius déclare dans la loi 1, § 1. *Digeste*, l. III, t. 4.

2° Le collège doit contenir au moins trois membres : *Neratius Priscus tres facere existimat collegium, et hoc magis sequendum est* (2).

3° Il faut enfin que le collège ait une *causa perpetua*, car il est *ad exemplum reipublicæ*; et il ne peut être formé pour une affaire ou pour un temps.

La personne juridique une fois créée doit posséder cer-

(1) Tous les collèges autorisés avaient-ils par suite même de leur autorisation le caractère de personne morale? Nous le croyons. En effet la distinction entre l'existence légale et la capacité juridique d'une association ne semble pas avoir été connue des Romains. Le collège autorisé devait être une personne légale. Dans les inscriptions, les collèges se contentent de dire qu'il leur est permis de se réunir : *Quibus ex scto coire licet*, et ils font des actes qui nécessitent la capacité juridique; la loi 1, au *Digeste*, liv. XL, tit. 4, déclare que tous les collèges *quibus cocundi jus est* peuvent affranchir leurs esclaves et ne fait aucune distinction.

(2) L. 85, D., liv. L, tit. 16.

tains droits. Mais il y a toute une série de droits qui sont incompatibles avec sa nature, car ils supposent une personne physique ; ce sont les droits de famille. Une personne juridique ne peut avoir la qualité de père, fils, époux. Par suite, le droit de succession doit lui être refusé ; cependant nous verrons que le Bas-Empire finit par accorder aux collèges le droit de succéder ab intestat dans certaines circonstances.

Des droits relatifs aux biens, les uns sont indispensables pour les collèges, posséder un patrimoine et agir en justice. Mais on peut très bien comprendre qu'on refuse à une personne morale le droit de recevoir une donation, une hérédité ou des legs. Ce ne fut qu'au bout d'un certain temps que le droit romain permit aux collèges d'acquérir par disposition testamentaire.

MODES D'ACQUISITION ENTRE VIFS

Le collège, comme toute personne morale, comme les impubères et les aliénés, ne peut faire aucun acte juridique sans le secours de la représentation ; or dans la rigueur du droit romain primitif, chacun devait agir pour soi, figurer en personne dans les contrats, comparaître en justice. Ce ne fut que peu à peu que le droit romain admit que l'enfant, comme l'aliéné, pouvait être représenté ; il ne permit d'abord à l'enfant d'acquérir certains droits qu'au moyen d'un de ses esclaves, parce que l'esclave représentait dans une certaine mesure la personne de son maître. « *Item, dit Gaius, quod servi nostri mancipio accipiunt vel ex traditione nanciscuntur, id nobis acquiritur* (1). » Du jour où

(1) Gaius, *Inst.*, II, § 88.

l'on permit au collège d'avoir des esclaves, il put acquérir par mancipation ou par tradition, puisqu'il était de principe que ce qui était acquis par l'esclave était acquis pour le maître. C'est ce qu'Ulpien déclare pour les *municipes* (1).

Mais une difficulté se présente aussitôt. Ne tourne-t-on pas dans un cercle vicieux? Le collège peut acquérir, au moyen de son esclave, disons-nous; mais cet esclave, comment l'a-t-il acquis? Il n'a pu en devenir propriétaire, puisque pour l'acquérir, ou du moins acquérir son premier esclave, le collège aurait dû faire un acte de volonté dont il était incapable; il n'a pu même en devenir propriétaire par usucapion, car la possession exige l'*animus possidendi*.

Ce raisonnement est irréfutable au point de vue de la logique; mais les jurisconsultes romains, on le sait, ont souvent fait céder la logique aux nécessités de la réalité. Il est probable que d'abord, en fait, les personnes morales possédèrent illégalement des esclaves, puis on les considéra peu à peu comme ayant des esclaves au point de vue juridique *utilitatis causa*. Quoi qu'il en soit, à l'époque classique, les villes, comme les temples, comme les collèges (2), possèdent des esclaves qui sont considérés comme appartenant aux personnes morales, et non aux membres qui les composent (3).

Sur la possession reposent trois modes d'acquisition, l'occupation, l'usucapion et, le plus important de tous la tradition. Celui qui ne peut posséder ne peut devenir propriétaire par un de ces modes.

Au point de vue des principes, le collège ne pouvait posséder par l'intermédiaire de son esclave. La possession en

(1) L. 3, D., liv. XLV, tit. 3.

(2) L. 3, Code Just., liv. VII, tit. 9, et L. 20, § 1, D., liv. XXXIII tit. 1.

(3) L. 1, § 7, D., liv. XLVIII, tit. 17.

effet se compose de deux éléments : le *corpus* et l'*animus*. La condition du *corpus* peut être remplie par une autre personne, celle de l'*animus* est personnelle. Les textes sont certains : *animo nostro, corpore etiam alieno possidemus*. Or le collège peut bien remplir la condition du *corpus*, si l'esclave détient matériellement la chose, mais l'*animus* lui manque nécessairement, car c'est une personne juridique et une personne juridique ne peut vouloir. Paul le dit en parlant des municipes : « Les municipes ne peuvent acquérir, *quia uni consentire non possunt* (1). » Nul doute que la même solution ne s'impose pour les collèges.

Cette doctrine était bien conforme aux principes, mais en pratique elle devait présenter bien des inconvénients. Aussi voit-on les juriconsultes essayer de la tourner dès que les personnes morales se multiplièrent sous l'Empire. Paul avoue que Nerva, juriconsulte distingué, reconnaît à la cité le droit de posséder ce que ses esclaves détenaient et d'usucaper ces choses. Paul combat cette opinion, mais la doctrine nouvelle inaugurée par Nerva triompha avec Ulpien. C'est ce qu'on voit dans un passage d'Ulpien. « Il est de droit commun aujourd'hui que les municipes peuvent posséder et acquérir soit par leurs esclaves soit par une personne libre, *idque eis et per servum et per liberam personam adquiritur* (2). »

Cette personne libre par laquelle on peut acquérir, s'appelle dans le collège, l'administrateur, *actor* ou *syndicus*. C'est ce que déclare Gaius : « les collègues autorisés ont, à

(1) L. 1, § 22, D., liv. XLI, tit. 2. Voir Savigny, t. II, p. 285, traduction Guenoux. Les mots *quia uni consentire non possunt*, ne signifient pas qu'il serait trop difficile d'avoir le consentement de tous les habitants, car il n'y a là aucune impossibilité; mais, quand même tous les habitants exprimeraient une volonté unanime, on n'aurait pas la volonté du municipe.

(2) L. 2, D., liv. XLI, tit. 2.

l'exemple des cités, des biens communs, une caisse commune et un *syndicus* (1). »

Le collège peut donc acquérir par tradition, par usucapion et par occupation.

Quant à l'adjudication elle fut permise au collège du jour où il fut admis à se faire représenter en justice (2).

L'*in jure cessio* est plus guère employée quand les collèges jouissent de la personnalité civile; ils n'auraient pu d'ailleurs en user, car l'*in jure cessio* se rattachait au système des *legis actiones* qui réclamait la présence même des parties intéressées.

Servitudes. — Du moment que le collège put posséder des immeubles, il est évident que ces immeubles continuèrent à jouir ou à rester grevés des servitudes constituées par les propriétaires antérieurs ou consenties par eux. Mais dans le cas d'une constitution spéciale et distincte d'une servitude, il faut distinguer. Le collège peut se servir de la mancipation, mais la mancipation n'était employée que pour la constitution des servitudes rurales. Les seuls modes applicables à toutes les servitudes prédiales étaient l'*in jure cessio*, l'*adjudicatio* et le *legs per vindicationem*.

Or l'*in jure cessio* n'était pas permise au collège. Pour l'*adjudicatio*, elle ne lui fut accessible que du jour où il put être représenté en justice. Enfin le collège jusqu'à Nerva ne put être légataire.

Mais le droit Prétorien admit la quasi-possession des servitudes; dès lors le collège put constituer des servitudes par quasi-tradition. Rappelons enfin qu'une servitude put s'acquérir par un exercice longtemps prolongé que le juge devait apprécier (3).

(1) L. 1, D., liv. III, tit. 4.

(2) Voir M. Accarias, *Droit romain*, n° 248.

(3) Voir M. Accarias, *Droit romain*, n° 270-271.

L'usufruit qui consiste principalement dans la perception des fruits fut admis au profit du collègue. Mais il ne pouvait l'acquérir que par le legs *per vindicationem*, par l'adjudication ou par la quasi-tradition ; quant à la mancipation elle ne pouvait être employée pour la constitution de ce droit, et l'*in jure cessio* était impossible, car l'esclave ne pouvait paraître dans l'*in jure cessio*.

L'usufruit constitué au profit d'une personne juridique menaçait de devenir perpétuel, la nue propriété aurait été inutile. Aussi la durée de l'usufruit constituée en faveur d'un collègue fut-elle limitée à cent ans (1) le terme le plus long de la vie humaine ; mais pour le calcul de la Quarte Falcidie l'usufruit était considéré comme devant s'éteindre au bout de trente ans (2).

L'*usus* qui consiste essentiellement dans l'usage propre et personnel du titulaire n'était pas applicable au collègue.

MODES D'ACQUISITIONS APRÈS DÉCÈS

Succession ab intestat. — La succession ab intestat repose sur l'idée de parenté ; le collègue étant une personne juridique, ne peut succéder, car il est en dehors des rapports de famille ; tel est le principe. Mais il y eut deux exceptions :

1° Succession des affranchis. Dès que l'on admit les collègues à posséder des esclaves ou admit nécessairement qu'ils pouvaient les affranchir. Mais l'affranchissement véritable, la *manumissio*, ne pouvant être faite par représentant, les affranchis des collègues ne jouirent

(1) L. 56, D., VII, I.

(2) L. 68, D., liv. XXXV, tit. 2.

que d'une liberté relative. Ils étaient des affranchis Latins Juniens, considérés comme libres pendant leur vie, mourant esclaves ; leurs biens revenaient à leurs maîtres *jure peculii* ; il n'y a donc pas là de succession *ab intestat* (1).

Mais sous Trajan une *lex Veclibulici* (2) permit aux municipes de donner la liberté complète à leurs esclaves et Marc-Aurèle étendit cette loi aux collèges (3). Dès lors le collège eut tous les droits de patronage, dont l'un des plus importants était pour le patron d'être appelé à succéder à son affranchi dans le cas où celui-ci mourait sans héritier légitime.

2° Au Bas-Empire dans certaines corporations, le collège est préféré au fisc en cas de déshérence. Ainsi dans la corporation des *navicularii* (4) lorsqu'un *navicularius* meurt sans laisser de testament ni d'héritier, sa succession est déférée non au fisc mais à la corporation. Il en est de même pour les *fabricenses* (5). Mais rien ne prouve que ce droit appartient aux autres collèges.

Institution d'héritier. — Un collège ne peut être institué héritier à moins d'un privilège spécial : *Collegium, si nullo speciali privilegio subnixum sit, hæreditatem capere non posse dubium non est* (6). Cette doctrine est conforme au principe posé par Ulpien pour les municipes : *Nec municipia nec municipes hæredes institui possunt : quoniam incertum corpus est ut neque cernere universi neque pro hærede gerere possint, ut hæredes fiant* (7).

(1) Telle est du moins l'opinion de M. Wallon, *Histoire de l'esclavage dans l'antiquité*, t. II, p. 393, note 2, mais le savant auteur n'apporte aucun texte à l'appui de cette opinion qui n'est qu'une conjecture reposant sur un passage de Varron, *de lingua latina* L. 8, C. 41. Cf Savigny. *Droit romain*, t. 2, p. 286 et 287.

(2) L. 3, Code Just., liv. VII, tit. 9.

(3) L. 1 et 2, D., liv. XL, tit. 3.

(4) L. 1, Code Just., liv. VI, tit. 62.

(5) L. 5, Code Just., liv. VI, tit. 62.

(6) L. 8, Code Just., liv. VI, tit. 24.

(7) Ulpien, *Reg.*, XXII, § 5.

Ulpien donne donc pour motif de sa décision : le municpe est un *incertum corpus*, et il ne peut par suite faire création ou acte d'héritier.

Cette doctrine ne nous semble pas conforme aux principes du droit Romain.

D'abord, que faut-il entendre par *incertum corpus* ?

Le municpe ou le collègue n'est pas un *incertum corpus* dans le sens que les Romains attachaient à cette expression. Sans doute il est défendu d'instituer une personne incertaine, mais par personne incertaine les jurisconsultes entendent celle dont le testateur ne peut se faire une idée exacte et déterminée, par exemple la première personne qui viendra aux funérailles du défunt. Or le collègue est une personne déterminée; le testateur, s'il institue tel collègue, sait très bien quel héritier il institue. Le collègue ne se confond pas avec les membres qui le composent, il reste le même alors qu'ils changent; on ne peut donc pas dire que le collègue est une personne incertaine quoique le testateur ignore quels membres le composeront au moment de sa mort.

Ulpien d'ailleurs explique ce qu'il entend par *incertum corpus*; c'est, dit-il, parce que tous les membres qui forment la personne juridique ne peuvent prononcer les paroles solennelles ni faire les actes nécessaires pour acquérir l'hérédité? L'explication qu'Ulpien donne se serait comprise dans l'ancien droit romain. La nature abstraite du collègue, personne morale, l'aurait en effet empêché de prononcer les paroles solennelles de la *cretio*, ou de faire les actes impliquant l'intention de se comporter en héritier; on sait en effet que l'addition d'héritier était un acte solennel dans lequel on ne pouvait être représenté. Mais si ce motif avait été le seul obstacle à l'institution d'héritier du collègue, il

aurait disparu le jour où le droit prétorien introduisit la *bonorum possessio*. Elle pouvait être réclamée par un représentant, par l'intermédiaire d'un esclave, et cependant le collège ne put l'obtenir que s'il avait un privilège spécial.

Il y avait donc une autre raison qui empêchait le collège d'être institué héritier, et cette raison, nous la trouvons exposée dans le passage suivant de M. Gide (1). « Si la loi romaine refuse aux personnes juridiques en général le droit de recevoir des hérédités, c'est qu'elle avait pour règle de ne leur donner que les droits nécessaires à leur existence, ceux-là seulement sans lesquels leur personnalité juridique n'eût été qu'un vain mot ; or le droit d'être institué héritier ou de recevoir des legs n'est pas un droit essentiel pour les personnes juridiques, c'est un véritable privilège, et les jurisconsultes romains en ont toujours été avares. »

Ce qui prouve que cette raison fut la seule qui ait fait refuser aux collèges d'être institués héritiers, c'est que dans les cas exceptionnels où il leur fut accordé de recueillir une succession, ils pouvaient se servir de la *bonorum possessio* et échapper ainsi aux rigueurs formalistes de l'ancien droit (2). Ulpien d'ailleurs, après avoir déclaré que les municipes ne peuvent être institués héritiers, ajoute que dans certains cas ils peuvent obtenir une hérédité.

Plusieurs dérogations furent portées à ce principe pour les collèges :

1° Du jour où l'on permit aux collèges d'affranchir leurs

(1) Gide, *Du droit d'association en matière religieuse*, p. 117.

(2) L. 3, § 4, D., liv. XXXVII, tit. 1. La *bonorum possessio* pouvait être demandée par l'esclave du collège ou par son représentant ou par une personne quelconque. Le prêteur pouvait enfin la conférer d'office, si personne ne se présentait.

esclaves, et de leur succéder ab intestat, il était naturel de leur permettre d'être institués héritiers par eux. C'est ce que décide Ulpien (1). Bien plus, Justinien (2) décide que si l'affranchi, laissant plus de cent mille sesterces, meurt sans enfant et institue un autre héritier que son patron, celui-ci peut se faire adjuger le tiers des biens composant la succession de l'affranchi par la *bonorum possessio contra tabulas*.

2° Le collège pouvait obtenir le privilège de recevoir une hérédité, mais il fallait une autorisation spéciale. *Nulum collegium, si nullo speciali privilegio subnixum sit, hereditatem capere non posse manifestum est* (3). Cette disposition explique que parfois les inscriptions parlent de collèges qui ont hérité, et remercient les testateurs. Mais nous ne croyons pas que cette faveur fut accordée d'une manière générale à tous les collèges, même sous le Bas-Empire, malgré une constitution de l'empereur Léon qui donna aux municipes la *factio testamenti passiva* (4).

3 Un sénatus-consulte connu sous le nom de sénatus-consulte Apronien (5) déclara que les cités auraient le droit de réclamer une hérédité fidéicommissaire ; mais ce sénatus-consulte ne parle que des cités. A-t-il été étendu aux collèges ? Mommsen ne le pense pas (6) : *Senatus consulto aproniano fideicommissam hereditatem civitati capere permissum est quod num ad collegia extendendum sit, et si omnes consentiunt, jure dubitari potest*.

Legs. — Pendant longtemps les collèges, comme les autres

(1) L. 2, D., XL, tit. 3, et pour les *municipes* L. 1, § 1, D., XXXVIII, tit. 3.

(2) L. 4, § 11, Code Just., liv. VI, tit. 4.

(3) L. 8, Code Just., VI, tit. 24.

(4) L. 12, Code Just., VI, tit. 24.

(5) L. 26, D., XXXVI, tit. 1, et Ulpien, *Reg.*, XXII, § 5.

(6) *De collegiis*, Mommsen, p. 425.

personnes juridiques, ne purent recevoir de legs; la même raison que nous avons donnée pour les institutions d'héritiers, s'applique ici; ce droit ne semblait pas nécessaire aux collèges. Ce n'est pas en effet pour une raison de forme, car le légataire pour acquérir la propriété de la chose léguée n'a pas besoin, du moins d'après les Sabinien, de faire un acte de volonté; il suffit qu'il ne répudie pas le legs (1). En admettant même avec les Proculien (2) que dans le legs *per vindicationem* le légataire n'acquière la chose qu'à l'instant où il a la volonté de l'acquérir, on pouvait se servir du legs *per damnationem* ou du legs *sinendi modo*, le legs *per præceptionem* donnant lieu à une controverse (3).

Nerva le premier accorda aux municipes le droit d'être nommés légataires, et ce droit leur fut confirmé par Hadrien (4). Marc-Aurèle (5) permit de léguer aux collèges autorisés.

Auparavant, pour que le legs put profiter à un collège et même après Marc-Aurèle dans le cas où il était fait à un collège non autorisé, il fallait que la chose fût léguée à tous les membres du collège nominativement (6). Mais Paul qui nous donne cette décision, ne s'aperçoit pas qu'il y a une grande différence entre faire un legs au collège, personne morale ou à tous les membres du collège lesquels ont chacun droit à une part du legs et en sont copropriétaires. Le legs, dit le jurisconsulte, étant fait à des personnes capables, car

(1) Voir le *Précis de droit romain* de M. Accarias, I, n° 379.

(2) Gaius, II, §§ 195 et 196. Cette doctrine ne prévalut pas.

(3) Les Sabinien prétendaient qu'il ne pouvait être fait qu'à un des héritiers institués, les Proculien soutenaient qu'il pouvait être fait à un étranger aussi bien qu'à un des cohéritiers. La doctrine proculienne fut consacrée par un rescrit d'Hadrien.

(4) Ulpien, *Reg.*, XXIV, § 28.

(5-6) *Dig.*, XXXIV, tit. 5, L. 20.

chaque associé est capable, est valable. Ce détour qui permettait de laisser un legs à un collègue avant Marc-Aurèle, et depuis ce prince à un collègue non autorisé, semble avoir été admis *utilitatis causa*.

LE COLLÈGE PEUT-IL DEVENIR CRÉANCIER OU DÉBITEUR?

Le collègue peut d'abord devenir créancier par l'intermédiaire d'un esclave, comme toute autre personne, car l'esclave peut améliorer la situation de son maître (1). Il peut ensuite devenir créancier par l'intermédiaire de son représentant le *syndicus* ou *actor*, mais on n'accorde en ce dernier cas que des actions utiles (2).

Le collègue peut devenir débiteur : 1° Par l'intermédiaire de son esclave. On donne contre le collègue les actions *de peculio*, *de in rem verso*, *institoria*, *exercitoria*, *quod jussu*, dans les cas dans lesquels on les donne contre un autre maître. Mais remarquons que le collègue ne put être tenu par les trois dernières actions que du jour où il eut un représentant, car ces actions supposent une volonté de la part du maître. Le représentant fut d'abord tenu personnellement par ces actions, car c'était lui qui préposait l'esclave, mais elles furent ensuite données utilement contre le collègue (3).

2° Par son *syndicus*. Le *syndicus* était le représentant légal, l'administrateur du collègue. Il devait être nommé par une assemblée comprenant les deux tiers de la société (4),

(1) Gaius, II, § 88.

(2) L. 5, § 9, D., XIII, tit. 5.

(3) L. 2 et 4, D., XV, tit. 4.

(4) L. 3 et 4, D., III, tit. 4.

et il devait, pour répondre de sa gestion, soit déposer une somme, soit présenter une caution (1). Il engageait le collège par ses actes (2). Cependant pour les actes d'aliénation peut-être fallait-il qu'il fut autorisé spécialement par un vote auquel devaient prendre part les deux tiers des membres du collège (3). Lorsque le *syndicus* faisait un emprunt, il était responsable de l'emploi de l'argent prêté lorsque l'argent n'avait pas été employé *ad utilitatem collegii*, le collège n'était pas tenu envers le prêteur, qui pouvait seulement poursuivre le *syndicus* (4).

Une constitution des empereurs Théodose II et Valentinien exigea pour l'aliénation des immeubles des municipes un décret de la curie qui ne devait être rendu qu'après une espèce d'enquête et pour des motifs graves ; il pouvait être cassé par décret du gouverneur (5). Peut-être ce décret fut-il applicable aux collèges dans le Bas-Empire, car ils ont, comme les cités, une mission publique à remplir.

Responsabilité. — Le collège peut-il être obligé par un délit ? Non, car pour être responsable d'un délit, il faut être *doli capax* ; le collège ne peut avoir d'intention dolosive et ne peut être châtié pour des délits commis par ses administrateurs ou ses membres, car il a une personnalité indépendante d'eux, et ne se confond pas avec eux. D'ailleurs l'État qui lui accorde la personnalité morale, ne peut pas la lui accorder pour commettre des délits.

Mais si le collège a profité du délit, il est responsable

(1) *Corp. ins. lat.*, III, p. 924, et *Dig.*, L, tit. 1, L. 38, § 6.

(2) L. 9, *D.*, XLVI, t. 8.

(3) Voir Savigny, t. II, p. 320. Traduction Guenoux.

(4) L. 27, *D.*, XII, tit. 1.

(5) L. 2, Code Just., liv. X, tit. 32.

dans la mesure du profit qu'il en a retiré. C'est ce qu'Ulpien décide pour les municipes (1).

« L'action de dol ne peut être donnée contre les municipes ; je suis cette opinion. En effet quel dol un municipe peut-il commettre ? Mais si le municipe a retiré quelque avantage du dol de ses administrateurs, alors je pense que l'action sera ouverte contre lui dans la mesure de ce profit ».

Cette loi s'applique aux collèges pour les mêmes raisons. Cependant une loi (2) relative à l'action *quod metus causa* semble contraire à la solution que nous venons d'adopter. Ulpien décide que cette action peut être donnée directement contre la ville (dans l'espèce) qui a profité du délit. Mais ce texte s'explique, car cette action *quod metus* est donnée contre toute personne qui a profité de la violence. Mais pour être absous, il suffit de restituer l'objet extorqué.

Si le délit a été commis par l'esclave du collège, on applique le droit commun. Le collège doit réparer tout le préjudice causé, ou abandonner l'esclave.

Si c'est le collège qui a souffert du délit il peut agir pour se faire indemniser de tout le préjudice (3). Cette décision est conforme aux principes.

Actions. — Le droit d'agir en justice est essentiel pour les personnes juridiques, car c'est la garantie nécessaire des autres droits. Or sous le système des actions de la loi, les personnes juridiques n'eurent pas ce droit, car elles ne pouvaient être représentées en justice, la représentation

(1) L. 15, § 1, D., IV, tit. 3.

(2) L. 9, § 3, D., liv. IV, tit. 2.

(3) L. 31, § 1, D., liv. XLVII, tit. 2.

n'étant admise que *pro populo* (1) et *pro libertate*, *pro tutela*, et dans l'hypothèse de la *lex hostilia*.

Lorsque le système formulaire eut été introduit, on put plaider par le moyen d'un représentant appelé *cognitor* ou *procurator*.

Les personnes juridiques ne pouvaient se faire représenter par un *cognitor*. En effet, pour constituer un *cognitor*, il fallait se présenter en personne devant le préteur, et prononcer devant lui une formule solennelle, les personnes juridiques ne pouvaient donc user de ce moyen.

Un second moyen consistait à se faire représenter par un *procurator præsens* qui recevait mandat d'agir, mais non en termes solennels. Le *procurator* pouvait se présenter de lui-même comme gérant d'affaires. Mais qu'il se présentât comme mandataire ou comme gérant d'affaires, il était actionné en son nom; c'était lui qui gagnait ou était condamné; le véritable intéressé restait en dehors du procès, et pouvait recommencer l'action.

On obviait à ce danger par le mécanisme suivant : La partie adverse du *procurator* exigeait de lui qu'il présentât une caution, et qu'il s'engageât à la rembourser si le véritable ayant-droit ne ratifiait pas le procès engagé par le *procurator*. En même temps le *procurator* avait contre la partie qu'il avait représentée, soit l'action de mandat, soit l'action de gestion d'affaires.

En pure logique, le collègue n'aurait dû se faire représenter par un *procurator* ; en effet des recours avaient lieu entre le représentant (*procurator*) et le représenté. Le

(1) Voir M. Accarias, *Précis de droit romain*, t. II, p. 1283. D'après le savant auteur, on pouvait plaider pour toute personne morale, mais ce n'est qu'une probabilité.

collège actionné par son représentant aurait dû se faire représenter à nouveau et ainsi de suite. Mais la nécessité prévalut sur la rigueur des principes, et Gaius nous apprend qu'un tiers peut défendre les personnes morales comme les particuliers, *quia eo melior conditio universitatis fit* (1). Le collège put donc dès lors être représenté en justice.

Ce *procurator* devait être nommé spécialement pour chaque affaire (2), et de plus il devait donner la caution *de rato*. Il y avait donc là des inconvénients, aussi finit-on par décider que le collège serait toujours représenté par le même *procurator* qui prit alors le nom d'*actor*, ou *syndicus* (3), et qu'il ne fournirait plus de caution; des actions utiles étaient données soit au collège, soit contre le collège (4).

Ainsi donc dans le dernier état du droit Romain, le collège est représenté par son *actor*; s'il n'y a pas d'*actor* ou si l'*actor* néglige ses fonctions, une personne étrangère peut défendre le collège. Si personne ne se présente pour le collège le prêteur envoie le demandeur en possession des biens du collège (5) et en autorise la vente au bout d'un certain temps.

Dans un cas spécial, le collège est représenté par un collègue, c'est quand il n'y a plus qu'un seul membre du collège, et encore, dans cette circonstance, la personnalité du collège est distincte de celle du dernier des associés (6).

(1) L. 1, § 3, *D.*, liv. III, tit. 4.

(2) L. 6, § 1, *D.*, liv. III, tit. 4.

(3) L. 6, § 3, *D.*, liv. III, tit. 4.

(4) L. 5, §§ 7, 8, 9, *D.*, liv. XIII, tit. 5.

(5) L. 1, § 3, *D.*, liv. III, tit. 4.

(6) L. 7, § 2, *D.*, liv. III, tit. 4.

Que faut-il décider dans le cas où il est nécessaire de prêter son serment ? Comment sera-t-il prêté lorsqu'il est déferé au collège ?

La loi décide que s'il s'agit d'un legs fait à un municipe sous condition de serment, le serment sera prêté par les magistrats de la ville (1), parce que, dit Papinien, la ville est censée savoir ce que savent ses administrateurs : *municipes intelliguntur scire quod sciant hi quibus summa reipublicæ commissa est.* (2)

FIN DES COLLÈGES

Nous devons distinguer deux hypothèses :

1° Il s'agit d'un collège qui s'est fondé librement, sans avoir besoin d'une autorisation spéciale, c'est une association funéraire, un *collegium tenuiorum*. Il peut être dissous soit par suite des circonstances, soit par suite de l'accord entre les associés. C'est ce que confirme l'inscription trouvée en Dacie (3) et relative à la dissolution d'une association funéraire entre esclaves, inscription que nous avons rapportée et commentée plus haut (p. 48).

2° Il s'agit d'un véritable collège d'artisans. Comme toute personne civile, il est un être fictif qui ne doit son existence qu'à l'État. Une fois autorisé, ce collège existe, mais son existence est indépendante de celles de ses membres ; ceux-ci peuvent changer, mourir tous sans que l'être fictif disparaisse. Quand bien même il ne reste plus

(1) L. 97, D., liv. XXXV, tit. 1.

(2) L. 14, D., liv. L, tit. 1.

(3) *Corp. ins. lat.*, III, p. 924.

qu'un seul membre, le collège n'en subsiste pas moins (1). En pure théorie il n'y aurait même plus aucun membre, que le collège continuerait à exister ; mais en fait comment supposer qu'un collège puisse exister sans aucun membre ?

L'accord des associés n'est pas suffisant pour dissoudre un pareil collège. Création du législateur, la personne morale ne peut finir que par la volonté du législateur, mais celui-ci a le droit de lui retirer l'existence, quand il juge cette mesure nécessaire, soit qu'il considère que l'être fictif qu'il a créé est devenu inutile ou dangereux, soit qu'il donne satisfaction à l'initiative des membres de la corporation qui votent sa suppression.

Lorsque le collège est supprimé, c'est l'État qui est son héritier, les membres du collège disparu ne peuvent en effet prétendre à aucun de ses biens, car ils ne leur appartiennent pas, ils sont la propriété du collège, et après sa mort, ils passent au fisc.

Une loi (2) au titre *de collegiis* au Digeste semble cependant donner une solution contraire. Elle suppose qu'un collège est dissous, et elle déclare que les biens seront partagés entre les membres. Mais remarquons que dans cette loi, il s'agit d'un collège qui n'est pas autorisé, qui par conséquent ne jouit pas de la personnalité civile, et que les biens sont restés indivis entre les membres associés.

Les biens reviennent donc à l'État, mais il peut prendre l'un de ces deux partis : ou bien permettre que les biens appartenant au collège lors de sa dissolution soient partagés entre les membres, et c'est ce qui devait arriver lorsque la dissolution était prononcée sur l'avis des asso-

(1) L. 7, § 2, *D.*, liv. III, tit. 4.

(2) L. 3, *D.*, liv. XLVII, tit. 22.

ciés, ou bien garder les biens. Ce dernier parti devait être pris, lorsque l'État supprimait un collège pour mesure de police, ou pour cause politique ou religieuse. Ainsi lorsque les empereurs chrétiens supprimèrent les temples païens, ils attribuèrent une partie de la fortune des temples à l'Eglise, et l'autre partie au fisc impérial (1).

(1) L. 20, Code Théod., liv. XVI, tit. 10.

DROIT FRANÇAIS

DES SYNDICATS PROFESSIONNELS

INTRODUCTION

La loi du 21 mars 1884, pour la première fois en France, permet aux patrons et aux ouvriers de se concerter pour la défense de leurs intérêts communs ; elle consacre définitivement la liberté du travail.

Il paraît étrange que l'Assemblée Constituante, en abolissant les entraves portées au libre exercice du commerce et de l'industrie, ait en même temps défendu aux travailleurs de s'unir. Mais rappelons-nous que les corporations venaient seulement d'être détruites ; l'Assemblée craignant de les voir se reconstituer sous forme d'associations professionnelles, déclara (loi des 14-17 juin 1791, art. 4) que « les délibérations ou conventions tendant à refuser de concert ou n'accorder qu'à un prix déterminé le secours de son industrie ou de ses travaux, sont déclarées constitutionnelles, attentatoires à la liberté et à la déclaration des droits de l'homme, et de nul effet ». Pour l'Assemblée constituante, le droit de se coaliser n'était que la négation de la liberté.

Mais les mœurs sont plus fortes que les lois. Vainement le législateur s'efforça-t-il de défendre toute union entre les

travailleurs, des associations professionnelles se formèrent de toutes parts. Le gouvernement impérial les favorisa, et depuis 1870, quoique illégales, elles furent souvent consultées par les pouvoirs publics eux-mêmes.

La loi du 21 mars 1884 sur les syndicats professionnels vint enfin émanciper le travail et mettre la législation en harmonie avec les mœurs et les progrès de la civilisation. Nous nous proposons d'étudier cette loi, de voir quelle situation est faite aux syndicats professionnels, quels sont leurs droits et leurs obligations, quels actes leur sont permis. Mais afin de bien comprendre pourquoi le législateur a tardé si longtemps à consacrer le droit, pour les patrons et ouvriers, de se coaliser en vue de la défense de leurs intérêts communs, nous croyons devoir tracer rapidement l'histoire et l'organisation des anciennes corporations. Alors on s'expliquera que l'Assemblée Constituante, de crainte de voir renaître tous les abus et privilèges des jurandes et maîtrises, ait sacrifié la liberté complète du travail à la nécessité, et condamné les travailleurs à l'isolement. Puis, nous indiquerons quelles lois ont été votées depuis la Révolution jusqu'en 1884, tendant à restreindre ou à élargir le droit d'association en notre matière. Ce sera l'objet de notre première partie.

Dans une seconde partie, nous exposerons les principaux systèmes entre lesquels le législateur pouvait choisir, et les associations professionnelles qui existaient en 1884.

Enfin, dans une troisième partie, nous examinerons et discuterons la loi de 1884, et nous en verrons les résultats.

PREMIÈRE PARTIE

HISTOIRE ET LÉGISLATION DES ASSOCIATIONS PROFESSIONNELLES

CHAPITRE PREMIER

HISTOIRE DES CORPORATIONS DEPUIS LES ORIGINES JUSQU'AU XVI^e SIÈCLE

§ 1. — *Les corporations depuis les origines jusqu'au xii^e siècle*

« L'histoire du travail manuel, dit M. Jules Simon, est une histoire souvent faite, mais on ne la fera jamais assez pour montrer combien il est difficile d'arriver aux idées simples. Tout l'avenir du travail était dans ce seul mot : émanciper. »

Son histoire, en effet, n'a été que l'histoire de sa servitude. Jamais, aux époques mêmes où la liberté semblait exister, le travail ne fut complètement libre. Dans l'antiquité, nous avons vu combien il fut méprisé. Lorsque les mœurs admirent que les hommes libres pouvaient s'y livrer, il fut presque aussitôt réglementé, et le socialisme d'État fut inauguré par l'empire.

Après la chute de Rome, on ne reconnut plus qu'un seul droit, le droit du plus fort. Les Barbares qui envahirent la Gaule s'emparèrent de tout, et les quelques travailleurs qui restèrent ne travaillèrent plus que pour leurs vainqueurs. Sans doute, on peut démontrer que les collèges romains aissèrent des traces en Gaule, et que dans certaines villes ils subsistèrent. Mais combien de fois ces villes furent-elles pillées, combien de fois leur population emmenée en captivité ! Ces collèges n'eurent guère, il faut l'avouer, qu'une existence précaire, et pendant plusieurs siècles, les artisans ne furent que des esclaves. L'anarchie qui régna jusqu'à la fondation de la féodalité ruina tout commerce, toute industrie ; les ouvriers libres disparurent à peu près complètement, et les ateliers des chefs francs ou ceux des monastères concentrèrent tout le travail (1).

A partir du x^e siècle avec la féodalité, l'ordre apparut, naissant du désordre même (2). La chevalerie donna naissance à des besoins de luxe, qu'il fallut satisfaire ; les seigneurs dans leurs étroits châteaux-forts n'ayant plus les ateliers si nombreux des chefs francs, l'industrie fut exercée par les habitants des villes et des bourgs qui s'étaient formés à l'abri des forteresses féodales ; mais le travail resta soumis au roi et aux seigneurs considérés comme maîtres de leurs sujets, comme maîtres par suite des produits de leur travail.

Le nombre des marchands et des artisans augmenta peu

(1) Consulter le beau travail de M. Levasseur : *Histoire des classes ouvrières depuis Jules-César jusqu'à la Révolution*. Liv. II, ch. III, IV et V. Les ateliers les plus importants furent ceux des moines. Cf., spécialement le *Polyptique de l'abbé Irminon*, édition Guérard en 3 volumes. *Prologomènes*, § 236, p. 470.

(2) Voir Littré : *Étude sur les barbares et le moyen âge*. Le savant auteur indique quelle large part doit être faite au christianisme dans la rénovation qui marqua le commencement du moyen âge, et qui fut un immense progrès sur la barbarie. Rappelons que pour lui la barbarie s'étendit jusqu'au x^e siècle.

à peu avec les progrès de la civilisation. Devenus plus nombreux et par là même plus résolus, ils sentirent alors qu'en se réunissant ils pourraient rendre leur sort meilleur. Ils se groupèrent d'abord secrètement, formèrent des associations fermées, obtinrent bientôt du seigneur le droit exclusif de travailler et la corporation exista. M. Hubert-Valleroux (1) montre comment se formaient les corporations. « Les premières de ces associations furent naturellement formées de gens de même métier, parce qu'il n'y a rien qui rapproche plus, après une même foi, que la similitude des intérêts. Ils convenaient d'observer certains modes de travail fixés par l'usage et propres à assurer la bonne confection des produits et leur réputation au dehors ; mais, comme ils étaient sans action contre les parjures et surtout contre les concurrents étrangers, il leur fallait obtenir, pour les règles qu'ils avaient ainsi fixées, la sanction du souverain. Ils priaient donc leur seigneur de vouloir bien donner à ces règles force de loi, et les seigneurs y consentaient d'ordinaire, quelquefois moyennant finance, plus souvent sur la prière de leurs sujets. C'est ainsi que chaque métier avait sa loi propre. »

Ce droit de travailler qu'ils avaient obtenu, les artisans des corps et métiers le dénièrent aux autres. Ils voulurent bientôt conquérir leur liberté politique, et entamèrent la lutte contre la féodalité, lutte sanglante qui se termina par l'affranchissement des communes. Mais le travail ne fit que changer de maître. La police industrielle passa du seigneur à la commune, les corporations, devenues un des rouages de l'organisation municipale, persécutèrent à leur tour les travailleurs, tout en restant soumises à la commune.

(1) *Les Corporations d'arts et métiers*, p. 4.

On a discuté longuement sur les causes de l'origine des corporations. Nous croyons, avec M. Renouard (1), que la France les reçut de son passé comme de la force des choses, de la tradition romaine comme de la tradition germanique, du christianisme et de la féodalité, comme de l'élément juridique et législatif de la monarchie plus moderne.

L'histoire des corporations peut se diviser en deux grandes périodes : 1^o Période pendant laquelle elles sont une institution municipale, et dépendent de la commune. Leurs statuts doivent être approuvés par les magistrats municipaux qui gardent sur les corps et métiers le droit de police et de surveillance.

2^o A partir du xvi^e siècle, les corporations relèvent de la royauté qui centralise le travail ; le droit de travailler n'est plus un droit accordé par la commune, c'est un privilège concédé par la royauté.

§ 2. — *Les corporations du xiii^e au xvi^e siècle*

Quand les communes eurent obtenu leur affranchissement, soit à prix d'argent, soit par la force, elles voulurent réglementer le droit de travailler. Aujourd'hui il semble juste et naturel que chacun puisse librement exercer le métier qu'il veut, car la liberté du travail existe ; au moyen âge, cette liberté ne fut pas plus comprise que les autres libertés.

Trois motifs principaux expliquent suivant nous que le travail dépendit de la commune :

(1) *Traité des brevets d'invention*. (Introduction.)

1° Cette subordination du travail à un maître était conforme à l'esprit général du moyen âge. Il était de principe en effet que chaque chose comme chaque individu relevât d'un supérieur; la hiérarchie des terres existait aussi bien que la hiérarchie des personnes. Aussi les ouvriers et les apprentis devaient-ils relever des patrons ou maîtres, ceux-ci de la corporation, et la corporation elle-même de la commune qui approuvait ses statuts et lui donnait l'existence.

2° Cette organisation hiérarchique du travail peut, en second lieu, se justifier par les conditions économiques de l'époque. Chaque ville était isolée; la concurrence extérieure n'existait pas, pour ainsi dire. N'était-il pas à craindre que les marchands s'entendissent pour faire hausser le prix des produits, qu'un monopole de fait ne fût établi? La municipalité obvint à cet inconvénient, en établissant les corporations, et par contrecoup, en fixant le prix des marchandises.

3° Enfin, et c'est pour nous le motif principal, les corporations durent surtout leur existence à ce fait que les bourgeois seuls furent puissants dans les communes. Comme la bourgeoisie ne comprenait que les gens de métiers, la classe des légistes et des magistrats étant très peu nombreuse, et les rentiers n'existant pas encore, les bourgeois qui représentaient la commune organisèrent les corporations pour eux seuls. Ceux qui avaient lutté pour affranchir la commune, c'étaient les bourgeois, c'est-à-dire les marchands. Aussi, devenus maîtres de leur ville, ils ne songèrent plus qu'à se récompenser de leurs efforts, à s'as-

(1) Voir sur le rôle joué par les bayles (chefs des corporations à Toulouse) M. Antoine Du Bourg : *Les corporations ouvrières de la ville de Toulouse, du XIII^e au XV^e siècle.*

surer le monopole du travail ; ils réorganisèrent les corporations qui étaient le meilleur moyen pour arriver à ce but, placèrent leurs privilèges sous l'autorité de la commune et firent des corps et métiers une organisation municipale. Il y eut même presque identification entre la commune et les corporations. Dans bien des villes du Midi, les magistrats municipaux se confondirent avec leurs chefs : à Aix, à Arles, à Toulouse. Dans le Nord, on peut citer les villes flamandes dont presque toutes les guerres eurent pour origine des querelles de métiers. Cette influence des marchands sur la commune se fit sentir particulièrement dans la ville d'Amiens. La seconde coutume d'Amiens montre que les mayeurs de bannières (chefs des corporations) avaient le plus grand pouvoir ; ils choisissaient la moitié des échevins (1). A Paris, même les syndics des nautes jouirent longtemps d'une grande considération, et les armoiries de la ville de Paris sont encore aujourd'hui les anciennes armoiries d'une corporation (2). On voit même les corps et métiers s'efforcer de s'emparer du pouvoir, lorsqu'une commune essaie de leur résister dans l'intérêt général. C'est ainsi qu'à Amiens, pendant plus de cinquante ans, une lutte exista entre la commune et les gens de métiers.

Dans les villes qui ne purent s'affranchir et restèrent soumises au roi et aux seigneurs, des corporations à peu près identiques se formèrent paisiblement. Les seigneurs finirent par donner à leurs villes une liberté municipale à

(1) Voir les documents inédits de l'histoire de France : *La commune d'Amiens*, en 3 volumes, par Augustin Thierry. Ces documents nous font pénétrer dans la vie même d'une ville du xii^e siècle à la Révolution. Plus de cent pièces sont relatives aux corporations. Nous nous sommes souvent servis de ces pièces et du commentaire qui les accompagne. Voir aussi dans la même collection les volumes relatifs à la ville de Reims.

(2) Cf. *Le livre des Mestiers* d'Étienne Boileau, édition Depping. Dans une longue et curieuse préface, M. Depping trace un tableau magistral de l'organisation du travail aux xiii^e et xiv^e siècles.

peu près complète, les gens de métiers s'organisèrent en corporations et leur achetèrent le droit exclusif de travailler ; les seigneurs qui ne virent dans le monopole du travail qu'un moyen d'avoir de l'argent, s'empressèrent de leur vendre le plus cher possible, se réservant seulement le droit de créer de nouvelles places de maîtres. Les corporations se constituèrent alors dans ces villes avec des caractères analogues à ceux des corps et métiers des communes.

La corporation fut donc une institution municipale. De ce principe découlèrent trois conséquences :

1° Le travail fut organisé pour le seul profit des maîtres ou bourgeois ;

2° Il fut réservé aux habitants de la ville ;

3° Il fut surveillé par la corporation elle-même, à laquelle la commune délégua ses pouvoirs, tout en réservant son droit supérieur.

1° La Commune, organisant le travail, ne songea qu'à une chose : donner le monopole aux bourgeois qui avaient combattu pour son affranchissement. Eux seuls purent fabriquer et vendre, sous le nom de maîtres ; ils formèrent un corps fermé ayant le droit exclusif de travailler. Aucune concurrence ne fut à craindre pour eux, ni extérieure ni intérieure, car leur nombre fut limité, et ils eurent seuls le droit de vendre leurs produits dans la ville ; de plus, pour entrer dans la corporation, il fallut leur consentement. Ils n'eurent même pas à redouter que l'un d'eux vendit meilleur marché, ou inventa de nouveaux produits, car la concurrence entre les divers maîtres fut défendue ; la méthode de travailler fut fixée par les statuts ; tous les maîtres furent obligés de faire des produits semblables et de les vendre au prix convenu. Aucune invention ne fut pos-

sible ; un nouveau produit ne pouvait, en effet, être exécuté que du consentement de la corporation, et alors tous les maîtres avaient le droit de profiter de l'invention.

2° Le travail fut réservé aux habitants de la ville. Non seulement on exigea des maîtres la qualité de bourgeois ; mais les compagnons ou apprentis durent être originaires de la ville, ou tout au moins durent l'habiter. Pour employer un ouvrier étranger, il fallut que tous les ouvriers de la ville fussent occupés. C'est qu'au moyen âge, chaque ville essaya de former un petit état indépendant et fermé, et qu'on ne connut que le patriotisme local ; ainsi à Rouen, pendant la guerre de Cent ans, les corps et métiers repoussèrent un certain nombre de bourgeois de Calais qui avaient abandonné leur ville natale pour ne pas devenir Anglais, et s'étaient réfugiés dans les faubourgs de Rouen ; il fallut des ordres exprès du roi pour les admettre.

3° Le travail fut surveillé par la corporation elle-même, à laquelle la Commune délégua ses pouvoirs, tout en réservant son droit supérieur. La Commune abandonna aux corporations leur gouvernement intérieur, mais se réserva avec soin le droit d'affirmer et de prouver qu'elles dépendaient du pouvoir municipal. Le plus ancien document qu'on possède sur les corporations de la ville d'Amiens établit les droits de la cité sur les corps de métiers. C'est le statut de la bannière des fruitiers d'Amiens remontant à février 1268. De même, la coutume pose dans plusieurs articles les droits de la ville : « Article 2. Derechief il (le maire et les échevins) ont la connoissance et le jugement de tous les debazs de marquandise et de tous les marquiés. — Article 10 : Li gent de mestier, soient boulenghier, bouchier, tanceur, sueur, merchier, sont tenu de warder (garder) les estatus qui sont en leur mestier, au commande-

ment des maieurs dez banières. Liqueel commandement sont faict et le doivent estre au conseil du grand maieur et les eskevins d'Amiens. — Article 84 : Derekief li mestier de la vile doivent estre wardé par les eswardeurs du mestier ki i sont essigné ; et si li eswardeur n'en faisaient leur devoir, le maire peut bien mettre deus eskevins avec eus ou autre boene gent s'il veut. »

Chaque métier fut organisé en corporation, et la commune lui donna des statuts ou bien autorisa les statuts que les artisans s'étaient donnés eux-mêmes. Elle en confia la garde à chaque corporation qui fut chargée de son propre gouvernement, mais elle conserva trois droits : Celui d'autoriser tout changement dans les statuts ; celui de confirmer les élections des chefs ; celui de supprimer la corporation. Elle pouvait en outre créer de nouvelles corporations, et fixer les prix (1).

Aussi toute dérogation aux statuts des corps et métiers fut-elle une infraction aux lois mêmes de la commune et punie comme telle par les magistrats municipaux.

Tels sont les caractères de la corporation considérée comme institution communale aux ^{xii}^e et ^{xiii}^e siècles.

Mais bientôt les corporations devenues fortes et puissantes cherchèrent à se soustraire à la domination de la commune qui fixait les heures de travail, les salaires, les prix, les méthodes de travailler ; en même temps chaque corporation voulut empiéter sur les attributions des autres ; par suite des procès nombreux et des démêlés parfois sanglants s'élevèrent (2). La royauté alors dont l'autorité avait

(1) C'est ce qui résulte à l'évidence des statuts des corporations d'Amiens ; la commune les approuve toujours, et déclare qu'ils subsisteront tant que cela sera son plaisir.

(2) A Amiens, ces luttes entre les corporations et la ville ou entre les corporations elles-mêmes commencent dès le ^{xiv}^e siècle.

grandi intervint en vertu de son droit de suzeraineté ; comprenant que les communes ne tendaient qu'à s'isoler du pouvoir central, elle soutint les corporations ; d'abord elle se contenta uniquement d'être juge en dernier ressort ; puis elle chercha à soustraire au joug de la commune les corps et métiers et à les soumettre à son autorité. Dès le commencement du xiv^e siècle, elle rendit des ordonnances générales ; en 1336 (1) Philippe VI fixa les salaires et les prix des marchandises ; en 1350 (2) Jean le Bon donna aux marchands forains la liberté de vendre dans tout le royaume ; le nombre des apprentis ne fut plus limité, enfin certains métiers devinrent libres et purent être exercés par tous pourvu que la marchandise fût bonne et loyale (art. 228) ; en même temps les prix étaient fixés et les salaires déterminés. En 1363 (ordonnance du 27 janvier) (3), après la révolte des maillotins, la royauté enleva aux corporations le droit de se gouverner dans les villes qui s'étaient révoltées, et les soumit directement à son pouvoir.

Les malheurs de la guerre de Cent ans affaiblirent la royauté ; mais elle reprit son œuvre dès qu'elle devint victorieuse. Dès 1437 Charles VI confirma les statuts des corporations et affirma ainsi le droit supérieur de la royauté. Louis XI établit le droit pour le roi de créer des places de maîtres lors de certaines circonstances (4). Cette mesure servit bien de remède contre le monopole des métiers, mais elle eut surtout pour raison d'être de procurer au roi de l'argent par la vente des lettres de maîtrises. A partir de

(1) Isambert, *Recueil des anciennes lois françaises*, t. IV, p. 375 et 383.

(2) Isambert, t. IV, p. 574. Cette ordonnance comprend 252 articles et est très importante.

(3) Isambert, t. VI, p. 569. Cette ordonnance n'était faite que pour Paris. Elle fut étendue aux villes qui s'étaient révoltées. C'est ce qui arriva à Amiens.

(4) Voir M. Picot : *Histoire des états généraux*.

ce prince la royauté intervint de plus en plus dans la police des métiers (1). François I^{er} en 1532 supprima les confréries et en 1539 rendit l'ordonnance de Villers Cotterets qui permit à tout apprenti de devenir maître, en restant trois ans apprenti, trois ans compagnon et en faisant un chef-d'œuvre. Si le chef-d'œuvre était suffisant, il devait être reçu malgré l'opposition des autres maîtres. Deux ans après le roi défendit aux compagnons de se réunir.

Ces mesures qui permettaient à tous les apprentis de devenir maîtres, et qui par les lettres de maîtrises brisaient l'esprit exclusif des corporations, furent mal vues. Les corporations protestèrent contre ces empiètements de la royauté qui, à les entendre, violait le droit en violant leurs privilèges. Aussi en 1560, aux états d'Orléans, le tiers-état se plaignit vivement et demanda : « qu'aucunes lettres de maîtrises de métiers ne fussent délivrées à l'avenir, sinon à la charge que les impétrants fussent tenus de faire expérience bonne et suffisante du métier qu'ils entendront exercer ; en même temps il réclama que les statuts fussent réformés et imprimés (2). »

L'ordonnance d'Orléans déclara en conséquence, art. 98, que tout prétendant à la maîtrise serait tenu de faire un chef-d'œuvre, « quelque lettre qu'il eût obtenue du roy. » Puis elle recommanda aux maîtres des métiers de garder et faire observer leurs statuts et enfin elle permit aux corporations de faire imprimer leurs statuts après avoir obtenu des lettres d'autorisation spéciale.

Le tiers état sacrifia donc l'intérêt général aux privilèges des corps et métiers ; mais ce maintien égoïste du

(1) Cette intervention est de plus en plus sensible dans la commune d'Amiens avec les progrès de la royauté.

(2) Voir sur ce point M. Picot : *Histoire des états généraux*.

monopole aux dépens de la liberté ne devait pas profiter aux corporations, car l'ordonnance de décembre 1581 allait les placer sous l'autorité directe de la royauté.

§ III. — *Organisation des corporations.*

On peut dire de la corporation qu'elle n'existait que pour les maîtres (1). Elle se composait de trois sortes de personnes : apprentis, compagnons, maîtres. Il fallait d'abord avoir été apprenti puis compagnon avant d'être reçu maître. Jusqu'à Louis XI ce fut une condition essentielle.

APPRENTIS

Comme les apprentis devaient continuer la corporation, il était nécessaire de limiter leur nombre si les maîtres voulaient s'assurer le monopole. En effet n'était-il pas à craindre, s'il y avait trop d'apprentis, que le nombre des maîtres n'augmentât ? Avant tout, il fallait donc rendre difficile l'accès à l'apprentissage.

Aussi leur nombre était-il fixé soigneusement par les statuts ; chaque maître ne devait avoir en principe qu'un apprenti à la fois. Dans certaines corporations il était permis d'en avoir deux ou trois ; mais il y avait bien peu de ces corporations relativement libérales ; dans d'autres, il pouvait y avoir un apprenti de plus, quand la femme et le

(1) Nous avons puisé les détails qui suivent dans *le Livre des Mestiers*, édition Depping, les livres de M. Levasseur : *Histoire des classes ouvrières en France depuis Jules César jusqu'à la Révolution de 1789*, et *Histoire des classes ouvrières en France depuis 1789 jusqu'à nos jours* (introduction), le livre de M. Renouard sur les brevets d'invention (introduction), le livre de M. Jules Simon, *le Travail*, etc.

fil aîné du maître savaient le métier, ou quand le maître prenait un compagnon de plus parce qu'il guidait l'apprenti.

Le contrat d'apprentissage était fait par écrit et conservé aux archives des corporations. Il était examiné par les chefs de la corporation qui devaient voir s'il n'y avait rien de contraire aux statuts et aux bonnes mœurs. Le patron devait surveiller l'apprenti et former ses mœurs.

Mais l'apprenti était déjà un privilégié ; il fallait qu'il pût être reçu, car le nombre était limité ; il fallait de plus que ses parents possédassent une petite fortune. Il devait en effet payer un droit d'entrée, et il ne recevait rien pendant son apprentissage, le maître devant seulement l'entretenir ; c'était pour exclure le plus grand nombre possible d'apprentis, et ne prendre que ceux dont la famille avait une certaine aisance. Enfin l'apprentissage était long ; il durait parfois douze ans ; le plus souvent il était de sept ans ; c'était, disaient les statuts, pour bien apprendre le métier à l'apprenti ; en réalité c'était pour l'empêcher autant que possible de devenir compagnon. En effet si la raison donnée par les statuts avait été la véritable, on ne comprendrait pas que le seul moyen qu'on eût trouvé d'abrégier cette longue durée, eût été de racheter à prix d'argent une ou deux années d'apprentissage.

L'apprenti était à la merci du maître ; sans doute celui-ci devait le traiter en bon père de famille, mais c'était là une règle à laquelle il devait souvent se soustraire.

Pour les fils de maître au contraire, l'admission était de droit, le délai d'apprentissage plus court ; leur nombre n'était pas limité, enfin tout fils de maître pouvait faire son apprentissage chez son père.

Quand l'apprenti avait terminé son temps, il passait un

examen et se faisait recevoir compagnon ou valet. Il allait de soi que cet examen n'était qu'une simple formalité pour les fils de maître, tandis qu'il était plus ou moins difficile pour les autres suivant que la corporation avait besoin de plus ou moins de compagnons.

COMPAGNONS

Les compagnons étaient donc les apprentis qui avaient passé l'examen. Leur nombre n'était pas fixé ; en fait il était limité, puisque pour être compagnon il fallait avoir été apprenti. De plus l'apprenti ne pouvait devenir compagnon que dans la ville où il avait fait son apprentissage ; c'était une nouvelle entrave. Il fallait en outre qu'il eût payé son brevet de compagnon. Il devait enfin posséder un vêtement convenable ; tout valet devait avoir, dans certaines corporations, au moins cinq robes en bon état.

Le compagnon était un privilégié, car il avait seul le droit de travailler, mais avait-il une condition enviable ?

Sans doute il était privilégié ; mais son privilège pour lui c'était d'être lié à la corporation, d'être sous le joug des maîtres. S'il n'était pas engagé, il ne pouvait quitter la ville sans la permission de la corporation ; ainsi les communes du Nord faisaient entre elles des traités par lesquels elles s'engageaient à se livrer leurs compagnons fugitifs. Il devait chaque jour se rendre à un endroit fixé où il attendait que le maître vint l'embaucher ; si on ne l'embauchait pas, il ne pouvait rien faire. Enfin il était embauché à l'année au mois ou à la journée. Était-il libre ? une fois son travail accompli, pouvait-il faire ce qu'il voulait ? Non, il était toujours sous la dépendance de la corporation. Il ne devait

travailler que chez son maître, et il lui était défendu, sous les peines les plus sévères, de travailler en chambre pour une pratique; le temps du travail était limité, défense d'aller à l'atelier en dehors des heures fixées par les règlements. Sortait-il de l'atelier, sa vie restait toujours soumise à la surveillance de la corporation. Il devait rester chez lui à partir d'une heure fixe; le dimanche, il était tenu d'assister aux offices. Dans l'atelier, il était sous la dépendance du maître; il ne pouvait le quitter, son contrat le liait, et il ne pouvait être engagé par un nouveau patron sans présenter son congé d'acquit.

Sans doute il pouvait se plaindre de son maître et le poursuivre en justice; mais quels étaient ses juges? Des maîtres, et ceux-ci ne pouvaient être impartiaux; ils ne jugeaient en faveur de l'ouvrier que si celui-ci accusait son maître d'avoir contrevenu aux statuts de la corporation, par exemple d'avoir engagé des ouvriers non reçus compagnons, car alors il s'agissait des intérêts de la corporation elle-même.

Supposons qu'un compagnon étant resté ouvrier un temps double ou triple de celui qu'il a passé à être apprenti, c'est-à-dire de quatorze à vingt-et-un ans, veuille arriver à devenir maître. Quelles formalités doit-il remplir, à quelles conditions doit-il se soumettre?

Il doit être habitant de la ville, car la corporation est une institution municipale; il faut qu'il sache le métier et ait de quoi (Registre des métiers); il faut enfin qu'il achète le métier au roi, c'est-à-dire qu'il paye une redevance.

Qui juge si le candidat sait le métier et a de quoi? Ce sont les maîtres, car ceux-là seuls sont censés connaître le métier. Ils sont juges dans leur propre cause, et ils ont intérêt à recevoir le moins possible de maîtres. Ils s'en-

tendent donc pour ne pas augmenter le nombre des maîtrises et les réserver à leurs fils.

Il faut savoir le métier pour être maître. Afin de juger si le candidat sait travailler, on lui impose le chef-d'œuvre; c'est une perte de temps et une perte d'argent; et bien souvent le compagnon recule devant cette œuvre compliquée (1). Parvient-il malgré toutes les entraves à achever son chef-d'œuvre; les maîtres ont encore la ressource de le refuser. Le compagnon, il est vrai, peut faire appel de leur décision devant les échevins; mais ceux-ci qui sont sous la dépendance des corporations vont-ils casser la décision des maîtres (2)? Et puis le compagnon qui a triomphé des maîtres ne va-t-il pas être en butte à la jalousie et à la haine de ses confrères? Le compagnon n'a chance d'être reçu que si le nombre des maîtres diminue par trop.

Malgré toutes ces difficultés, supposons le compagnon reçu; la corporation va-t-elle faciliter ses débuts comme maître? Non, elle lui impose d'énormes frais qui le ruinent, et la royauté intervient pour prélever un impôt sur le nouveau maître. Il faut payer le métier au roi ou bien à quelque grand officier de la couronne, au panetier, par exemple, s'il s'agit d'un boulanger. Puis il y a des redevances à payer à la ville et au seigneur, à la corporation, à l'Eglise. Enfin il doit donner un banquet à ses nouveaux confrères; et le banquet ruine le compagnon, car il revient très cher. En réalité seul peut acquérir la maîtrise le compagnon riche, car avec l'argent toutes ces difficultés peuvent se lever; mais combien y a-t-il de compagnons riches?

(1) On allait jusqu'à enfermer le candidat seul dans un atelier pour qu'il ne pût être aidé.

(2) Voir l'histoire de Perrinot Augnier, *Commune d'Amiens*, II, p. 152. Elle est rapportée par M. Levasseur.

Pour le fils de maître, au contraire, tout est facile. Il reste peu de temps apprenti et compagnon ; de plus il travaille au foyer paternel, son père pour lui n'est pas un maître. Arrive le jour où il se présente à la maîtrise ; ce n'est pour lui qu'une simple formalité, il est reçu d'avance. Les jurés choisissent un sujet de chef-d'œuvre facile, qu'il exécute sous les yeux et la direction de son père ; dans certaines corporations le candidat en est même dispensé, car le fils de maître est considéré comme ayant l'habileté de son père ; enfin les droits de réception, si lourds pour tous, sont réduits pour lui qui est riche.

MAÎTRES

Les maîtres n'avaient qu'une pensée : garder cette maîtrise qu'ils avaient achetée, et la garder non seulement contre ceux qui ne faisaient pas partie de la corporation, mais aussi contre les autres membres de la corporation ; Il fallait donc avant tout étouffer toute concurrence.

Eux seuls d'abord avaient droit de fabriquer et de vendre les produits de la corporation ; ils gardaient ce privilège avec un soin jaloux. De là des procès sans nombre contre les autres corporations, car chaque corporation cherchait à empiéter sur les privilèges des autres corporations, mais se plaignait dès qu'elle s'imaginait qu'on cherchait à empiéter sur les siens. En même temps chaque ville se défendait contre les produits des autres villes.

A l'intérieur de la corporation, les maîtres s'efforçaient d'empêcher toute concurrence. Il y avait à craindre qu'un maître, en vendant meilleur marché ou en travaillant à meilleur compte et mieux que ses confrères, ne

gagnât plus qu'eux; il y avait surtout à craindre qu'il ne fit une invention, car la corporation aurait été à coup sûr ruinée. Aussi les statuts défendaient-ils de travailler en dehors de certaines heures : les maîtres devaient avoir le même nombre d'apprentis ou d'ouvriers, ils devaient les payer de même. Souvent le maître ne pouvait acheter les matières premières sans la permission de la corporation (1); car il importait que tous les achats fussent faits au même taux, pour maintenir l'égalité. Les corporations réglementaient en outre avec minutie la méthode de travail; on ne devait employer que certaines matières et les traiter d'une certaine manière, non pas comme on l'a dit pour que les produits fussent bons, mais pour empêcher qu'un maître ne parvint à produire à meilleur marché que les autres, ou même à faire de meilleurs produits. Enfin toute invention qui ne profitait pas à la corporation entière, était rigoureusement interdite.

Dans la corporation même, les maîtres étaient divisés en plusieurs classes : les jeunes, les modernes, les anciens; ils avaient des droits différents et se surveillaient mutuellement.

C'était la corporation elle-même qui défendait les intérêts de ses membres et les surveillait. Elle était représentée par ses chefs et ses gardes-jurés. Les chefs étaient appelés consuls ou jurats dans le Midi, syndics, échevins, mayeurs dans le Nord; à Amiens par exemple, ils portaient l'enom de mayeurs de bannières. Ils présidaient les assemblées et représentaient la corporation. C'étaient des charges honorifiques recherchées, car elles donnaient l'appui de la corporation pour les élections municipales.

(1) Voir M. Hubert-Valleroux : *Les corporations d'arts et métiers*, p. 56 et suivantes.

Au-dessous de ces chefs étaient des officiers chargés de la police de la corporation et de surveiller l'application des règlements. C'étaient les gardes-jurés nommés bayles à Toulouse, eswards à Amiens, etc. Ils avaient le droit d'entrer chez les maîtres, et, avec l'assistance de la justice, de pénétrer chez toute personne soupçonnée de faire concurrence à la corporation. Ces jurés étaient en général composés uniquement de maîtres; parfois cependant ils comprenaient des valets, mais en petit nombre, et de plus les valets-jurés étaient choisis par les jurés-maîtres sortant d'exercice. Les autorités communales avaient une grande influence sur les élections.

Les jurés appliquaient les amendes prévues par les statuts pour toute infraction; si les maîtres ou compagnons ne voulaient pas acquitter les amendes, ils étaient traduits devant les échevins ou le prévôt de la ville, et condamnés, car les statuts ayant été approuvés par la commune, avaient force de loi.

Quel jugement faut-il porter sur les corporations au moyen âge?

D'après l'Ecole dite Catholique, la corporation des ^{xiii}^e et ^{xiv}^e siècles fut nécessaire, utile et bonne. Ce fut une ère de prospérité pour les commerçants et artisans, un âge d'or où tous les produits furent de bonne qualité, où chacun se contentant de son rôle, aucune grève n'éclata, où la misère fut totalement inconnue.

Sans doute, les corporations furent nécessaires au commencement du moyen âge; les faibles n'obtenant rien, les associations de métiers permirent au moins aux artisans de se soustraire aux exactions des seigneurs. Mais une fois la commune formée, une fois les villes se gouvernant elles-mêmes, les corporations auraient dû disparaître, et

chaque individu aurait dû pouvoir travailler comme il l'entendait.

Mais la conception de la liberté du travail est moderne; à cette époque, chaque commune ne songeait qu'à s'affranchir, à devenir un petit état indépendant, à se défendre contre tout ce qui provenait du dehors. Le mot nation n'était même pas prononcé, et on ne connaissait que le patriotisme local. De même le travail fut local, réservé aux seuls bourgeois, et pour atteindre ce but, la corporation fut inventée. Elle était inévitable, étant donné l'esprit du moyen âge, comme il était inévitable aussi qu'elle devînt presque aussitôt oppressive, ne tendant plus qu'à garantir le maître contre toute concurrence.

Le monopole des corporations était d'ailleurs tempéré par plusieurs causes : l'autorité publique pour sauvegarder les intérêts des consommateurs taxait les produits ; c'était à cette époque les magistrats municipaux qui déterminaient les prix (1). Puis le monopole était local ; souvent d'ailleurs des quartiers d'une ville appartenaient à des seigneurs ou au roi et ceux-ci autorisaient à travailler des artisans ne faisant pas partie des corporations. De plus les privilèges des corporations ne s'étendaient pas aux faubourgs ; les artisans des faubourgs faisaient une grande concurrence aux membres des corporations et souvent même les marchés de la ville leur étaient ouverts à certains jours. Ainsi à Paris, le samedi, il y avait marché ouvert aux halles. La municipalité avait intérêt à attirer le plus possible de marchands de faubourgs dans les halles, car ils payaient un droit de halle (2) ;

(1) La royauté ne rend des ordonnances sur la taxe des produits qu'au xiv^e siècle ; il ne semble pas qu'elles furent obéies dans la pratique ; elles n'ont guère d'effet qu'à partir du xvi^e siècle.

(2) A Paris, comme les Halles appartenaient au roi, c'était à lui qu'on payait le droit.

elle les soutenait donc contre les corporations; par suite, c'était une concurrence assez sérieuse. Enfin il y avait beaucoup de foires (1) qui étaient des marchés libres où venaient des marchands de toutes les parties du royaume et même de l'étranger (2). On y trouvait les produits que ne fabriquaient pas les corporations, et bien des bourgeois de la ville attendaient le moment des foires pour faire leurs achats. Toute coalition en outre était défendue, et si les maîtres voulaient se réunir pour élever les prix, les municipalités n'hésitaient pas à prendre des mesures sévères contre les corporations (3). Toutes ces mesures tendaient à tempérer le monopole des corps et métiers.

Dans l'intérieur de la corporation, la condition des apprentis et compagnons était fort dure; cependant les municipalités avaient prescrit certaines règles pour les défendre contre la tyrannie des maîtres :

1° Les salaires étaient souvent fixés;

2° Les maîtres devaient payer les compagnons en monnaie courante et non en denrées;

3° Les maîtres devaient les payer à des époques rapprochées, en général tous les samedis.

Quant aux maîtres, si la corporation les empêchait de gagner beaucoup, il faut avouer qu'ils étaient presque toujours sûrs d'être secourus en cas de malheur; les veuves et les orphelins restaient souvent à la charge de la corporation; mais ces avantages n'étaient-ils pas chèrement payés?

(1) A Paris, il y avait trois grandes foires : la Saint-Germain, la Saint-Ladre et la foire du Landrit.

(2) Le commerce extérieur était plus considérable qu'on ne le suppose généralement, il y avait déjà des traités de commerce; ainsi on a ceux d'Amiens avec Londres et la ligue Hanseatique, *Documents inédits de l'histoire de France*, Amiens.

(3) C'est ce qui arriva plusieurs fois à Amiens; la municipalité lutta souvent contre les corps de métiers. Voyez l'exemple curieux de la lutte entre la municipalité et les bouchers de la ville de Colmar, cité par M. Hubert Valleroux, page 30, d'après M. l'abbé Haanauer.

Tels sont les principaux caractères des corporations aux ^{xiii}^e et ^{xiv}^e siècles. Au ^{xv}^e siècle, elles présentent des traits nouveaux : la confrérie et le compagnonnage.

a. CONFRÉRIE

La confrérie, c'est la corporation considérée comme société religieuse et société de secours mutuels.

Les confréries n'apparurent véritablement qu'au ^{xiv}^e siècle; jusqu'alors l'Église les avait combattues. Tous les membres de la corporation firent en même temps partie de la confrérie. Elle avait un patron, une bannière qu'on portait aux processions, une chapelle spéciale dans une église; si la corporation était riche, elle avait une chapelle dans la maison commune.

En même temps la confrérie était une société de secours mutuels. Elle venait en aide aux membres de la corporation tombés dans la misère; souvent elle possédait dans les hôpitaux quelques lits pour les confrères malades, ou bien elle distribuait de l'argent à ceux qui étaient ruinés; parfois même elle les logeait gratuitement; les veuves et les orphelins obtenaient des secours. Quelquefois les apprentis et compagnons faisaient partie de la confrérie, mais en général, elle ne renfermait que les maîtres, car elle prit naissance au ^{xiv}^e siècle, au moment où les maîtres et les compagnons se séparèrent complètement.

b. COMPAGNONNAGE

Les compagnons, en effet, soumis à la tyrannie des maîtres, exclus en fait de l'accès aux maîtrises, comprirent

bientôt qu'il n'y avait de salut pour eux que dans des associations particulières. Elles furent souvent défendues ; mais elles n'en subsistèrent pas moins. Dès le moyen âge, les coalitions et les grèves apparurent : « Les compagnons commencent, dit M. d'Haussonville (1), à faire des conjurations et des ligues, mettant à l'index les maisons de leurs patrons, et organisant ces grèves que l'on croit quelquefois être un mal spécial à notre époque. » M. Fagniez nous cite plusieurs de ces grèves, dans son livre : *Études sur la France industrielle des XIII^e et XIV^e siècles*.

Mais en dehors de ces sociétés forcément passagères, apparut une véritable institution, le compagnonnage, protection du travail asservi contre le travail privilégié.

Le compagnonnage était un ensemble de sociétés secrètes illicites, ayant une légende (il prétendait remonter jusqu'à Salomon !), se recrutant par des pratiques mystérieuses, fournissant du travail et des secours aux compagnons du tour de France.

Dès le XIV^e siècle, la classe ouvrière, pour s'instruire, commença son tour de France, et dès ce moment la lutte contre les maîtres fut engagée par les compagnons ambulants qui étaient admirablement organisés. Dans chaque ville du tour de France, il y avait l'auberge de la mère. Le compagnon y était reçu, et le « rouleur » ou chef des compagnons lui procurait du travail ; s'il n'y en avait pas, il lui donnait de l'argent pour gagner une autre ville, ou le plus ancien compagnon cédait sa place au nouveau venu, et continuait son tour de France (2).

(1) *Revue des Deux-Mondes*, 15 mars 1884. Article sur les syndicats mixtes catholiques.

(2) Voir l'article publié par M. Léon Say dans le *Dictionnaire d'économie politique*. Les compagnons se divisèrent en plusieurs devoirs entre lesquels des luttes sanglantes s'élevèrent. Le compagnonnage subsiste encore, mais il est bien déchu. Voir Agricol Perdiguier : le *Livre du compagnonnage*.

Mais ces compagnons, eux aussi, furent des privilégiés, et essayèrent d'empêcher de travailler sans leur permission ; tout travail fut défendu à ceux qui ne faisaient pas partie d'un devoir, sinon on damnait le maître qui les employait. Les maîtres ne voulaient-ils pas se soumettre aux exigences des compagnons ; on damnait leur ville.

Ainsi donc l'égoïsme et l'esprit d'exclusion régnerent parmi les ouvriers comme parmi les maîtres, et le compagnonnage, comme la corporation, ne fut qu'une entrave à la liberté du travail.

CHAPITRE DEUXIÈME

LES CORPORATIONS DEPUIS LE XVI^e SIÈCLE JUSQU'EN 1789.

L'édit de décembre 1581 rendu sous Henri III consacre le principe que le droit de travailler n'est qu'un privilège conféré par la royauté, il achève la prise de possession par elle de la police du travail. Pour travailler il faut désormais avoir la permission du roi, et celui-ci ne l'accorde qu'à prix d'argent.

Sous prétexte de contenter les vœux de ses sujets, le roi édictait une réglementation du travail qui s'étendait à toute la France; par l'édit de décembre 1581 il se proposait : 1^o d'organiser en corps de métiers tous les artisans du royaume; 2^o de faire que le système des corporations fût beaucoup moins exclusif, en rendant l'admission plus facile; 3^o d'abolir les abus des jurandes et maîtrises en plaçant les corps de métiers sous la surveillance directe de la royauté; 4^o de prélever un impôt sur le travail au profit de la royauté.

Cet édit semblait devoir rendre l'accès des corporations plus facile, il diminuait les droits de réception, décidait que tout compagnon ayant fait le chef-d'œuvre devait être reçu maître, déclarait que l'on ne devait plus distinguer les maîtres des faubourgs des maîtres des villes et étendait le rayon dans lequel ils pouvaient travailler. Mais cet édit eut en fait de mauvais résultats, car il établit le régime du monopole dans les endroits où la liberté existait, surtout dans le Midi. Quant aux réformes, elles restèrent lettre morte; les anciennes corporations demeurèrent ce qu'elles

étaient, et maintinrent leurs privilèges et leurs abus; les nouvelles corporations créées en vertu de l'édit imitèrent les anciennes.

Aux états généraux de 1614, le tiers état protesta contre cette main mise de la royauté sur le travail. Il demanda « que toutes maîtrises de métiers érigées depuis les états tenus dans la ville de Blois en 1576 soient éteintes, sans que par cy après elles puissent estre remises ni aucunes autres de nouveau établies; et soient ces exercices des dits métiers laissés libres à vos pauvres sujets, sans visite de leurs ouvrages, marchandises par experts et prud'hommes qui à ce seront commis par les juges de la police (1). »

Le tiers état réclama en outre l'abolition de toutes les lettres royales de maîtrise, la diminution des frais de réception pour les maîtres, la suppression des banquets, l'introduction en France des industries étrangères, et la protection douanière contre toute concurrence.

Ce langage ne fut pas entendu, et la royauté ne songea plus qu'à réglementer le travail de plus en plus étroitement. Colbert, pour faire de la France un pays riche et prospère, crut qu'il fallait réglementer sévèrement l'industrie afin d'assurer la bonne confection des produits, créer des manufactures et prohiber les marchandises étrangères. Pour arriver à ce but il s'imagina de centraliser l'industrie et le commerce et d'y mettre l'unité comme il avait mis l'unité dans le royaume. Aussi il crut devoir rendre plus étroites les règles sur les procédés de travail, fixer soigneusement les statuts de chaque corporation et les étendre à toute la France.

(1) Voir Picot : *Histoire des états généraux*, états de 1614.

Il ne put que réglementer la seule industrie des tissus, mais l'édit qu'il rendit fut un chef-d'œuvre de réglementation. Tout y fut fixé jusque dans les plus petits détails, le mode de fabrication et de teinture, la largeur des pièces, le nombre des fils, etc. Pour être sûr que les prescriptions fussent obéies, on déclara qu'une pièce d'étoffe ne pouvait être vendue sans être visitée et certifiée par les contrôleurs royaux; car il fallut bien créer des places de fonctionnaires pour vérifier si les marchands se soumettaient à l'édit. Ils eurent le droit d'entrer dans les ateliers, de saisir toutes les pièces qui n'étaient pas exactement fabriquées d'après les règles; même si les particuliers les avaient commandées suivant leur goût, les pièces étaient saisies et détruites, les fabricants punis sévèrement, etc.

Le corps de métier subsista bien, mais le pouvoir royal le soumit de plus en plus à son autorité; ainsi à Paris le lieutenant de police fut chargé de tout ce qui concernait la discipline intérieure du métier (1).

L'édit du 23 mars 1673 prescrivit l'exécution des édits antérieurs rendus depuis Henri III, constitua de nouvelles corporations, et exigea des nouveaux maîtres un droit fiscal très élevé. Les marchands composant ces nouvelles corporations essayèrent de se soustraire aux prescriptions de l'édit; ils furent contraints d'y obéir. Ainsi à Paris la corporation des limonadiers ayant été créée par l'édit de 1673, aucun limonadier ne se présenta pour payer les droits; ils furent contraints, par sommation d'huissier de venir acheter leurs charges.

(1) Nous renvoyons sur ce point au fameux article *Maîtrises* de l'Encyclopédie, fait par Roland de la Plâtrière, le mari de la célèbre M^{me} Roland. Il était inspecteur des manufactures. « J'ai vu couper par morceaux, dit-il, dans une seule matinée, 80, 90 et jusqu'à 100 pièces d'étoffe. J'ai vu renouveler cette scène chaque semaine pendant nombre d'années, etc. » Le passage est un résumé des vices du système.

La royauté dès lors ne vit plus dans les corporations qu'un moyen de fiscalité ; elle leur enleva toutes leurs libertés. Ainsi les jurés ne furent plus choisis par leurs confrères, mais nommés par le roi ; ils durent payer des droits et déposer des cautionnements (édit du 14 mars 1691). La royauté multiplia les brevets de maîtrises qu'elle vendit le plus cher possible, créa des charges d'inspecteurs, de contrôleurs, etc. Les membres des corporations, menacés dans leurs privilèges, se cotisèrent et rachetèrent les brevets et les charges ainsi créés, mais la royauté recommença sans cesse et les corporations s'endettèrent à force de les racheter.

Comme dans ce but elles faisaient des emprunts, il fallut bien trouver de l'argent pour payer les revenus et l'amortissement de ces emprunts, aussi les corporations furent-elles obligées d'augmenter les droits de réception, et les redevances dues par les maîtres ; elle furent forcées de se montrer en même temps impitoyables envers leurs membres, et de défendre leurs tristes privilèges avec l'énergie du désespoir. Les procès se multiplièrent, les charges devinrent lourdes. Les corporations qui, avant Colbert, étaient des sociétés de secours mutuels, cessèrent peu à peu de remplir ce but, tous leurs revenus passant dans les frais de procédure, dans le rachat des maîtrises, dans le paiement des droits mis par la royauté, dans les revenus et l'amortissement des emprunts. Il n'y a rien d'étonnant dès lors à voir les corporations se dépeupler avec un pareil système et la royauté être obligée de ramener de force les commerçants et artisans dans les corps et métiers. C'est ainsi qu'un édit du 30 juin 1696 déclare nulles toutes les retraites postérieures à mars 1694. Ne croit-on pas voir un état économique analogue à celui du Bas-Empire

qui retenait de force les artisans dans les collèges ?

Tous les abus du système ne parurent guère qu'après la mort de Colbert ; ce fut à partir de ce moment que la royauté aux abois ne vit plus dans l'organisation des corporations qu'un moyen d'avoir de l'argent ; aussi les pressura-t-elle de plus en plus, et les corporations se montrèrent de plus en plus jalouses de leurs monopoles. Mais en même temps que les abus et la tyrannie des corporations augmentaient, la grande industrie créée par Henri IV et Colbert devenait de plus en plus forte, et son exemple faisait ressortir davantage tous les inconvénients du régime corporatif. Le titre de manufacturier royal était fort recherché, car c'était le seul moyen d'exploiter une invention, et il mettait les industriels à l'abri des saisies, des procès et des attaques des corporations et en même temps à l'abri de toute concurrence. Dans l'intérieur des manufactures les industriels étaient libres, et ils pouvaient se livrer à peu près librement aux opérations qu'ils jugeaient nécessaires. Mais il y avait cependant des abus, et d'ailleurs le régime des manufactures royales n'était qu'un régime de privilèges (1).

La corporation pendant cette période présente des caractères identiques à ceux de la corporation de l'époque précédente. Ce fut un groupe économique fermé et privilégié, une société religieuse et une société de charité. Mais tous les inconvénients du système corporatif apparurent, car la corporation ne songea plus qu'aux intérêts des maîtres, et comme elle fut accablée sous le poids des charges fiscales, elle défendit ses privilèges avec une extrême âpreté. Les conditions économiques étaient diffé-

(1) Cf. Levasseur, liv. VI, ch. III.

rentes de celles du ^{xiii}^e siècle, et la corporation, qui, à cette époque, a peut-être sauvé le commerce et l'industrie, ne faisait plus qu'en entraver l'essor. Toutes les causes qui pouvaient tempérer le monopole des corps et métiers, et que nous avons examinés au moyen âge, avaient à peu près disparu ; les corporations seules subsistaient, mais elles n'avaient plus leur raison d'être. Tout avait changé autour d'elles et elles-mêmes avaient changé (1).

Cette organisation tyrannique du travail, semble-t-il, devait être violemment attaquée par les marchands et les artisans. Il n'en fut rien ; seuls les philosophes et les littérateurs entamèrent la lutte contre les corporations. « Il semble, dit M. Jules Simon (2), que la liberté devait être demandée par tout le monde, par les consommateurs que le monopole rançonnait, et par les maîtres écrasés sous les charges des corporations. Le gouvernement seul pouvait perdre momentanément, puisqu'ayant fait la faute de vendre le droit de travailler, il était obligé maintenant de le racheter. Cependant qu'arriva-t-il ? Ce fut le gouvernement qui offrit la liberté, et le commerce qui la refusa. Le public resta indécis. Telle est la force de la routine, et tel est l'enivrement que produit le monopole sur l'esprit des privilégiés. On en meurt et on aime mieux en mourir que de tomber dans le droit commun. »

Ce fut Turgot qui eut l'honneur d'abolir les jurandes et

(1) Pour bien se rendre compte de l'état d'une corporation aux ^{xvii}^e et ^{xviii}^e siècles, il faut voir dans l'introduction du livre de M. Levasseur : *Histoire des classes ouvrières depuis 1789*, l'histoire curieuse de la corporation des orfèvres. La disposition intérieure de la maison commune des orfèvres, disposition qui se retrouvait dans les autres maisons communes, met en relief les caractères des corporations. Au rez-de-chaussée se trouve la chapelle (société religieuse), au premier les bureaux de la corporation et la salle d'assemblée (la corporation considérée comme groupe économique), dans les combles un hospice (société charitable). Mais M. Levasseur, dans le budget qu'il nous donne, nous montre que les secours n'y figuraient que pour une part restreinte.

(2) *Le Travail*.

maîtrises par l'édit de février 1776. Le préambule de cet édit est une œuvre magistrale, où il fait tenir à Louis XVI le plus noble langage : « Nous devons à tous nos sujets de leur assurer la jouissance pleine et entière de leurs droits : nous devons surtout cette protection à cette classe d'hommes qui, n'ayant de propriété que leur travail et leur industrie, ont d'autant plus le besoin et le droit d'employer dans toute leur étendue, les seules ressources qu'ils aient pour subsister. »

Puis le préambule passait en revue tous les inconvénients des corporations ; il en montrait l'esprit « qui est de rendre l'acquisition de la maîtrise d'une difficulté presque insurmontable pour tout autre que pour les enfants des maîtres actuels », il faisait l'historique des corps et métiers, et finissait en proclamant que le droit de travailler n'était pas un droit royal.

« Dieu, en donnant à l'homme des besoins, en lui rendant nécessaire la ressource du travail, a fait du droit de travailler la propriété de tout homme ; et cette propriété est la première, la plus sacrée et la plus imprescriptible de toutes. »

L'article 1^{er} de l'édit accordait à toute personne, même aux étrangers et aux femmes, le droit d'exercer tous les métiers, sauf quelques rares exceptions. Les artisans qui voulaient s'établir devaient seulement en faire la déclaration devant le lieutenant général de police. Certaines professions, mais en très petit nombre, étaient soumises à quelques obligations d'ailleurs peu nombreuses.

La liste des ouvriers devait être communiquée au lieutenant général qui était juge des différends survenant entre les artisans sur les questions de métiers. Les artisans se réunissaient par quartiers, et devaient choisir trois

d'entre eux qui étaient chargés de la police des métiers sous les ordres du lieutenant général de police. Ces fonctions étaient obligatoires.

L'édit prévoyait la manière de liquider les biens des corporations, et le rachat des maîtrises.

Enfin les confréries de métiers étaient supprimées, leurs biens étaient réunis à l'Église. Les associations professionnelles entre gens de même métier étaient défendues.

Ces deux dernières dispositions qui servirent malheureusement de modèle à la loi de juin 1791 sont critiquables, mais il faut avouer qu'elles sont conformes aux idées du temps ; c'est à l'Etat qu'incombe le soin de secourir les pauvres, d'après les philosophes, et de donner du travail aux adultes. Quant à la défense de s'associer librement elle s'explique. La source du mal, disait Turgot, est dans la faculté même accordée aux citoyens d'un même métier de s'assembler et de se réunir en un corps. C'était une erreur bien excusable chez Turgot, ne voyait-il pas les effets des corporations ?

Ces réformes soulevèrent des protestations de toutes parts. Les intéressés depuis les grands officiers de la couronne jusqu'aux titulaires des maîtrises luttèrent avec désespoir pour conserver leurs privilèges. Le Parlement de Paris pour faire échec à la Royauté devint le représentant des idées rétrogrades qui trouvèrent dans l'avocat général Séguier⁽¹⁾ un ardent défenseur. Il fallut un lit de justice pour briser toutes les résistances. Les parlements de province imitèrent celui de Paris et l'édit ne fut pas exécuté à Bordeaux, Toulouse, Aix, Besançon, Rennes, Dijon et Nancy.

La chute de Turgot entraîna la ruine de son œuvre. Les

(1) M. Levasseur qualifie ses remontrances d'amas de sophisme verroulés dont s'étaient les abus croulants.

jurandes et maîtrises furent rétablies en août 1776, mais Turgot avait fait des réformes trop nécessaires pour qu'elles n'eussent pas une influence considérable sur l'organisation des nouvelles corporations. Tous les métiers similaires furent réunis en un seul corps, et par suite les procès devinrent moins nombreux. On put, avec l'autorisation du juge, faire partie de plusieurs professions. Les femmes, les étrangers ne furent plus exclus. Les confréries et les banquets furent supprimés, et toute association défendue. En même temps les droits étaient diminués dans une grande proportion. Enfin quelques métiers devinrent libres et chacun put les exercer librement comme il l'entendait. L'édit d'août 1776 n'était en réalité qu'un compromis entre le régime corporatif et la liberté.

De même pour la grande industrie, la liberté avait été accordée par Turgot. On revint sur les concessions faites par ce grand ministre, mais on n'osa pas rétablir tous les règlements vexatoires d'avant 1776, et un régime plus libéral fut inauguré. Mais bien des abus reparurent, et ils semblèrent d'autant plus durs pour les manufacturiers, que ceux-ci étaient partisans de la liberté.

Ainsi la royauté, malgré les efforts de Turgot, avait été impuissante pour donner la liberté au commerce et à l'industrie ; il était réservé à la révolution de 1789 de rendre libre le travail.

CHAPITRE TROISIÈME

LÉGISLATION DES ASSOCIATIONS PROFESSIONNELLES DEPUIS 1789 JUSQU'EN 1884

« Noblesse, clergé, tiers état divisés sur tant d'autres points furent presque unanimes sur les questions de commerce et d'industrie. Tous demandèrent des modifications au traité avec l'Angleterre (1) : la suppression des droits intérieurs, des barrières, des péages ; l'uniformité des poids et mesures dans toute l'étendue du royaume, la destruction des monopoles et des privilèges de toute espèce accordés à d'autres qu'à des inventeurs ; l'abolition des maîtrises et des jurandes (2). »

Dans la fameuse nuit du 4 août, l'Assemblée constituante déclara que les jurandes seraient détruites ; elle tint sa promesse par la loi des 2-17 mars 1791, qui supprimait les corporations et établissait l'impôt des patentes.

« A compter du 1^{er} avril prochain, disait l'article 7, il sera libre à toute personne de faire tel négoce, ou d'exercer telle profession, art ou métier qu'elle trouvera bon ; mais elle sera tenue de se pourvoir auparavant d'une patente, d'en acquitter le prix suivant le taux ci-après déterminé, et de se conformer aux règlements de police qui sont ou pourront être faits. »

Cette loi décidait en même temps que le prix des maîtrises serait remboursé aux titulaires d'après les taux ad-

(1) Traité d'Eden de 1786.

(2) Ce passage est tiré de l'ouvrage de M. Levasseur.

mis en 1776 et d'après un système compris dans les articles 3, 4 et 5.

Les biens des communautés devaient être vendus, le prix de la vente servait à éteindre leurs dettes, et l'excédent revenait à l'Etat.

On aurait dû garder les corporations comme sociétés de secours mutuels, ainsi que l'ont fait plus tard les lois autrichienne et allemande abolissant les corps de métiers, et en même temps on aurait dû permettre aux artisans de s'assembler librement, sauf à prévenir et punir toute entrave à la liberté. Mais l'Assemblée constituante craignit de rétablir les corporations, en permettant aux travailleurs de se réunir. L'événement sembla donner raison à ces craintes; après la loi du 17 mars 1791, les ouvriers et les marchands se réunirent et essayèrent de reformer en fait des corps fermés.

L'Assemblée, effrayée, rendit la loi des 14-17 juin 1791 par laquelle il était défendu de rétablir de fait les corporations sous quelque prétexte et quelque forme que ce fût, et l'article 4 disait :

« Si, contre les principes de la liberté et de la constitution, des citoyens attachés aux mêmes professions, arts et métiers prenaient des délibérations, faisaient entre eux des conventions tendant à refuser de concert ou à n'accorder qu'à un prix déterminé le secours de leur industrie et de leurs travaux, lesdites délibérations, accompagnées ou non de serments, sont déclarées inconstitutionnelles et attentatoires à la liberté et à la déclaration des droits de l'homme. » La loi du 19-22 juillet 1791 vint donner une sanction à la loi de juin.

Le rapporteur Chapelier avait déclaré que le droit pour les artisans de se réunir était contraire aux principes du

droit constitutionnel. Le passage est à citer en entier, car il explique toute la législation antérieure à 1884 : « Il doit sans doute être permis à tous les citoyens de s'assembler ; mais il ne doit pas être permis aux citoyens de certaines professions de s'assembler pour leurs prétendus intérêts communs. Il n'y a plus de corporations dans l'État, il n'y a plus que l'intérêt particulier de chaque individu et l'intérêt général... Les assemblées dont il s'agit ont présenté, pour obtenir l'autorisation de la municipalité, des motifs spécieux ; elles se sont dites destinées à procurer des secours aux ouvriers de la même profession malades ou sans travail ; ces caisses de secours ont paru utiles ; mais qu'on ne se méprenne pas sur cette assertion ; c'est à la nation à fournir des travaux à ceux qui en ont besoin pour leur existence, et des secours aux infirmes (1). »

La constitution de 1793, article 17, proclama la liberté de l'industrie : « Nul genre de travail, de culture, de commerce ne peut être interdit à l'industrie des citoyens. Chacun peut vendre, fabriquer et transporter toutes les espèces de productions. » La constitution de l'an III ne fut pas moins explicite article 355, « Il n'y a ni privilège, ni maîtrise ni jurande, ni limitation à la liberté de la presse, du commerce, et à l'exercice de l'industrie et des arts de toute espèce. » Mais songeant à toutes les infractions commises par la Convention à ses principes, la constitution de l'an III ajoutait : Toute loi prohibitive en ce genre, quand les circonstances la rendent nécessaire, est essentiellement provisoire et n'a d'effet que pendant un an au plus, à moins qu'elle ne soit formellement renouvelée. »

(1) On voit que l'Assemblée constituante a commis deux grandes erreurs : le droit d'association n'est pas une entrave à la liberté, ce n'en est que l'exercice ; quant au fameux droit au travail, on sait à quels tristes résultats il conduit. Pour le passage de Chapelier, voir *Arch. parl.*, t. X, p. 193.

Sous le consulat et le premier empire une réaction se produisit. On aurait voulu rétablir l'ancienne organisation hiérarchique du travail, mais on n'osa pas aller jusqu'au bout, on se contenta de fonder quelques corporations sur le modèle des anciennes (compagnies d'avocats, d'agents de change, de notaires). En même temps Napoléon posa certaines règles restrictives de la liberté du travail.

1° La préfecture de police soumit l'exercice d'un certain nombre de métiers à l'obtention d'une autorisation préalable (colporteurs, marchands de vins, etc.)

2° Des bureaux de placement furent organisés, une permission spéciale dut être accordée à ceux qui en tenaient, aussi les prix furent-ils tarifés.

3° L'obligation du livret fut imposée à l'ouvrier.

4° Une certaine hiérarchie entre patrons et ouvriers reparut. L'art 1781 Code Civil déclara que le maître serait cru sur son affirmation pour la quotité des gages, pour le paiement du salaire de l'année échue et pour les acomptes sur l'année courante.

5° La liberté de coalition fut dénuée aux patrons comme aux ouvriers. Mais là encore il y eut inégalité. Les patrons furent frappés plus légèrement que les ouvriers, loi de Germinal an XI.

Le Code pénal édicta contre toutes les associations les peines des articles 291, 292, 293 et 294. Toute association de plus de vingt personnes, quel que fut son objet, dut être autorisée. En même temps les articles 414, 415, et 416 élevant les peines de la loi de germinal an XI punirent toute coalition. Mais il y eut encore une différence, les patrons ne pouvaient être poursuivis que si leurs coalitions tendaient à faire abaisser les salaires d'une manière abusive et dangereuse, et que s'il y avait eu un commencement d'exécu-

tion, tandis que les ouvriers étaient poursuivis même s'il n'y avait pas eu tentative ou commencement d'exécution. Les peines étaient aussi moins rigoureuses.

La Législative par la loi des 27 et 31 décembre 1849, modifia les articles 414, 415, 416 en établissant l'égalité entre les patrons et ouvriers, quant aux peines et aux conditions du délit.

Le second empire protégea les classes ouvrières. Quand le ministère public poursuivait et faisait condamner pour délit de coalition, l'empereur faisait grâce. Aussi se décida-t-on à accorder aux travailleurs le droit de se concerter pour faire grève. La loi du 24 avril 1864, rendue sur le rapport de M. Émile Ollivier, supprima le délit de coalition, mais elle n'accorda pas aux patrons et ouvriers le droit de se réunir ou de s'associer. La loi du 6 juin 1868 et celle du 30 juin 1881 autorisèrent des réunions publiques et privées dans le but de préparer une grève. En même temps la loi du 2 août 1868 supprima l'article 1781.

Ce fut la loi du 21 mars 1884 qui pour la première fois permit aux travailleurs de former librement des associations professionnelles.

DEUXIÈME PARTIE

DES DIVERS SYSTÈMES D'ASSOCIATIONS PROFESSIONNELLES

Lorsque le législateur voulut organiser les syndicats professionnels, il se trouva en présence d'une institution existante, les Chambres syndicales, et de divers systèmes tendant au rétablissement d'associations professionnelles ; les uns n'étaient que théoriques, les autres avaient été consacrés par les législations étrangères.

! Nous examinerons rapidement :

1° Les systèmes tendant au rétablissement du régime corporatif ;

2° Le système catholique ;

3° Le système autrichien ;

4° Le système allemand ;

5° Le système des Trades-Unions anglaises ;

6° Les Chambres syndicales françaises ;

7° Le système de la loi de 1884.

I. — SYSTÈME TENDANT AU RÉTABLISSEMENT DU RÉGIME CORPORATIF

La liberté de l'industrie et du commerce, sauf le droit d'association, existe depuis un siècle ; chacun est libre de travailler comme il veut, aux conditions qu'il consent, et d'employer les méthodes qu'il préfère ; la loi de l'offre

et de la demande règle seule les conditions du marché. C'est justement à la concurrence que s'attaquent les partisans du régime corporatif moderne, ils la rendent responsable de toutes les misères ; que l'on rétablisse les corporations fermées et la paix sociale règnera.

Ce système comprend deux classes de partisans : d'un côté les ouvriers veulent que l'État devienne le grand producteur, et réclament le socialisme d'État ; d'un autre côté, les petits marchands, en haine des grandes fabriques et des grands magasins, demandent le retour des corporations fermées ayant un monopole, maîtresses d'elles-mêmes, se recrutant elles-mêmes.

La théorie des ouvriers a été souvent reproduite, surtout dans les journaux et les réunions publiques ; au conseil municipal elle a de chauds partisans ; leurs revendications sont connues : minimum de salaire et maximum des heures de travail fixés par la loi ; exclusion des ouvriers étrangers et des femmes ; limitation du nombre des apprentis qui ne peuvent être acceptés que du consentement des ouvriers, c'est-à-dire des syndicats ; contestations du métier jugées par le syndicat ; modes de travail réglementés par lui ; grèves déclarées par lui et obligatoires pour tous les ouvriers, etc.

Sans doute c'est l'État qui doit établir ce système, mais il le fera, en fait, sous la forme d'associations analogues aux anciennes corporations, et appelées syndicats. Le nombre des ouvriers sera limité, puisque le nombre des apprentis le sera ; bien des ouvriers de Paris réclament même la défense pour les ouvriers de province de venir travailler à Paris. L'esprit exclusif et local des corporations reparait. L'association n'acceptera et ne gardera que ceux qu'elle voudra, règlera toutes les conditions du

travail, fixera les méthodes, etc. En réalité les syndicats obligatoires ne sont que les anciennes corporations avec deux grandes différences, les syndicats réclamant l'intervention de l'État alors que les corporations tendaient à se soustraire à l'autorité, et le remplacement des anciennes familles de maîtres privilégiés par des familles d'ouvriers privilégiés.

Le retour des anciennes corporations n'a pas été moins demandé par une certaine partie des patrons. On prétend que la concurrence est la cause de tous les maux, on se plaint qu'elle a changé les conditions du commerce, qu'elle a fait augmenter d'une manière considérable les frais généraux et par suite le prix même des marchandises, qu'elle ne donne que de mauvais résultats, que la vieille probité commerciale n'existe plus à cause de la lutte pour la vie, etc... D'un autre côté on met en parallèle l'ancien commerce, on le vante et on déclare que le salut c'est le rétablissement des corporations.

Sous le premier Empire et la Restauration, des efforts furent tentés dans ce but. Les marchands de vins sous Napoléon I^{er} réclamèrent le retour à l'ancien ordre de choses. Vital Roux, membre de la Chambre de commerce de Paris, rédigea un long rapport (1) en réponse à la pétition qui fut écartée. De même sous la Restauration en 1817 et en 1821 des pétitions dans ce sens furent adressées à la Chambre des députés, et en 1829 à la Chambre des pairs (2).

Les partisans de cette opinion invoquent en leur faveur le maintien jusqu'en 1860 des corporations de boulangers et jusqu'en 1857 de celles des bouchers à Paris et dans

(1) Voir la *Législation de la France de Loqué*, t. XVII, p. 369.

(2) *Moniteur officiel* du 26 octobre 1827, 24 mars 1821, 8 avril 1829.

les grandes villes; aujourd'hui même encore n'y a-t-il pas des compagnies formées d'avocats et d'officiers ministériels? Un pays voisin, l'Autriche-Hongrie, n'a-t-il pas récemment rétabli les corporations!

Examinons maintenant ces deux opinions qui tendent au même but, et prouvons qu'elles conduisent au socialisme d'État.

La théorie soutenue par les ouvriers se contente de mots vagues; elle n'indique ni l'organisation des syndicats qui devront être formés, ni la situation des patrons en face de ce nouvel ordre de choses, ni les rapports à établir entre les patrons et les ouvriers. Elle ne prévoit même pas quel sera le sort de tous ceux que les corporations d'ouvriers n'admettront pas, qui ne feront pas partie des familles privilégiées et ne pourront travailler, puisque le nombre d'ouvriers sera partout limité?

Mais supposons que les corporations soient organisées, que les patrons se contentent de leur nouvelle situation, que tous les ouvriers travaillent et soient heureux de leur sort, qu'arrivera-t-il? C'est qu'avec toutes les exigences, toutes les revendications des ouvriers nos produits seront forcément plus chers que ceux de l'étranger, il faudra donc prohiber les importations; mais alors nos exportations cesseront par la force même des choses. Et puis dans cette doctrine, même si les prix ne s'élèvent pas, comme on ne pourra user que des produits français, les étrangers nous fermeront leurs frontières par esprit de représailles. Que feront alors nos ouvriers travaillant pour l'exportation! Ils seront ruinés. Mais, dit-on, l'État qui aura déjà réglementé toutes les conditions de travail, devra donner de l'ouvrage à tous ceux qui ne seront pas employés; autrement dire cette doctrine aboutit au socialisme d'État dont la con-

séquence est la ruine des particuliers et de l'État lui-même.

La théorie soutenue par les patrons, et qui prétend que le rétablissement des corporations ramènera l'entente entre les membres des corporations, la perfection du travail et surtout la ruine des grands magasins et des grandes fabriques (c'est là en réalité le seul but poursuivi), cette théorie, quoique repoussant le socialisme d'État, y conduit fatalement.

Il faut, dit-on, que les marchands soient organisés en corporations fermées, maîtresses d'elles-mêmes, se recrutant elles-mêmes, autrement dire rétablissement de familles privilégiées. Mais comment ces corporations seront-elles organisées? L'État forcera-t-il les marchands à se syndiquer? En général, on nie son intervention. Les marchands, alors, s'organiseront eux-mêmes. Mais comment? S'il y en a qui refusent d'entrer dans les corporations, pourra-t-on les y forcer? S'il y a plusieurs corporations qui se forment dans le même métier, qui décidera entre elles? Ce sera forcément l'État, ou sinon le régime corporatif ne pourra subsister.

L'État sera donc chargé d'organiser les nouveaux corps de métiers, mais comment pourra-t-il fixer les attributions de chaque groupe? Au moyen âge, où les produits étaient peu nombreux, où la mode ne changeait pas, c'était encore possible. Mais aujourd'hui, comment distinguer entre les milliers de métiers, décider que tels métiers devront se grouper ensemble? On ne pourra, c'est évident, faire autant de corporations qu'il y a de métiers, car on arriverait à l'infini. Et puis il y a aujourd'hui la grande industrie; la soumettre au même régime que les métiers similaires, c'est sa ruine, c'est la ruine de notre commerce d'ex-

portation; la laisser libre, c'est la ruine des corporations.

Supposons cependant que les corporations soient organisées, que leurs attributions soient délimitées, quel sera le résultat? Le socialisme d'État.

D'abord en effet, posons en principe, que le régime corporatif exclut toute concurrence; sans cela il n'aurait pas sa raison d'être. Chaque corporation fixera donc un tarif, mais comme il n'y aura pas de concurrence, le tarif sera trop élevé. Il faudra donc que l'État fixe les prix des marchandises, remplace la loi de l'offre et de la demande par un maximum légal. Mais que de difficultés pour la juste évaluation! Et d'ailleurs cette fixation contraire aux principes économiques sera-t-elle suivie dans la pratique? La Convention essaya d'imposer la loi du maximum, et elle ne put y arriver.

Une autre précaution devra aussitôt être prise. Admettons que ce tarif légal soit adopté, que les marchands et les consommateurs s'y soumettent. Que fera le marchand? Il essaiera de vendre au tarif fixé des marchandises défectueuses, qui lui seront revenues le meilleur marché possible. Il tâchera de gagner non plus par la loi de l'offre et de la demande, mais par la falsification.

Mais, nous répondra-t-on, aujourd'hui les marchands qui vendent de mauvais produits au même prix que les bons ne peuvent faire leurs affaires, car les clients les quittent, il en sera de même sous le régime des corporations. Non, car aujourd'hui la concurrence existe. Mais du jour où les marchands seront en nombre limité, ils auront le monopole, ils s'entendront forcément contre les consommateurs, car ils ne craindront plus rien que l'État, et les consommateurs seront toujours obligés de se fournir.

L'État devra alors renouveler la tentative de Colbert, c'est-à-dire édicter des règles pour la confection et la qualité des produits. Nous avons vu à quel triste résultat cette tentative avait abouti, et il ne s'agissait que des tissus ! Que sera-ce donc, quand l'État aura tout réglementé.

Mais ce n'est pas tout, il y a aujourd'hui trois grands problèmes à résoudre, qui n'existaient guère autrefois : les progrès de la science, la question ouvrière, le commerce d'exportation.

Croit-on qu'une pareille réglementation pourrait un seul moment subsister en présence des progrès de la science ? Évidemment non ; le régime corporatif suppose l'immutabilité, car une seule invention ruine toute une corporation. Devra-t-on étouffer toute invention, ou bien, au contraire, déclarer que toute invention appartiendra de droit à tous les membres de la corporation ? Mais si c'est l'invention d'un nouveau produit, à quelle corporation appartiendra l'écu ? Y aurait-il encore des inventions ? L'inventeur n'invente que pour gagner de l'argent, soit en produisant meilleur marché, soit en donnant pour le même prix des produits supérieurs, soit enfin en satisfaisant un nouveau goût ou un nouveau besoin ; du jour où ses efforts ne seront plus récompensés, continuera-t-on à inventer ? D'un autre côté, si l'on permet à l'inventeur de tirer parti de son invention, le régime corporatif ne va-t-il pas disparaître ?

Une autre question très grave et bien difficile à résoudre dans un pareil système, serait celle des ouvriers. Dans l'ancien temps, rappelons-le, les ouvriers ne comptaient pas. D'abord, la grande industrie n'existait pas, les maîtres seuls formaient la corporation ; elle ne fonctionnait que dans leur unique intérêt. Les ouvriers, et il y en avait bien peu, étaient sans aucun droit politique ; sous les peines les plus

sévères, il leur était défendu de se réunir et de se concerter. Aujourd'hui prétendra-t-on rétablir un tel état de choses ? Cela est impossible. Ils seront donc, eux aussi, organisés en corporations comme les maîtres, défendus contre toute concurrence. Mais alors ils se concerteront et lutteront contre les patrons. Ceux-ci ne pouvant prendre d'autres ouvriers seront vaincus, et l'État sera obligé là encore, de fixer les salaires, les heures de travail, etc.

Dans de telles conditions, notre commerce extérieur qui est si important sera détruit ; d'ailleurs la corporation suppose la prohibition de toute marchandise étrangère, non seulement au pays, mais même à la ville.

Toute cette théorie aboutit donc à ces résultats inévitables : Privilèges en faveur de quelques-uns, et négation de la liberté ; fixation des corporations, de leur nombre, de leurs attributions, fixation du prix de vente et de la qualité des produits, prohibition de toute invention, résistance au progrès qui détruirait les corporations, réglementation des conditions de travail, fixation des salaires, etc., en un mot, ce que l'on veut établir, c'est le socialisme d'État avec le monopole, sans pouvoir indiquer même comment on les concilierait.

Mais, dit-on, n'y a-t-il pas en ce moment des compagnies formées d'officiers ministériels et d'avocats ; n'y a-t-il pas eu, jusqu'au milieu du second empire, des corporations de boulangers et de bouchers ? Un pays étranger, l'Autriche-Hongrie, ne vient-il pas de rétablir les corporations fermées ?

Nous examinerons plus tard le système autrichien ; d'ailleurs ce système même réussirait-il en Autriche, que cela ne prouverait rien, les mœurs, l'état politique, les conditions du travail n'étant pas pareils en France

L'argument tiré des compagnies d'avocats et d'officiers ministériels porte à faux, les avocats, comme les officiers ministériels remplissant un service public. Les avocats, en premier lieu, sont des auxiliaires de la justice ; on comprend dès lors que la loi exige d'eux des conditions spéciales pour leur recrutement. D'ailleurs, ils sont en nombre illimité, leurs honoraires varient suivant l'affaire et la réputation de l'avocat ; ils ne sont pas tarifés ; en un mot, la liberté la plus complète règne ; une seule restriction est portée, c'est que les avocats doivent se soumettre à certaines règles d'honneur. Les partisans des corporations veulent-ils uniquement dire que les marchands ne seront soumis qu'à certaines règles d'honneur professionnel, mais que leur nombre sera illimité, et que la concurrence existera comme dans les barreaux ?

Reste l'argument tiré des compagnies d'officiers ministériels qui sont des corps fermés et limités. Leur monopole, qui est fort critiqué aujourd'hui, est cependant nécessaire, car la situation des notaires, avoués, etc., est tout autre que celle des commerçants ou travailleurs. Ils sont des officiers publics, ayant des fonctions publiques à remplir, et par suite doivent présenter des garanties spéciales. Ces garanties peuvent être de deux sortes ; l'État peut les nommer, leur donner des traitements comme aux magistrats, en faire de véritables fonctionnaires, ou bien ces garanties peuvent venir de leur organisation en compagnies se recrutant avec soin, n'acceptant que des membres honorables et capables dont elles sont moralement responsables. C'est ce dernier moyen qu'on a choisi, pour que ces compagnies soient ainsi indépendantes du gouvernement.

Mais, dit-on, ces charges s'achètent ! Qu'importe la vénalité des offices ne prouve rien. Sans doute elle est regret-

table; mais elle n'est pas de l'essence même des compagnies, elle n'a qu'une raison d'être fiscale. L'Etat ne payant qu'un intérêt très faible des cautionnements qu'il exige des officiers ministériels, les autorise à présenter leurs successeurs; mais il surveille le prix des charges, le réduit dans l'intérêt public s'il y a lieu. Cette vénalité ne provient que de l'Etat; elle n'empêche pas que les officiers ministériels ne remplissent un service public, et alors leur organisation en compagnies se justifie.

Le dernier argument reposant sur le maintien jusqu'en 1860 des corporations de boulangers et bouchers pourrait justement être retourné contre la théorie que nous combattons, leur suppression démontrant qu'il y avait des abus. Examinons-les rapidement, et voyons si leur situation était si bonne qu'on veut bien le dire, et si l'intérêt des consommateurs n'était pas lésé.

Pour assurer le service des subsistances et empêcher les famines qui avaient marqué la fin de l'ancien régime et la Révolution, Napoléon crut devoir réglementer les boulangers et les bouchers.

Les boulangers (1) organisés par l'arrêté du 11 octobre 1801, formèrent une véritable corporation qui toutefois n'avait pas l'indépendance des corporations anciennes, car elle était absolument sous la main du pouvoir, soumise à de nombreux règlements qu'elle n'avait ni faits ni demandés; afin d'empêcher les boulangers de vendre à des prix déraisonnables, le prix du pain était taxé par l'administration.

En 1860, cette corporation fut supprimée. L'enquête qui précéda cette suppression montra que cette corporation

(1) Voir un article de M. Denys Cochin : *La taxe du pain* (*Revue des Deux Mondes*, année 1885).

présentait tous les inconvénients des anciennes corporations. Des procès, par exemple, étaient pendants avec les pâtisseries sous prétexte d'empiètement, et le rapporteur, M. Leplay, s'écriait : « Le gouvernement se trouve donc obligé au xix^e siècle de reprendre les interminables débats des corporations de l'ancien régime ! » D'après l'enquête, les boulangers défendaient de vendre au-dessous de la taxe ; ils repoussaient toute invention ; ils se plaignaient amèrement de la corporation qui les ruinait (1) ; la taxe administrative ne les rémunérait pas ; entre eux ils se surveillaient, et allaient jusqu'à demander que le nombre des fours fût fixe dans chaque boulangerie pour éviter toute concurrence.

Ainsi donc ce monopole ruinait aussi bien ceux qui en profitaient que les consommateurs. On le supprima donc avec raison et les prix qui ne rémunéraient pas les boulangers en 1860 n'ont pas augmenté comme on l'avait dit ; ils ont même diminué relativement, puisque l'argent a diminué de valeur, et qu'ils sont au même taux qu'en 1860.

Les bouchers furent organisés pour les mêmes raisons en corporations par un arrêté du 9 germinal an III et des ordonnances de police de 1802, 1808, 1812. Comme les boulangers ils furent astreints à des obligations qui limitèrent leurs bénéfices, tant qu'elles furent observées. Mais depuis 1830, les prescriptions qui les réglementaient tombèrent en désuétude, et les bouchers firent de grosses fortunes aux dépens des consommateurs.

Un décret impérial du 24 février 1858, rendu sur le rapport de M. Rouher, supprima la corporation des bouchers et rétablit le droit commun dans une profession où le privilège et l'exception ne se justifiaient plus. Les résultats

(1) Ils étaient obligés de faire leurs achats par l'intermédiaire de la caisse de Poissy qui prélevait 30 pour 100.

de cette suppression sont les suivants : accroissement énorme de la consommation de la viande ; baisse relative des prix car ils n'ont pas augmentés depuis 1858, alors qu'avant cette époque il y avait chaque année une hausse des prix.

Dans sa réunion du 5 avril 1887, la société d'Economie politique vient de discuter les résultats de la liberté de la boucherie et de la boulangerie. D'après M. Arthur Mangin qui rend compte de la discussion, les théoriciens comme les hommes du métier ont été unanimes à proclamer que la liberté, en dépit de quelques froissements temporaires, avait procuré au pays d'incalculables avantages et que ce serait folie que de vouloir revenir au régime de la réglementation (1).

(1) *Économiste français*, année 1887.

CHAPITRE II

SYSTÈME DE L'ÉCOLE DITE CATHOLIQUE OU HISTORIQUE (1).

L'œuvre des cercles catholiques d'ouvriers (2) propose un autre système qui présenterait les avantages des anciennes corporations sans aucun de leurs inconvénients. La corporation chrétienne ou syndicat mixte que l'École Catholique préconise « c'est une société religieuse et économique formée librement par des chefs de familles industrielles, patrons et ouvriers d'un même corps d'état ou de professions analogues, et dont tous les membres sont groupés dans diverses associations de piété (3). »

Les écrivains de l'École Catholique présentent ainsi leur thèse : Les anciennes corporations maintenaient la paix et la prospérité parmi les travailleurs (4). Les grèves et tous les maux actuels ne proviennent que des doctrines libérales qui isolent les individus, et de l'oubli de la reli-

(1) Ces dénominations sont employées par M. d'Haussonville. (*Revue des Deux-Mondes*, 15 mars 1884.)

(2) Voir sur le système catholique : la *Revue catholique des institutions et du droit*, et tous les ouvrages cités par elle de MM. Périn, Claudio Jannet, Harmel, Hervé, Bazin, abbé Winterer, etc. ; la *Revue de l'Association catholique*, les discours prononcés aux congrès catholiques. Citons aussi le remarquable article de M. d'Haussonville dans la *Revue des Deux-Mondes* du 15 mars 1884, et la réponse de M. le comte de Ségur-Lamoignon dans l'*Association catholique* du 15 février 1885.

(3) Cette définition est tirée du *Manuel de la corporation chrétienne* de M. Léon Harmel, un grand industriel qui a établi un syndicat mixte dans sa fabrique du Val-au-bois, près Reims.

(4) Ils parlent des corporations des XIII^e et XIV^e siècles. M. de Ségur, dans la réponse ci-dessus citée, le déclare formellement : « M. d'Haussonville choisit la fin du XVII^e siècle et le commencement du XVIII^e, époque où cette institution est dégénérée et en pleine décadence. Il faudrait réclamer la corporation du moyen âge avant l'intrusion du pouvoir royal, les usurpations du fisc, et l'influence néfaste de l'esprit révolutionnaire de la Réforme. » Mais notre époque ressemble-t-elle au XIII^e siècle ?

gion qui, au lieu des pratiques chrétiennes, fait naître la haine, la cupidité, l'égoïsme, etc. Sans doute les anciennes corporations présentaient quelques abus, et on avoue qu'il serait impossible de les rétablir comme autrefois, car la liberté existe maintenant (1). « Essayer de restaurer les corporations avec les conditions de privilèges et de contrainte dans lesquelles elles vivaient autrefois, ce serait engager contre les intérêts les plus profonds de nos sociétés modernes une lutte impossible (2). »

Le but qu'on doit se proposer, c'est de former des associations libres à l'entrée comme à la sortie, se rapprochant des corps et métiers et reposant comme eux sur la religion (3); on pourra alors « rendre à la société, sous la loi de la liberté du travail, cette solidarité de la vie industrielle que nos pères avaient établie sous la loi de la restriction et de la réglementation ».

Comment arriver à ce résultat? C'est par le syndicat mixte ou corporation chrétienne.

Le syndicat mixte en premier lieu ne reçoit que des catholiques, et par là on entend que tous les membres doivent pratiquer, être réglés dans leur vie, avoir des mœurs honnêtes, etc.; si ce sont des patrons, ils doivent être véritablement les pères de leurs ouvriers; si ce sont des ouvriers, ils doivent montrer la plus grande déférence envers leurs patrons. Le syndicat mixte comprend les patrons et les ouvriers d'une même profession. Il est d'abord local (3), puis tous les syndicats locaux forment un syndi-

(1) C'est du moins l'opinion du plus grand nombre des écrivains catholiques. Quelques-uns, comme on le verra plus loin, refusent toute concession.

(2) Charles Périn: *Traité de la richesse dans l'économie chrétienne*. Pas sage cité par M. d'Ilaussonville.

(3) L'Ecole Catholique s'efforce de démontrer que les corporations ont toujours eu le caractère religieux, et que l'Eglise les a toujours

cat régional s'étendant à tous les travailleurs d'une même région.

Comment le syndicat mixte va-t-il être organisé? Si les patrons et ouvriers sont égaux, il va de soi que les patrons seront à la merci des ouvriers. Si le conseil de direction est nommé à la simple majorité des voix, les patrons n'auront aucun représentant. L'Ecole Catholique déclare que ce danger n'est pas à redouter, d'abord à cause des vertus des membres du syndicat chrétien, et principalement parce que les patrons d'une part et les ouvriers de l'autre formeront un syndicat particulier; la corporation comprendra le syndicat des maîtres et le syndicat des ouvriers. Chaque syndicat délibérera séparément quand il ne s'agira que de ses intérêts particuliers. Mais des délégués des patrons et des ouvriers se réuniront, délibéreront ensemble et décréteront ce qu'il faudra faire quand les intérêts de la corporation entière seront en jeu. Le vote aura lieu par ordre et non par tête.

Mais ne sommes-nous pas ramenés aux chambres syndicales de patrons et d'ouvriers? Les deux ordres ne seront-ils pas forcément hostiles? Ne voteront-ils pas toujours en sens contraire? Qui les départagera?

soutenues. Nous ne le croyons pas. Les corporations ont été fondées entre marchands pour défendre uniquement leurs intérêts, et non dans un but pieux. L'Eglise pendant longtemps les a combattues. On peut voir la longue liste des conciles qui condamnent les confréries dans Augustin Thierry : *Récits des temps mérovingiens*, à la fin du 2^e volume. La Royauté défend sans cesse les confréries qui, dit Delamare dans son *Traité de la police*, I, p. 405, ne semblent être établies que pour favoriser les monopoles et les crapules de la débauche; qu'au lieu par les confreres d'employer les têtes des patrons qu'ils ont choisis, à l'assistance du service divin, ils les passent dans l'excès de leurs repas, et emploient à cet usage profane et criminel les deniers destinés aux œuvres de piété.

(1) L'Ecole Catholique place la base de son système dans la corporation dans l'usine, c'est-à-dire que dans chaque usine, le patron, sa famille, ses amis et les ouvriers formeront un syndicat qui devra être : catholique, hiérarchique, associé, professionnel, familial, propriétaire légal (*Association catholique*, numéro de mai 1885). Mais il n'y a pas là un véritable syndicat au sens ordinaire du mot.

Ce sera, répond-on, un Comité d'honneur, composé d'hommes appartenant aux classes supérieures et aux professions libérales, remplissant le rôle d'arbitres, mais surtout étrangers à l'exercice de la profession, afin qu'ils soient impartiaux.

La corporation ainsi constituée réglerait tous les différends entre patrons et ouvriers, examinerait toutes les questions relatives au travail, établirait des bureaux de renseignements, des écoles d'apprentissage, etc., et surtout constituerait des sociétés de secours pour les patrons et ouvriers. Pour atteindre ce but, la corporation aurait un patrimoine corporatif, alimenté principalement par les dons et legs; ce patrimoine serait le meilleur remède contre les grèves. « Nous comptons beaucoup, dit un des membres les plus autorisés de l'œuvre, sur l'attrait de cette propriété collective, et la crainte de la voir se dissiper par une liquidation prématurée sera un empêchement sérieux à la formation des grèves. »

Mais, ajoute une partie de l'École Catholique, la liberté économique, cause du problème social, c'est l'ennemi; la concurrence engendre tous les maux. Le socialisme d'État apparaît alors. C'est ce que demande un orateur de l'École Catholique, M. de Mun (1). « Nous réclamons une législation protectrice de la faiblesse et des droits de chacun, empêchant par une fixation normale des heures de travail, les abus de la force, limitant enfin la concurrence et la spéculation, etc. » Cependant cette intervention de l'État est en général repoussée par les catholiques qui demandent uniquement la liberté de fonder des syndicats mixtes.

(1) Voir dans ce sens les articles de M. Loesevitz dans l'*Association catholique* de 1885. M. de Ségur, dans sa réponse à M. d'Haussonville, déclare : « Le libéralisme (qu'il distingue de la *vraie* liberté), nous n'en voulons pas plus dans l'économie que dans la religion et la politique. »

Cette conception, ingénieuse au point de vue théorique, n'a guère, suivant nous, chance de donner une solution pratique à la question qu'elle prétend résoudre. Deux hommes de grand talent, catholiques convaincus avouent, l'un, M. d'Haussonville, « que la corporation chrétienne est assurément la plus colossale chimère au service de laquelle des gens de cœur et de talent puissent dépenser leur temps et leurs forces; » l'autre, M. Hubert Valleroux, « que nos ouvriers et nos patrons sont fort éloignés de cet esprit que leur voudrait voir l'œuvre des Cercles. »

Cette doctrine, fausse au point de vue historique (1), repose sur trois idées, belles assurément, mais qui ne sont pas pratiques : 1° les patrons et ouvriers doivent être des catholiques pratiquants, ayant toutes les vertus ; 2° ils doivent exposer d'une manière raisonnable leurs demandes, et se soumettre d'avance aux décisions du comité d'honneur ; 3° le patrimoine corporatif doit empêcher les grèves.

Que les patrons et les ouvriers aient toutes les qualités exigées par l'École Catholique, renoncement, bonté, charité, etc., c'est à souhaiter assurément, mais croit-on que l'on en trouve beaucoup répondant à cet idéal ? Supposons cependant qu'il en existe ; croit-on qu'ils seront vertueux parce qu'ils feront partie des syndicats mixtes ? La vérité, c'est qu'ils y entreront parce qu'ils auront les qualités exigées ; mais ne se seraient-ils pas entendus entre eux sans avoir

(1) L'École Catholique ne soutient que la corporation des XIII^e et XIV^e siècles. Or, même à cette époque, les corporations n'ont pas produit des résultats aussi bons qu'elle le croit. Elles n'étaient faites que pour les maîtres. D'ailleurs, en supposant même que cette organisation fût admissible au moyen âge, elle ne correspond plus à notre époque, cela est évident. Quant à la question ouvrière, elle existait déjà, quoique les ouvriers fussent très peu nombreux et n'eussent aucun droit. Des grèves ont éclaté même aux XIII^e et XIV^e siècles, et la grande industrie n'existait pas. Voir M. Fagniez : *Études sur la France industrielle au XIII^e siècle*.

recours à la corporation chrétienne? Le syndicat mixte, pour réussir, devra n'être composé que d'hommes ayant la même foi, les mêmes idées et des qualités morales. Mais il faut prendre les patrons et les ouvriers comme ils sont, et non comme on voudrait qu'ils fussent; entreront-ils dans les syndicats mixtes? c'est là la question. Au fond le syndicat mixte n'est qu'une association reposant sur la religion. Pour en faire partie il faut être catholique pratiquant. Ce n'est qu'une œuvre religieuse cherchant à faciliter les rapports entre patrons et ouvriers; ce n'est pas une institution économique.

La seconde idée n'est pas moins spéculative; les patrons et les ouvriers doivent se soumettre aux décisions du comité d'honneur. Mais ce comité d'honneur n'est pas une invention de l'École Catholique, comme elle est trop portée à se l'imaginer; il existe, et on l'appelle, en langue juridique et économique, l'arbitrage. En pratique, peut-on soutenir sérieusement que les patrons et ouvriers s'engageront d'avance à soumettre leurs revendications et leurs conflits aux décisions des hommes des classes supérieures? Des ouvriers animés d'un pareil esprit de conciliation et de déférence hiérarchique s'entendront mieux en traitant directement avec leurs patrons qui sont connus d'eux et qu'ils connaissent, que par l'intermédiaire des syndicats mixtes. S'imaginerait-on sérieusement que des patrons remettront leur fortune et leur honneur entre les mains d'hommes intelligents et impartiaux (1), nous l'accordons, mais ignorant les conditions du commerce, ses nécessités,

(1) Cela ne veut pas dire que nous repoussions l'arbitrage: nous en sommes partisans au contraire. Mais nous croyons, pour que l'arbitrage ait de bons résultats, qu'il faut le consentement spécial des deux parties pour chaque affaire, tandis que l'École Catholique, semble-t-il, voudrait imposer l'arbitrage. De plus les arbitres, pour juger impartialement, doivent être compétents; or les hommes de la classe supérieure ne connaissent rien aux affaires commerciales.

n'ayant aucune expérience professionnelle. N'est-ce pas là une illusion ?

Quant au fameux patrimoine corporatif qui doit empêcher désormais toute grève et qui doit en même temps subvenir aux besoins de tous les membres du syndicat, il existe en dehors des corporations chrétiennes. En Angleterre les Trades-Unions ont des millions ; en France la loi de 1884 permet aux syndicats professionnels de posséder ce patrimoine. Le syndicat mixte n'est donc pas nécessaire pour atteindre ce but. Croit-on d'ailleurs que ce patrimoine, en admettant même qu'il devienne considérable, ce qui est douteux, car il ne doit être formé que par des dons, empêcherait les grèves ? L'histoire montre qu'une pareille croyance n'est qu'une utopie. Les ouvriers, s'ils en sont copropriétaires, seront disposés à s'en servir ; l'École Catholique leur en retire la propriété, déclare qu'il devra être géré par le comité d'honneur, ou bien qu'il devra former un patrimoine immuable et inaliénable. Mais les ouvriers se soucieront-ils alors d'un pareil patrimoine dont ils seront nominalement propriétaires, mais dont ils ne pourront disposer ?

CHAPITRE III

SYSTÈME AUTRICHIEN

L'Autriche, en 1883, a essayé de rétablir les corporations fermées et obligatoires. Nous allons analyser cette loi du 15 mars 1883 qui « inaugure un retour au système réglementaire d'autrefois fondé sur la nécessité d'un apprentissage (1) ». Mais une observation essentielle doit être faite pour bien comprendre sa portée : la condition des travailleurs en Autriche est complètement différente de celle des travailleurs en France.

En France la liberté la plus complète existe. Les ouvriers sont aujourd'hui traités comme les patrons à tous les points de vue politiques, administratifs, etc. Les dernières traces de l'infériorité des ouvriers ont disparu ; le droit commun s'applique seul. En Autriche, au contraire, même avant la loi de 1883, sous un régime relativement libéral, la législation du travail était avant tout réglementaire et hiérarchique. Les ouvriers étaient sous la dépendance des patrons, pouvant être ramenés de force lorsqu'ils quittaient l'atelier avant l'expiration du contrat. Le patron avait droit de punition sur l'apprenti. Les débats entre patrons et ouvriers étaient jugés par les chefs élus des corporations, car le régime corporatif n'a jamais disparu complètement, et ces chefs étaient élus uniquement par les patrons qui tous devaient faire partie des corporations ; il n'y avait

(1) M. Chauffard, Préface et traduction de la loi du 15 mars 1883. *Annuaire de législation étrangère*, 1884, p. 932.

même pas égalité dans les pénalités appliquées. Les ouvriers n'avaient aucun droit politique, ne pouvaient se mettre en grève, etc. Enfin patrons comme ouvriers étaient soumis à la surveillance incessante de la police ; la liste des ouvriers devait lui être communiquée ; il était défendu de vendre certains articles en dehors des grands marchés, etc.

Les corporations avec un régime analogue à celui de nos anciens corps et métiers subsistèrent en Autriche jusqu'en 1859. Elles présentaient tous les inconvénients de nos corporations, et M. Leplay, dans sa monographie de l'ouvrier de Vienne, montrait qu'elles devaient disparaître. En 1859 le législateur autrichien proclama la liberté du commerce et de l'industrie. La loi du 20 décembre 1859 déclara que chacun pourrait à l'avenir s'établir et travailler à son compte comme il l'entendrait moyennant une déclaration préalable et sous la condition de faire partie de la corporation de son industrie.

Les corporations en effet ne furent pas détruites, elles restèrent comme sociétés de secours mutuels, et comme intermédiaires entre l'administration et les artisans, chargées de faire observer les règlements relatifs à la police du travail. Elles gardèrent leurs biens, avec la qualité de personnes morales. Les chefs, élus par les patrons seuls, eurent comme mission de gérer le patrimoine corporatif, de surveiller l'exécution des contrats, de juger les différends entre patrons et ouvriers et de faire parvenir au pouvoir les réclamations du commerce et de l'industrie. Le patrimoine corporatif se composait des anciens biens des corporations, des dons et legs et des cotisations que les corporations avaient le droit de lever sur leurs membres.

Ce régime était assez libéral, et on pouvait croire qu'il

servirait de transition heureuse entre l'ancien état des choses et la liberté complète; il n'en fut rien. La loi du 15 mars 1883 modifiant et complétant la loi sur l'industrie essaya de restaurer les corporations obligatoires antérieures à 1859, sur des bases appropriées aux conditions modernes de l'industrie.

La loi de 1883 distingue trois sortes de professions : les professions libres, les professions de la catégorie des métiers, et les professions autorisées.

En principe les professions sont libres. L'art. 1^{er} le déclare : « Sont libres toutes les professions qui ne sont ni autorisées ni de la catégorie des métiers ». Le même article décide que les professions commerciales au sens strict du mot, et les exploitations en fabrique ne sont pas rangées dans la catégorie des métiers. Toute industrie domestique en est exclue en principe.

Les art. 2 à 10 indiquent les conditions que l'on doit remplir pour exercer une profession pour son propre compte. Les condamnés sont déchus de ce droit (art. 5 et 6). Les femmes et les étrangers sont admis à l'exercice d'une industrie (art. 2, § 3, et art. 8). Ceux qui n'ont pas la libre administration de leurs biens (art. 2) et les personnes civiles (art. 3) peuvent exercer les professions industrielles à condition de constituer un représentant spécial et capable.

Pour exercer une profession libre (art. 11-13) il suffit, outre les conditions ci-dessus indiquées, de faire une déclaration préalable contenant l'âge, le domicile, la nationalité du demandeur, la nature de la profession et l'endroit où le requérant doit s'établir. Le tribunal civil ou le conseil provincial, suivant les cas, délivre le permis de concession. En cas de refus, un appel peut être fait auprès des autorités supérieures.

Les professions de la catégorie des métiers doivent être limitativement désignées par le ministre du Commerce, après entente préalable avec le ministre de l'Intérieur, jusqu'à ce qu'une loi soit intervenue (art. 1^{er}, § 2). Pour les exercer il faut satisfaire aux conditions exigées par les art. 2-13, et en plus justifier de sa capacité. Cette preuve est faite par la présentation d'un certificat constatant un certain temps d'apprentissage, et approuvé par le président de la corporation.

Le certificat peut être remplacé par un diplôme constatant qu'on a suivi avec succès les cours d'un établissement d'enseignement professionnel. De plus l'administration peut dispenser de ce certificat ou de ce diplôme, dans de très nombreuses circonstances.

Les industries autorisées sont énumérées, en attendant une nouvelle loi, dans les art. 15-17. Pour les exercer il faut, outre les conditions précédentes, une autorisation spéciale. Pour l'obtenir il faut une moralité irréprochable, de plus dans l'octroi de la concession, il doit être tenu compte des besoins de la population, de l'aménagement du local où doit s'exercer la profession, de la situation de ce local sur la voie publique, rue ou place, et des facilités offertes à la surveillance de la police.

La loi décrète ensuite diverses règles pour l'exercice de certaines professions, puis elle consacre plusieurs articles aux industries réputées dangereuses ou insalubres (art. 25-35).

Dans une section intitulée étendue et exercice des droits industriels, la loi de 1883 pose toute une série de prescriptions : Tout changement de domicile doit faire l'objet d'un avis ou d'une nouvelle autorisation, s'il s'agit d'une industrie concédée (art. 39 et suivants); tout industriel

doit avoir une marque extérieure (art. 44); toute concurrence déloyale est prévue et punie (art. 46 et suivants).

Il y a ensuite une fixation de tarifs maxima (art. 51); une indication publique et obligatoire des prix en certains cas (art. 52). Dans les industries répondant à un intérêt général, des obligations spéciales sont imposées aux exploitants (art. 53). Nul ne peut sous-louer son exploitation, il peut seulement prendre un représentant ou un fermier qui doit posséder les qualités qui auraient été requises si on avait exploité pour son propre compte (art. 54-55) et toutes les formalités nécessaires pour la création d'un établissement sont nécessaires en ce cas. Il n'y a exception que pour les veuves de maîtres pendant leur veuvage, et pour les enfants mineurs des maîtres défunts, ou pour la continuation d'une exploitation au compte des créanciers lors d'une faillite (art. 56). Enfin, plusieurs articles s'occupent du retrait d'autorisation, des commis-voyageurs, des marchands ambulants et du commerce extérieur.

La section VII^e est relative à la corporation dont il n'a pas encore été question. « Entre ceux qui exercent des métiers semblables ou similaires dans une même commune ou des communes limitrophes, y compris tous les auxiliaires qu'ils emploient (ouvriers, compagnons, apprentis) le lien corporatif existant doit être maintenu, et s'il n'existe pas encore, l'autorité doit chercher à l'établir, autant que les circonstances locales peuvent s'y prêter (art. 106). »

Les patrons sont les membres proprement dits, les ouvriers sont appelés les adhérents.

Quiconque exerce un métier où les artisans sont réunis en corporation, est obligé d'en faire partie (art. 107).

Les corporations existantes doivent réformer leurs statuts pour les rendre conformes aux dispositions de la pré-

sente loi (art. 110). Les nouvelles corporations sont formées par l'administration.

Les corporations peuvent s'unir ou se subdiviser en d'autres corporations avec la permission de l'autorité (art. 111).

Le but des corporations est indiqué longuement par l'article 114. Il consiste dans la prédominance de l'esprit de communauté, dans la consécration et le relèvement de l'honneur professionnel, dans le développement des intérêts professionnels communs par la fondation de caisses de secours, d'entrepôts de matières premières, de salles de vente, par l'introduction de l'usage commun de machines pour l'exploitation et d'autres méthodes de production ou de fabrication. La corporation doit, en outre, faire des règlements pour maintenir la juste proportion des droits et des devoirs qui incombent, d'un côté, aux chefs d'industrie et de l'autre à leurs ouvriers, établir un système d'apprentissage bien ordonné par un ensemble de règles qui, avant de devenir obligatoires, doivent être soumises à l'autorité administrative. Ces règles portent notamment sur l'éducation professionnelle, morale et religieuse des apprentis, sur la durée de l'apprentissage pour les professions ne rentrant pas dans la catégorie des arts et métiers, sur les examens ou les épreuves à subir durant le cours de l'apprentissage, et autres objets du même genre, ainsi que sur les moyens d'assurer l'exécution de semblables dispositions, et enfin sur les conditions de validité des certificats d'apprentissage. Elles se réfèrent, en outre, aux garanties à fournir pour tenir des apprentis, ainsi qu'à la proportion numérique de ces derniers, par rapport au nombre des ouvriers proprement dits.

La corporation doit, en outre, former une commission arbitrale appelée à régler les différends entre patrons et

ouvriers à l'occasion des questions de salaire, de travail ou d'instruction professionnelle, ou même les différends entre patrons. Enfin la corporation doit établir des cours d'instruction professionnelle, des caisses de secours, des offices de renseignements, etc.

Les dépenses (et elles sont nombreuses) sont couvertes par les revenus des biens appartenant aux corporations, et, en cas d'insuffisance, par les cotisations obligatoires des patrons recouvrées par voie administrative (art. 115).

Mais nul membre (art. 116) ne peut être engagé contre son gré dans une participation, soit aux opérations spécifiés dans le premier alinéa de l'article 114, et à toutes autres analogues entreprises pour le compte de la communauté, soit à la création ou au maintien d'établissements industriels affectés à une puissance commune, sauf dans le cas où des intérêts publics ont motivé l'érection ou l'organisation de semblables établissements.

Le compte annuel des recettes et dépenses doit être approuvé par l'autorité.

L'assemblée corporative ne se compose que des patrons qui satisfont à certaines conditions exigées par l'article 118. Elle doit se réunir au moins une fois par an. Elle décide des intérêts de la corporation. On y admet de deux à six délégués de l'assemblée ouvrière. La corporation est représentée par le président, le vice-président et la commission corporative; tous les membres du bureau sont nommés par l'assemblée, et à son défaut, par l'autorité.

Les ouvriers sont réunis en assemblée ouvrière qui traite théoriquement les intérêts de la corporation, délègue de deux à six de ses membres à l'assemblée corporative, nomme ses représentants pour le fonctionnement des caisses de secours, et choisit les membres ouvriers de la commis-

sion arbitrale. Cette assemblée ne peut se tenir qu'avec la permission de l'autorité.

Art. 121. La caisse des secours est alimentée par les cotisations forcées des ouvriers, fixées par les statuts (maximum 3 % de salaires), et les cotisations obligatoires des patrons qui doivent atteindre la moitié de celles exigées des ouvriers. Toutes ces cotisations sont payées directement par les patrons qui en sont responsables ; elles peuvent être recouvrées par voie administrative.

Art. 122 à 124. Une commission arbitrale, composée d'un nombre égal de patrons et d'ouvriers, est institué, pour connaître de toutes les difficultés se rattachant au travail, à l'apprentissage et au salaire ; sa compétence est subordonnée à cette condition que les deux parties contendantes se soumettent d'avance par écrit à ses décisions.

Enfin, art. 125, le conseil de direction de la corporation est investi du droit de prononcer contre les membres et adhérents de la corporation qui auraient contrevenu aux prescriptions qui la régissent, des peines disciplinaires proportionnées à la gravité de l'infraction, telles que la censure et l'amende jusqu'à concurrence de dix florins.

Que devons-nous penser de cette réglementation du commerce et de l'industrie ?

C'est le socialisme d'État appliqué à la petite industrie⁽¹⁾, une ingérence énorme de l'autorité dans toutes les questions industrielles, l'art. 127 le dit formellement : Les corporations sont placées sous la surveillance de l'autorité : on ne peut exercer une profession sans sa permission ; même dans les professions libres, l'industriel est soumis à une masse de restrictions. En plus, dans les corporations

(1) La grande industrie n'a pas été réglementée par cette loi ; elle est restée libre sauf quelques restrictions.

qu'elle oblige les patrons à former, elle est maîtresse absolue. L'autorité limite le nombre des apprentis, assure un avancement hiérarchique à l'ouvrier, le rend membre d'une société de secours ; elle s'immisce dans toutes les affaires de la corporation qui ne peut rien faire sans sa permission. Enfin elle ne semble pas s'occuper de la question ouvrière, ou plutôt s'imaginer que les ouvriers se soumettront docilement aux patrons et à l'administration, parce qu'ils ne sont pas électeurs politiques et ont une infériorité sociale et légale. Les progrès effrayants du socialisme, les grèves qui existent en Autriche aussi bien qu'en France démontrent l'inanité de pareilles idées.

Le rétablissement de ces corporations, dit-on, restaure la foi chrétienne ; les ouvriers deviendront de véritables chrétiens pratiquants. Croit-on sérieusement qu'une loi puisse rendre les ouvriers chrétiens malgré eux ?

Elle permet à la petite industrie de lutter contre la grande à cause de l'excellence de ses produits, puisque seuls peuvent travailler ceux qui savent le métier, et puisque le nombre des ouvriers étant limité la concurrence est moindre. Mais s' imagine-t-on que les consommateurs achèteront les produits de la petite industrie qui leur coûteront très cher au lieu des produits manufacturés qui leur reviendront meilleur marché ? Remarquons que les produits manufacturés seront fabriqués encore à meilleur compte, car la réglementation du nombre des ouvriers de la petite industrie poussera dans les manufactures tous ceux qui n'auront pas été admis dans les corporations et fera baisser le prix de la main-d'œuvre. Faudra-t-il réglementer aussi la grande industrie, tuer par cela même le commerce d'exportation, et tenir l'Empire en dehors de l'Europe par crainte du commerce d'importation ?

En admettant même qu'une telle organisation puisse se soutenir en Autriche, cela ne prouverait pas qu'en France elle pût subsister. Les ouvriers ont tous les droits civils et politiques des patrons. Qui osera les leur enlever ? Qui osera soumettre patrons et ouvriers à l'arbitraire administratif ?

Même en Autriche cette loi a-t-elle réussi ? Non, M. Hubert Valleroux cite un certain nombre de faits qui montrent qu'elle n'est guère appliquée dans certaines provinces, et que dans les provinces où l'autorité a constitué des corporations elles ont été mal accueillies. « Assurément, ajoute-t-il, si l'on considère les résultats probables de cette loi, si l'on tient compte seulement de ceux obtenus jusqu'ici, on peut dire qu'ils sont loin d'être en faveur de la cause, si chère à quelques-uns, du rétablissement des corporations fermées et obligatoires. »

Un conservateur autrichien, membre du parti qui a voté la loi de 1883, le docteur Kempfe, dans une série de lettres parues dans l'*Association Catholique*, avoue franchement que cette loi n'a pas répondu à ses espérances. « En résumé, dit-il dans le numéro d'août 1885, les développements du régime corporatif restauré en Autriche par la loi de 1883 ne sont pas jusqu'ici bien brillants ; nous en avons plusieurs fois exposé les raisons : manque de dévouement et apathie de la classe dirigeante, libéralisme et irrégion de la bourgeoisie industrielle, de la presse, de la grande majorité des fonctionnaires et d'une partie des artisans, surtout dans les villes. » Dans une autre lettre intitulée « Application des lois de réforme ; difficultés, mauvais esprit des classes travailleuses, défauts des nouvelles lois », il déplore « l'in-

(1) M. Hubert Valleroux. *Op. cit.*, p. 223.

vasion des doctrines maçonniques et sectaires dans des associations qui jadis ont prospéré et ont exercé une si admirable influence aux époques qui avaient conservé les traditions de foi et de piété ». Il a peur de la concurrence de la grande industrie et se plaint vivement de ce que les compagnons ne se résignent pas.

Voilà le jugement porté sur le système autrichien par l'un de ses partisans les plus convaincus. Ne justifie-t-il pas notre critique?

CHAPITRE IV

SYSTÈME ALLEMAND

L'Allemagne, qui possède à peu près les mêmes mœurs que l'Autriche, tend aussi vers le rétablissement des corporations obligatoires. Les lois du 18 juillet 1881 et du 25 juin 1884, votées sur la proposition du centre et grâce à l'appui de M. de Bismark, partisan du socialisme d'État, reconstituent des corporations analogues aux corporations autrichiennes, soumises comme elles à l'autorité publique, ayant pour but d'organiser et surveiller l'apprentissage, de soutenir les intérêts de la petite industrie, de constituer une commission arbitrale semblable à la commission arbitrale autrichienne, et de fonder des caisses de secours. Mais il y a une grande différence entre l'Allemagne et l'Autriche, du moins en théorie; l'entrée dans les corporations n'est pas obligatoire.

Depuis 1869 les corporations ou ghildes, qui depuis longtemps déclinaient, n'existaient plus; la loi sur l'industrie du 23 juillet 1869 qui les abolit comme sociétés privilégiées eut soin de les conserver comme sociétés libres ayant pour but l'assistance mutuelle, l'enseignement professionnel, l'étude et la défense des intérêts communs. Ces sociétés gardaient la qualité des personnes morales, pouvant acquérir et posséder, mais sous le contrôle direct de l'autorité; elles n'étaient libres que de nom.

(1) Voir l'*Annuaire de législation étrangère*, année 1882 : M. Lavollée *Les ouvriers Européens*, M. de Laveleye. *Le socialisme* et un article de Valbert (M. Cherbuliez). *Le socialisme d'État de M. de Bismarck et le nouveau Reichstag*. *Revue des Deux-Mondes*, I, décembre 1881.

La crise industrielle, l'agitation ouvrière, le programme du parti du centre et surtout la conversion du chancelier de l'Empire au socialisme d'État ont conduit le Reichstag à revenir sur la loi de 1869. Les corporations libres qui subsistaient étaient cependant de plus en plus délaissées ; néanmoins le rétablissement de sociétés privilégiées et obligatoires fut réclamé par les catholiques et les conservateurs qui prétendaient que le principe de la liberté était mauvais, que tous les maux provenaient de la concurrence, qu'il n'y avait plus d'esprit de corps, que les ouvriers, restaient isolés, etc. En réalité on espérait combattre le socialisme qui envahissait les classes ouvrières, et « c'est pourquoi, dit M. Cherbuliez, le chancelier fait profession de vouloir beaucoup de bien aux mains calleuses, aux pieds poudreux et crottés, au prolétaire, à tous les déshérités de la fortune, et depuis quelques années il s'est voué tout entier à ce qu'on appelle en Allemagne « die Politik des armen Manns, « la politique du pauvre homme ».

La loi du 18 juillet 1881 (1) qui inaugure les réformes n'est faite que pour les patrons et contre-maitres (nouvel article 100 de la loi sur l'industrie). Mais la corporation admet des membres honoraires. L'admission d'un membre ne peut être subordonnée à une épreuve qu'autant que la nature et le programme de l'épreuve sont réglés par les statuts.

Les statuts doivent permettre l'entrée dans la corporation à tous les patrons ou contre-maitres ; ils peuvent en sortir quand ils le veulent. Les femmes peuvent en faire partie.

Les compagnons ne prennent part aux assemblées et à l'administration qu'autant que les statuts l'ont prévu. Mais

(1) *Annuaire de législation étrangère, année 1882.*

ils doivent participer au jugement des épreuves de compagnonnage (ces épreuves sont nécessaires en certains cas pour être admis dans la corporation) ainsi qu'à l'établissement et à la gestion de toutes les institutions pour lesquelles ils payent des cotisations ou fournissent un travail particulier, ou encore qui sont destinées à les assister.

La corporation a pour mission et pour but (art. 97 et 98) : d'entretenir l'esprit de corps ainsi que d'exciter et de fortifier le sentiment de l'honneur professionnel ; de développer des relations profitables entre maîtres compagnons, ainsi que de pourvoir à l'entretien des compagnons et à leur placement ; de régler les détails de l'apprentissage et d'assurer l'éducation technique, professionnelle et morale des apprentis ; de statuer sur les différends entre les membres de la corporation et leurs apprentis dans les cas prévus et aux lieu et place des autorités communales (1). En outre les corporations sont autorisées à étendre leur action à tous autres intérêts professionnels communs à leurs membres ; en particulier il leur appartient d'établir et créer des écoles professionnelles pour les apprentis ; de créer des institutions propres à développer l'instruction pratique et technique des maîtres et des compagnons ; d'instituer des épreuves pour les compagnons et les maîtres, et de délivrer des certificats à la suite de ces épreuves ; d'organiser pour le développement de leur industrie un travail en commun, d'organiser des caisses de secours et de retraites, etc.

Les corporations sont des personnes morales pouvant posséder et ester en justice ; elles peuvent former des Unions. Mais elles sont subordonnées, comme en Autriche,

(1) Depuis la loi de 1869, les autorités communales jugeaient les différends entre patrons et ouvriers.

d'une manière complète à l'administration ; elles ne peuvent faire aucun acte sans sa permission.

Mais les corporations, d'après la loi de 1881, ne sont obligatoires que sous deux rapports :

1° Toutes les corporations existantes et toutes celles qui viendront à se créer doivent suivre les prescriptions de la loi de 1881 ;

2° Ensuite, et c'est là une grave innovation introduite par l'art. 100 e. : Dans le ressort d'une corporation qui aura justifié de son activité en matière d'apprentissage, l'autorité administrative supérieure peut décider : 1° que les différends relatifs à l'apprentissage seront, sur la demande de l'une des parties, soumis aux autorités compétentes de la corporation, alors même que le patron n'appartient pas à la corporation, quoiqu'il exerce un métier représenté dans la corporation, et qu'il soit lui-même capable d'y être reçu ; 2° que les dispositions arrêtées par la corporation pour le règlement de l'apprentissage, ainsi que pour l'éducation des apprentis, et les épreuves qu'ils doivent subir, seront obligatoires pour ceux dont les patrons se trouvent dans le cas prévu par le n° 1 ci-dessus (ne font pas partie de la corporation).

Le régime de la loi de 1881 conserve donc la liberté, sauf ces deux restrictions ; mais le 25 juin 1884, le Reichstag a voté une proposition de loi de M. Akermann qui déclare que les patrons qui n'appartiennent pas à une corporation ne pourront plus avoir d'apprentis. C'est le rétablissement des corporations obligatoires sinon en théorie, du moins en pratique, tout patron ayant besoin d'apprentis devant faire partie d'une corporation.

Mais les corporations ont été rétablies pour un but déterminé : les assurances contre les accidents et les maladies.

Les lois qui régissent actuellement les assurances sont les suivantes :

Loi impériale du 15 juin 1883 instituant l'assurance obligatoire contre les maladies et concernant les ouvriers de l'industrie principalement (1);

Loi impériale du 6 juillet 1884 instituant l'assurance obligatoire contre les accidents, applicable à l'industrie privée (2);

Loi impériale du 28 mai 1885 étendant l'assurance contre les maladies et les accidents aux exploitations de l'Etat ainsi qu'à un certain nombre d'industries privées (3);

Loi impériale du 5 mai 1886 qui soumet les personnes employées dans les exploitations agricoles et forestières à l'assurance obligatoire contre les accidents et contre les maladies (4).

Le régime dont ces diverses lois ont étendu successivement l'application, peut se résumer ainsi :

Les ouvriers des catégories visées par ces lois doivent s'assurer contre les maladies et contre les accidents. Dans ce but, ils doivent payer des cotisations que les patrons sont chargés de verser eux-mêmes et dont ils sont responsables; de plus, ils ajoutent à leurs frais une somme égale à la moitié des sommes payées par les ouvriers.

La loi fixe le montant de ces cotisations et le tarif des indemnités à payer en cas de maladies ou d'accidents, soit aux ouvriers, soit aux veuves et orphelins. Ce tarif doit même servir de base pour la liquidation des pensions de l'Etat (Loi du 15 mars 1886) (5).

(1) *Bulletin de statistique*, juillet 1883.

(2) *Bulletin de statistique*, août 1884.

(3) *Bulletin de statistique*, juillet 1885.

(4) *Bulletin de statistique*, juillet 1886.

(5) *Bulletin de statistique*, avril 1886.

L'assurance est garantie par une mutualité de patrons réunis à cet effet en corporations professionnelles. Ces corporations sont des personnes morales, elles peuvent acquérir, s'obliger et ester en justice. Elles sont responsables du recouvrement des cotisations qui peuvent être réclamées par voie administrative. Elles doivent avoir un fonds de réserve. Elles peuvent former des corporations séparées ou se confondre avec les corporations de la loi de 1881. (Innungen.) Enfin les patrons et ouvriers peuvent fonder des sociétés libres de secours mutuels.

Le tribunal qui juge les accidents est composé de deux patrons et de deux ouvriers sous la présidence d'un fonctionnaire avec appel à une commission supérieure composée d'un président et trois membres nommés à vie par l'empereur, de deux membres nommés par les corporations, et de deux membres délégués par les ouvriers.

Enfin les corporations peuvent, sous le contrôle de l'autorité, arrêter des mesures obligatoires destinées à prévenir les maladies ou les accidents. Elles ont le droit, pour veiller à l'exécution de ces mesures, de visiter les fabriques et les chantiers.

En juin 1886 il y avait, d'après le *Bulletin de statistique*, 62 corporations, 247,162 exploitations, 3,085,719 ouvriers de l'industrie soumis aux lois sur l'assurance obligatoire, et on estimait que la loi sur les assurances agricoles s'appliquera à 2,214,513 exploitations occupant des salariés sur les 5,276,344 exploitations agricoles allemandes.

Ainsi la législation de l'empire l'Allemagne se rapproche de plus en plus de la législation autrichienne, et les mêmes critiques peuvent lui être adressées ; les dernières élections prouvent quels progrès, malgré tous ces efforts, le socialisme d'Etat fait parmi les classes ouvrières allemandes.

CHAPITRE V

LES TRADE-UNIONS EN ANGLETERRE

Depuis longtemps en Angleterre il existe des Unions d'ouvriers (1). Elles furent défendues au commencement du siècle, mais elles n'en subsistèrent pas moins sous forme d'unions secrètes. Elles entamèrent une lutte sauvage contre les patrons ; les *luddistes* ou destructeurs de machines se sont rendus célèbres par leurs crimes.

Une enquête solennelle fut ordonnée, et les commissaires déclarèrent que le seul moyen de mettre fin aux crimes des Unions était d'abolir justement les lois qui les défendaient, les sociétés cessant d'être secrètes cesseraient en même temps d'être dangereuses. Le Parlement crut ses commissaires, et un art. de 1824 reconnut aux ouvriers le droit de se coaliser.

Mais la jurisprudence se montra hostile aux Unions ; en même temps la législation n'était pas égale entre les patrons et les ouvriers ; enfin la personnalité civile ne fut pas reconnue aux Unions, car elles contenaient dans leurs statuts des prescriptions contraires à la loi (arrêt de la Cour du banc de la Reine, 16 janvier 1867) (2).

Une nouvelle enquête fut ordonnée ; elle aboutit à la loi du 29 juin 1871 complétée par une autre loi de 1876 (3).

(1) Les Unions de patrons sont très peu nombreuses ; elles ne se forment guère que pour résister à des grèves, et elles sont passagères. Aussi nous ne nous en occuperons pas.

(2) Voir l'ouvrage de M. le comte de Paris : *Les associations ouvrières en Angleterre*.

(3) *Annuaire de législation étrangère*, 1872-1877.

La situation des Trades-Unions est aujourd'hui la suivante : D'après le droit commun, les ouvriers comme les patrons ont le droit de s'associer pour soutenir leurs intérêts même par la grève ; mais des précautions sont prises pour sauvegarder la liberté individuelle. L'Union ne peut forcer ses membres à exécuter les ordres qu'elle leur donne. Tout unioniste peut sortir de l'Union malgré toute clause contraire, sans payer de cotisation, sans être contraint au paiement d'une clause pénale qu'il aurait consentie ; il ne peut être qu'exclu et perdre par le fait même de son exclusion tous les avantages que lui procurait l'Union.

D'un autre côté la loi anglaise prévoit avec soin et réprime sévèrement tous les cas de violence et de pression que l'Union peut commettre (2^{me} loi du 29 juin 1871) et une autre loi de 1876 punit tous les actes d'atteintes légères à la liberté du travail auxquels peut donner lieu une grève, par exemple le piketing.

Pour obtenir la personnalité civile, c'est-à-dire ester en justice et posséder un patrimoine qui n'est composé que de valeurs mobilières, les Unions n'ont qu'à faire enregistrer leurs statuts au bureau du Registrar qui les examine, avertit des irrégularités qui peuvent s'y glisser et enregistre les statuts conformes à la loi. Pour continuer à rester personnes morales, les Unions, chaque année, doivent faire connaître au Registrar le nombre de leurs membres et le chiffre de leur capital ; un rapport annuel est dressé par les soins de ce fonctionnaire et soumis au Parlement. Remarquons que la personnalité civile n'est pas obligatoire ; les Unions doivent la réclamer, mais elle est de droit lorsqu'elles se sont conformées à la loi.

Comment sont organisées les Unions ? Il y a deux sortes d'Unions : 1° Les petites Unions, en général locales, comprenant peu de membres et se gouvernant directement ; elles tendent à disparaître ; 2° les grandes Unions qui sont prospères et dont nous nous occupons uniquement. Chaque Union est subdivisée en Loges ou Branches ayant chacune leur administration et leurs finances. Quand ils s'agit d'une décision importante, elle doit être prise par l'Union entière. Les délégués de chaque Loge se concertent et décrètent le parti auquel l'Union s'arrête. Dans certaines Unions, c'est le Comité Central qui prend la décision ; mais pour qu'elle soit définitive elle doit être communiquée à toutes les Loges. Si dans un certain délai un certain nombre de Loges n'ont pas réclamé, la décision est adoptée. C'est le système du referendum.

Chaque année les Unions se réunissent en Congrès (1) où l'on discute les intérêts généraux des Unions, et les réformes à introduire dans les lois ; on s'occupe même des questions relatives au droit constitutionnel. Dans la législation du travail, les Unions ont obtenu de sérieux résultats, travail des femmes, abolition du truck system ou payement en denrées, etc.

Les Unions anglaises n'étaient primitivement que des caisses de chômage, les unionistes prélevaient sur leurs salaires ; une certaine somme pour former un capital de résistance en cas de grève. Elles présentent aujourd'hui un autre caractère, celui de sociétés de secours, et ce caractère semble l'emporter. Déjà en 1869 M. le comte de Paris (2) démontrait que très peu de sociétés limitaient exclusivement l'emploi

(1) Le *Journal des Économistes* et l'*Économiste français* rendent compte chaque année de ce congrès.

(2) M. le comte de Paris. *Op. citée*, p. 51.

de leurs fonds au soutien des grèves, et M. Howel(1) donne un tableau indiquant l'emploi des fonds de huit Unions pendant une période de trente ans. (Les chiffres sont des livres sterlings.)

SOCIÉTÉS	OUVRIERS sans Ouvrage	MALADIES	FRAIS funéraires	Accidents	Pensions de Retraites	Gratifi- cations	GRÈVES
Mécaniciens	1.041.599	441.891	140.135	36.900	215.709	48.927	48.332
Mineurs.	529.205	132.330	39.355	27.621	56.850	»	»
Fabricants de chaudières	134.537	135.679	24.231	8.742	18.759	»	44.873
Fabricants de machines à vapeur.	34.507	25.226	7.977	3.700	8.585	»	6.996
Charpentiers	138.040	115.341	21.855	13.500	3.503	10.648	62.089
Maçons	68.073	74.868	58.370	27.758	25.859	5.713	94.630
Tailleurs	14.846	61.421	23.145	»	39	1.814	16.101
Forgerons	18.075	17.072	3.426	2.133	393	»	»
Totaux	1.978.882	1.003.628	318.514	120.350	326.723	67.108	273.091

Le dernier rapport de M. Ludlow, Registrar actuel, sur les Trades-Unions donne les chiffres suivants (2) :

En Angleterre, sur 207 sociétés enregistrées, 153 avaient envoyé leur bilan, leurs revenus étaient de 11,551,425 fr. et le nombre de leurs membres égalait 261,073.

En Ecosse, sur 15 sociétés enregistrées, 13 avaient envoyé leur bilan, leurs revenus étaient de 393,925 francs, leurs membres étaient au nombre de 12,337.

En Irlande, sur 30 sociétés enregistrées, 21 avaient envoyé leur bilan, les revenus étaient de 221,475 francs avec 5,456 membres. Mais à ces chiffres il faudrait ajouter ceux des sociétés enregistrées qui n'avaient pas obéi aux prescriptions de la loi, et ceux des nombreuses sociétés non enregistrées.

(1) *Nineteenth Century*, octobre 1882.

(2) *Revue des Sociétés*, mars 1887.

Quel jugement devons-nous porter sur les Trades-Unions ?

Les uns les attaquent avec violence. Les Unions, disent-ils, dominant par la terreur ; aucun ouvrier n'ose leur résister. Elles ruinent les industriels par les grèves en poursuivant sans cesse l'augmentation des salaires malgré les crises économiques ; elles se montrent adversaires des machines et veulent empêcher tout progrès, et on cite un certain nombre de faits qui semblent donner raison à ceux qui prétendent que les Unions ne font que du mal.

Cependant comment se fait-il que les Unions aient été soutenues par le Parlement en 1824 et en 1871 ? Il faut bien avouer que les membres du Parlement, qui n'étaient pas dominés par leur désir de leur réélection (car les ouvriers ne votaient pas) et qui étaient plutôt à la merci des patrons électeurs, n'ont admis les Unions que parce qu'ils les croyaient nécessaires à l'intérêt du pays. Aucun des reproches adressés aux Unions n'est véritablement juste. L'ouvrier a sa liberté garantie d'une manière efficace. Les grèves qu'on leur impute existaient avant elles, et dans les pays où il n'y a pas d'associations ouvrières légales, elles existent. Du moment que le droit de coalition est reconnu, des caisses de résistance sont forcément organisées ; c'est ce qui est arrivé en France. Bien loin d'augmenter le nombre des grèves, les Unions au contraire le diminuent, car souvent elles traitent avec les patrons ; dès qu'elles sont d'accord avec eux, ce qui arrive le plus souvent, par suite même de leur organisation elles font obéir leurs décisions par leurs membres ; quand les ouvriers d'une fabrique se mettent en grève malgré leurs ordres, elles assurent des remplaçants au patron qui a traité avec elles (1). Les Trades-Unions

(1) Ces renseignements sont tirés de l'ouvrage de M. le comte de Paris. Depuis lors, cet heureux esprit des Unions n'a fait que s'accroître.

n'engagent la lutte que quand elles ont épuisé tous les moyens de conciliation, et jusqu'à présent (nous ne parlons que des grandes Unions) elles ont montré un véritable esprit économique, tenant compte des conditions du marché, ne demandant d'augmentation de salaire que quand l'industrie était florissante, consentant parfois à des réductions quand les débouchés étaient fermés et le prix de revient trop cher. Si elles ne s'entendent pas directement avec les patrons, elles se soumettent presque toujours au système d'arbitrage imaginé par M. Mundella qui déclare que si elles n'avaient pas existé, il aurait fallu les créer pour l'occasion, car les conseils d'arbitres n'auraient jamais trouvé ailleurs la sanction que leur assure l'appui des sociétés ouvrières (1). Ajoutons enfin que la plupart des faits qu'on leur reproche ont été commis par les petites Unions qui sont tyranniques; mais elles sont presque partout remplacées par les grandes Unions.

Les dangers que les Unions présentaient disparaissent à mesure qu'elles deviennent riches et puissantes. M. le comte de Paris le remarquait déjà en 1869. « Plus ces sociétés s'étendent et se fortifient, plus aussi elles se modèrent dans leurs allures. Lorsqu'elles sont peu nombreuses et isolées, un esprit intolérant les anime souvent. A mesure qu'elles grandissent, elles sentent mieux la responsabilité de leurs actes. » Avec la richesse, les Unions sont devenues conservatrices; depuis que les secours tiennent une si grande place dans leur budget, elles sont moins disposées à la lutte, elles hésitent davantage à risquer leur capital péniblement amassé. Le Registrar actuel, M. Ludlow, le reconnaît. « L'adjonction d'autres objets opère nécessairement comme un modérateur puissant des tendances militantes

(1) *Les Associations ouvrières en Angleterre*, p. 279.

de la Trade-Union, et lorsqu'une Union, ayant malades, pensionnés, veuves et orphelins à sa charge, se met en grève, ce ne peut être jamais sans les motifs les plus graves. » Le *Times*, l'organe anglais conservateur par excellence, soutient les Trades-Unions (1). « Elles se sont fait une place dans l'organisation sociale du pays. Il se peut bien que ces sociétés n'avaient pas toujours été sages dans leurs visées, ni circonspectes dans leurs manières de poursuivre leurs intérêts, mais à cette heure personne ne leur dénie le droit d'agir suivant leurs lumières dans les limites d'une liberté réglée et tolérante... Elles sont devenues les organes constitués des classes ouvrières. »

Dans sa déclaration devant la Commission du sénat, lors de la discussion de la loi du 21 mars 1884, M. Hiélard président de l'Union Nationale de la rue de Lancry montrait les résultats des Unions en Angleterre : « Si aujourd'hui (en Angleterre) les grèves sont beaucoup plus rares, si elles durent moins, si elles ont perdu leur caractère de sauvagerie et de cruauté, et se résolvent presque toujours par une transaction, personne ne contestera que ce résultat ne soit dû en grande partie à l'influence prépondérante des Trades-Unions complètement organisées, et aux facilités qu'elles offrent à l'entente par leurs délégations permanentes. »

(1) Voir le passage dans l'*Économiste français* du 27 septembre 1884.

CHAPITRE VI

CHAMBRES SYNDICALES EN FRANCE

Malgré toutes les restrictions portées à la liberté d'association en France, depuis le commencement du siècle des associations professionnelles s'étaient reformées, et fonctionnaient, non pas secrètement et occultement, mais avec la permission et l'appui du gouvernement. Dès 1808 la société des Maîtres Charpentiers de Paris était autorisée par le préfet de police ; le 1^{er} septembre 1809, le bureau des maçons était constitué ; le 14 janvier 1812, la Communauté des Paveurs était organisée, etc. Bientôt toutes les chambres syndicales relatives à l'industrie et au bâtiment se réunirent et formèrent le groupe de la Sainte-Chapelle.

Sous la Restauration le mouvement continua, les ouvriers essayèrent de former quelques syndicats, le Gouvernement de Juillet défendit les associations d'ouvriers, mais il ne toucha guère aux associations de patrons qui devinrent de plus en plus nombreuses.

Ce fut surtout sous le Second Empire que les syndicats progressèrent. Les patrons formèrent deux nouveaux groupes : l'Union Nationale du commerce et de l'industrie en 1858, et en 1867 le Comité Central des Chambres Syndicales.

En 1884, lors du vote de la loi sur les syndicats, les chambres patronales étaient à Paris au nombre d'environ cent cinquante (1). Elles constituaient trois grands groupes :

(1) Déposition de M. Barberet. *Enquête parlementaire*, p. 139.

1° L'ancien groupe de la Sainte-Chapelle qui portait alors le nom de Chambres Syndicales de la ville de Paris et du département de la Seine (industrie et bâtiment) comprenant dix-huit chambres. Il siégeait 3, rue de Lutèce, et avait pour journal l'*Echo des Chambres Syndicales*.

2° Le Comité Central des chambres syndicales comprenant une trentaine de chambres, siégeant aussi 3, rue de Lutèce, et publiant tous les mois le *Recueil des procès-verbaux du Comité Central*.

3° L'Union Nationale du commerce et de l'industrie composée de soixante-dix chambres, ayant un journal hebdomadaire, l'*Union Nationale*, et demeurant 10, rue de Lancry.

L'Union était donc et est encore de beaucoup l'institution la plus importante en notre matière. Nous croyons devoir en exposer rapidement l'organisation et le fonctionnement qui sont aujourd'hui encore ce qu'ils étaient en 1884 (1).

L'Union Nationale fut fondée en 1858, boulevard de Sébastopol, par un avocat, M. Pascal Bonnin. Moyennant une légère cotisation, M. Bonnin mettait certains bureaux de renseignements et un local à la disposition des membres des chambres syndicales composant l'Union. Lorsque le nombre des adhérents devint plus nombreux, une société fut formée qui prit la place de M. Bonnin. Elle construisit un hôtel rue de Lancry, 10, organisa des bureaux et moyennant une certaine somme, tout membre d'un des syndicats de l'Union eut droit aux services de ces bureaux.

« Notre situation réelle est la suivante, déclare le pré-

(1) Les détails que nous donnons maintenant et que nous donnerons dans notre dernier chapitre sur l'*Union Nationale*, proviennent en partie du journal l'*Union Nationale*, mais surtout des renseignements que nous a fournis avec la plus extrême obligeance M. Tourette, secrétaire de l'*Union Nationale*.

sident de l'Union Nationale dans sa déposition devant la commission sénatoriale des syndicats professionnels (23 novembre 1883) : Nous traitons à forfait, avec une entreprise absolument privée qui, sous réserve de l'encaissement à son profit, mais à ses frais, risques et périls, de la cotisation de chaque membre, nous fournit locaux, éclairage, chauffage, impressions, affranchissement de correspondance, etc., en un mot tout ce qui est nécessaire au fonctionnement de nos syndicats, dont les membres ont droit, en outre, à l'usage gratuit d'un certain nombre de services, tels que renseignements, consultations etc., ainsi qu'au journal hebdomadaire de l'Union où sont publiés *in extenso*, et sous la responsabilité de leurs bureaux respectifs, les procès-verbaux de toutes les séances des différentes chambres et du syndicat général. »

Le but de l'Union est : tout ce qui intéresse les industriels et les commerçants, hors la politique.

Pour faire partie de l'Union, il faut être ou avoir été patron, n'être pas failli, n'avoir pas été condamné à une peine afflictive ou infamante, adhérer aux statuts et payer une cotisation de trente francs. Tout membre peut se retirer à condition de prévenir un mois à l'avance.

L'Union se divise en syndicats comprenant parfois plusieurs branches d'industrie et de commerce. Chaque syndicat a une existence particulière, distincte de celle de l'Union. Il étudie à part les questions qui n'intéressent que lui seul ; il sert de tribunal d'arbitrage sur la demande des commerçants ou le renvoi ordonné par le tribunal de commerce.

Les questions générales et la direction sont réservées au syndicat général composé des bureaux des chambres syndicales ; il est chargé de veiller aux intérêts de l'Union Nationale, et d'être son représentant.

Le syndicat général est subdivisé en six commissions permanentes : la première s'occupe des services de l'Union ; la deuxième des contributions, octrois, banques, douanes, entrepôts, magasins généraux ; la troisième des chemins de fer, canaux, navires marchands, postes et télégraphes ; la quatrième des exportations, importations, traités de commerce, expositions, consulats ; la cinquième, des tribunaux et chambres de commerce, conseils de prud'hommes, syndicats professionnels, propriété industrielle, marques de fabrique, brevets d'invention, législation française, étrangère et internationale, arbitrages ; la sixième des écoles professionnelles, apprentissage, relations avec les chambres syndicales d'ouvriers, institutions de prévoyance, assistance.

L'Union Nationale comprend un certain nombre de services, auxquels ont droit ses adhérents : 1° Un bureau du contentieux chargé d'organiser les arbitrages, d'expédier les affaires litigieuses et de donner des consultations ; 2° un bureau de renseignements commerciaux ; 3° un bureau des assurances, des brevets d'invention et des marques de fabrique ; 4° un laboratoire de chimie industrielle, un bureau de vérification des lettres de voiture et des feuilles de contributions, enfin un service de traductions en toutes langues. L'Union publie, en outre, un journal hebdomadaire.

De ces services, les uns sont gratuits, les autres rémunérés. Ces derniers sont assez bon marché. On estime à 20 pour 100 environ la réduction des prix sur les tarifs des agences analogues.

Ajoutons enfin que des cours professionnels et de langues étrangères ont été fondés par l'Union et sont fort suivis.

Par cette longue énumération, on voit de quelle utilité étaient les syndicats pour le commerce et l'industrie ; le

gouvernement le comprenait si bien qu'il s'adressait sans cesse aux chambres syndicales, de préférence même aux chambres de commerce qui elles, cependant, étaient légales.

Il faut reconnaître que, depuis plus de trente ans, aucun syndicat n'avait été inquiété; ils avaient toujours trouvé aide et protection près des pouvoirs publics. Mais ils ne vivaient que par la tolérance administrative. Aussi était-il nécessaire de leur donner une existence légale, les mettant à l'abri de toute crainte de réaction.

Des syndicats ouvriers existaient aussi en 1884, mais ils avaient donné des résultats moins satisfaisants. Il faut d'abord éviter une confusion regrettable qui s'est produite bien des fois et qui est cause de craintes chimériques envers la loi de 1884.

Sous le nom de syndicats ou chambres syndicales, il y a en réalité, deux sortes d'associations ouvrières : les unes, véritablement ouvrières, composées de travailleurs, forment des syndicats professionnels, dans le sens propre du mot. Les autres ne sont que des sociétés politiques, anarchistes collectivistes, etc., réunies sous le nom de *Fédération du parti des travailleurs socialistes de France*. La fédération désire arriver le plus tôt possible et par tous les moyens à la Révolution socialiste ; elle ne recule pas devant la guerre sociale. De pareilles associations politiques ne sont pas des syndicats, et ils n'existeraient pas moins en dehors de toute loi permettant aux travailleurs de s'unir pour la défense de leurs intérêts professionnels.

Nous ne parlerons que des syndicats ouvriers proprement dits, dont la plupart sont groupés en Unions. A Paris, ils forment l'Union des Chambres Syndicales Ouvrières de France, dont le siège est 10, rue de l'Entrepôt. Elle possède un organe hebdomadaire, le *Moniteur des syndicats ouvriers*.

Nous avons parcouru ce journal ; sans en partager toutes les idées, nous devons reconnaître qu'il est modéré au fond et dans la forme. L'Union des Chambres Syndicales s'efforce d'arriver à des solutions pacifiques, et repousse énergiquement toute mesure violente ; elle proclame le principe de la liberté du travail, et étudie sérieusement toutes les questions relatives au travail.

En 1884, les syndicats ouvriers étaient loin d'avoir autant d'importance que les syndicats de patrons. Bien peu d'ouvriers en faisaient partie. Le *Moniteur des syndicats ouvriers* du 4 décembre 1884 avouait que le syndicat des scieurs de pierre ne comprenait que trente membres sur cinq mille de la profession ; les syndicats des serruriers en bâtiment et des menuisiers ne comprenaient aussi qu'une trentaine de membres. Les Chambres Syndicales, consultées dans la fameuse enquête sur la crise industrielle, ont toujours un nombre restreint de membres, et M. Alphand déclarait que les chambres syndicales ne représentaient qu'une très minime portion des ouvriers.

Cependant ce fut principalement dans l'intérêt des ouvriers que la loi de 1884 fut proposée et votée. On pensa que les ouvriers, organisés en syndicats, pourraient fonder des sociétés de secours mutuels, des caisses de retraite, des sociétés de production, de consommation, qu'ils suivraient l'exemple des Trades-Unions, et que peut-être on parviendrait à diminuer les grèves en constituant des comités d'arbitrage comme en Angleterre. Aussi la loi de 1884 fut-elle réclamée en même temps par les syndicats de patrons et d'ouvriers.

« Pour que le travail soit fructueux et partant rémunérateur, déclare M. Hiétiard de l'Union de la rue de Lancry, il faut que des rapports constants, faciles, s'établissent entre

ceux qui exécutent et ceux qui dirigent. Pour que de tels rapports puissent s'établir, il faut l'association professionnelle, libre, ouverte, se constituant suivant les affinités, les besoins, les intérêts du moment, se modifiant avec la même facilité, évoluant enfin et manifestant son activité au grand jour, sous le contrôle et la protection de la loi.»

En même temps M. Veyssier, administrateur délégué de l'Union des Chambres Syndicales Ouvrières de France dans, son rapport présenté à la Commission Sénatoriale, repoussait toute intervention des partisans de la Révolution sociale, et affirmait que les syndicats pourraient prévenir les grèves et rapprocheraient les intérêts du patron et de l'ouvrier.

Il faut avouer cependant que les syndicats ouvriers jusqu'en 1884 avaient peut-être fait plus de mal que de bien. Cela ressort à l'évidence de l'enquête sur la crise industrielle. Était-ce une raison pour leur refuser le bénéfice de la loi de 1884 ?

Non, suivant nous ; le régime autoritaire n'avait pu empêcher les grèves et les sociétés anarchistes ou collectivistes ; quant aux associations ouvrières il les avait admises. Croit-on d'ailleurs que les ouvriers n'auraient pas formé des associations secrètes qui auraient été plus à craindre que les syndicats professionnels. Les ouvriers doivent avoir les mêmes droits que les patrons ; du moment où l'on accordait à ces derniers la liberté d'association professionnelle, elle devait être accordée aux ouvriers, sinon l'égalité entre les classes aurait été violée. La liberté est le meilleur remède contre tous les dangers que l'on peut prévoir. Les ouvriers laborieux, et ils sont en grande majorité, n'avaient pas voulu entrer dans les syndicats tolérés parce qu'ils ne leur offraient aucune garantie ; avec la loi de

1884 ils pourront se concerter, et s'occuper de leurs intérêts professionnels. Nous sommes persuadé qu'il en sera des syndicats français comme des Trades-Unions ; ils ont commencé par des violences quand ils n'étaient pas reconnus par la loi ; ils finiront par être un véritable remède aux grèves.

CHAPITRE VII

SYSTÈME DE LA LOI DU 21 MARS 1884

Le législateur a consacré le système suivi en pratique par les chambres syndicales, et qui avait réussi. Il a permis aux patrons et ouvriers de se réunir en associations professionnelles libres pour la défense de leurs intérêts communs. Les syndicats sont complètement indépendants ; une seule obligation leur est imposée, celle de déposer leurs statuts. Ils sont doués de la personnalité civile, peuvent ester en justice et posséder sauf certaines restrictions.

Depuis la loi de 1864 la coalition était permise, depuis la loi de 1884 les patrons et les ouvriers ne vivent plus isolés, ils peuvent s'entendre et se concerter.

M. Frédéric Passy (1) a tracé en quelques paroles éloquentes le progrès accompli, et le but vers lequel doivent tendre les syndicats : « Vous vous êtes dit, comme l'avait écrit Rossi, que la liberté n'est complète que lorsqu'à côté de l'action individuelle qu'elle autorise et facilite, elle permet l'action collective qui résulte de l'association et l'accord volontaire.

« L'isolement à son plus haut degré, dit Rossi, c'est pour ainsi dire l'État sauvage ; l'association forcée oppressive, c'est le despotisme, c'est la barbarie.

« Entre ces deux extrêmes, l'histoire nous montre bien des nuances, bien des degrés ; la juste proportion se trouve

(1) Discours de M. Frédéric Passy à l'Assemblée générale du Comité central des chambres syndicales, le 30 mars 1886. *Recueil des procès verbaux des séances du Comité central*, avril 1886.

dans des associations volontaires qui multiplient les forces par l'union, sans amoindrir la puissance individuelle, ni son énergie, ni sa moralité, ni sa responsabilité. Tout peuple chez lequel peut se réaliser cette haute combinaison de la puissance individuelle avec le principe d'association est entré définitivement dans la carrière de la civilisation progressive.»

Le projet de loi fut présenté le 22 novembre 1880, à la Chambre des députés. Il a donné lieu à de nombreux débats. Deux commissions furent successivement nommées à la Chambre et au Sénat, les rapporteurs furent MM. Allain-Targé et Lagrange à la Chambre, et MM. Marcel Barthe et Tolain au Sénat. La discussion fut très sérieuse, de nombreux amendements furent présentés, et le projet du gouvernement subit de grands changements.

Citons la circulaire ministérielle sur l'application de la loi en date du 25 août 1884.

TROISIÈME PARTIE

EXPLICATION DE LA LOI DU 21 MARS 1884

CHAPITRE PREMIER

CONSTITUTION DES SYNDICATS

SECTION PREMIÈRE

LEUR COMPOSITION

« Les syndicats ou associations professionnelles, même de plus de vingt personnes, exerçant la même profession, des métiers similaires, ou des professions connexes concourant à l'établissement de produits déterminés, pourront se constituer librement sans l'autorisation du Gouvernement (art. 2). »

La définition donnée par l'art. 2 pose le principe de liberté qui régit les syndicats. Le syndicat est une association libre qui, pour se former, n'a pas besoin de la permission de l'autorité, une société privée qui ne jouit d'aucun monopole ni d'aucun privilège, qui est ouverte à tous les patrons et tous les ouvriers d'une même profession, mais qui ne les comprend pas tous nécessairement. A côté d'un syndicat, d'autres syndicats peuvent se former, et entrer en lutte avec lui; enfin les patrons et les

ouvriers peuvent rester isolés et ne pas adhérer à un syndicat.

« Les syndicats ou associations même de plus de vingt personnes. » Que veut dire l'art. 2 ? C'est un souvenir de l'ancienne législation. Sous l'empire du Code pénal, des associations ne pouvaient se former librement que si elles étaient de moins de vingt personnes (art. 291 et suiv.) (1).

Cette disposition de l'art. 2 était inutile puisque la loi de 1884, comme on le verra plus loin, a déclaré inapplicables aux syndicats les art. 291, 292, 293 et 294, Code pénal, et la loi du 10 août 1834 qui défendaient les associations de plus de vingt personnes formées sans l'autorisation du gouvernement et a supprimé la loi de 1791.

« Exerçant la même profession, des métiers similaires ou des professions connexes concourant à l'établissement de produits déterminés. »

Les membres des syndicats doivent donc exercer une profession. Il importe de définir le mot profession ; c'est, d'après l'acception ordinaire du mot, l'exercice habituel et régulier de certains travaux ; les marchands usiniers fabricants ainsi que les avocats ou médecins exercent une profession ; mais, ainsi qu'on l'expliquera plus loin, la loi n'a en vue que les professions dites manuelles en opposition aux professions libérales.

L'art. 2 s'exprime ainsi : « Exerçant la même profession, des métiers similaires ou des professions connexes concourant à l'établissement de produits déterminés. » Le projet du gouvernement disait : « Exerçant la même profession ou le même métier. » On craignait de voir naître des sociétés politiques ou religieuses sous le nom de syndi-

(1) Remarquons que les patrons ou ouvriers ne pouvaient, avant 1884, former des associations professionnelles même de moins de vingt personnes ; la loi des 14-17 juin 1791 ne faisait aucune distinction.

cats, et on croyait pouvoir prévenir ce danger en exigeant des membres du syndicat la même profession ou le même métier. Mais ces termes parurent trop restrictifs à la Commission de la Chambre des députés qui les remplaça par : « Exerçant la même profession ou des métiers similaires. » Cette définition parut trop vague encore, et la deuxième Commission du sénat proposa et fit adopter la rédaction actuelle. Le rapporteur M. Tolain en explique les termes : « Mais les explications qui ont été données par les différents orateurs que vous avez entendus ont démontré que ce mot similaire n'était pas compris de la même façon par tout le monde. Les uns traduisaient le mot similaire par : qui est de même nature, qui est semblable ou analogue, c'est-à-dire qu'ils admettaient que les ouvriers travaillant soit le fer, soit le bois, et dont les métiers divers comportent certains points communs à tous, exercent des professions similaires. Les autres, au contraire, semblaient donner au mot similaire une extension beaucoup plus grande, et admettre, en conséquence, qu'il pourrait se créer des associations constituées de professions formant une grande famille industrielle, comme l'industrie du bâtiment qu'on a citée. Eh bien ! on change évidemment la valeur réelle et la signification du mot similaire, si on l'applique à toutes les professions que comprend l'industrie du bâtiment, depuis les tailleurs de pierre jusqu'aux vitriers et aux peintres. Ce sont là des professions qui se commandent, qui sont connexes, mais non pas des professions similaires dans la véritable acception du mot (1). »

Ainsi la loi prévoit : 1° la même profession, celle de marchands de vins par exemple ; 2° les métiers similaires, la

(1) Séance du 21 février 1884. *Jour. of.*, 1884. Sénat, Déb. parl., p 450.

similitude résultant de l'analogie des opérations, même s'appliquant à des produits différents. Exemple: les industries de tissage, qu'elles s'appliquent au lin, au chanvre, au coton, à la soie, etc. ; 3° les professions connexes, c'est-à-dire celles concourant à l'établissement d'un produit déterminé, comme un navire, une maison, etc.

Les tribunaux décideront en fait s'il y a même profession, similitude ou connexité. Il aurait été impossible que la loi donnât une longue nomenclature qui n'aurait jamais été exacte. M. Tolain le reconnaît: « Nous sommes donc réduits à reconnaître que ce qui est similaire ne pourra ressortir que de l'appréciation des intéressés, ou du gouvernement, ou des tribunaux » (1).

M. Beauquier, lors de la première délibération devant la Chambre avait déposé un amendement aux termes duquel les associations syndicales étaient permises entre ouvriers de métiers divers, dans les villes de moins de vingt mille âmes. Il faisait remarquer que souvent les ouvriers d'un seul métier ne seraient pas assez nombreux dans une petite ville pour former un syndicat, qu'ils resteraient isolés par suite et ne pourraient même pas s'occuper des intérêts généraux des ouvriers, que pour ce dernier but au moins les professions même non similaires pourraient se réunir utilement (2).

On rejeta avec raison cet amendement qui établissait ainsi un privilège au profit des villes de moins de vingt mille âmes. D'ailleurs il était à peu près inutile. La rédaction de l'article 2 est assez large pour que dans une ville, même de peu d'importance, les ouvriers puissent former des syndicats. L'article 5 permet en outre à ces syndicats

(1) *Jour. of.*, 1882. Sénat, Déb. parl., p. 750

(2) *Jour. of.*, 1881. Chambre, Déb. parl., p. 1161.

de s'unir et de s'occuper des questions communes aux travailleurs. Enfin n'était-il pas à craindre que l'on faciliterait ainsi l'invasion des syndicats par des personnes étrangères à la profession, par des politiciens ?

Les commerçants de diverses professions peuvent-ils se syndiquer en disant qu'ils exercent des professions similaires, car toutes les professions commerciales ont des relations communes constantes (prix, transports, douanes, traités de commerce, etc.) ? De même les ouvriers de divers métiers peuvent-ils ne former qu'un syndicat ? La question est grave, car si l'on admettait l'affirmative il pourrait n'y avoir que de grands syndicats comprenant tous les patrons ou tous les ouvriers d'une seule ville.

Pour nous il est indiscutable que la loi n'a pas permis ce cas. Qu'on lise attentivement les rapports et les débats aux Chambres, et on en sera convaincu. L'amendement de M. Beauquier qui était en ce sens a été repoussé. La loi n'aurait pas expressément déclaré que les patrons ou les ouvriers de professions similaires ou connexes pouvaient se syndiquer ; pourquoi parler aussi d'Unions de syndicats ? Enfin il y aurait là un péril social sur lequel il est inutile d'insister.

L'article 2 n'exige pas d'autre condition pour faire partie d'un syndicat. Par suite nous décidons qu'il peut comprendre des membres de la même profession, même s'ils n'habitent pas la même ville, s'ils sont répartis par toute la France. Le syndicat des charpentiers de Paris peut comprendre des membres à Bordeaux, Lyon, etc. En effet la loi ne distingue pas quand elle permet de former une association professionnelle ; c'est le droit commun ; et enfin il est évident que les ouvriers d'une même profession exercée dans plusieurs villes ont de nombreux intérêts communs.

Par suite encore un syndicat pourra comprendre les femmes et les mineurs qui ont autant d'intérêts à se syndiquer que les autres patrons ou ouvriers; c'est ce que reconnaît la circulaire ministérielle.

Des étrangers peuvent-ils faire partie d'un syndicat? L'affirmative est évidente. Un amendement de M. Lalanne en sens contraire fut rejeté (1). Aucune condition de nationalité n'est demandée, et d'après le droit commun les étrangers peuvent entrer dans une société française. L'article 4, § 4, en exigeant la qualité de français pour les administrateurs, suppose que cette qualité n'est pas nécessaire chez les simples membres. Enfin cette décision est confirmée par l'article 10 qui défend aux travailleurs étrangers de se syndiquer dans les colonies. La circulaire ministérielle est en ce sens.

Les syndicats peuvent donc comprendre des étrangers, mais la loi sur l'Internationale du 14 mars 1872 continue à s'appliquer : sera poursuivie par suite toute association internationale qui aura pour but de provoquer à la suspension du travail, à l'abolition du droit de propriété, de la famille, de la patrie, de la religion ou du libre exercice des cultes.

Les syndicats peuvent-ils avoir des membres honoraires?

On sait que l'un des plus grands éléments de succès dans les sociétés ouvrières préconisées par l'Ecole Catholique, se trouve dans l'admission de membres honoraires, mais ceux-ci n'appartiendront pas en général à la même profession que les ouvriers : ce seront des rentiers ou de gros commerçants de toutes les professions ou des hommes politiques. Devons-nous décider que la loi de 1884 ne comporte

(1) *Jour. of.*, 1884. Sénat, Déb. parl., p. 476.

pas l'admission dans un syndicat de membres honoraires n'exerçant pas la même profession que les associés dont il se compose?

L'art. 2 pour nous exclue les membres honoraires et avec raison, on violerait sans cesse la loi de 1884 sous prétexte de leur admission, et les précautions qu'elle a prises seraient inutiles. C'est en vain qu'on tirerait argument de ce que le Sénat rejeta un amendement de M. Lallanne(1)proscrivant l'admission de personnes étrangères aux métiers similaires ; le rejet de cet amendement s'explique parce qu'il n'était que la répétition de l'art. 2 lequel défendait déjà implicitement à ces personnes de faire partie d'un syndicat.

En fait cependant ceux qui voudront aider un syndicat, même n'étant pas en droit d'en faire partie, pourront lui faire des dons, car il peut recevoir des libéralités (voir *infra*). Ils pourront aussi faire des conférences, des cours, assister même aux séances. Mais s'ils voulaient diriger la société, s'immiscer dans son administration et son fonctionnement, si leurs dons revenaient périodiquement de telle sorte qu'on pût y voir des cotisations, ils deviendraient membres du syndicat, qui ne satisfaisant plus aux conditions de l'art. 2, pourrait être poursuivi.

Les maîtres et les patrons d'une part, les ouvriers d'autre part peuvent-ils faire partie d'un même syndicat? C'est là une question importante surtout pour l'École Catholique qui croit pouvoir calmer les antagonismes de classes par la création des syndicats mixtes. Mais l'art. 5 permettant aux syndicats de s'unir n'enlève-t-il pas tout intérêt à la question, les syndicats de patrons et ceux

(1) *Jour. of.*, 1884. Sénat, Déb. parl., p. 476.

d'ouvriers n'ayant qu'à former une Union ? Non, car cette Union n'aurait pas la personnalité civile.

On pourrait soutenir dans une première opinion que de pareils syndicats ne sont pas autorisés par la loi de 1884. Lorsqu'elle a été faite, elle n'avait en face d'elle que des syndicats composés les uns de patrons, les autres d'ouvriers ; elle n'a donc pu prévoir que ces syndicats auxquels seuls elle a donné l'existence légale ; elle a entendu qu'ils resteraient comme par le passé. Son intention, pourrait-on ajouter, est manifeste ; l'art. 6 dit : « les syndicats professionnels de patrons ou d'ouvriers auront le droit, etc. » La disjonctive indique bien que la loi ne vise que des syndicats composés uniquement de patrons ou d'ouvriers, et non cumulativement de patrons et d'ouvriers.

Cette opinion ne saurait être admise suivant nous. La loi de 1884 est une loi de liberté pour les travailleurs, et on ne peut la restreindre sous prétexte que lors de sa confection, il n'y avait que des syndicats de patrons ou d'ouvriers. Ces syndicats d'abord étaient illégaux, et on ne peut se prévaloir d'une illégalité pour limiter la portée d'une loi ; en second lieu les syndicats d'ouvriers n'étaient, avant 1884, formés qu'en vue des grèves ; dira-t-on que la grève n'est que le seul but qu'ils doivent poursuivre ? En troisième lieu pour restreindre une liberté accordée il faut un texte, or ce texte n'existe pas. L'article 6 qu'on invoque est sans valeur dans la question. Il fixe uniquement la capacité civile des syndicats, il énumère les actes qu'ils peuvent accomplir ; mais il n'a pas à déterminer à quelles conditions doivent satisfaire ceux qui en font partie, c'est l'art. 2 qui les détermine, or il ne distingue pas.

D'ailleurs dans l'art. 6, que l'on mette la conjonctive *et*, ou la disjonctive *ou*, on arrive au même sens. La discus-

sion ne laisse aucun doute sur l'intention du législateur. M. Allain-Targé dit que cette loi est une loi de rapprochement. M. Marcel Barthe, parlant de l'Union Nationale de la rue de Lancry, déclare que les patrons qui la composent tendent à attirer à eux les ouvriers, et il les en félicite, il conclut ainsi : « Ne devons-nous pas chercher à éteindre les divisions entre les classes de la société? M. Tolain soutient la même opinion et enfin M. Floquet, repoussant un amendement de M. de Mun à la Chambre des députés, s'exprime clairement : « Si l'amendement en question avait seulement pour objet d'autoriser les syndicats mixtes de patrons et d'ouvriers, il n'était pas nécessaire. La loi est conçue en de tels termes que les syndicats de patrons et d'ouvriers sont possibles (1). »

La doctrine que nous adoptons empêche une difficulté qui se présenterait dans l'autre opinion, le tâcheron est patron vis-à-vis des ouvriers qu'il emploie, ouvrier vis-à-vis du patron pour lequel il exécute l'ouvrage. Si un syndicat ne pouvait être composé que de patrons ou d'ouvriers, dans lequel devrait-on l'admettre ? Il en serait de même pour l'ouvrier en chambre qui emploie des apprentis pour lesquels il est un patron.

Comme conséquence, nous décidons encore que le propriétaire qui fait cultiver ses terres par des ouvriers à sa solde pourra faire partie du même syndicat que les ouvriers agricoles qu'il emploie. Mais une difficulté s'élève sur le point suivant.

Les propriétaires non exploitants de terres affermées peuvent-ils comme les propriétaires exploitants, fermiers, valets de ferme, ouvriers, faire partie d'un syndicat agricole ?

(1) *Jour. of.*, 1883. Chambre, Déb. parl., p. 1346.

M. Sénart soutient l'affirmative(1). Pour lui a priori l'hésitation ne paraît pas possible. Le législateur en autorisant les syndicats leur a proposé comme leur objet exclusif l'étude et la défense des intérêts communs économiques ; or en ce qui touche les intérêts agricoles, la présence des propriétaires même non exploitants, dans les syndicats, a une importance considérable. Comment les tenir pour écartés par le législateur des associations qu'il a fondées exclusivement pour l'étude et la défense de ces intérêts ? Ce serait un non sens ; la loi ne peut se retourner contre son but.

Mais une objection s'élève, ajoute M. Sénart. Les associations autorisées à se constituer sont dites professionnelles, et l'article 2 indiquant les personnes qui peuvent les former les caractérise ainsi : exerçant la même profession ou des métiers similaires ou des professions connexes. Il faut donc exercer une profession ou un métier se rattachant à un syndicat pour en faire partie. Mais être propriétaire de terres qu'on loue à prix d'argent, ce n'est ni une profession, ni un métier.

M. Sénart répond à cette objection par les arguments suivants : 1° Grammaticalement le mot profession s'entend de tout état, de tout emploi, de toute condition ; l'état, la condition du propriétaire de terres qui les loue pour une exploitation agricole est par ce fait une profession qui se rattache à l'agriculture et lui ouvre l'accès aux syndicats agricoles.

2° Ces mots doivent être expliqués *secundum subjectam materiam*. La loi du 24 mars 1884 statue en matière

(1) Rapport de M. Senart sur les syndicats agricoles au conseil de la Société des Agriculteurs de France. Au siège de la Société, 21, avenue de l'Opéra.

économique ; or, d'après la doctrine économique, toute personne a un rôle, une fonction ; quelle fonction attribuera-t-on à un propriétaire qui, ayant réunies des terres de manière à en former un corps d'exploitation, livre à un fermier cet instrument de travail pour en faire sortir les productions qu'il doit donner ? Ne sera-t-il pas un producteur agricole ?

Qu'on ne dise pas qu'il joue le même rôle que le propriétaire d'un bâtiment industriel qui le loue à un tiers pour en faire une usine, et qui, cela est évident, ne peut faire partie du même syndicat que son locataire. Entre ces deux catégories de propriétaires, il n'y a ni ressemblance ni analogie de situation. Le propriétaire d'un bâtiment industriel ne livre qu'un local : « Son locataire, ajoute M. Sénart, en fera ce qu'il voudra, le propriétaire n'a aucun intérêt dans les résultats. Que ce locataire lui paye régulièrement ses loyers, cela lui suffit ; il n'y a entre eux nulle autre relation. Cette situation ne peut être rapprochée de celle du propriétaire rural et de son fermier. »

3° Le propriétaire, ayant remis la terre à l'exploitant, ne s'en trouve pas dessaisi ; il doit intervenir sans cesse dans l'administration de son fonds ; constater sa bonne tenue ; veiller sur l'affectation des pailles foin, et fourrages, sur la distribution des engrais, sur la régularité des assolements ; il doit empêcher les cultures abusives ; contribuer aux drainages, marnages, améliorations, etc. Son capital et son revenu sont engagés dans l'industrie agricole, il ne doit pas être exclu des associations agricoles.

4° Le propriétaire peut consentir un bail à cheptel ou un bail avec partage de fruits. Il y a là une association entre le propriétaire et son fermier ; pourquoi établir entre eux une inégalité quant aux syndicats ? Cette inégalité sera

encore bien plus injusticiable, si c'est à un métayer que le propriétaire a loué sa terre.

Nous distinguerons deux cas : le propriétaire a loué à un fermier ; le propriétaire a loué à un métayer.

Quand il s'agit d'un fermage proprement dit, le propriétaire, cela est certain, ne peut faire partie d'un syndicat agricole. Les arguments de M. Sénart sont ingénieux, mais subtils :

1° Pour l'explication du mot profession, ce n'est pas à une définition économique qu'il faut recourir, on doit prendre ce mot dans son acception ordinaire, celle dont nos lois se servent ; or les propriétaires sont toujours considérés comme étant sans profession. La loi de 1884 permet l'entrée dans un syndicat à tous ceux qui exercent réellement les professions pour la défense desquelles ce syndicat est créé, mais à ceux-là seulement. D'ailleurs si on admet qu'il suffit d'avoir une fonction au point de vue économique pour faire partie d'un syndicat, on devrait déclarer que le capitaliste qui prête de l'argent à un fermier, bien plus, que le consommateur lui-même qui consomme les produits de l'agriculture, peuvent faire partie d'un syndicat agricole.

2° Prétendre que le propriétaire qui loue ses terres à un fermier moyennant un prix en argent est un producteur agricole et diffère du propriétaire industriel est une véritable subtilité, le propriétaire ne cultive pas, il ne produit pas ; il n'a droit qu'à une somme d'argent représentant la location de sa terre, il est absolument comme le propriétaire d'un établissement industriel qui n'a droit qu'à ses loyers. C'est la même situation, la même solution s'applique. On nous dépeint le propriétaire rural comme intéressé à la gestion de son fermier ; il n'en est rien, si son fermier est solvable, peu lui importe qu'il gagne ou

non ; bien plus il stipule d'ordinaire que les cas fortuits seront à la charge du fermier, que celui-ci n'aura pas droit à une diminution du fermage pour perte de récoltes due à l'inondation, la grêle, la gelée, etc. Enfin les impôts sont en général payés par le fermier. Le propriétaire industriel d'ailleurs ne doit-il pas s'occuper de la gestion de son locataire, voir si celui-ci entretient la chose louée, fait les réparations locatives ou spécialement convenues, etc., absolument comme le propriétaire rural vis-à-vis de son fermier ?

3° On nous montre que le propriétaire rural a grand intérêt à faire partie des syndicats agricoles ; que son capital et son revenu toute sa fortune en un mot, sont engagés dans l'agriculture, et on en conclut qu'il doit faire partie de ces syndicats. Mais on oublie qu'il s'agit de commenter une loi, qu'on est interprète de la loi et non législateur. La seule question c'est de savoir si la loi permet au propriétaire rural qui ne cultive pas d'entrer dans un syndicat agricole ; or elle ne le lui permet pas. Que l'on dise que le législateur a eu tort, qu'il aurait dû insérer une disposition autorisant ce propriétaire à faire partie du même syndicat que son fermier parce que sa fortune est engagée dans l'agriculture, nous ne le contredisons pas ; mais cette disposition ne se trouve pas dans la loi. C'est peut-être une lacune regrettable, nous n'y pouvons rien.

Venons maintenant au cas d'un propriétaire de métairie, c'est-à-dire d'un propriétaire qui, comme prix de sa terre, reçoit une portion des fruits. Il est certain qu'au point de vue économique il y a association du capital et du travail, union des classes suivant le mot de M. Leplay (1).

(1) Voir le *Métayage en France*, par M. Henri Baudrillart. *Revue des Deux-Mondes*, 1^{er} octobre 1885.

Mais au point de vue juridique il y a discussion sur la nature du contrat de métayage. Un arrêt de la Cour de Limoges, (Sirey 1849, II, 321) y voit un contrat innomé, tenant de la société et du bail. D'autres arrêts et plusieurs auteurs (Duranton XVII n° 76; Troplong, II, n° 637 à 642; Méplain, *Traité du bail à portion de fruits*, n° 3 et suivants), s'appuyant sur les travaux préparatoires et la nature économique du métayage affirment que c'est un contrat de société. Si l'on adopte une de ces deux opinions le propriétaire pourra entrer dans un syndicat agricole.

Mais si, au contraire, avec MM. Guillaud, *Traité du louage* II, n° 614; Aubry et Rau, IV, § 371; Laurent, XXV, n° 477; Colmet de Santerre, VII, n° 213 et 213 bis I et II; et la jurisprudence la plus récente (Sirey 1875, I, 169), on admet que le métayage n'est qu'un bail, il faudra déclarer alors que le propriétaire n'étant pas associé de son métayer, ne peut faire partie d'un syndicat agricole.

SECTION DEUXIÈME

LEUR OBJET

Après avoir indiqué quels sont ceux qui peuvent former des syndicats, il importe de définir quel doit en être l'objet. L'article 3 l'indique : « Les syndicats professionnels ont exclusivement pour objet l'étude et la défense des intérêts économiques industriels, commerciaux et agricoles. » Cet article donna lieu à de nombreux débats.

Le projet du gouvernement était ainsi conçu : « Les syndicats professionnels ont exclusivement pour objet

l'étude et la défense des intérêts professionnels économiques, industriels et commerciaux communs à tous leurs membres. » La Commission de la Chambre des députés avait proposé l'article suivant : « Les syndicats professionnels ont pour objet l'étude et la défense des intérêts économiques industriels et commerciaux communs à tous leurs membres, et des intérêts généraux de leurs professions et métiers. » Puis dans un second paragraphe elle indiquait les principales opérations que les syndicats pouvaient tenter d'une manière accessoire.

Après une longue discussion, ce second paragraphe fut renvoyé à la commission qui le supprima; le premier fut adopté par la Chambre.

Au Sénat on rétablit le mot exclusivement, et on supprima les mots : « communs à tous leurs membres, et des intérêts généraux de leurs professions et métiers », afin de délimiter exactement l'objet des syndicats. Puis en seconde délibération, lors de la deuxième discussion, on ajouta le mot « agricoles », sur la proposition de M. Oudet. La Chambre adopta l'article tel qu'il lui revint du Sénat.

Le législateur craignant que sous le nom de syndicats, des associations politiques ou religieuses ne se formassent, a pris soin de définir leur objet et de les restreindre à l'étude et la défense exclusives de leurs intérêts économiques commerciaux, industriels et agricoles. L'expression intérêts économiques est expliquée et limitée par les mots qui suivent : commerciaux, industriels et agricoles. Le champ d'action des syndicats professionnels est vaste, puisqu'ils peuvent s'occuper de tout ce qui touche au développement de la richesse d'une nation, et notamment des questions relatives à la propriété, aux salaires, aux impôts, au travail etc. Il faut avouer qu'il était difficile de préciser d'a-

vantage l'objet des syndicats; mais n'est-il pas à craindre qu'ils ne s'occupent de questions politiques? S'ils présentent des candidats pour les élections, ne sont-ils pas dans leur droit en disant qu'ils cherchent à faire nommer des députés pour défendre leurs intérêts économiques? Ne peuvent-ils pas fonder des journaux, etc.? En pratique il y aura là bien des questions difficiles à résoudre?

L'objet des syndicats étant déterminé, il est utile de les distinguer d'autres sociétés avec lesquelles on pourrait les confondre. L'art. 3 parle d'associations pour l'étude des intérêts commerciaux et agricoles. Or le Code de commerce et la loi de juillet 1867 règlent les sociétés commerciales, la loi du 24 juin 1865 les associations syndicales agricoles. La loi de 1884 déroge-t-elle à ses lois, ou bien régit-elle des sociétés ayant un objet différent, et doit-elle s'appliquer parallèlement à ces lois? Comment en ce cas les concilier? Quel est le champ d'action de chacune d'elles?

I. — Distinguons d'abord les syndicats des sociétés commerciales. Les syndicats composés d'après l'art. 2, auront pour objet et pour but (art. 3) l'étude et la défense des intérêts économiques commerciaux de la profession. Les sociétés proprement dites ont pour objet et pour but l'exploitation d'un fond commun pour en retirer des bénéfices qui doivent être partagés entre les associés (art. 1832. C. civil. Définition de la Société civile). Si les principales opérations ont le caractère commercial, la société est commerciale, et est soumise aux règles du Code de commerce et de la loi de 1867 (1).

Une société qui aura les caractères d'une société com-

(1) Voir MM. Lyon-Caen et Renault. *Précis de droit commercial*, n° 277.

merciale ne pourra se constituer sous la forme d'un syndicat, elle sera nulle si elle n'est pas formée d'après la loi de 1867. Mais rien n'empêche un véritable syndicat de former une société commerciale soumise aux règles des sociétés ordinaires ; mais s'il veut faire des opérations commerciales, acheter et revendre avec bénéfice des marchandises, ou bien fabriquer, sans prendre l'une des formes exigées pour les sociétés commerciales, il devra être poursuivi et la nullité sera prononcée.

II. — Différence entre les syndicats agricoles et les associations syndicales agricoles. L'art. 1^{er} de la loi du 21 juin 1865 définit ainsi ces associations syndicales : « Ce sont des associations ayant pour objet certains travaux agricoles fait dans un intérêt collectif tels que l'exécution et l'entretien de travaux de défense contre la mer, les fleuves, torrents et rivières navigables et non navigables ; de curage, approfondissement, redressement et régularisation des canaux d'irrigation ou de dessèchement — d'assainissement des terres humides et insalubres — des chemins d'exploitation, etc.

La loi de 1865 prévoit deux sortes d'associations : 1° Les associations syndicales autorisées qui jouissent des avantages et privilèges des art. 45 et suivants de la loi de 1865 (1), mais qui doivent être autorisées soit par un arrêté préfectoral, soit par un décret rendu en Conseil d'État.

2° Les associations syndicales libres qui ne jouissent pas

(1) Ces articles leur accordent le droit d'obtenir l'expropriation pour cause d'utilité publique des terrains nécessaires aux travaux à exécuter ; le droit de faire recouvrer les taxes et cotisations au moyen de rôles rendus exigibles par les préfets, comme en matière de contributions directes, le droit de faire juger les contestations relatives aux servitudes qu'ils voudraient établir par le juge de paix du canton.

des privilèges des art. 15 et suivants, mais pour la formation desquelles il suffit du consentement des intéressés, constaté dans un acte notarié ou sous seing privé et inséré dans un journal d'annonces judiciaires et légales.

Le but que se proposent ces associations syndicales peut être atteint par des syndicats professionnels constitués d'après la loi de 1884, puisqu'il s'agit d'intérêts agricoles. Dans quels cas, dès lors, doit-on appliquer la loi de 1865, dans quels cas la loi de 1884?

Si les intéressés veulent fonder une association syndicale autorisée, la loi de 1884 ne leur sera d'aucun secours ; ils devront se conformer aux prescriptions de la loi de 1865, qui ne sont nullement abrogées.

S'ils veulent former une association syndicale libre, ils pourront la constituer, soit d'après la loi de 1865, soit d'après celle de 1884, qui exige moins de formalités. Mais alors ce syndicat ne jouira pas de la capacité étendue, conférée par l'art. 3 de la loi de 1865, aux associations syndicales, et de plus, il ne pourra comprendre les personnes visées par l'art. 4 de la loi de 1865 ou des propriétaires non exploitants.

Quel est donc le véritable caractère du syndicat professionnel ?

C'est une société civile régie par les art. 1832 et suivants du Code civil, sauf les dérogations formulées dans les statuts ou édictées par la loi de 1884 et dont la principale consiste dans l'attribution de la personnalité civile au syndicat.

Du principe que le syndicat est une société civile, découlent deux conséquences :

1° Le contrat social doit être constaté par écrit. Cet écrit est-il nécessaire pour la validité de l'existence du syndicat,

car l'art. 4 exige le dépôt des statuts et les statuts sont une partie de l'acte écrit? La négative résulte d'un arrêt de la Cour de Paris du 20 janvier 1886 qui décide que ni l'art. 4 ni l'art. 9 ne prescrivent la nullité des actes du syndicat dans le cas d'omission des déclarations exigées par la loi, et avec raison, car les nullités sont de droit étroit. Cet acte pourra être dressé par un notaire (art. 1317 C. civil et loi du 25 ventôse an XI) ou bien fait en la forme des actes sous seing privé (art. 1325 C. civil). Si l'on choisit cette dernière forme, il doit être fait autant d'originaux que d'adhérents, et ceux-ci doivent savoir signer. L'acte doit être approuvé et signé par tous les intéressés; si l'un d'eux ne sait ou ne peut signer, la forme notariée est nécessaire.

2° Le syndicat étant une société civile, les tribunaux civils sont compétents pour juger les différends qui peuvent s'élever soit entre les associés, soit entre le syndicat et les tiers.

La loi de 1884 permet-elle aux membres des professions libérales de se syndiquer? Cette grave question que la jurisprudence a tranchée dans le sens de la négative s'est présentée dans les circonstances suivantes :

Un sieur Launay était poursuivi par le parquet de Domfront pour exercice illégal de la médecine. Le syndicat des médecins de Domfront constitué conformément à l'art. 4 de la loi de 1884 et représenté par son président, le docteur Lory, se porta partie civile. Le tribunal de Domfront déclara, à la date du 6 décembre 1884, que l'intervention de ce syndicat était nulle, attendu que le syndicat médical était nul, la loi de 1884 ne permettant pas aux membres des professions libérales de se constituer en syndicats, et que d'ailleurs en admettant même que les médecins aient pu former un syndicat, il n'aurait pas eu le droit d'ester en justice,

l'art. 6 n'accordant ce droit qu'à une seule catégorie de syndicats, aux syndicats de patrons ou d'ouvriers.

Le syndicat des médecins de Domfront interjeta appel, et la cour de Caen rendit, le 4 février 1885 (1), l'arrêt suivant :

« Attendu que si les premiers juges ont eu le tort de repousser l'action du syndicat des médecins de Domfront en s'appuyant sur l'article 6 de la loi du 21 mars 1884, lequel est général et accorde à tous les syndicats régulièrement constitués le droit d'ester en justice, les autres motifs énoncés dans le jugement dont appel et que la Cour adopte justifient suffisamment la décision attaquée... confirme le jugement. »

L'arrêt précité fut déféré à la Cour de cassation qui rejeta le pourvoi le 27 juin 1885 (2).

« Attendu que la loi sur les syndicats professionnels n'a point été rendue applicable à toutes les professions ;

« Que les travaux préparatoires ont constamment affirmé la volonté du législateur d'en restreindre les effets à ceux qui appartiennent, soit comme patrons, soit comme ouvriers ou salariés à l'industrie, au commerce et à l'agriculture, à l'exclusion de toutes autres personnes et de toutes autres professions... ;

« Qu'en déclarant, en conséquence, que les médecins dont le nom n'a été prononcé ni dans la loi, ni dans la discussion de la loi du 21 mars 1884, n'avaient pu régulièrement former un syndicat professionnel, dans les termes de ladite loi, l'arrêt attaqué en a justement interprété les dispositions ; — Rejette le pourvoi ».

(1) Ces arrêts sont rapportés dans l'ouvrage de M. Lechopie, avocat à la Cour d'appel : *La liberté d'association et les professions libérales*.

(2) Dalloz, 1886, I, 137.

M. Léchopié critique vivement cette décision ; il invoque les arguments suivants (1) :

1° La loi de 1884 doit s'appliquer aux professions libérales, d'après son texte et son esprit. Elle est intitulée : Loi sur les syndicats professionnels, et l'article 2 parle de personnes exerçant la même profession sans aucune limitation aux professions manuelles. Donc, les membres des professions libérales peuvent se syndiquer, car ni le titre de la loi, ni la définition qu'elle donne du syndicat dans l'article 2 ne les excluent de cette faculté.

C'est en vain qu'on tirerait une objection de l'article 3, en disant que les membres des professions libérales n'ont pas, au point de vue professionnel, des intérêts économiques, industriels, commerciaux et agricoles à étudier et à défendre. Cet article ne détermine que l'objet du syndicat, il ne définit pas le syndicat ; or, le législateur ayant posé dans l'article 2 le principe de la liberté d'association professionnelle, ne peut pas, dans l'article 3, en déterminant l'objet des associations professionnelles, priver certaines professions de cette liberté. Ne serait-ce pas, au contraire, un principe d'égalité ? Ne serait-ce pas manquer de logique ?

D'ailleurs, s'il est vrai que les membres des professions libérales n'ont pas d'intérêts industriels ou commerciaux, ils ont des intérêts professionnels à défendre ; or le mot économique est pris dans le sens de professionnel dans l'article 3 ; le projet du gouvernement portait le mot professionnel. Il n'a pas été reproduit par inadvertance, et on l'a remplacé par le mot économique qui est vague, étend le sens des expressions : industriels, commerciaux et

(1) Dans le même sens, voir un article de M. Ledru : *Journal des sociétés civiles et commerciales*, année 1885, p. 211 et suivantes.

agricoles, et correspond à l'expression : professionnel.

2° Cette extension de la loi est conforme en second lieu à l'intention du législateur. Dans l'exposé des motifs, dans les rapports des commissions, dans la discussion, on parle des citoyens attachés aux mêmes professions, d'intérêts communs à tous les membres des mêmes professions, des intérêts généraux des professions, etc., sans que la loi excepte les professions libérales. M. Tolain, rapporteur de la Commission du sénat, s'exprime ainsi : « En un mot toute personne qui exerce une profession, ainsi qu'il est dit dans la loi, aura le droit de se servir de la nouvelle législation que vous allez voter, etc. » M. Lagrange, rapporteur à la Chambre, appelle cette loi : une loi de liberté. La circulaire ministérielle déclare que toutes les difficultés devront toujours être tranchées dans le sens le plus favorable au développement de la liberté.

Souvent, il est vrai, on a parlé de syndicats de patrons ou d'ouvriers ; mais c'était pour deux raisons :

1° Parce que là surtout on croyait voir des dangers pour l'ordre public au point de vue religieux et politique, dangers contre lesquels on n'a cessé de chercher à se prémunir ;

2° Parce que cette classe de citoyens se montrait la plus disposée à profiter de la liberté d'association, car elle possédait déjà en fait de nombreux et importants syndicats. On suit donc l'intention du législateur en déclarant que la loi de 1884 s'étend aux professions libérales.

3° En troisième lieu, les membres des professions libérales ont des intérêts à soutenir, aussi bien que les patrons ou ouvriers. Pourquoi prétendre avec l'arrêt de la Cour de Cassation que les membres d'une profession libérale ne peuvent se syndiquer parce qu'ils n'auraient d'autre but que d'as-

surer leurs intérêts pécuniaires? Est-ce que la loi de 1884 n'est pas faite justement pour que les syndicats puissent s'occuper des intérêts pécuniaires de leurs membres?

Cette argumentation, suivant nous, doit être repoussée, et nous adoptons la doctrine de la Cour suprême.

1° Il est vrai que la loi de 1884 est une loi de liberté; elle a été conçue dans un esprit libéral et par suite il faut trancher les difficultés dans le sens de la liberté, mais pourvu qu'on reste dans les cas prévus par le législateur.

La loi de 1884 est une loi d'exception, qui déroge au droit commun en matière d'association. Le principe c'est qu'une association pour être licite doit être autorisée; exception est faite, par la loi de 1884, pour les syndicats professionnels qui ne comprennent pas les professions libérales comme nous le démontrerons. Or comme toute loi qui déroge au droit commun, elle doit être interprétée restrictivement.

2° La loi ne s'applique pas aux professions libérales. Cela est certain quant aux textes. L'art. 3 qui précise l'objet des syndicats s'exprime ainsi: l'étude et la défense de leurs intérêts économiques, industriels, commerciaux et agricoles.

Le sens du mot économique est donc limité par les expressions: industriels, commerciaux et agricoles. On dit que l'on peut remplacer le mot économique par professionnel; rien ne le prouve, et en tous cas les seuls syndicats licites auraient pour objet l'étude de leurs intérêts professionnels. Or les seuls syndicats visés par la loi sont ceux de patrons et d'ouvriers, l'art 6 le déclare formellement.

D'ailleurs comment admettre que le législateur eût été assez léger pour ne pas exiger certaines garanties des membres des professions libérales. Remarquons en effet

qu'elles comprennent non seulement les médecins, les professeurs, mais encore les militaires, les avocats, les magistrats, etc. Comment soutenir un seul instant que cette loi de 1884 eût permis à ces fonctionnaires de se syndiquer sans restreindre la grande liberté qu'elle accordait aux syndicats. Voit-on, par exemple, les magistrats se syndiquant sous la protection de la loi afin de faire élever leurs traitements, et défendre leurs intérêts pécuniaires en refusant même de rendre la justice.

Que l'on ne nous objecte pas que les art. 12 et suivants du Code pénal empêchent les fonctionnaires de former des syndicats, et de faire grève; car on ferait une distinction entre les professions libérales et les autres professions, et la théorie que nous combattons soutient qu'on ne doit faire aucune distinction.

Les membres des compagnies d'officiers ministériels pourraient-ils se syndiquer? Quelle sera la situation de ces corps fermés en présence de la loi 1884? Autant de questions que la loi de 1884 aurait éclaircies, si elle s'étendait aux professions libérales.

Si les textes sont certains, l'intention du législateur ne l'est pas moins. Dans tous les rapports, dans tous les discours on ne parle que des syndicats de patrons et d'ouvriers, ces expressions étant d'ailleurs prises dans un sens large et embrassant les commis, employés, comptables, etc. Les citations sur ce point peuvent être nombreuses. Le ministre du commerce disait à la séance du 1^{er} juillet 1882: « Telle est la législation à laquelle les ouvriers et les patrons sont encore soumis. Je sais bien que l'on fait preuve en cette matière d'une grande tolérance, mais ne pensez-vous pas qu'il est temps enfin de placer ces groupes intéressants de citoyens dans une situation véritablement légale

et qui leur permette d'exister sans s'exposer perpétuellement aux rigueurs de la loi... Il y a enfin une dernière considération que je voudrais invoquer. Cette loi, à qui s'adresse-t-elle? à des patrons, à des ouvriers? Eh bien! ne jugez-vous pas utile et bon d'établir une législation très simple et très concrète? » Si le projet du gouvernement contenait le mot professionnel qui peut prêter à équivoque, l'exposé des motifs montre que l'on ne songeait à autoriser que les patrons et les ouvriers à se concerter pour la défense de leurs intérêts communs. L'expression « professionnels » disparut dans le texte proposé par la commission de la Chambre des députés, texte qui fut adopté. Lois de l'amendement Beauquier (voir supra). M. Allain-Targé, rapporteur, fit les déclarations suivantes qui sont importantes: « Je puis faire immédiatement remarquer à nos honorables collègues que la seule précaution que nous ayons prise, la seule condition que nous ayons exigée pour donner aux associations syndicales professionnelles la personnalité civile, les droits et les immunités qui en résultent, notre seule garantie est celle-ci: nous voulons que les sociétés syndicales soient formées uniquement d'ouvriers ou de patrons, de gens de travail en un mot. Nous voulons, par cette loi, émanciper le travail, le délivrer des servitudes auxquelles, depuis assez longtemps il a été soumis. Nous voulons en principe qu'une société syndicale soit uniquement composée d'ouvriers de même profession ou de professions similaires; vous le voudrez comme nous. Mais à l'art. 4 nous permettons que cette molécule syndicale, que d'autres molécules syndicales de même nature ouvrière puissent s'unir entre elles. » C'est dans ce même courant d'idées que fut introduit le mot « exclusivement » dans l'art. 3. Tous les rapports qui ont suivi celui de M. Allain-Targé ne

parlent que des syndicats de patrons ou d'ouvriers. Voir rapport Marcel Barthe (1), Lagrange (2) et Tolain (3).

On s'appuie dans l'opinion adverse sur un passage du rapport de M. Tolain ; il est utile de citer les paroles suivantes de M. Tolain : « Vous êtes appelés pour la seconde fois à délibérer sur un projet de loi relatif aux syndicats professionnels. Ce projet a pour but de reconnaître une existence légale aux nombreuses associations de patrons et d'ouvriers qui existent en fait depuis nombre d'années dans notre pays et qui se sont surtout multipliées depuis 1870. » Ces lignes sont les premières du rapport de M. Tolain, il est donc certain que dans tout son rapport il ne va parler que des associations de patrons et d'ouvriers. Enfin la circulaire ministérielle déclare que les art. 2 et définissent les associations appelées à jouir, etc.

Les citations que l'on a données dans l'autre opinion parlent bien de professions sans limiter le mot ; mais il est évident qu'il est sous-entendu : professions qui sont autorisées par la loi. Prétendre que la loi s'étend à toutes les professions parce que l'on dit que les membres des professions visées par la loi peuvent se syndiquer, c'est résoudre la question par la question, car il s'agit justement de savoir quelles sont ces professions ; or les principes, les textes, les discussions et les rapports sont concluants : les professions libérales ne font pas l'objet de la loi de 1884.

Vainement dirait-on comme dans l'espèce rapportée ci-dessus que les médecins ont grand intérêt à se réunir, que l'intérêt même des populations exige que l'on attire

(1) 1882, *Jour. of. Sénat*, Doc. parl., pp. 329-340.

(2) 1883, *Jour. of. Chambre*, Doc. parl., pp. 377-403.

(3) 1884, *Jour. of. Sénat*, Doc. parl., pp. 1117-1123.

les médecins en province par la perspective d'un relèvement des honoraires dans la mesure convenable et que d'ailleurs toutes les professions doivent être égales devant la loi comme tous les citoyens sont égaux ; ce sont là des considérations qui pourront être sérieuses aux yeux du futur législateur, mais qui n'ont aucune valeur pour l'interprète de la loi : *Dura lex, sed lex!*

Un arrêt de la Cour de Paris du 20 janvier 1886 (1) a déclaré au contraire que les pharmaciens pouvaient se syndiquer. Mais il n'y a là aucune contradiction entre cet arrêt et l'arrêt précité de la Cour de cassation, dont la Cour de Paris adopte la doctrine pour les professions libérales. Les pharmaciens peuvent en effet se syndiquer parce qu'ils n'exercent qu'une profession commerciale, que leur profession, dit l'arrêt, rentre dans la première des catégories spécifiées par l'art. 632 Code de commerce, qu'ils achètent des marchandises pour les revendre et en retirer un bénéfice, et que par suite étant industriels et commerçants ils peuvent invoquer le bénéfice de la loi sur les syndicats professionnels.

Cette décision est d'ailleurs conforme à la jurisprudence antérieure (2).

SECTION TROISIÈME

FORMALITÉS NÉCESSAIRES

La loi de 1884 en faisant disparaître toutes les entraves au droit d'association pour les syndicats, devait-elle les dispenser de toute formalité, leur permettre de se former

(1) Dalloz, 1886, 2, 170.

(2) Voir *Précis de droit commercial*, par MM. Lyon-Caen et Renault, p. 46, note 2, *in fine*.

sans être astreints à aucune règle, ne les soumettre à aucune mesure de surveillance, sauf au ministère public à poursuivre, quand il aurait découvert une infraction aux lois

Le gouvernement dans son projet (1) demandait le dépôt des noms de tous les associés. On rejeta cette disposition avec raison, car il aurait été trop difficile de tenir au courant la liste de tous les membres; des infractions continuelles auraient été commises; il y avait là enfin une mesure de police qui aurait pu effrayer les syndicats.

Un amendement présenté par MM. Trarieux, Ribot et Goblet (2) tendait à n'imposer l'obligation du dépôt qu'aux syndicats qui voudraient jouir de la personnalité civile; ceux qui ne voudraient pas profiter des avantages de l'article 6 n'étaient astreints à aucun dépôt. Cet amendement semblable au système anglais fut adopté par la Chambre, mais rejeté au Sénat sur l'insistance de M. Marcel Barthe qui craignait de voir des sociétés politiques se constituer contrairement aux prescriptions de la loi, en l'absence de toute publicité et de tout contrôle.

Mais fallait-il dispenser de toute formalité les syndicats en réservant au ministère public le droit de demander la dissolution dès qu'une infraction aura été commise, ou bien forcer tous les syndicats à accomplir certaines formalités, à effectuer le dépôt de leurs statuts comme l'a exigé le législateur? Malgré les réclamations de quelques syndicats ouvriers qui se plaignent du dépôt et prétendent qu'il y a

(1) L'article 3 du projet était ainsi conçu : Quinze jours avant le fonctionnement d'un syndicat professionnel, ses fondateurs devront déposer les statuts du syndicat et les noms et adresses de tous les membres qui le composent, avec indication spéciale de ceux qui, à un titre quelconque, seront chargés de l'administration ou de la direction.

(2) *Jour. of.*, 1881. Chambre, Déb. parl., pp. 912, 936 et suiv.

là une mesure blessante pour leur dignité, nous croyons que la loi a eu raison de l'exiger. Il importe en effet de connaître si les statuts contiennent des clauses contraires à l'ordre public, si le syndicat ne poursuit pas un but illégal, afin que le ministère public puisse poursuivre sur-le-champ; d'ailleurs le directeur seul est tenu d'aller à la mairie faire le dépôt, les associés n'ont pas à s'en occuper, c'est en quelque sorte une déclaration de naissance. Telle était l'opinion de M. le Ministre de l'Intérieur : « le gouvernement considère comme le corollaire naturel et indispensable de la liberté, la publicité des associations. Nous pensons en effet que l'exercice d'une liberté n'a pas intérêt à devenir occulte, et que ce ne peut pas être un droit pour ceux qui se forment à l'état d'association que dissimuler l'éclosion d'une personne morale dans la société. »

Le dépôt est donc obligatoire pour tous les syndicats; la sanction consiste dans la dissolution du syndicat, et la condamnation des directeurs et administrateurs (art. 9).

Le syndicat n'existe qu'à partir du dépôt; mais des membres d'une même profession se réunissent pour discuter la période de formation. Quand doivent-ils déposer les statuts? Quand le syndicat peut-il fonctionner?

Le projet du gouvernement exigeait que le dépôt eût lieu quinze jours au moins avant le fonctionnement du syndicat; la Commission de la Chambre des députés proposa huit jours, puis elle présenta une nouvelle rédaction qui ne faisait mention d'aucun délai. Aucune explication ne fut donnée sur cette suppression.

Que faut-il décider dans le silence de la loi?

Avec la circulaire ministérielle nous croyons qu'il faut distinguer deux périodes;

a. Période de formation. Pendant cette période, le dé-

pôt n'est pas exigé. C'est ce que disait M. le Ministre de l'Intérieur à la Chambre des députés dans la séance du 29 janvier 1884, en faisant remarquer que l'on devait décider sur ce point comme on décidait pour les sociétés commerciales lors de l'époque de leur formation.

b. Période de fonctionnement. Dès que le syndicat est formé, dès qu'il est entré dans la période fonctionnement l est tenu de faire le dépôt, sinon il n'existe pas légalement et tombe sous le coup de l'article 9; même si plus tard il effectuait le dépôt, il n'en aurait pas moins commis une infraction. Telle est la solution donnée par la circulaire ministérielle. L'obligation pour les syndicats en formation d'opérer le dépôt n'existe qu'à partir du jour où les statuts ont été arrêtés, où par conséquent le syndicat est matériellement formé. Jusque-là, les fondateurs ont toute liberté de se réunir pour en concerter les dispositions, sans être exposés aux pénalités des articles 291 et suivants du Code pénal, ou à celles de l'article 9 de la présente loi.

Il importe donc de préciser quand sa constitution est définitive.

Il n'y a pas, comme dans les sociétés commerciales, des signes auxquels on reconnaît quand le syndicat est formé. Ce sera une question de fait qui devra être jugée par les tribunaux pour chaque affaire; mais il devront apprécier d'une manière large et libérale la période de formation, car c'est l'esprit de la loi qui est une loi de liberté.

Dès qu'il sera prouvé que deux personnes ont adhéré aux statuts définitifs, le syndicat sera formé, et le dépôt devra être effectué, l'association en effet existe d'après les principes dès que deux personnes se sont entendues.

Le paragraphe 3 de l'article décide que dans le cas où

une modification est portée aux statuts, cette modification doit faire l'objet d'un dépôt. Les statuts modifiés constituent en effet de nouveaux statuts, et toutes les raisons qui expliquent le dépôt des statuts primitifs s'appliquent dans ce cas. Il en est de même toutes les fois que les directeurs ou administrateurs changent.

Les syndicats, qui existaient déjà lors du vote de la loi, doivent-ils déposer leurs statuts? S'ils ne le font pas, pourront-ils rester sous le régime de la tolérance administrative?

Cette question qui fut posée dans la séance du 18 mars 1884 par M. René Goblet n'a pas été définitivement résolue. Le rapporteur, M. Lagrange, répondit que les syndicats antérieurs à 1884 étaient assimilés aux syndicats qui se formeraient dans la suite. Mais M. Floquet, président de la Commission, déclara que les syndicats alors existants, qui ne feraient pas le dépôt, resteraient dans la situation antérieure, c'est-à-dire soumis à la tolérance administrative (1).

Pour nous, nous sommes persuadés qu'il résulte de la discussion de l'art. 4 en général que la loi ne reconnaît qu'une seule sorte de syndicats, qu'ils doivent tous remplir les mêmes formalités et se soumettre aux obligations imposées par l'art. 4. Le gouvernement devra les forcer à se faire reconnaître, sinon il devra les poursuivre. La loi de 1884 en effet est bien une loi de faveur pour les syndicats, elle a pour but de les soustraire à tout arbitraire, de leur donner l'existence légale, mais elle crée en même temps leur responsabilité. Ceux qui ne se soumettent pas aux ordres de la loi doivent être punis. Comment com-

(1) Voir *Jour. of.*, 1884. Déb. parl., pp. 741 et 742.

prendre que le gouvernement puisse tolérer deux sortes de syndicats, qu'il puisse en quelque sorte en soustraire une partie à la loi. C'est ce que déclarait M. Tirard, ministre du commerce (1) lors de la discussion sur les Unions de syndicats. M. Béranger voulait que les Unions ne fussent que tolérées, il répondit : « Si la loi est votée (il faut qu'il n'y ait aucune espèce d'incertitude sur ce point), le gouvernement sera dans la nécessité de l'appliquer dans toute sa force, dans toute sa teneur; elle devra être égale pour tous, et toutes les Unions de syndicats qui existent aujourd'hui devront disparaître parce qu'elles ne pourront plus subsister. » La même solution s'applique aux syndicats existants lors de la promulgation de loi, comme aux Unions de syndicats.

Le dépôt doit avoir lieu à la mairie de la localité où le syndicat est établi, et à Paris à la préfecture de la Seine.

Il n'y a aucune difficulté quand le syndicat ne comprend que les patrons ou ouvriers d'une seule commune; mais s'il étend ses ramifications dans plusieurs villes, à quelle mairie doit-on faire le dépôt? C'est à celle du domicile du syndicat, et son domicile, c'est le lieu dans lequel se trouve son principal établissement, c'est-à-dire son siège social. C'est donc à la mairie de la commune dans laquelle se trouve le Comité de direction que doit être effectué le dépôt.

Qui doit faire le dépôt? La loi s'exprime ainsi : Les fondateurs de tout syndicat devront déposer, etc.? Doit-on décider que tous ceux qui auront pris l'initiative de la formation du syndicat, ou qui auront préparé le projet des statuts, tous ceux qui auront pris part à l'assemblée générale

(1) *Jour. of.*, 1832. Sénat, Déb. parl., p. 801.

dans laquelle ce projet aura été voté, qu'ils soient administrateurs ou non, sont tenus de déposer les statuts parce qu'ils sont des fondateurs? Nous ne le croyons pas. En effet, l'esprit de la loi est contraire; il résulte de la discussion que l'on n'a voulu imposer l'obligation du dépôt qu'aux seuls directeurs et administrateurs, et non aux autres membres même fondateurs. L'article 9 ne punit que les directeurs et administrateurs; eux seuls sont donc tenus de faire le dépôt, car on ne peut étendre un texte pénal par interprétation.

Il faudra renouveler le dépôt à chaque changement de la direction ou des statuts; mais il a été déclaré dans les statuts que le vice-président remplacera le président en cas de vacance; le président étant mort ou ayant donné sa démission, le vice-président devient président; doit-on renouveler le dépôt et faire connaître le changement qui s'est opéré?

Il vaudrait mieux sans doute que le nom du nouveau président fût déposé, mais nous ne croyons pas qu'en l'absence de déclaration, les directeurs et administrateurs commettent une infraction, et puissent être passibles des peines de l'art. 9, car ce changement a été prévu dans les statuts, et le nom du second président déposé à l'avance. C'est ce qu'a décidé implicitement la Cour de Paris le 20 janvier 1886 en déclarant valables les actes faits par un syndicat où cette hypothèse s'était réalisée.

Forme du dépôt. — La loi n'a rien dit sur la forme du dépôt. La loi étant muette, nous pensons qu'aucune forme ou condition spéciale n'est exigible; il suffit que le dépôt ait lieu, et que l'authenticité des statuts soit certifiée. De plus les directeurs et administrateurs étant tenu d'accomplir le dépôt, nous pensons qu'ils sont en droit d'exiger du

mairie un récépissé constatant qu'ils ont satisfait aux obligations imposées par la loi.

La circulaire ministérielle et l'esprit de la loi nous conduisent à donner les règles suivantes :

I. — Le dépôt n'a pas besoin d'être fait sur papier timbré. La loi de 1884 en effet a le caractère d'une loi d'intérêt général, et le dépôt ordonné par l'article 4 n'est que l'exécution d'une loi de police de l'État. Telle est la solution d'une circulaire de l'Enregistrement en date du 25 mars 1885 (1).

II. — Les statuts n'ont pas besoin d'être imprimés, ils peuvent être écrits à la main. Cela se comprend, car on veut éviter toute dépense aux ouvriers.

III. — La loi n'indique pas le nombre d'exemplaires qu'on doit déposer, mais la circulaire ministérielle exige, d'après les précédents, le dépôt d'au moins deux exemplaires.

IV. — L'authenticité des statuts sera suffisamment démontrée par les signatures du président et du secrétaire qui les certifieront véritables.

V. — Il est inutile que le dépôt des statuts et de la liste des noms des directeurs et administrateurs soit accompagné d'une déclaration spéciale; il suffit que les statuts soient certifiés au bas du texte, et que les noms des directeurs et administrateurs, s'ils ne sont pas mentionnés dans les statuts soient dans une seule et même pièce indiqués et certifiés par le président et le secrétaire.

VI. — Tout dépôt d'un des documents précités doit être constaté par un récépissé qui est exigible immédiatement et qui peut être établi sur papier timbré.

VII. — Dans chaque mairie il doit être tenu un registre spécial où sont mentionnés à leur date : le dépôt des statuts

(1) Instruction n° 2711, § 4, de l'administration de l'enregistrement.

de chaque syndicat, le nom des administrateurs ou directeurs, la délivrance des récépissés. Ce registre fait foi de l'accomplissement des formalités et permet de remédier à la perte possible du récépissé de droit.

VIII. — Le dépôt doit être renouvelé chaque fois que la direction ou l'administration du syndicat passe dans de nouvelles mains, et chaque fois qu'il y a une modification aux statuts.

IX. — Le dépôt est un dépôt légal, M. le Ministre de l'Intérieur l'a déclaré au Sénat dans la séance du 29 janvier 1884 (1); par suite toute personne pourra prendre connaissance des statuts déposés.

X. — Aucune publicité légale n'est exigée dans les journaux, à tort suivant nous, les tiers ayant intérêt à connaître l'existence du syndicat.

Droits du ministère public. — Le dépôt ayant été effectué, les statuts doivent être communiqués au ministère public par le maire ou le préfet de la Seine à Paris.

Cette communication au ministère public avait été repoussée par la Chambre des députés sur la demande de l'Union des Chambres Syndicales Ouvrières de France (2) comme vexatoire et inutile, le parquet pouvant toujours en prendre connaissance à la mairie. Le Sénat la rétablit sur les observations de M. Béranger (3). « C'est pour éviter, dit l'honorable sénateur, les suspensions, les investigations blessantes, peut-être même les poursuites. Le parquet non prévenu sera naturellement disposé à croire à la clandestinité. Pourquoi ne pas couper court à cette éventualité en

(1) *Jour. of.*, 1884. Sénat, Déb. parl., p. 203.

(2) Rapport présenté par l'Union des Chambres Syndicales Ouvrières de France à la Commission du Sénat. *Jour. of.*, 1884. Sénat, Doc. parl., p. 1122.

(3) *Jour. of.*, 1884. Sénat, Déb. parl., p. 203.

lui mettant officiellement entre les mains le titre de naissance, en quelque sorte, de l'association ? »

Mais remarquons que les maires seuls sont responsables de cette communication, qui ne regarde en rien les syndicats, et ne peut par suite être vexatoire pour eux.

Il est regrettable que la loi n'ait pas fixé un délai pour faire cette communication. En pratique les maires mettent une extrême négligence à prévenir les parquets et les préfets.

Le ministère public ne peut poursuivre un syndicat avant qu'il soit constitué, alors même qu'il est certain que les statuts contiendront des clauses illégales ou contraires à la liberté du travail. Mais dès que le syndicat est constitué, le parquet peut agir.

Si le syndicat néglige de faire le dépôt et fonctionne, l'article 9 est applicable. Enfin si le syndicat prétendu n'est qu'une association politique religieuse, il tombe sous l'application des articles 291 et suivants Code pénal et de la loi de 1834 du moment de sa naissance.

SECTION QUATRIÈME

CAPACITÉ DES ADMINISTRATEURS

Le paragraphe 5 de l'art. 4 exige certaines conditions de capacité chez les administrateurs et directeurs ; il est ainsi conçu :

Les membres de tout syndicat professionnel chargés de l'administration ou de la direction de ce syndicat devront être Français et jouir de leurs droits civils.

Pour être administrateur ou directeur d'un syndicat il faut donc réunir trois conditions : Être membre du syndicat, être Français, et jouir de ses droits civils.

I. — La première condition requise est d'être membre du syndicat. Les membres chargés de l'administration, etc., porte le dernier alinéa de l'art. 4. Cette disposition ne veut pas dire que les membres du syndicat seuls peuvent être choisis pour être les administrateurs, mais bien que tout administrateur devient nécessairement associé, qu'il paie ou non les cotisations. Par suite on peut choisir comme administrateur une personne ne faisant pas partie du syndicat, mais comme elle devient membre du syndicat par le fait même de son acceptation, elle doit satisfaire aux conditions exigées par l'art. 2. Il y a là une différence avec les sociétés en nom collectif ou en commandite qui peuvent prendre des administrateurs étrangers. Quant aux sociétés anonymes leurs administrateurs doivent être pris parmi les associés (art. 22. alinéa I, loi de 1867).

II. — Les administrateurs et directeurs doivent être Français.

La Chambre des députés repoussant le projet du gouvernement qui excluait même les étrangers comme membres des syndicats, avait déclaré qu'ils pourraient en faire partie comme membres et comme administrateurs. Mais en seconde lecture, elle admit, sur les instances de M. Pierre Legrand, la nécessité d'être Français pour tous ceux qui seraient chargés à un titre quelconque de l'administration ou de la direction (1.) Le Sénat après un discours de M. Marcel Barthe adopta ce paragraphe à une forte majorité (2).

Les arguments invoqués par les partisans de cette opinion sont de deux sortes :

(1) *Jour. of.*, 1881. Chambre, Déb. parl., p. 1165.

(2) *Jour. of.*, 1882. Sénat, Déb. parl., p. 773.

1° Au point de vue économique cette mesure est utile, car il aurait pu se former des associations uniquement composées d'étrangers : « A côté d'un syndicat français, vous aurez le syndicat étranger, et alors au point de vue du travail même que vous voulez protéger, vous encouragerez par votre loi une lutte entre deux éléments pouvant avoir des intérêts différents. »

Au point de vue du patriotisme, il se présente un danger plus grand. « Vous allez mettre un pouvoir énorme aux mains d'un étranger. Il aura sous ses ordres un grand nombre d'individus ; en ayant la disposition de la caisse du syndicat, il pourra à tout instant exercer son influence au détriment même des intérêts français, sur toutes nos frontières ; à un moment donné, l'étranger aura à sa disposition des hommes et de l'argent. Il ne faut pas qu'il y ait sur le sol français une caisse noire, pouvant, à la faveur de notre loi libérale, servir des intérêts étrangers. »

Malgré la valeur de ce dernier argument, nous n'approuvons pas cette décision. En premier lieu, elle est fautive au point de vue économique, car elle ne tend à rien moins qu'à écarter les étrangers de France, et à diminuer notre commerce ; ne comprend-il pas en effet toutes les transactions faites sur notre territoire aussi bien par les étrangers que par les Français.

Cette disposition de l'art. 4 est en second lieu illogique. Si les étrangers présentent un si grand danger, pourquoi donc les admettre comme membres des syndicats, les autoriser à former des syndicats exclusivement composés d'étrangers ayant seulement quelques Français à leur tête ?

En troisième lieu les arguments que l'on invoque dans l'opinion contraire s'appliquent à toutes les sociétés composées d'étrangers. N'existe-t-il pas en France de nom-

breuses sociétés étrangères commerciales, industrielles, financières, dirigées par des étrangers ? Ne présentent-elles pas plus de dangers (s'il y a vraiment des dangers) que les associations professionnelles qui n'auront jamais autant de capitaux et d'influence ? On n'a pris cependant contre elles aucune mesure de restriction. La liberté professionnelle doit exister au profit des étrangers comme la liberté commerciale et la liberté industrielle.

Du reste, il ne faut pas croire que le gouvernement resterait désarmé vis-à-vis de ces syndicats qu'on nous dépeint sous de telles couleurs. Le Ministre de l'Intérieur, en vertu de l'article 7 de la loi du 3 décembre 1849, pouvant toujours expulser du territoire français tout étranger qui troublerait la paix publique.

On a prétendu qu'il y avait un danger sérieux à admettre les étrangers à la tête des syndicats, parce qu'on leur donnait la personnalité civile ; mais les sociétés commerciales et industrielles étrangères n'ont-elles pas la personnalité civile(1) ?

Quoi qu'il en soit, le législateur n'a pas permis aux étrangers d'être à la tête des syndicats ; il a même refusé ce droit aux étrangers autorisés à établir leur domicile en France, en vertu de l'article 13 du Code civil. C'est en vain que l'on objecterait que le droit d'administrer et de diriger un syndicat est un droit civil, que par suite, un étranger autorisé d'après l'article 13 Code civil, doit jouir de ce droit comme des autres droits civils. L'esprit de la loi est certain, et résulte des débats sur l'article 4. La Chambre avait accordé le droit aux étrangers admis à établir leur domicile en France ; le Sénat rejeta cette disposition sur les instances de M. Marcel Barthe (2).

(1) Loi du 30 mai 1857.

(2) *Jour. of*, 1884. Sénat, Déb. parl., p. 203 et suiv.

IV. — Les administrateurs et directeurs doivent jouir de leurs droits civils.

Cette dernière condition est fort obscure. Que veut entendre la loi par ces mots : jouir de leurs droits civils ?

Depuis la loi du 31 mai 1854 portant abolition de la mort civile, les seuls Français qui soient privés de la jouissance de leurs droits civils sont ceux qui ont perdu la qualité de Français. Tous les Français, en un mot, quelque peine qu'ils encourent, peuvent bien perdre l'exercice mais non la jouissance de leurs droits civils.

Evidemment, la loi a voulu parler de l'exercice et non de la jouissance des droits civils ; la dernière disposition du § 5 de l'article 4 serait inutile, puisque les seuls Français privés de la jouissance des droits civils ont perdu la qualité de Français, et d'après le § 4, ne peuvent être administrateurs.

Mais quelles sont les personnes privées de l'exercice de leurs droits civils qui sont écartées de la direction d'un syndicat ? La loi ne vise-t-elle que ceux qui sont privés de l'exercice de leurs droits civils, en vertu de la loi de 1854, c'est-à-dire les condamnés à une peine afflictive perpétuelle ? Evidemment non. Pour nous, les termes dont s'est servi le législateur n'ont pas été pris par lui dans leur sens juridique ; il a voulu atteindre tous ceux dont l'état civil a été diminué, soit par l'interdiction légale, la dégradation civique ou même simplement par l'interdiction de certains droits civiques, civils et de famille (art. 42, Code pénal). Nous trouvons la preuve de cette intention dans l'exposé des motifs qui précédait le projet du gouvernement. « La jouissance de cette liberté nouvelle, qui est essentiellement un droit civil réservé aux seuls Français qui sont en pleine possession de leurs droits civils, etc. » De même, la circu-

laire ministérielle donne cette interprétation : « Les Français qui ne jouissent pas de leurs droits civils, c'est-à-dire auxquels une condamnation a enlevé l'exercice de quelques-uns de ces droits. »

Le dernier paragraphe de l'article 4 ne parle que de ceux qui sont chargés de la direction ou de l'administration d'un syndicat ; par suite les conditions qu'il impose ne peuvent être exigées des membres de la chambre syndicale.

Dans les syndicats, en effet, on trouve, en général, comme autorités :

1° Une assemblée générale, se réunissant soit à dates fixes, soit sur avis du président ou du bureau ;

2° Une chambre syndicale élue, comprenant un certain nombre de membres chargés plus spécialement de veiller aux intérêts communs de l'association ;

3° Un bureau, composé d'un président, vice-président, secrétaire et trésorier ;

4° Parfois un comité de contrôle, et des collecteurs ; mais ce comité de contrôle et ces collecteurs ne se trouvent que dans les syndicats ouvriers.

Ce sont seulement les membres du bureau, seuls chargés de l'administration ou de la direction du syndicat, qui doivent remplir les conditions exigées par le paragraphe 5 de l'article 4 ; mais ce point dépend des statuts ; si les membres de la chambre syndicale s'occupent de la direction ou de l'administration, ils doivent être Français et avoir l'exercice de leurs droits civils (1).

(1) Voir en ce sens M. Marcel Barthe, *Jour. of.*, 1882. Sénat, Déb. parl., p. 778.

CHAPITRE DEUXIÈME

DE LA PERSONNALITÉ CIVILE ACCORDÉE AUX SYNDICATS

La loi de 1884 accorde la personnalité civile aux syndicats régulièrement constitués ; mais elle ne définit pas cette personnalité qu'elle leur concède ; c'est ce que nous allons chercher à résoudre.

Une personne civile, juridique ou morale est un être de raison capable de posséder un patrimoine et de devenir le sujet des droits et obligations relatifs aux biens.

Les principaux attributs de la personne morale sont le droit d'ester en justice, et le droit d'acquérir sous certaines conditions déterminées par la loi.

Si une société constitue une personne morale, il en résulte trois conséquences :

1° La société qui jouit de la personnalité civile est valablement représentée par son directeur, soit dans les conventions, soit en justice ;

2° La société a un patrimoine qui est distinct des patrimoines des associés et forme le fond social ;

3° Les créanciers de la société personne morale ont un droit exclusif sur les biens de la société.

Au contraire si l'association ne possède pas la personnalité civile, tous les associés doivent figurer en nom dans toutes les instances et dans tous les actes ; ils sont copropriétaires par indivis des biens qui sont mis en commun ; enfin les biens sociaux ne sont plus le gage exclusif des créanciers sociaux ; la part de chaque associé appartient à tous ses créanciers sans distinction.

En droit français, on reconnaît trois classes de personnes morales.

La première classe comprend, outre l'État, le département, la commune, divers établissements connus sous le nom d'établissements publics et chargés de la gestion d'intérêts généraux ; tels sont les hôpitaux ou hospices, les bureaux de bienfaisance, les fabriques des églises, les établissements d'instruction publique de l'État, etc. Ces établissements ont comme caractère distinctif de gérer un service public ; ils ont un budget alimenté par leurs propres ressources et par les subventions de l'État, du département et de la commune. Ils sont sous la surveillance et le contrôle de l'administration supérieure qui doit approuver tous leurs actes à peine de nullité. Elle le fait soit en les autorisant spécialement (s'il s'agit d'actes importants tels que les emprunts), soit d'une manière générale en approuvant leurs budgets. Elle peut même inscrire d'office certaines dépenses obligatoires. Enfin ces établissements ne peuvent recevoir des legs ou des donations qu'en satisfaisant à certaines conditions prévues soit par le Code civil, soit par des lois particulières.

La seconde catégorie de personnes morales comprend les établissements d'utilité publique qui ne s'occupent que d'intérêts privés, mais qui sont dotés de la personnalité civile à raison des services qu'ils rendent. Ils ont un patrimoine qu'ils gèrent à leur gré, mais l'autorité supérieure se réserve le droit d'autoriser ou de défendre certains actes dans un intérêt social, par exemple les acquisitions à titre gratuit pour sauvegarder les droits de la famille et empêcher une trop grande accumulation des biens de main-morte. Cette personnalité ne leur est accordée qu'au moyen d'une autorisation spéciale, après une instruction

sérieuse et l'avis du Conseil d'État, tantôt par décret présidentiel, tantôt par simple arrêté préfectoral. Enfin ces personnes morales ne durent qu'autant que le gouvernement le permet ; un décret suffit pour les faire disparaître. Parmi ces établissements d'utilité publique, ainsi appelés à cause de leur caractère d'utilité générale, citons les caisses d'épargne, les monts de piété, les congrégations religieuses autorisées (1), etc.

Enfin il y a une autre catégorie de personnes morales qui s'occupent aussi d'intérêts privés, mais qui n'ont pas besoin de remplir aucune formalité pour obtenir la personnalité civile qu'elles acquièrent par le bienfait de la loi (les sociétés commerciales). Pourvu qu'elles satisfassent aux conditions générales posées par la loi qui les crée, elles jouissent de la personnalité juridique. Sans doute cette personnalité est plus ou moins étendue suivant la loi qui crée les personnes morales appelées à en profiter, mais une fois qu'elle est déterminée par la loi, toutes les sociétés en jouissent *ipso jure* sans qu'il ait besoin d'instruction ni d'autorisation. Enfin il faut une loi ou la volonté des parties pour dissoudre ces sociétés ; tant que la loi qui les institue n'a pas été abrogée, elles subsistent avec leur personnalité légale et obligatoire.

Ces notions sur la personnalité civile étant connues, deux questions importantes doivent être examinées.

Devait-on accorder la personnalité civile aux syndicats ? Dans quelle classe de personnes morales doit-on les ranger ?

Le projet du gouvernement tel qu'il fut présenté en premier lieu à la Chambre des députés, ne donnait pas aux

(1) Elles doivent être autorisées par une loi.

syndicats la personnalité civile ; il se contentait de les garantir contre toute menace de poursuite, tant qu'ils resteraient dans les limites tracées par le projet de loi. Afin de jouir de la personnalité, un syndicat devait remplir les formalités nécessaires pour se faire reconnaître établissement d'utilité publique. En faveur de cette première opinion, on peut faire remarquer qu'en fait la personnalité civile n'était pas réclamée par les syndicats de patrons (1) ; puis à un point de vue général qu'il est grave de créer une personne morale ; il est évident qu'on doit, si on veut qu'elle vive, lui concéder divers droits importants, ceux d'acquiescer, d'ester en justice, etc. Il paraît nécessaire que l'État se rende compte, avant de créer une personne morale, si elle ne peut présenter de dangers pour la Société. N'est-il pas à craindre, si l'État concède la personnalité civile sans distinction à toutes les sociétés qui se forment d'après certaines règles, qu'il ne devienne victime de son imprudente générosité ? Avant d'accorder la personnalité civile, de donner naissance à un être qui peut devenir très puissant, il est bon que l'État fasse une enquête, pèse le pour et le contre, s'inquiète des conditions dans lesquelles cette personne morale va se trouver, prévoie les dangers qu'elle peut présenter dans l'avenir. Il peut mettre des conditions plus sévères à la naissance de telle ou telle personne morale, permettre à l'une d'acquiescer seulement dans certaines circonstances, concéder à une autre plus de liberté, lui donner par exemple la faculté d'aliéner certains biens sans autorisation. Comme l'État crée un être fictif, cet être fictif n'existe que par lui et dans les conditions qu'il lui plaît de fixer. Enfin l'État peut continuer à le surveiller,

(1) Voir le rapport de M. Hiéland : *l'Union Nationale* » a pu arriver à un haut degré de prospérité sans être personne morale. »

le rappeler à l'observation des conditions qu'il lui a imposées, et s'il présente un danger public, le supprimer; il lui a donné la vie, il peut la lui retirer. Au contraire si la personnalité civile est accordée par une loi à toute une classe de sociétés, si elle est de droit et ne peut être refusée aux sociétés qui se conforment aux formalités posées par cette loi, de terribles éventualités peuvent arriver malgré toutes les précautions prises par le législateur; le gouvernement ne pourra pas leur enlever l'existence si ces sociétés menacent l'ordre public; il faudra une loi, car une loi seule peut supprimer ce qu'une loi a permis.

Une seconde opinion fut soutenue par MM. Trarieux, Ribot et Goblet(1). Aux termes de leur amendement les syndicats ne constituaient pas forcément des personnes morales; pour avoir la personnalité civile, un syndicat devait la réclamer; il était obligé de déposer ses statuts (le dépôt des statuts n'était pas obligatoire), mais le dépôt ne conférait pas de droit la personnalité au syndicat qui l'avait effectué; elle dépendait du préfet. « Le préfet devra, dans un délai de quinzaine, délivrer un récépissé qui servira de titre au syndicat, si les statuts présentés ne contiennent rien de contraire à la loi, s'ils ne renferment aucune clause ayant pour but de restreindre, par des amendes ou des sanctions pénales quelconques, le droit aux membres du syndicat de donner leur démission à toute époque. Les fondateurs ou administrateurs du syndicat pourront se pourvoir contre le refus du préfet devant le Conseil d'Etat qui statuera au contentieux sans frais et sans ministère d'avocat. »

En faveur de leur thèse, les auteurs de l'amendement

(1) *Jour. of.*, 1881. Chambre, Déb. parl., p. 956 et suiv.

faisaient remarquer que tous les syndicats n'avaient pas besoin de la personnalité civile ; qu'il y en avait un certain nombre qui ne se formaient qu'en vue de la défense d'intérêts transitoires, et ne devaient vivre que quelques semaines ou quelques mois. « Pourquoi, disait M. Trarieux, une personnalité civile obligatoire ? Il y a là, ce nous semble, une exagération de zèle dont les syndicats doivent être les premiers à se plaindre, car en même temps qu'on accorde à tout ce qui peut n'être à quelques-uns d'aucune utilité, on les astreint tous à une publicité de leurs statuts sous des pénalités et des amendes qui les menacent. » Puis on invoquait tous les arguments de la première opinion, et on déclarait qu'on ne pouvait accorder la personnalité civile sans prendre des garanties. Le préfet devait examiner les statuts, voir si le syndicat qui demandait à être reconnu était un véritable syndicat, si ses statuts ne contenaient pas de clauses restreignant la liberté des membres ou contraires à l'ordre public. Cet examen, ajoutait-on, préviendrait de nombreuses nullités ; de plus, il ne se confondait pas avec l'autorisation ; l'État, en effet, autorise qui il veut, pose les conditions qu'il lui plait, et peut refuser l'autorisation. Au contraire, si l'examen prouvait que les statuts ne renfermaient aucune clause prohibée, le récépissé devait être délivré ; la personnalité civile devenait un droit dans ce système, et non plus une faveur ; les syndicats dont les statuts étaient approuvés n'avaient plus rien à craindre ; une loi seule pouvant désormais enlever la personnalité accordée par la loi, et non plus par suite de l'arbitraire.

Tout abus de pouvoir était prévenu par le recours au Conseil d'État.

Une troisième opinion adoptée par la Chambre en première lecture reposait sur une distinction : les statuts

étaient déposés ou non au choix des syndicats, ceux qui voulaient être reconnus comme personnes morales n'avaient qu'à faire le dépôt, les autres n'y étaient pas astreints. La différence avec le système précédent consistait en ce qu'il n'y avait pas d'examen préalable ; la personnalité civile résultait du fait même du dépôt.

MM. de Mun et de la Bassetière proposèrent un quatrième système qui n'accordait la personnalité civile qu'aux syndicats mixtes de patrons et d'ouvriers préconisés par l'Ecole Catholique.

La loi de 1884 a adopté un système qui se rapproche du troisième des systèmes que nous venons d'exposer ; la personnalité civile résulte du dépôt ; mais il y a une différence en ce que tous les syndicats doivent déposer leurs statuts ; ils sont donc tous des personnes morales.

Pour quelles raisons le législateur a-t-il choisi cette solution ?

L'amendement de M. de Mun devait d'abord être écarté, en ce qu'il ne visait qu'un seul but politique ; les syndicats mixtes n'étant qu'une œuvre religieuse et politique, ce système a été rejeté avec raison.

Le législateur a pensé qu'il fallait accorder la personnalité civile aux associations professionnelles, que sans elle il leur était impossible d'atteindre le but de leur institution. Mais n'oublions pas que le gouvernement n'est pas désarmé ainsi qu'on semble le croire dans la première opinion ; il ne s'agit que des syndicats professionnels ; les associations politiques et religieuses ne peuvent donc invoquer la loi de 1884, et si une association de ce genre se formait sous l'apparence d'un syndicat, elle pourrait être dissoute (voir infra). De plus, tout syndicat qui s'occuperait de politique, serait passible des peines de l'art. 9. S'il y a

des clauses contraires aux lois, le parquet pourra poursuivre aussitôt le dépôt effectué; enfin, en admettant qu'il s'agisse d'un véritable syndicat qui voudrait opprimer ses membres, la liberté individuelle est garantie. L'art. 6, d'un autre côté, limite la faculté d'acquiescer du syndicat.

Quant à l'amendement Trarieux, Goblet et Ribot, on le repoussa pour les motifs suivants : on y vit d'abord une marque de défiance contre les ouvriers, puis on démontra que ceux-ci ne profiteraient pas de la faculté concédée par la loi, car ils n'y verraient qu'une mesure de police, cet examen du préfet ne présentait enfin que des inconvénients. Les statuts, qui sont presque toujours copiés, auraient toujours été approuvés; les syndicats ensuite n'en auraient pas moins commis des délits, sans doute ils auraient été poursuivis, mais l'autorisation gouvernementale n'aurait-elle pas induit les tiers en erreur en leur faisant croire que les syndicats étaient sérieux; enfin les tribunaux n'auraient-ils pas eu une situation difficile en condamnant les syndicats qui auraient été autorisés par le préfet; n'y aurait-il pas eu sans cesse des conflits?

De tout ce que nous venons de dire, il résulte :

1° Que la personnalité civile appartient à tous les syndicats ;

2° Qu'elle est pour eux de droit commun ;

3° Qu'elle leur est acquise par suite même du dépôt en l'absence de toute déclaration spéciale dans les statuts.

Le tribunal de Domfront cependant a décidé qu'il y avait deux sortes de syndicats, les uns ayant la qualité de personnes morales, pouvant acquiescer et ester en justice, les autres ne la possédant pas. Dans son jugement du 6 décembre 1884 sur le syndicat médical de Domfront, il a soutenu que si l'on admettait les membres des professions

libérales à constituer des syndicats, ces syndicats ne pourraient jouir de la personnalité civile.

« Attendu que, dût-on admettre que les médecins puissent se constituer en syndicats, il resterait à rechercher si ces syndicats ont le droit d'ester en justice ;

« Attendu que d'après la loi du 21 mars 1884 ce droit n'a été accordé qu'à une certaine catégorie de syndicats ;

« Attendu en effet que l'article 6 de cette loi est ainsi conçu : « Les syndicats professionnels de patrons et d'ouvriers auront le droit d'ester en justice.

« Que la loi, il est vrai, ne dit pas : auront seuls le droit d'ester en justice ; mais que l'on ne comprendrait pas si tous les syndicats professionnels régulièrement constitués pouvaient user du droit dont il s'agit, que le législateur eût employé une formule restrictive et ne se fût pas borné à dire que les syndicats professionnels régulièrement constitués avaient le droit d'ester en justice. »

Cette théorie fut repoussée avec raison par l'arrêt de la Cour de Caen du 4 février 1885 que nous avons déjà commenté, et que nous approuvons.

L'intention du législateur est certaine en effet ; il veut que tous les syndicats valablement constitués jouissent de la personnalité civile, sans aucune exception ; c'est ce qui résulte des débats. La Chambre avait d'abord décidé qu'il y aurait deux catégories de syndicats, les uns possédant la personnalité civile, et pour cela devant déposer leurs statuts, les autres ne les déposant pas mais n'ayant pas droit d'ester en justice ni d'acquérir. La loi de 1884, en supprimant cette distinction, exige le dépôt pour tous les syndicats ; par conséquent tous doivent bénéficier de la personnalité civile. La circulaire ministérielle donne cette solution : La personnalité civile est pour les syndicats de droit commun.

L'article 6 dit bien que les syndicats de patrons ou d'ouvriers ont le droit d'ester en justice ; mais les mots de patrons et d'ouvriers ont été ajoutés en quelque sorte par inadvertance ; ils ne figuraient pas dans le texte voté par la Chambre des députés, et au Sénat ils ont été ajoutés sans aucune discussion ; si l'on n'avait voulu restreindre qu'aux syndicats de patrons et d'ouvriers le droit de jouir de la personnalité civile, on l'aurait déclaré ; d'ailleurs l'article 6 devrait être ainsi conçu : Les syndicats de patrons et d'ouvriers ont seuls le droit, etc. Pour restreindre une liberté, il faut un texte, et ce texte fait défaut, or il est certain que tous les syndicats, constitués régulièrement, sont des personnes morales.

Nous avons montré qu'il y avait deux classes de personnes morales s'occupant d'intérêts privés, la première comprenant les établissements d'utilité publique dont la capacité est limitée, les autres comprenant les sociétés commerciales, dont la capacité est étendue. Ces sociétés, pourvu qu'elles soient créées régulièrement et fonctionnent régulièrement aux lois, ont une véritable vie indépendante de toute ingérence de l'administration, et peuvent plaider, acquérir, disposer comme de véritables personnes.

Quelle est la nature de la personnalité civile des syndicats ? Dans quelle classe doit-on les ranger ?

La solution est importante, si les syndicats doivent être assimilés aux établissements d'utilité publique, ils seront dans une dépendance étroite ; leur essor sera arrêté par des entraves. Si nous les assimilons aux sociétés dont la capacité est étendue, ils pourront se développer sans craindre aucune ingérence de l'autorité.

Pour nous il n'y a pas d'hésitation possible ; c'est la liberté qu'on a voulu accorder aux syndicats, cela est certain ; or

comment supposer qu'après leur avoir donné la liberté, le législateur puisse la leur retirer indirectement en exigeant l'autorisation administrative pour tous leurs actes importants? La contradiction serait absolue.

L'esprit de la loi est évident ; le Ministre de l'Intérieur (1), parlant du dépôt des statuts, comparait les syndicats aux sociétés commerciales : « En matière de sociétés commerciales, disait-il, il y a aussi pour les sociétés une période de préparation etc... » Et plus loin... « Je crois donc que lorsque vous aurez décidé que les syndicats doivent rendre publics leurs statuts vous n'aurez pas fait autre chose que d'appliquer aux associations ce qui est essentiellement la loi des sociétés, etc. » De même dans la circulaire ministérielle, il dit expressément : « Grâce à l'article 6 le syndicat devient une personne juridique d'une durée indéfinie, distincte de la personne de ses membres, capable d'acquérir et de posséder des biens propres, de prêter, d'emprunter, d'ester en justice, etc. Aucune disposition ne défend aux syndicats de prendre des immeubles à bail, quel qu'en soit le nombre et quelle que soit la durée du bail, ni de prêter ni de vendre, échanger ou hypothéquer leurs immeubles... Ces divers actes ne sont soumis à aucune autorisation administrative. »

L'examen des textes nous conduit au même résultat. L'article 6, § 1, accorde aux syndicats le droit d'ester en justice, et il n'exige pas d'autorisation. Or c'est là un droit important. De même les syndicats peuvent faire tout contrat comme ils l'entendent. Pourquoi en effet le législateur, dans le § 3 de l'article 6, prend-il soin de bien spécifier quels immeubles le syndicat peut acquérir? Cette disposition serait inutile, si les syndicats avaient besoin de

(1) *Jour. of.*, 1884. Sénat, Déb. parl., pp. 201-203.

l'autorisation pour acquérir. Enfin l'article 8 prévoit que les syndicats, malgré la défense de la loi, peuvent acquérir des immeubles, et donne à l'autorité judiciaire le pouvoir de prononcer la nullité de ces acquisitions. Cet article suppose nécessairement que les syndicats peuvent acquérir sans avoir besoin de l'autorisation, sinon comment l'expliquer?

Il faut donc conclure que les syndicats, en principe, jouissent de la plus entière liberté comme les sociétés ordinaires pourvu qu'ils restent dans les limites que la loi leur a tracées. Mais cette personnalité subit une grande restriction. Les syndicats ne peuvent acquérir des immeubles que dans certains cas déterminés.

Nous allons maintenant examiner en détail les divers actes qu'un syndicat peut accomplir.

I. — DROIT D'ESTER EN JUSTICE

Le syndicat professionnel, d'après le § 4 de l'article 6, a le droit d'ester en justice, c'est-à-dire d'être représenté sans que tous ses membres figurent personnellement dans l'instance. Nous avons vu que tout syndicat sans exception possède ce droit, et qu'il peut ester en justice sans autorisation.

Par qui le syndicat est-il représenté?

Il faut, suivant nous, distinguer deux hypothèses :

1° Les statuts désignent le membre qui actionne et est actionné au nom du syndicat. En pratique ce sera presque toujours le président. Les tiers devront alors actionner ce représentant du syndicat, même si ce n'est pas le président. S'ils engagent l'action contre le président, leur action sera

nulle. Ils ne pourront pas se plaindre puisque les statuts sont déposés à la préfecture ou à la mairie, qu'ils désignent le membre chargé d'ester en justice, et que tout le monde peut les consulter. C'est ce qu'a décidé implicitement la Cour de Paris le 20 janvier 1886 (1), dans l'arrêt admettant l'intervention du syndicat des pharmaciens de Paris que nous avons cité plus haut.

2° Les statuts n'indiquent pas qui représentera le syndicat ; en vertu des principes le syndicat sera valablement représenté par son président ; c'est lui que les tiers devront assigner.

Le syndicat par hypothèse se compose de plusieurs branches. Le syndicat des bijoutiers de Paris, par exemple, a des ramifications en province, à Bordeaux, Lyon etc. La branche de Bordeaux est assez importante pour que le syndicat y possède un immeuble, qu'un bureau spécial y soit organisé pour régir la branche, etc. Les tiers auront-ils le droit d'assigner le syndicat devant le tribunal de Bordeaux ? Pour nous c'est une question de fait. Si la branche de Bordeaux est assez importante pour constituer en quelque sorte un sous-syndicat, indépendant sous certains rapports du siège social, si le bureau du syndicat de Bordeaux possède des pouvoirs étendus et peut en certaines occasions agir de lui-même sans l'intervention du bureau central, alors nous croyons que le tribunal de Bordeaux sera compétent. C'est la solution donnée par la jurisprudence pour les succursales des sociétés. Une compagnie de chemin de fer par exemple est valablement assignée dans l'endroit où elle possède une gare importante (2).

(1) Dalloz, 1886, 2, 170.

(2) Voir pour les communautés religieuses S., 1887, I, 70 ; les compagnies de chemin de fer S., 1885, I, 269 ; les compagnies d'assurances S., 1886, I, 269, et les sociétés en général S. 1879, I, 452.

II. — DROIT D'ACQUÉRIR A TITRE ONÉREUX

Le syndicat jouit, avons-nous dit, d'une personnalité civile étendue. Il peut faire tout acte sans l'intervention de l'administration, placer son argent comme il l'entend, etc. Une seule restriction est portée à cette liberté : le syndicat ne peut posséder d'autres immeubles que ceux nécessaires à son existence.

C'est le président qui représente le syndicat dans tous les actes de sa vie civile, c'est lui qui signe en son nom ; le syndicat est valablement engagé quand le président fait des actes d'administration, ou des actes d'aliénation si l'assemblée lui en donne le pouvoir. En fait la plupart des syndicats exigent l'avis de leur chambre syndicale à laquelle ils donnent une grande autorité.

Mais il est utile d'examiner en détail les divers actes d'acquisitions ou d'aliénations permis aux syndicats.

§ I. — *Immeubles.*

Le législateur, par crainte d'une augmentation trop grande des biens de main morte, a restreint la capacité des syndicats. Ils ne pourront, dit le § 3 de l'art. 6, acquérir d'autres immeubles que ceux qui seront nécessaires à leurs réunions, à leurs bibliothèques et à des cours d'instruction professionnelle.

Ainsi la loi n'a voulu permettre aux syndicats de posséder que les immeubles indispensables pour leur fonctionnement normal. Un syndicat est forcé de se réunir, on lui permet donc d'avoir un immeuble pour ses réunions ; le

syndicat peut fonder des bibliothèques, des cours professionnels des offices de renseignements; on lui permet encore d'avoir des immeubles pour remplir ce but, mais non pour autre chose.

Faut-il interpréter d'une manière large et libérale le § 3 de l'art. 6?

Oui, suivant nous. Le principe est que le syndicat peut faire sans autorisation tous les actes de la vie civile que peuvent accomplir les personnes morales; il jouit de la plus entière liberté. Une exception est portée à ce principe de la liberté par l'art. 6, § 3. Mais elle doit être interprétée restrictivement comme toute exception.

Par suite nous décidons que le syndicat pourra posséder tous les immeubles nécessaires à son fonctionnement, et non seulement à ses réunions, bibliothèques et cours; ainsi un syndicat agricole pourra acquérir des champs pour faire des expériences de cultures; un syndicat pourra posséder des immeubles dans divers quartiers, s'il lui est nécessaire d'ouvrir des cours ou des ateliers d'apprentis dans plusieurs quartiers; si un syndicat a des branches dans des villes de province, il pourra dans ces villes posséder les immeubles indispensables pour les services de ces branches. Mais il faut qu'elles réunissent un assez grand nombre de membres, et présentent les caractères nécessaires pour qu'on puisse les assigner comme succursales. Les tribunaux apprécieront en fait.

Cette solution doit être justifiée. D'abord le § 3 étant une exception doit être interprété d'une manière restrictive, car il déroge à la liberté; de plus il ne porte aucune restriction à l'acquisition d'immeubles pourvu qu'ils soient nécessaires au fonctionnement de la société, il est énonciatif et non limitatif. L'esprit de la loi est évident; le syndicat profes-

sionnel a pour objet l'étude et la défense des intérêts des membres syndiqués, il doit donc pouvoir posséder tout ce qui lui est nécessaire pour atteindre ce but. Enfin la loi n'a voulu prévenir que les dangers provenant de l'immobilisation d'un grand nombre d'immeubles ; or jamais un syndicat ne pourra posséder beaucoup d'immeubles, même en admettant notre théorie, car il faut que ces immeubles soient nécessaires à son fonctionnement.

Le syndicat ne pourra placer son argent en immeubles, ni en acheter pour les louer ; s'il a acquis pour un but prévu par l'art. 6, § 3, des immeubles, il ne pourra les détourner de leur destination, en un mot il ne pourra en tirer un profit pécuniaire.

Pourra-t-il prêter de l'argent en prenant hypothèque sur une maison ? Oui, suivant nous ; l'hypothèque est un droit réel mobilier ou immobilier suivant la créance à laquelle elle s'attache, dans notre hypothèse elle est un droit réel mobilier.

Mais, pourra-t-on nous objecter, le syndicat comme tout créancier hypothécaire, peut surenchérir dans la procédure d'offres, c'est la garantie la plus sérieuse de son droit. Si personne ne couvre sa surenchère, il sera déclaré adjudicataire, et alors ne sommes-nous pas en contradiction avec l'art. 6, § 3 ; ne faut-il pas dire que le syndicat ne peut être créancier hypothécaire ? Non, répondrons-nous ; d'abord il faut supposer que personne n'ait couvert la surenchère et que le syndicat soit déclaré adjudicataire. Même en ce cas l'adjudication sera valable. Tout ce que pourra faire le ministère public, comme nous le démontrerons plus tard en expliquant l'art. 8, ce sera de forcer le syndicat à revendre l'immeuble, le prix de la revente tombant dans la caisse du syndicat.

Un syndicat peut-il faire partie d'une société immobilière ? Si l'on décide avec M. Garsonnet (1) que la société immobilière est une société commerciale, un syndicat peut fonder une société immobilière, car il peut fonder une société commerciale, ou bien y placer des fonds ; car il ne posséderait pas d'immeubles. Cette société immobilière serait alors complètement indépendante du syndicat et devrait être soumise à toutes les formalités exigées par la loi de 1867.

Si l'on admet (2) avec la majorité des auteurs et la jurisprudence que la société immobilière est une société civile, il faut encore distinguer suivant que l'on adopte ou non la personnalité juridique de la société civile :

1° Si l'on décide (3) que la société civile constitue une personne morale, alors le syndicat peut faire partie d'une société immobilière, car c'est la société immobilière distincte du syndicat qui possède les immeubles, le syndicat n'ayant qu'un droit mobilier ;

2° Si l'on admet (4) que la société civile n'est qu'un état d'indivision entre les personnes qui composent la société, alors il faut déclarer que le syndicat ne peut entrer dans une société immobilière, car il posséderait des immeubles en indivision avec les autres membres de la société (5).

Il va de soi que si la société immobilière prenait une forme commerciale, elle deviendrait une personne morale, et le syndicat pourrait en faire partie (6).

(1) *Revue critique*, 1869, II, 325.

(2) MM. Lyon-Caen et Renault, *Droit commercial*, n° 73.

(3) Pardessus, III, n° 975 et 976 Troplong, *Des sociétés*, I, p. 58.

(4) MM. Lyon-Caen et Renault, n° 290.

(5) Nous ne voulons pas dire que si un syndicat entre dans une société immobilière, la société sera nulle ; mais le ministère public pourra et devra faire vendre les immeubles de la société civile, propriétés par indivis du syndicat, et la société prendra fin.

(6) MM. Lyon-Caen et Renault, n° 536.

Un syndicat ne peut donc avoir comme immeubles que ceux nécessaires au fonctionnement de la société. « Par suite, dit la circulaire ministérielle, les syndicats contreviendraient à la loi s'ils essayaient d'en tirer un profit pécuniaire direct ou indirect par location ou autrement. »

Cette décision du Ministre de l'Intérieur nous paraît trop absolue. Faudra-t-il défendre aux syndicats de louer, les jours où il n'y aura pas séance, les immeubles qui servent effectivement à leurs réunions? Mais c'est en fait les empêcher de posséder les immeubles nécessaires à leurs réunions. Il faudrait en effet supposer un syndicat bien riche pour construire un immeuble dont une partie resterait improductive et ne servirait que très rarement. Cette interprétation nous paraît trop restrictive, et contraire à l'intention du législateur. Nous croyons que le syndicat pourra louer sa salle de réunions les jours qu'il ne siègera pas, de même il pourra louer les parties accessoires de l'édifice qui ne lui seront pas utiles; mais il ne faut pas que la location soit le principal but qu'il poursuive. Cette décision nous semble logique, car pourquoi défendre à un syndicat de tirer parti, d'une manière accessoire, d'un immeuble qu'il possède légitimement, alors qu'il a la libre disposition de sa fortune mobilière. Elle n'est pas contraire à l'esprit qui a dicté l'art. 6. On défend à un syndicat d'acheter des immeubles pour empêcher l'accumulation des biens de main-morte, mais ce danger n'est pas à craindre ici, car, ne l'oublions pas, nous supposons que le syndicat ne loue que les parties de l'immeuble qui ne sont pas nécessaires au bon fonctionnement de l'association; s'il est prouvé que l'immeuble a été principalement acheté dans un esprit de spéculation, alors les art. 8 et 9 s'appliquent.

En dehors de cette restriction, les syndicats jouissent de la liberté. Ils peuvent donc louer des immeubles, faire des baux de longue durée, vendre, échanger, hypothéquer leurs immeubles sans aucune autorisation administrative. S'ils échangent des immeubles, ils doivent les échanger contre d'autres qui répondent au même but que les premiers.

Ces divers actes sont indépendants de l'autorité. Ils doivent être décidés et réalisés conformément aux principes ou aux statuts. Donc en cas de silence des statuts, les administrateurs ne peuvent faire que des actes d'administration, pour les actes d'aliénations ils doivent convoquer l'assemblée.

§ II. — *Meubles*

Un syndicat peut placer son argent comme il l'entend, excepté en immeubles ; il peut donc acheter les valeurs qu'il veut ; mais si les statuts ne délèguent pas ce droit aux administrateurs, l'assemblée du syndicat devra être convoquée et consultée sur le point de savoir s'il faut placer les économies, et en quelles valeurs ; ou bien s'il vaut mieux fonder des écoles, ou même s'il est préférable de réserver cet argent en vue d'une grève.

Le syndicat peut emprunter, hypothéquer et vendre ses immeubles, sans que l'administration puisse s'y opposer.

Un syndicat ne peut en même temps être une société commerciale ; mais il peut placer son argent comme il veut, avons-nous déclaré en principe ; par suite nous déclarons qu'il peut contribuer à la fondation ou au fonctionnement d'une société de commerce comme prêteur de fonds.

Peut-il faire partie d'une société commerciale ? Il faut distinguer suivant nous.

1° Pour une société en nom collectif, il est évident : qu'un syndicat ne peut en faire partie, car les associés en nom collectif sont des commerçants.

2° Pour les sociétés en commandite nous distinguerons encore suivant qu'il s'agit d'un associé commandité ou commanditaire. Le syndicat ne peut être un commandité, mais il peut être commanditaire, car le commanditaire n'a pas la qualité de commerçant (1). En effet le commandité fait bien des actes de commerce comme mandataire des commanditaires, mais ceux-ci ne sont pas des commerçants, car ils ne font pas de ces actes de commerce leur profession habituelle ; c'est ce que décide la loi du 1^{er} brumaire an VII (article 25) en déclarant que les commanditaires ne sont pas soumis à la patente.

3° Pour les sociétés anonymes, à plus forte raison, le syndicat peut en faire partie ; il peut donc fonder une société anonyme ; mais celle-ci aura une existence absolument différente de celle du syndicat. Elle devra être soumise à toutes les règles posées par la loi de 1867 sur les sociétés.

Le syndicat peut enfin placer son argent en actions ou obligations de villes, sociétés, etc. et en fonds d'État.

Les syndicats ne peuvent faire d'actes de commerce. En pratique cependant certains syndicats font des actes de commerce, ainsi dans les syndicats agricoles le comité directeur achète parfois des engrais en très grande quantité et par suite à très bon marché ; puis il les revend aux associés au cours du marché et fait d'assez grands bénéfices.

Les syndicats sortent ici du rôle tracé par la loi. Sans

(1) MM. Lyon-Caen et Renault, n° 353.

doute leurs actes sont valables et ils sont valablement obligés; mais ils doivent, en pareil cas, être frappés d'une peine et de la dissolution d'après l'article 9. Si même un syndicat avait fait des actes de commerce en assez grand nombre pour acquérir la qualité de commerçant, il pourrait être déclaré en faillite, en cas de cessation de paiements.

Mais la solution que nous donnons ne limite-t-elle pas l'essor des syndicats professionnels? N'est-il pas évident que les syndiqués auraient grand intérêt à acheter en gros les matières premières nécessaires à leur industrie? Qui pouvait le mieux faire des achats sinon le syndicat?

Sans doute, mais l'esprit de la loi est évident; les syndicats ne doivent pas faire du commerce; mais même pour les achats l'organisation des syndicats rendra de très grands services. Un syndicat en effet peut établir un bureau de renseignements. Dès qu'un marchand ou un fabricant syndiqué aura des achats à faire, il n'aura qu'à faire parvenir au bureau de renseignements la liste de ses achats. Lorsqu'un certain nombre de demandes sera ainsi réuni au bureau celui-ci provoquera les offres des marchands de matières premières, et traitera au nom des syndiqués; il ne servira que de mandataire; les membres syndiqués seront tenus personnellement, les négociations et les contrats seront faits en leur nom, eux seuls paraîtront, le syndicat ne sera pas responsable. De même le syndicat pourra rendre les mêmes services pour le commerce d'exportation et d'importation, établir des relations à l'étranger, s'inquiéter des conditions des marchés dans les différentes places, se charger de prendre des renseignements, de recueillir les offres et les demandes, surveiller les transports, etc.,

mais toujours en qualité d'intermédiaire, ou plutôt de mandataire (1).

Voyons maintenant une question qui, à notre connaissance, ne s'est pas encore présentée dans la pratique, mais qui pourra peut-être devenir un jour importante. Un syndicat peut-il posséder une marque de fabrique? L'intérêt est assez grand. Supposons que les membres d'un syndicat fassent du commerce à l'étranger, la marque du syndicat sera peut-être plus connue, plus estimée que leurs marques individuelles?

La jurisprudence reconnaît qu'une société peut posséder une marque de fabrique (Pataille 1862, p. 25); par suite un syndicat qui est une société reconnue par la loi, pourra posséder une marque de fabrique et permettre à ses membres de l'apposer sur leurs produits avec ou sans leur marque individuelle (2).

Une question analogue pourrait se poser à l'occasion des brevets d'invention.

D'après le système de la loi du 5 juillet 1844, celui qui demande le premier le brevet d'invention est considéré comme le véritable inventeur, or une personne morale ne peut inventer. Le syndicat ne pourra donc prendre de brevet d'invention. Mais rien n'empêche une personne morale d'acquérir un brevet; le syndicat pourra donc se rendre acquéreur d'un brevet d'invention.

(1) Les syndicats agricoles qui achètent au nom de leurs membres des matières premières, afin d'augmenter les garanties de paiement, et par là obtenir un rabais plus considérable, usent d'un des moyens suivants : ou bien les membres qui font ensemble des achats se portent solidaires les uns des autres, ou bien dans les statuts il est déclaré que tous les membres du syndicat, même s'ils ne font pas faire d'achats par le syndicat, sont responsables des achats faits par le syndicat pour un membre. Dans les deux cas le syndicat n'est pas tenu, et ne pourrait être poursuivi.

(2) Voir Pouillet, n° 84, 85, 86.

§ III. — DROIT D'ACQUÉRIR ET D'ALIÉNER A TITRE GRATUIT

La loi de 1884 ne parle pas d'acquisitions à titre gratuit ; faut-il décider que les syndicats pourront recevoir des libéralités faites sous forme de donations entre vifs ou de legs ?

D'après une première opinion, la négative s'impose. Une personne morale ne peut être sur ce point assimilée à une personne physique, elle n'a pas la capacité d'acquérir à titre gratuit, à moins qu'un texte précis ne lui accorde ce droit (1). Or l'art. 6 ne parle que des sommes provenant des cotisations, il suppose que toutes les ressources du syndicat doivent consister uniquement dans les cotisations. Comme le syndicat n'est qu'une personne morale, sa capacité d'acquérir doit être restreinte, et l'art. 6 doit être interprété limitativement.

En second lieu, et c'est là le principal argument de M. Hubert Valleroux (2), le législateur n'a pas voulu accorder aux syndicats la faculté de recevoir des dons ou legs. Le projet du gouvernement ne leur accordait pas ce droit. Ainsi le rapporteur de la première commission de la Chambre, M. Allain-Targé déclarait à la séance du 23 mars 1881 (3) que l'actif social ne pouvait être constitué qu'au moyen de cotisations. Un certain nombre de citations sont ensuite présentées par M. Hubert Valleroux tendant à prouver que le législateur

(1) M. Vavasseur. *Sociétés civiles et commerciales*, n° 27.

(2) M. Hubert Valleroux. *Revue des Sociétés*, 1886, p. 231. Il repousse la théorie de M. Vavasseur, et admet qu'en principe les personnes morales peuvent acquérir à titre gratuit.

(3) *Jour. of.*, 1881. Chambre, Déb. parl., p. 973 et suiv.

ne voulait pas permettre aux syndicats d'acquérir à titre gratuit.

On pourrait enfin ajouter dans cette opinion que l'art. 8 vient confirmer l'art. 6. Il distingue les acquisitions à titre gratuit des acquisitions à titre onéreux. Pour les donations il emploie le mot générique « biens » en opposition avec le mot « immeubles » dont il se sert pour les acquisitions à titre onéreux, et par suite l'expression « biens » semble comprendre toute donation mobilière ou immobilière.

Cependant nous repoussons cette doctrine et nous adoptons une seconde opinion d'après laquelle les syndicats peuvent recevoir des libéralités (1).

La théorie suivant laquelle les personnes morales ne peuvent acquérir à titre gratuit que si cette capacité leur est formellement concédée par un texte précis est en général repoussée parce qu'elle est contraire aux articles 902 et 910 Code civil. L'art. 902 dit en effet : « Toutes personnes peuvent recevoir soit par donations entre vifs, soit par testament; » il ne fait aucune distinction entre les personnes physiques et les personnes morales. L'art. 910 en décidant que pour certaines personnes morales l'autorisation administrative est nécessaire pour accepter des donations, établit la capacité des personnes morales. Elles peuvent toutes recevoir en principe; mais une autorisation spéciale est nécessaire par exception pour que certaines sociétés puissent accepter les libéralités à elles offertes.

Le principe est donc que les personnes morales sont capables d'acquérir à titre gratuit; pour que cette capacité leur soit enlevée il faut un texte précis. Existe-t-il pour les syndicats?

(1) Sic MM. Ledru et Worms, n° 97. Commentaire de la loi du 21 mars 1884.

Non, suivant nous ; l'art. 6 que l'on invoque doit être entendu dans un sens large, il n'est pas limitatif mais énonciatif. Mais nous ne croyons pas qu'on puisse en tirer argument dans un sens ou dans l'autre, car il ne dit rien sur ce sujet ; il indique comment les syndicats pourront placer leurs fonds, il reste muet sur les modes d'acquérir. C'est à l'art. 8 qu'il faut se reporter pour avoir la solution de notre question.

Cet art. 8 est ainsi conçu « Lorsque les biens auront été acquis contrairement aux dispositions de l'article 6, la nullité de l'acquisition ou de la libéralité pourra être demandée par le procureur de la République ou par les intéressés. Dans le cas d'acquisition à titre onéreux les immeubles seront vendus, et le prix en sera déposé à la caisse de l'association. Dans le cas de libéralité, les biens feront retour aux déposants ou à leurs héritiers ou ayants-cause. »

Ainsi cet article prévoit que les syndicats ont pu acquérir par deux moyens ; ils ont pu devenir propriétaires d'immeubles soit à titre onéreux soit à titre gratuits. Ces deux moyens sont mis par le législateur sur le même plan ; il n'est pas plus rigoureux pour l'un que pour l'autre. Sans doute il y a une action en nullité (1) ouverte en certains cas, Mais ce n'est pas quand l'immeuble a été acquis par libéralité, mais bien quand il ne remplit pas la destination à laquelle la loi l'affecte, qu'il ait été ou non acquis à titre onéreux.

Cette solution est conforme à l'intention du législateur. Sans doute le projet du gouvernement défendait toute do-

(1) Nous verrons plus loin si c'est une véritable action en nullité.

nation ou legs en faveur des syndicats, et les citations présentées par M. Hubert-Valleroux sont exactes. Mais sur l'avis de la commission de la Chambre des députés cette prohibition disparut, et le second rapporteur, M. Lagrange, explique ainsi cette suppression. « La Commission n'a pas cru devoir enlever aux syndicats la faculté de recevoir des dons. Il est à présumer que, dans la pratique, les bibliothèques syndicales et les écoles professionnelles recevront de nombreux dons de livres, d'outils ou d'instruments. Il serait injuste de les obliger à dépenser pour l'acquisition de ces objets, des fonds qui peuvent utilement grossir les ressources des caisses de retraites et de secours mutuels. »

Enfin il est certain que refuser aux syndicats le droit de recevoir des libéralités serait les empêcher de remplir le but proposé par la loi de 1884. Comment pourraient-ils fonder des bibliothèques, des caisses de retraites, etc., si on ne leur permet de ne recevoir que les cotisations qui forcément ne peuvent être très élevées.

Il est évident que les syndicats ne pourront recevoir à titre gratuit des immeubles, à moins que ceux-ci ne soient affectés à la destination prévue par la loi. Quant aux donations mobilières il n'y a aucune restriction.

Mais ces acquisitions à titre gratuit sont-elles soumises à l'autorisation administrative? Doit-on appliquer l'art. 910 Code civil qui exige cette autorisation en cas de libéralités entre vifs ou testamentaires faites au profit des établissements d'utilité publique.

La réponse se rattache à une question plus générale qui se soulève au sujet de l'art. 910. Dans une première opinion on déclare qu'il est applicable à toutes les personnes morales. De puissantes considérations, dit M. Demolombe (1),

(1) T. XVIII, n° 592 et suivants.

d'intérêt public et d'intérêt privé exigeaient que les dispositions faites à ces sortes de personnes fussent soumises à la haute surveillance de l'État.

Dans l'intérêt public par des motifs de police politique et sociale en même temps que pour des raisons financières et économiques.

Dans l'intérêt privé afin de protéger les familles contre les entraînements excessifs et les influences condamnables dont ces dispositions pourraient être le résultat.

Par suite, pourrait-on dire, le syndicat étant une personne morale est soumis comme toutes les autres personnes morales à l'art. 910 car il n'y a pas de dérogation portée par la loi de 1884 au principe de l'autorisation nécessaire.

Dans une seconde opinion (1) l'art. 910 est limitatif, et ne s'applique qu'aux établissements d'utilité publique. Le principe c'est que toute personne peut recevoir à titre gratuit sans autorisation, exception est portée par l'art. 910. Or le syndicat professionnel n'est pas un établissement public, il n'a donc pas besoin d'être autorisé pour recevoir des libéralités. En effet l'art. 910 n'est qu'une disposition exceptionnelle, et pour l'appliquer il faut un texte précis.

Cette solution est conforme à l'esprit de la loi. On a dit et répété sans cesse que les syndicats étaient complètement indépendants de toute ingérence administrative, qu'ils possédaient la liberté la plus complète, que la seule garantie exigée par la loi était une déclaration de naissance; bien plus pour éviter toute apparence d'intrusion administrative les syndicats ne s'adressent qu'aux maires, et jamais aux préfets. Il serait contradictoire de les soumettre à la nécessité de la permission de l'autorité, en cas de libéralités.

(1) Jugement du tribunal de la Seine du 30 mars 1881. Dalloz, 1883, 3, 31.

D'ailleurs les périls prévus par la première opinion ne se présentent pas quand il s'agit des syndicats. On craint une trop grande accumulation des biens de main-morte, et en même temps on veut protéger les familles contre toute spoliation. Mais les syndicats ne peuvent posséder des immeubles que dans la limite prévue par l'art. 6, § 3; et d'un autre côté les spoliations ne sont guère à redouter, car il est peu probable que l'on préférera son syndicat à sa famille.

En résumé nous pensons que les syndicats ne sont pas soumis à l'art. 910 Code civil pour l'acceptation d'une libéralité.

§ IV. — *Actes divers que les syndicats peuvent accomplir avec dispense de toute formalité.*

A côté des droits généraux résultant de la personnalité civile, l'art. 6 accorde aux syndicats le pouvoir de faire certains actes que toute personne peut accomplir en se conformant à des règles prévues par les loi spéciales; mais les syndicats, par faveur, sont dispensés de ces règles.

Ainsi les syndicats ont le droit de former, entre leurs membres, des caisses de secours mutuels et de retraites pour la vieillesse (§ 4); le droit de créer des offices de renseignements pour les offres et demandes de travail (§ 5); le droit dans les questions contentieuses de donner des renseignements et des avis (§ 6 et 7).

Certaines prérogatives sont donc accordées aux syndicats; ils jouissent, en plus, des droits résultants des principes. Ils peuvent donc constituer des sociétés diverses, sociétés de commerce, de productions, de consommation etc.; mais il n'y a ici aucune dérogation au droit commun en

faveur des syndicats; ces sociétés auront donc une vie distincte, et resteront soumises aux lois spéciales qui les régissent.

a. — CRÉATION DE CAISSE DE SECOURS MUTUELS

Le § 4 de l'art. 6 est ainsi conçu : « Ils pourront, sans autorisation, mais en se conformant aux autres dispositions de la loi, constituer entre leurs membres des caisses spéciales de secours mutuels et de retraites. »

Quatre conséquences doivent être tirées de ce paragraphe :

1° Un syndicat peut librement, sans avoir besoin de l'autorisation administrative, créer une société de secours mutuels, ayant une vie indépendante, pourvu qu'elle ne soit composée que des seuls membres du syndicat. Ce n'est pas une faveur soumise au bon vouloir de l'autorité, ce n'est pas non plus une obligation, mais bien une faculté et un droit pour le syndicat.

2° S'il le préfère, le syndicat peut subventionner une caisse de secours mutuels ayant des ressources propres, et constituée d'après le droit commun. Il pourra par exemple lui verser une cotisation spéciale prélevée entièrement sur le fond social, et servant à assurer le service des pensions de ses membres.

3° La caisse de secours mutuels constituée en vertu de l'art. 6, ne doit comprendre que les membres du syndicat. Par suite si elle admettait des étrangers au syndicat, des membres honoraires, etc., le bénéfice de la loi de 1884 ne lui appartiendrait plus, et on rentrerait dans le droit commun; une seule exception existe dans le cas de l'hypothèse prévue par l'art 7.

4° Cette caisse de secours mutuels fondée par le syndicat n'est dispensée que de l'autorisation, mais elle reste soumise à toutes les autres prescriptions des lois qui réglementent la matière des caisses de secours mutuels, aussi bien de celles qui existent aujourd'hui que de celles qui pourront être portées plus tard. C'est ce que déclarait M. Tirard, ministre du Commerce : « Il est toujours entré dans la pensée du gouvernement que ce paragraphe, voté par la Chambre des députés et accepté par votre Commission, n'apportait de dérogation à la loi de 1850 qu'en ce qui concerne l'autorisation ; nous n'avons jamais eu l'idée que toutes les autres conditions insérées dans la loi de 1850 doivent cesser d'être applicables aux caisses de retraites et aux sociétés de secours mutuels fondées par un syndicat professionnel. Il n'y a absolument que l'obligation de l'autorisation qui ait été supprimée, au moins dans l'intention du gouvernement. » La circulaire ministérielle donne la même solution.

Il faut donc déterminer à quelles règles restent soumises les sociétés de secours mutuels fondées en vertu de l'art. 6.

Rappelons rapidement la législation sur les sociétés de secours mutuels,

Les sociétés de secours mutuels se divisent en trois grandes classes : les sociétés libres, les sociétés reconnues et les sociétés approuvées. Elles ont toutes le même but : protéger les personnes qui versent des cotisations contre certaines éventualités qui pourraient les priver de leurs ressources. Chaque membre verse une cotisation ; de la réunion de ces petites sommes, un capital est formé qui

(1) *Jour. of.*, 1884. Sénat, Déb. parl., p. 246.

permet de secourir les membres malheureux. Mais les sociétés de secours mutuels, si elles sont communes par le but qui est un but de prévoyance, diffèrent quant aux avantages et aux droits suivant qu'elles sont des sociétés libres, des sociétés reconnues ou des sociétés approuvées.

Les premières, dites sociétés libres ou simplement autorisées, se forment librement si elles comprennent moins de vingt membres ; au-dessus de ce nombre, elles doivent obtenir l'autorisation du gouvernement ; elles ne jouissent pas de la personnalité civile, et l'autorisation peut être retirée par le gouvernement, quand il le veut.

Les sociétés, dites sociétés reconnues, sont celles créées en vertu de la loi du 15 juillet 1850 ; elles sont analogues aux établissements d'utilité publique ; elles jouissent de la personnalité civile, peuvent acquérir à titre gratuit et onéreux des meubles et des immeubles ; enfin elles ont tous les avantages concédés par le décret du 26 mars 1852 aux sociétés approuvées.

Les sociétés approuvées ont une situation intermédiaire entre les sociétés libres et les sociétés reconnues. Elles ne possèdent qu'une personnalité civile restreinte, leur capacité n'est pas aussi étendue que celle des sociétés reconnues, mais elles jouissent de certains avantages qui n'appartiennent pas aux sociétés libres : ainsi elles peuvent acquérir à titre onéreux ou à titre gratuit des meubles ; elles ne peuvent prendre des immeubles qu'à bail. Elles sont soumises à certaines prescriptions réglementaires, comme les sociétés reconnues pour la conservation de leurs capitaux, mais jouissent de certaines faveurs pour le placement de leurs épargnes à la caisse d'épargne ou à la caisse des dépôts et consignations (décret du 26 mars 1852) ou à la caisse nationale des retraites pour la vieillesse (loi du 20 juillet 1886, art. 7, § 3).

Ces sociétés doivent être approuvées, et pour obtenir l'approbation qui n'est pas un droit, mais une faveur, elles doivent remplir certaines formalités; enfin, dans certains cas, elles doivent être dissoutes ou suspendues.

Dans quelle classe devons-nous ranger les sociétés de secours mutuels fondées par les syndicats?

D'après une première opinion (1), les sociétés de secours mutuels doivent être rangées dans la classe des sociétés approuvées. En effet, les sociétés libres ne peuvent pas vivre, et le législateur a dû nécessairement se référer au régime usuel et normal des sociétés de secours mutuels, qui est le régime des sociétés approuvées; les sociétés reconnues ne sont pas visées par la loi de 1884, elles sont en très petit nombre d'abord, et de plus elles ont une personnalité civile plus étendue que celle accordée par la loi de 1884 aux syndicats; or comment admettre que ceux-ci puissent conférer à des sociétés qu'ils créent plus de droits qu'ils n'en ont eux-mêmes?

Une seconde opinion (2) déclare que les sociétés de secours mutuels que peuvent fonder les syndicats, sont des sociétés libres; la seule faveur accordée par la loi de 1884 consiste en ce qu'il n'y a pas besoin de l'autorisation du gouvernement. Cette doctrine nous paraît juridique.

En effet le texte de l'article 6 est certain. Il dit expressément que les syndicats pourront fonder des sociétés sans autorisation mais en se conformant aux autres dispositions de la loi. Ainsi rien n'est changé à la législation antérieure, sauf la nécessité de l'autorisation préalable; la seule faveur accordée aux syndicats consiste dans la dispense d'autorisation.

(1) Voir MM. Ledru et Worms, n° 62.

(2) M. Sénart. Brochure citée, p. 19.

En second lieu cette solution est conforme aux principes. Pour qu'une association ou une société jouisse de la personnalité civile il faut un texte précis ; il est impossible de soutenir que l'article 6 accorde la personnalité juridique aux sociétés de secours mutuels fondées par les syndicats parce qu'il les dispense, pour leur création, d'obtenir l'autorisation exigée par l'article 291 Code pénal de toute association de plus de vingt personnes.

La circulaire ministérielle partage notre opinion. « Il demeure évident que ceux qui voudraient bénéficier des avantages réservés aux sociétés de secours mutuels approuvées ou reconnues devraient se pourvoir conformément aux lois spéciales sur la matière. »

La société de secours mutuels fondée par un syndicat doit-elle avoir une individualité propre ? L'affirmative est certaine ; en effet si le syndicat et la société de secours mutuels avaient une même existence, se confondraient, on arriverait à des conséquences inadmissibles. Le membre qui est exclu du syndicat reste membre de la société de secours mutuels ; il serait donc membre d'une société dont il ne serait plus membre ! de même le syndicat est libre et ne peut être supprimé que pour les causes déterminées par la loi ; s'il fait approuver ou reconnaître sa société de secours mutuels, il pourrait être suspendu ou dissous par voie administrative ! Non, cela est contradictoire. Enfin en admettant qu'il se contente d'une société de secours mutuels libre, comme elle ne jouit pas de la personnalité, il serait et ne serait pas en même temps personne morale !

Il est donc de toute nécessité que le syndicat et la société de secours mutuels, qu'elle soit reconnue, approuvée ou libre, aient une vie indépendante, soient distincts l'un de l'autre, de telle sorte qu'ils possèdent chacun une administration et une caisse particulières.

Le syndicat peut fonder des caisses de retraites, et ce que nous venons de dire des sociétés de secours mutuels s'applique encore. C'est ce que décide la circulaire ministérielle. « Il en est de même des sociétés de retraites qui peuvent bien se greffer sur les sociétés de secours mutuels et faire caisse commune avec elles, mais dont le patrimoine ne doit pas se confondre avec celui des syndicats. »

Il en est de même pour les sociétés de crédit, de production, les sociétés coopératives, etc., que le syndicat peut créer à la condition de se conformer aux lois régissant ces matières. Elles seront complètement indépendantes.

Le syndicat enfin peut, sans créer de sociétés spéciales, accorder, à titre gracieux, des secours individuels en cas de maladie ou de chômage.

b. — CRÉATION D'OFFICES DE RENSEIGNEMENTS

Le paragraphe 5 de l'article 6 donne aux syndicats le pouvoir de créer librement et d'administrer des offices de renseignements pour les offres et les demandes de travail. Ils n'ont pas besoin de se soumettre aux prescriptions requises par le décret du 25 mars 1852 en matière de bureaux de placements. C'est ce que déclare le rapporteur, M. Lagrange : « Le mot « librement » a été introduit dans le texte du § 5 de cet article pour indiquer que le décret du 25 mars 1852 n'est pas applicable aux offices de renseignements pour les offres et demandes de travail créés par les syndicats. »

Mais ces offices ne peuvent-ils avoir pour objet que des renseignements à fournir sur les offres et demandes de travail ou peuvent-ils s'étendre à d'autres objets ? La disposition du § 5 est-elle énonciative ou limitative ?

Pour nous elle n'est qu'énonciative. Si le § 5 ne parle que d'offices de renseignements pour les offres et demandes de travail, c'est que le législateur avait surtout en vue le moyen de procurer du travail aux ouvriers. Il a voulu engager chaque syndicat à créer un bureau devant servir d'intermédiaire d'un côté aux patrons en quête d'ouvriers, d'un autre côté aux ouvriers en quête d'ouvrage. Cette préoccupation est en ce moment assez importante pour que la ville de Paris dépense de fortes sommes dans la création d'une bourse de travail.

Mais si ce paragraphe ne servait qu'à permettre aux syndicats de créer des bureaux de placements sans autorisation, il serait vraiment inutile. Nul doute en effet que les autorités municipales n'eussent donné avec empressement aux syndicats la permission de créer de pareils bureaux. Croit-on qu'une interprétation limitative du § 5 répondrait au vœu du législateur qui, d'après le Ministre de l'Intérieur, a voulu permettre aux syndicats de porter au plus haut degré de puissance leur bienfaisante activité. Le but de la loi, ce n'est pas de permettre aux syndicats de créer des bureaux de placement sans autorisation, mais bien l'étude et la défense des intérêts professionnels (art. 3). Doit-on dire que les syndicats ne peuvent que faire de la théorie, que discuter au point de vue spéculatif les questions qui les intéressent ? A quoi bon leur donner la personnalité civile ? N'est-ce pas pour servir pratiquement les intérêts de leurs membres ?

D'ailleurs l'objet des syndicats se trouve défini dans l'art. 3. Rapproché de l'art. 3, le § 5 de l'art. 6 montre bien que le législateur n'a pas voulu restreindre l'objet des syndicats ; il n'en est qu'une application.

Un syndicat peut donc, suivant nous, créer toute insti-

tution nécessaire à l'étude et à la défense des intérêts de ses membres, mais à deux conditions : 1° se soumettre aux prescriptions des lois spéciales concernant ces institutions ; 2° demeurer dans les limites de l'art. 3, et par suite rester étranger à toute opération qui pourrait faire considérer le syndicat comme commerçant.

III. — RENSEIGNEMENTS ET AVIS

« Ils pourront être consultés sur tous les différends et toutes les questions se rattachant à leur spécialité.

« Dans les affaires contentieuses, les avis des syndicats seront tenus à la disposition des parties, qui pourront en prendre communication et copie. »

Ces paragraphes permettent aux syndicats de donner des avis et consultations en matière de contentieux ; ils ne font que consacrer, en la régularisant, une pratique ancienne.

Depuis 1854 les tribunaux de commerce et principalement celui de la Seine renvoyaient beaucoup d'affaires litigieuses devant les chambres syndicales et demandaient leurs avis. Ces avis étaient suivis presque toujours et consacrés par les tribunaux ; en fait les chambres syndicales faisaient fonctions d'arbitres rapporteurs. M. le garde des sceaux Tailhand, en 1874, publia une circulaire défendant cette pratique contraire à la loi. Les tribunaux se contentèrent dès lors de désigner comme arbitres des membres pris individuellement dans les chambres syndicales, et qui répondaient à toutes les conditions exigées par l'art. 429 Code de procédure civile.

Après le vote de la loi de 1884, le Président du tribunal

de commerce de Paris demanda au Ministre de la Justice s'il ne pouvait prendre comme arbitres des chambres syndicales. Le Ministre de la Justice répondit le 7 juillet 1885 (1) que la loi de 1884 n'avait pas aboli l'art. 429 du Code de Procédure, et que les chambres syndicales n'émettaient que des avis, et il termine en ces termes : « Ainsi, même depuis la loi nouvelle, le renvoi d'une affaire devant une chambre syndicale désignée comme arbitre ne peut être considéré comme légalement autorisé. Les chambres peuvent seulement être consultées sur les questions techniques soulevées dans les différends portés devant les tribunaux et elles ont, à cette occasion, le droit d'émettre des avis. Leurs pouvoirs ne vont pas au delà, et elles ne peuvent, dans les affaires qui leur sont renvoyées par les tribunaux, faire acte de juridiction. »

Le tribunal de commerce s'est conformé à la lettre du Ministre de la Justice, et son Président s'est empressé de tirer de la loi de 1884 tous les avantages qu'elle comporte. Par une lettre du 13 octobre 1885, il demande aux présidents d'unions de syndicats de lui faire connaître les syndicats régulièrement constitués et qui peuvent être consultés sur toutes les questions techniques se rattachant à leur spécialité, mais ces avis ne lient en aucune façon le tribunal. Ils sont à la disposition des parties qui peuvent en prendre copie.

En pratique chaque année les syndicats désignent un certain nombre de leurs membres pour remplir les fonctions d'arbitres rapporteurs, et font tenir la liste au président du tribunal qui choisit toujours sur cette liste les arbitres rapporteurs. Mais chaque arbitre est désigné indi-

(1) Voir *l'Echo des chambres syndicales*, 1885, p. 207.

viduellement conformément aux prescriptions du Code de procédure. On évite ainsi de grandes pertes de temps.

Si l'arbitre choisi individuellement doit, d'après les statuts, prendre l'avis de la chambre syndicale, il n'en est pas moins seul chargé de rédiger et de signer, sous sa responsabilité, le rapport qu'il doit adresser au tribunal.

CHAPITRE TROISIÈME

RAPPORT DES SYNDICATS AVEC LEURS MEMBRES

C'est au syndicat qu'il appartient de régler comme il l'entend les rapports de l'association vis-à-vis de ses membres. Mais la loi intervient pour protéger les droits individuels des membres du syndicat.

En vertu des principes généraux, la liberté individuelle est déjà protégée. Malgré l'abrogation de l'article 416 Code pénal, toute clause contraire à la liberté du travail et de l'industrie est nulle et de nul effet; le principe posé dans l'art. 6 Code civil reste en vigueur; les amendes prononcées en cas de grève contre les ouvriers qui ne veulent pas se coaliser, ne peuvent être réclamées en justice, et les ouvriers sont en droit de se refuser à les payer. « Il est incontestable, fut-il déclaré au Sénat, que si vous donnez aux syndicats la liberté de s'organiser à l'état de lutte, il faut leur permettre de procéder au moins vis-à-vis de leurs membres par certaines sanctions, certaines amendes ou interdictions dont nous n'admettrons pas la validité au point de vue du droit civil, mais qui, au point de vue du droit pénal, ne peuvent être l'objet d'une incrimination (1). »

Néanmoins le législateur, avec raison, a voulu donner à tout membre le droit indiscutable de se retirer à tout instant du syndicat; la disposition de l'art. 7 est bien claire : Tout membre d'un syndicat professionnel peut se retirer à tout instant de l'association, nonobstant toute clause con-

(1) *Jour. of.*, 1884. Sénat, Déb. parl., p. 1118.

traire, mais sans préjudice du droit pour le syndicat de réclamer la cotisation de l'année courante.

Il y a là une dérogation aux principes, car une personne peut valablement s'engager à rester un certain temps dans une société (art. 1865 et 1871 C. civil). L'art. 52 de la loi de 1867 sur les sociétés fait une application de cette règle, lorsqu'il déclare que chaque associé pourra se retirer de la société lorsqu'il le jugera convenable à moins de conventions contraires.

Cette dérogation se justifie par la crainte que le syndicat n'exerce une pression sur ses membres ; les ouvriers qui refuseraient de se coaliser et seraient forcés de rester syndiqués seraient en butte aux vexations de leurs camarades ; leur situation deviendrait intolérable.

Tout membre d'un syndicat peut donc s'en retirer, à tout instant, et pour que sa liberté ne soit pas entravée, le législateur déclare que toute clause contraire est nulle. L'associé a beau avoir promis de rester un temps déterminé, de payer une amende en cas de démission, etc, toutes ces clauses n'ont aucun effet, ce sont des clauses pénales qui suivent le sort de l'obligation principale (art. 1227 Code civil) et sont nulles si celle-ci est nulle. Par suite nous devons décider que même l'associé qui se retire à contre-temps ou de mauvaise foi n'est passible d'aucun dommage-intérêt.

Le membre qui se retire doit au syndicat la cotisation de l'année courante. Il est évident qu'on ne pouvait le libérer des obligations qu'il avait contractées pendant son séjour dans le syndicat. Ce n'est que l'application de la règle suivant laquelle un associé n'est libéré par le fait de sa démission que des engagements sociaux qui ont pris naissance après sa démission, mais reste tenu de toutes

les obligations nées pendant son séjour dans la société. Or le droit pour le syndicat d'exiger la cotisation de l'année courante provient d'un engagement librement contracté par le membre syndiqué qui s'est soumis, au moment d'entrer dans le syndicat, à payer sa cotisation aux époques fixées par les statuts, et le fait qu'il peut se retirer du syndicat à tout instant ne doit pas le libérer de cette obligation.

Que faut-il entendre par année courante ? On pourrait soutenir que le législateur a entendu dire que le membre démissionnaire devra payer une année entière de cotisations, parce que l'année courante est l'année qui commence à courir le jour de sa démission, et qu'il importe au syndicat de connaître à l'avance les ressources sur lesquelles il peut compter ; il prend des engagements eu égard au nombre de ses membres, il est obligé de les prendre à l'avance ; or on pourrait le mettre dans l'embarras si, quelques jours seulement avant la fin d'une année écoulée, il suffisait de prévenir qu'on n'en fait plus partie ; le syndicat est toujours tenu de ses engagements, et comme il ne les a pris peut-être qu'à cause des membres démissionnaires, il est juste que ceux-ci l'indemnisent du tort qu'ils lui causent ; il n'y a pas là amende ou clause pénale, mais bien indemnité fixée à forfait à une année entière de cotisations.

Nous croyons cependant que la seule explication raisonnable des mots : année courante est année pendant le cours de laquelle le membre donne sa démission. L'article 7 contient une disposition d'ordre public aux termes de laquelle tout membre d'un syndicat peut se retirer à tout instant en ne payant que la cotisation de l'année en cours, parce qu'il la doit ; or il ne doit pas l'année qui commence à courir du jour de sa démission.

L'art. 7, en parlant de l'année courante, ne vise que le cas le plus général, celui où la cotisation est, d'après les statuts, payable à l'année ; le droit à l'année entière naît pour le syndicat du moment que le membre démissionnaire fait partie du syndicat pendant une partie de cette année.

Mais supposons que la cotisation soit payable au mois, le syndicat pourra-t-il, en vertu de l'art. 7, exiger le payement de l'année entière ? Non, suivant nous, l'obligation du membre démissionnaire ne s'étend qu'au mois courant. Cette solution est conforme aux principes, au texte et à l'esprit de la loi.

D'après les principes les cotisations relatives aux mois suivants ne sont pas encore dues, elles ne seront exigibles qu'après le départ de l'associé, qui ne doit pas les obligations qui prennent naissance après son départ. D'ailleurs la loi en parlant du droit du syndicat à l'année courante, suppose que ce droit existe au moment de la démission, la dernière disposition du premier alinéa de l'art. 7 ne s'applique qu'aux cotisations dues. Enfin l'esprit de la loi est certain, le législateur ne veut qu'assurer le respect des conventions librement acceptées, et soustraire le membre démissionnaire à toute peine à laquelle il se serait soumis d'avance. Or exiger qu'il paie des cotisations qu'il ne doit pas encore, ne serait-ce pas le frapper d'une véritable amende, nulle d'après l'art. 7 lui-même ?

Quels sont les droits de l'associé démissionnaire ?

L'associé n'a pas le droit de réclamer une part de l'actif social, car cet actif social appartient à l'être moral, au syndicat ; le membre participant a aliéné sans réserve ses cotisations à son profit, et il ne peut en se retirant de la société ni demander le partage des biens sociaux ni reprendre son apport. Par suite même de sa démission, il

renonce à son droit éventuel d'obtenir une part de l'actif lors de la dissolution de la société. Cette décision, conforme aux principes, résulte de la discussion de l'article 7 et du rejet d'un amendement contraire de M. Marcel Barthe (1).

Les statuts fixeront le droit de l'associé démissionnaire dans l'actif social, et seront la loi des parties. S'ils ne disent rien, on appliquera le droit commun, et le membre démissionnaire n'aura aucun droit à retirer ses cotisations (art. 7). Mais on pourrait très bien insérer dans les statuts des clauses contraires pareilles à celles insérées dans les sociétés à capital variable (loi de 1867, article 51).

L'article 7 réserve cependant un droit important à tout associé qui se retire, celui de rester membre des sociétés de secours mutuels et de pensions de retraites pour la vieillesse, à l'actif desquelles il a contribué par des cotisations ou versements de fonds.

Ce paragraphe, qui semble très clair, mérite cependant toute notre attention. Nous distinguerons trois hypothèses :

1° La société de secours mutuels est uniquement alimentée par des cotisations individuelles; elle ne réunit pas forcément tous les membres du syndicat; pour en faire partie, il faut payer une cotisation spéciale. On comprend très bien alors que l'on puisse faire partie de l'une des sociétés sans faire partie de l'autre; le membre qui se retire du syndicat continue à rester membre de la société de secours mutuels, mais il doit payer sa cotisation. L'article 7 se justifie très bien dans cette hypothèse. Remarquons qu'il y aura là une dérogation à l'article 6, § 4, car la société de secours mutuels comprendra des membres étrangers aux syndicats.

(1) *Jour. of.*, 1884. Sénat, Déb. parl., p. 246 et suivantes.

2° La caisse de la société de secours mutuels est uniquement alimentée par les soins du syndicat. Chaque année le syndicat prélève sur ses revenus une certaine somme nécessaire au service de cette caisse ; tous ses membres sont de droit membres de la société de secours mutuels ; ils n'ont aucun versement particulier à opérer pour en faire partie. Devrons-nous dire que le membre démissionnaire pourra toujours exiger des secours, quoiqu'il ne paye pas de cotisation ? Pour l'affirmative on pourrait faire remarquer que le membre a contribué en réalité à la caisse de secours, lorsqu'il faisait partie du syndicat, que l'article 7 ne fait aucune distinction, et que le second paragraphe n'a véritablement d'utilité que pour ce cas ; il résulte en effet des principes que le membre qui se retire d'un syndicat, doit continuer à faire partie d'une société indépendante du syndicat et à laquelle il fait des versements spéciaux.

Nous adoptons cependant la négative. Il est contraire au droit commun et à l'équité qu'une personne profite d'une société dont elle ne fait plus partie. Pour donner une pareille solution, il faudrait un texte formel, or ce texte n'existe pas. L'article 7 parle d'une société de secours mutuels à l'actif de laquelle le membre a contribué par des cotisations ou versements de fonds et suppose que cette société est indépendante du syndicat ; dans notre hypothèse, on ne peut pas dire qu'il y a société indépendante ; c'est le syndicat qui délivre des secours à ses membres par l'intermédiaire de sa caisse de secours mutuels, laquelle fait partie intégrante du syndicat. Et d'ailleurs comment concevoir qu'en toute justice le membre qui se retire du syndicat puisse rester membre de la caisse de secours mutuels, il ne payerait plus de cotisations et cependant il pourrait exiger des secours payés par le syndicat ! La loi n'a pu vouloir consacrer une pareille anomalie.

3° La caisse est alimentées en partie par des cotisations spéciales, en partie par la caisse du syndicat.

Nous croyons que dans ce cas l'associé qui se retire du syndicat pourra rester dans la société de secours mutuels. En effet cette société est ici véritablement indépendante du syndicat; celui-ci ne peut se plaindre de ce que les associés démissionnaires profitent de ses dons, car il peut : 1° ne pas faire de dons, personne ne l'y force, 2° par une clause spéciale exiger qu'ils ne profitent qu'aux membres du syndicat.

Il faudra dans ce dernier cas deux comptes spéciaux, deux caisses distinctes, l'une alimentée par les cotisations et profitant alors à tous les membres de la société de secours mutuels qu'ils continuent ou non à faire partie du syndicat, l'autre ne consistant que dans les libéralités faites par le syndicat avec la clause qu'elles seraient réservées à ses membres, et ne distribuant qu'à eux seuls des secours.

Les membres du syndicat qui entreraient dans la société de secours mutuels pourraient-ils s'engager par avance à ne pas se servir du droit accordé par l'article 7 § 2 ?

En faveur de l'affirmative, on pourrait soutenir que le second paragraphe ne contient pas comme le premier la phrase : nonobstant toute clause contraire; que cette expression ne s'y rapporte pas, et que c'est avec intention qu'elle n'est pas mise dans le second paragraphe. En effet, c'est un droit exorbitant de permettre à un membre de rester dans une société malgré les conventions qu'il a signées, ce droit doit être consacré par un texte précis, texte qui manque dans l'article 7, § 2. On pourrait ajouter que la différence entre les deux paragraphes de l'article 7 se comprend; qu'il importait d'assurer à l'ouvrier le droit de sortir librement du syndicat, mais qu'il pouvait ne pas

entrer dans la société de secours mutuels, que cela n'était pas essentiel pour lui, et que dès lors il n'a qu'à se soumettre aux conventions librement consenties par lui; que tout ce que veut dire l'article 7, § 2, c'est, que l'ouvrier a le droit de rester dans la société, à moins qu'il n'y ait renoncé expressément.

Nous adoptons cependant la négative. L'article 7, § 2, investit d'un droit les membres démissionnaires, ils ne doivent pas en être dépouillés; or si on adoptait l'affirmative, la clause par laquelle le membre de la société de secours mutuels s'engagerait à donner sa démission le jour où il cesserait de faire partie du syndicat, deviendrait de style, et l'article 7 resterait lettre morte. Les mêmes motifs ont fait adopter les deux paragraphes; l'intention de la loi est évidente, elle veut assurer la liberté des membres du syndicat. Quel ouvrier oserait sortir du syndicat, si en même temps il perdait tout droit dans la société de secours mutuels à l'actif de laquelle il aurait contribué par ses économies? Si cette expression, nonobstant toute clause contraire, n'est pas répétée dans le § 2 de l'article 7, c'est une inadvertance du législateur, la discussion dans les Chambres ne laisse aucun doute sur ce point.

Nous donnons la même solution dans le cas où la société s'offre à rembourser les cotisations versées, tout membre a un droit que nul ne peut lui enlever, et auquel il ne peut renoncer d'avance.

Les mêmes décisions s'étendent à toutes les sociétés de prévoyance ou de bienfaisance fondées par les syndicats; de même nous ne distinguons pas entre le cas où le membre du syndicat serait démissionnaire et celui où il serait expulsé, car les syndicats prévendraient souvent la démission par l'expulsion et arriveraient à tourner la loi.

Toute clause contraire est nulle ; mais les sociétés de secours mutuels restent libre d'expulser de leur sein leurs membres pour les causes prévues aux statuts, pourvu qu'elles n'arrivent pas indirectement à renvoyer les membres syndiqués démissionnaires.

Il faut avouer que dans la pratique l'article 7 ne servira pas à grand'chose. Il est très beau de déclarer que le membre qui se retire du syndicat restera membre de la société de secours mutuels, mais qui le défendra contre les railleries et les menaces de ses coassociés qui continueront à faire partie du syndicat et lui reprocheront ce qu'ils appelleront sa défection ? Quel ouvrier aura assez de courage pour lutter contre les meneurs qu'il aura cru fuir en quittant le syndicat et qu'il retrouvera dans la société de secours mutuels ?

Comment d'ailleurs se rendre compte si la loi ne sera pas violée ? Les syndicats ne sont pas tenus de donner des comptes à l'État, qui ne peut guère contrôler leur gestion. Même si un syndicat était convaincu de forcer ses membres démissionnaires à se retirer de la société de secours mutuels, comment le punir ? L'article 9 qui évite les pénalités, ne vise ni directement, ni indirectement l'article 7. Il y a là un grave oubli du législateur.

CHAPITRE QUATRIÈME

UNIONS DE SYNDICATS

L'art. 5 de la loi de 1884 permet aux syndicats professionnels de se réunir, de se grouper et de former des Unions de syndicats. Déjà depuis longtemps en pratique de pareilles Unions existaient.

La loi a-t-elle eu raison d'autoriser les Unions de syndicats? Telle est la première question que nous devons examiner.

Non, dit une première opinion. Les Unions entre syndicats professionnels sont inutiles et dangereux. Elles sont inutiles car elles ne répondent à aucun besoin réel. Elles s'occupent de questions communes aux divers métiers, dit-on; mais ces questions communes n'existent pas, il n'y a que des questions spéciales à chaque industrie. En quoi une fleuriste peut-elle avoir quelque intérêt commun avec un manoeuvre? Le salaire, la durée et les méthodes du travail, les questions mêmes de transports et de douanes dépendent de chaque profession, et ne sont pas pareilles dans tous les métiers.

Les Unions sont dangereuses en second lieu; il pourra se former un syndicat général comprenant plusieurs millions de membres, qui mettra en péril l'ordre social. Quelle force aurait une organisation s'étendant à toutes les villes de France, dans laquelle pourraient entrer tous les métiers? N'est-il pas à craindre que par la force des choses le syndicat directeur ne joue un rôle politique, et,

représentant un grand nombre d'ouvriers ne songe à faire triompher même par la force ses revendications.

Les Unions enfin ne sont pas moins dangereuses pour les syndicats eux-mêmes; le comité directeur deviendra oppresseur et en cas de grève forcera tous les syndicats faisant partie de l'Union à y entrer.

Dans une seconde opinion que nous partageons, on répond que ces craintes sont chimériques, que cette fédération unique de tous les ouvriers ne deviendra jamais une réalité, car il faudrait d'abord supposer que tous les ouvriers ou du moins la plus grande partie seraient devenus collectivistes, et qu'alors le péril ne proviendrait pas des unions, mais bien des opinions des ouvriers: « Croyez-vous d'ailleurs, disait M. Tolain, que vos prohibitions arrêteront ceux qui ne rêvent que violence, transformation brusque de l'État? Ceux-là ne reculeront pas devant les risques d'une organisation occulte, mais ils n'auraient pas le contrepoids des associations de travailleurs, formées légalement, vivant au grand jour. »

Le gouvernement d'ailleurs ne sera pas désarmé, car il pourra dissoudre les unions de syndicats comme les syndicats eux-mêmes dès qu'elles sortiront de leur rôle, et s'occuperont de politique. La loi de 1884 ne permet en effet que les véritables unions de syndicats, et non des associations politiques qui se cacheraient sous ce nom.

Les syndicats ne sont pas sacrifiés à l'Union. Chaque syndicat garde son individualité propre, pouvant se retirer, quand il lui plaît, de l'Union. Quant à la grève générale commandée par le comité directeur dès qu'un syndicat voudra faire grève, l'exemple des Trades-Unions montre

(1) Séance du 31 juillet 1882, Sénat.

que le contraire est la vérité, et que bien souvent l'union empêchera des grèves, en faisant passer les intérêts généraux avant les intérêts particuliers d'un métier. C'est ce qui est arrivé souvent en Angleterre.

Les Unions ne sont donc dangereuses ni pour l'État ni pour les syndicats ; sont-elles inutiles comme on le prétend ? Non, répond M. Hiéland, dans son rapport au nom de l'Union de la rue de Lancry : « A côté des questions purement techniques, où la compétence des gens de métier est indispensable et suffisante, il en est d'autres et très nombreuses qui visent des intérêts communs à plusieurs corps d'État, quelquefois même à toute l'industrie d'une région et d'un pays : douanes, transports, apprentissage, travail des enfants et des femmes, conseils de prud'hommes, accidents de fabrique, etc., et je ne cite que les principales. »

La meilleure preuve que cette opinion pouvait invoquer, c'était de citer les Unions de syndicats qui existaient déjà et M. le ministre de l'Intérieur, dans la séance du 1^{er} février 1884, au Sénat, montra qu'en fait ces Unions ne s'étaient jamais mêlées de politique.

Les adversaires des Unions eux-mêmes ne niaient pas les avantages que présentaient ces Unions, ils proposaient seulement de les tolérer. Mais n'était-ce pas reconnaître leur utilité ? Pourquoi dès lors leur refuser l'existence légale et les soumettre à l'arbitraire du gouvernement ?

Enfin dans l'opinion adverse, il y a une contradiction entre le système proposé et l'article 2 qui permet à un syndicat de comprendre tous les ouvriers de professions similaires répandus dans toute la France. Un tel syndicat peut, à la rigueur, grouper des centaines de milliers d'ouvriers ; tous les dangers des Unions ne se présentent-ils pas alors,

et cependant on donne à un pareil syndicat la personnalité civile.

Nous croyons donc que c'est avec raison que les Unions ont été admises par le législateur ; sinon, des Unions occultes, et par suite bien plus dangereuses, se seraient formées.

Il importe maintenant d'examiner le texte de l'article 5. La loi n'accorde-t-elle aux syndicats que le droit de se concerter pour la défense de leurs intérêts communs, ou bien leur permet-elle de former une association ? La différence est grande ; dans le premier cas les syndicats ne pourraient que délibérer pour arrêter un plan de conduite ; dans le deuxième cas ils pourront constituer un groupe permanent, avec une organisation hiérarchique et une caisse sociale.

En faveur de la première opinion, on pourrait faire remarquer que le 1^{er} § de l'article 5 ne donne aux syndicats que le droit de se concerter : « Les syndicats professionnels pourront librement se concerter. » On pourrait ajouter que le Sénat, jusqu'à la dernière limite, a repoussé les Unions, et qu'il ne s'est rendu au vœu de la Chambre qu'à la condition expresse que la personnalité civile leur serait refusée ; que l'intention du Sénat est donc que les syndicats pourront s'entendre et se concerter pour la défense de leurs intérêts communs et non qu'ils pourront se réunir en groupes permanents organisés. La comparaison du texte voté par la Chambre : « Des Unions entre les syndicats professionnels pourront se former, etc. » avec le texte adopté définitivement, pourrait être encore invoquée en faveur de cette opinion.

Pour nous cependant il est certain que les syndicats peuvent se former en véritables associations, soumises à la publicité et affranchies des art. 291 et suivants Code pénal, mais ne jouissant pas de la personnalité civile.

D'abord l'art. 5 serait parfaitement inutile s'il ne donnait aux syndicats que le droit de se concerter. Ce droit leur appartient en vertu des principes du droit commun. Ils peuvent correspondre entre eux, se réunir, même tenir des réunions publiques (loi du 30 juin 1881) sans avoir besoin de l'article 5.

Les § 2 et 3 de l'art. 5 sont d'ailleurs concluants; ils parlent des Unions de syndicats comme si c'étaient des associations; la loi reconnaît leur existence comme sociétés; elle les oblige à déclarer leur naissance, à faire connaître les noms des syndicats qui les composent; pourquoi ces formalités si les syndicats ne peuvent que se concerter? Le § 3 déclare que ces Unions ne pourront posséder aucun immeuble ni ester en justice. Il suppose donc que les Unions seront des groupes permanents ayant une caisse mais ne pouvant posséder d'immeubles ni ester en justice. Enfin les délibérations au Sénat et à la Chambre des députés ne laissent aucun doute. Ce qu'on a voulu permettre, ce sont les Unions de syndicats telles qu'elles existaient en 1884, c'est-à-dire de véritables associations, mais sous deux conditions: qu'elles ne fussent pas occultes, et qu'elles ne constituassent pas des personnes morales. C'est l'opinion admise dans la circulaire ministérielle.

Quelles sont les formalités et les règles exigées pour la constitution des Unions?

C'est le § 2 qui les détermine; il est ainsi conçu :

Les Unions devront faire connaître conformément au § 2 de l'article 4, les noms des syndicats qui les composent.

Ainsi on ne demande aux Unions qu'une simple déclaration de naissance faisant connaître les noms des syndicats qui les composent, pour empêcher la constitution clan-

destinée de ces associations. L'art. 5 renvoie au § 2 de l'article 4 pour indiquer l'autorité ayant qualité pour recevoir cette déclaration. Il résulte par suite que toute nouvelle adhésion d'un syndicat à une Union déjà existante doit être déclarée.

Mais les autres formalités requises pour la constitution d'un syndicat professionnel isolé sont-elles exigées ?

Oui, répond la circulaire ministérielle : « Si l'Union est régie par des statuts, elle doit également les déposer. Il est également nécessaire que l'Union fasse connaître le lieu où siègent les syndicats unis.

« Les autres formalités à remplir sont les mêmes pour les Unions et pour les syndicats. »

Cette interprétation nous paraît arbitraire. D'abord l'article 5 ne renvoie qu'au § 2 de l'art. 4, et non à l'art. 4 entier, et il faut bien tenir compte du texte. De plus il n'y a pas eu inadvertance de la part du législateur, car il a supprimé cette disposition précise qui se trouvait dans le projet voté par la Chambre : « Les fondateurs de toute union devront remplir les formalités et les conditions prescrites par l'art. 4 de la présente loi. »

Enfin il est de principe qu'une peine ne peut être prononcée qu'en vertu d'un texte précis qui n'existe pas, comment punir les Unions ?

Une seule formalité qu'elles doivent remplir en dehors de la déclaration de naissance, c'est l'indication du siège social de l'Union, car il faut savoir si la déclaration a bien lieu à la mairie compétente (1).

(1) MM. Ledru et Worms n° 51 et note, adoptent cette opinion. Ils admettent cependant un tempérament : les directeurs et administrateurs doivent être français, car disent-ils, les motifs graves donnés à l'appui du § 5 de l'art. 4 s'appliquent ici a fortiori. Nous ne saurions accepter cette distinction que la loi n'a pas faite.

Cette solution est regrettable, car il y a là un manque d'harmonie entre les dispositions de la loi relatives à la constitution d'un syndicat et celles relatives à la formation d'une Union. Les mêmes motifs auraient dû faire appliquer les mêmes règles.

QUELS SONT LES DROITS DES UNIONS ?

Ils sont indiqués par le § 3 de l'art. 5. « Elles ne peuvent posséder aucun immeuble ni ester en justice. »

Il semble d'abord que les Unions jouissent de la personnalité civile, mais qu'elle est restreinte, que leur capacité est limitée, et qu'elles ne peuvent posséder que des meubles. Il n'en est rien. Il est certain qu'on n'a pas voulu leur donner le caractère de personnes morales. « Puisque la personnalité civile inquiète un grand nombre de nos collègues, disait M. Tolain (1), le second rapporteur du Sénat, et que nous ne croyons pas que ce soit pour les Unions une chose absolument nécessaire à leur développement, nous donnons satisfaction à ces appréhensions, à ces craintes, et nous supprimons la personnalité civile. »

Quelle est donc la situation légale des Unions de syndicats ? Elles constituent des associations analogues aux associations pures et simples comme les cercles, les comices agricoles, les sociétés musicales. Elles ne peuvent donc ni acquérir ni ester en justice en leur nom. Mais rien n'empêche les syndicats qui composent une Union d'acquérir pour les services de l'Union des biens dont ils resteront copropriétaires par indivis ; rien ne les empêche de soutenir un procès dans lequel les intérêts de l'Union seront engagés, pourvu qu'ils paraissent tous dans l'instance. En un mot, nous étendrons aux Unions les règles applicables aux associations sans personnalité.

(1) *Jour. of.*, 1884. Sénat, Déb. parl., p. 456.

CHAPITRE CINQUIÈME

SANCTIONS

Pour assurer l'exécution de la loi, le législateur a organisé un système de pénalités dans les art. 8 et 9; les sanctions sont de deux sortes : civiles et pénales. Les sanctions civiles (art. 5) s'appliquent aux acquisitions faites en dehors des termes de l'art. 6; les sanctions pénales sont destinées à prévoir les infractions commises par les syndicats.

SECTION PREMIÈRE

SANCTIONS CIVILES

L'art. 8 qui règle cette matière est ainsi conçu :

« Lorsque les biens auront été acquis contrairement aux dispositions de l'art. 6, la nullité de l'acquisition ou de la libéralité pourra être demandée par le procureur de la République ou par les intéressés. Dans le cas d'acquisition à titre onéreux, les immeubles seront vendus, et le prix en sera déposé à la caisse de l'association. Dans le cas de libéralité, les biens feront retour aux disposants ou à leurs héritiers ou ayants-cause. »

Nous diviserons nos explications en quatre paragraphes :

- § 1. Quelles sont les acquisitions visées par l'art. 8?
- § 2. Quelle est la nullité prévue par l'art. 8?
- § 3. Des effets de cette nullité.
- § 4. Procédure.

I. — QUELLES SONT LES ACQUISITIONS VISÉES PAR L'ART. 8 ?

Nous avons déjà essayé de démontrer que le mot biens dont se sert l'art. 8 ne doit s'entendre que des immeubles et que les syndicats peuvent faire à titre gratuit aussi bien qu'à titre onéreux les acquisitions mobilières, quelles qu'elles soient; quant aux acquisitions immobilières, elles doivent rentrer dans les cas prévus par l'art. 6.

L'art. 8 ne vise donc uniquement que les acquisitions d'immeubles faites en dehors des causes prévues par l'art. 6. C'est ce que confirme l'art 9, § 1, qui ne parle que des acquisitions d'immeubles.

§ II. — QUELLE EST LA NULLITÉ PRÉVUE PAR L'ART. 8 ?

Il déclare que l'acquisition faite en violation de la loi est nulle; que veut dire le législateur?

On distingue en droit la nullité et l'annulabilité. On dit qu'une convention est nulle quand elle ne contient pas toutes les conditions essentielles exigées par la loi pour sa formation. Cette prétendue convention n'existe pas légalement; il en résulte :

1° Que la nullité peut être opposée par toute personne intéressée;

2° Que la convention n'ayant jamais existé, la nullité ne peut être susceptible de confirmation ou de ratification;

3° Que la nullité ne peut être couverte par le laps de temps.

On dit au contraire qu'une convention est annulable, quand les conditions exigées par la loi se trouvent réunies, mais que l'une d'elles est viciée; la convention existe tant qu'elle n'est pas annulée judiciairement; par suite :

1° L'annulabilité n'existe pas *erga omnes*, elle ne peut

être invoquée que par ceux dans l'intérêt desquels elle a été établie ;

2° La convention existe quoique viciée, et est susceptible de confirmation ou de ratification ;

3° L'annulabilité peut se couvrir par un certain laps de temps.

L'art. 8 parle-t-il de la nullité ou de l'annulabilité? Il faut, suivant nous, distinguer suivant qu'il s'agit d'une acquisition à titre onéreux ou à titre gratuit.

A première vue, il semble que l'art. 8 emploie le mot nullité dans le sens de véritable nullité d'après l'art. 1108 Code civil ; il y a en effet violation d'une mesure d'ordre public, et l'action est exercée par toutes les parties intéressées, bien plus, par le ministère public, ce qui est un droit exorbitant. Il n'en est rien cependant, du moins quand il s'agit d'acquisitions à titre onéreux ; la vente, le contrat restent valables.

S'agit-il de l'annulabilité? Non. Quant un contrat, une vente par exemple est annulable, lors de l'annulation, la chose vendue revient à l'acheteur ; de plus certaines personnes seulement peuvent intenter l'action ; enfin l'action est prescrite par un certain délai.

Or dans notre espèce il n'en est pas de même. Si un immeuble est acquis à titre onéreux contrairement à l'art. 6, le contrat de vente reste parfaitement valable ; l'immeuble ne fait pas retour au vendeur ; de plus la nullité, pour parler comme l'art. 8, peut être invoquée par les intéressés et le ministère public. Enfin la vente ne sera pas couverte par le délai de l'art. 1304.

Le législateur a imaginé une nullité *sui generis* dont nous verrons bientôt les effets.

L'acquisition est-elle faite à titre gratuit? Il y a alors

une véritable nullité, mais par exception le ministère public pourra la demander.

§ III. — EFFETS DE CETTE NULLITÉ

I. — Dans le cas d'une acquisition à titre onéreux, l'immeuble sera vendu, et le prix de la revente sera déposé à la caisse de l'association.

Le contrat reste donc intact; la loi n'en prononce ni la nullité ni l'annulation. Elle vise uniquement les suites du contrat, par crainte de voir se reconstituer les biens de mainmorte.

Comme conséquences, nous décidons, conformément à l'art. 8, que le contrat d'acquisition reste parfaitement valable entre l'acheteur et le vendeur, (nous supposons le cas le plus fréquent); il doit produire tous ses effets. Le vendeur ne peut donc se refuser à délivrer l'immeuble objet de la vente; il ne peut le revendiquer car il n'est plus à lui; enfin il peut obliger le syndicat acheteur à l'accepter et à en payer le prix. Le syndicat devient propriétaire, il peut consentir des servitudes, des hypothèques, tous les actes qu'il fait sont valables.

Mais la loi vient alors défendre au syndicat de garder cet immeuble, elle lui ordonne de le transformer en capital mobilier. Elle lui permet bien de posséder des valeurs mobilières en aussi grande quantité qu'il peut; mais elle ne veut pas qu'il devienne propriétaire d'immeubles autres que ceux nécessaires à son fonctionnement.

Le syndicat, aussitôt devenu propriétaire, devra vendre son immeuble ou l'échanger contre des valeurs mobilières, s'il se conforme de lui-même aux dispositions de la loi, il ne sera pas poursuivi; sinon la loi lui impose la vente ju-

diciaire ; mais, preuve qu'elle le considère comme le véritable propriétaire, c'est qu'elle ne veut pas léser ses intérêts et qu'elle déclare que le prix revenant de la vente sera déposé à la caisse de l'association qui pourra l'employer comme elle le voudra.

Supposons que le syndicat refuse de recevoir, dans la caisse sociale, l'argent provenant de la revente judiciaire? Comment sera libéré le nouvel acheteur? Il n'aura, suivant nous, qu'à faire des offres réelles au syndicat, suivies de consignation art. 1257 C. Civil. Le tribunal en effet ne pourra comme en matière de vente de biens de mineurs, prescrire d'office un emploi déterminé du prix, car c'est là une mesure exceptionnelle ne pouvant être autorisée qu'en vertu d'un texte précis; or l'art. 8 dit seulement que le prix sera déposé à la caisse de l'association.

Une hypothèse peut se présenter: Primus vend un immeuble à un syndicat sous la condition que le syndicat acquéreur affectera l'immeuble à l'une des causes énumérées dans l'art. 6. Le contrat est valable, sans contredit. Mais le syndicat ne remplit pas cette clause; une infraction à l'art. 6 est commise, le parquet poursuit, le vendeur pourra-t-il intervenir, et sans laisser revendre l'immeuble, demander la résolution de la première vente, avec dommages-intérêts s'il y a lieu?

Oui, suivant nous, l'action intentée par le ministère public sera sans effet, et le vendeur pourra réclamer son immeuble. En effet, le contrat reste valable entre les parties contractantes; l'acquéreur n'ayant pas satisfait aux conditions imposées dans la vente, le vendeur peut en demander la résolution d'après le droit commun. De plus la demande du vendeur pour cause d'inexécution des conditions remplira le but que s'est proposé le législateur, qui n'a vou-

lu qu'empêcher les syndicats de posséder trop d'immeubles, sans porter atteinte aux conventions légalement faites. Pour donner au ministère public le droit exorbitant de s'opposer à l'action du vendeur, de déroger aux principes du droit commun, il faudrait un texte précis et ce texte n'existe pas.

Les solutions que nous venons de donner s'appliquent, cela est évident, quand l'immeuble primitivement acquis pour un des cas prévus par l'art. 6 ne répond plus à l'affectation pour laquelle il avait été acquis.

II. — ACQUISITION D'UN IMMEUBLE A TITRE GRATUIT

Un syndicat reçoit un immeuble à titre de libéralité. Nous supposons qu'il ne lui est pas donné ou légué pour l'un des buts prévus par l'art. 6, ou bien qu'en fait le syndicat possède déjà assez d'immeubles pour son fonctionnement.

Dans ce cas la loi prononce la nullité : « Dans le cas de libéralité, les biens feront retour aux disposants ou à leurs héritiers ou ayants-cause. »

C'est là une véritable nullité; l'acquisition est rescindée en entier. En effet une pareille libéralité étant défendue par la loi, est nulle comme contraire à l'ordre public; la nullité s'impose par la volonté du législateur, et les biens retournent aux disposants.

Du principe qu'il s'agit ici d'une nullité d'ordre public découlent les conséquences suivantes :

1° La nullité peut être demandée par toute personne intéressée et par le ministère public (droit exceptionnel);

2° Elle ne peut donner lieu ni à confirmation ni à ratification ;

3° Elle n'est pas susceptible d'être couverte par aucun

laps de temps ; le syndicat ne peut user que de la prescription acquisitive de trente ans, et alors le ministère public aurait encore le droit de se servir de l'art. 8, de faire vendre l'immeuble ainsi acquis par prescription, et d'en verser le prix à la caisse de l'association, comme pour les biens acquis à titre onéreux ;

4° La libéralité étant nulle, les biens rentrent dans les mains du donateur, de ses héritiers ou ayants-cause, libres de toutes charges ou hypothèques ;

5° Si le syndicat ne possède plus l'immeuble, le donateur aura le droit de revendiquer contre tout tiers détenteur ;

6° Le syndicat étant nécessairement de mauvaise foi, on appliquera pour les dépenses impenses ou améliorations faites par lui, comme pour la perception des fruits, les dispositions du Code civil relatives au possesseur de mauvaise foi.

Comme il répugne parfois de revenir sur une libéralité faite, il pourrait se faire que le disposant ou ses héritiers refusassent de rentrer en possession. Avec MM. Ledru et Worms (1) nous croyons que l'immeuble devra être mis sous séquestre, car il s'agit ici d'une possession litigieuse ; ou bien encore que l'immeuble devra être vendu et le prix déposé à la caisse des consignations. Ce cas cependant ne se présentera guère ; en admettant en effet que le donateur ou ses héritiers ne voulussent pas reprendre les biens parce que leur délicatesse y répugnerait, ils devraient vendre plutôt eux-mêmes l'immeuble, et en verser le prix dans la caisse de l'association ; ce sera le seul moyen, en fait, de faire profiter le syndicat de leur intention généreuse.

(1) MM. Ledru et Worms, n° 81.

§ IV. — PROCÉDURE

I. — QUI PEUT INTENTER L'ACTION ?

L'art. 8 répond : La nullité de l'acquisition ou de la libéralité pourra être demandée par le procureur de la République ou par les intéressés.

a. — Par le procureur de la République ; c'est là un droit exceptionnel accordé au ministère public qui, en règle générale, n'a pas d'action en matière civile. Sans doute il peut prendre des conclusions dans toutes les affaires civiles, mais pour intenter une action, saisir directement le tribunal, il faut une disposition expresse de la loi. Le législateur de 1884 a cru devoir lui donner ce pouvoir pour faire prononcer sûrement la nullité d'acquisitions faites contrairement à la loi.

Le ministère public peut intenter l'action devant le tribunal civil, c'est ce qui résulte du texte de l'art. 8 ; cet article qui ne parle que des sanctions civiles n'aurait pas mentionné le droit d'action du ministère public s'il n'avait pu agir qu'au correctionnel, alors qu'il existait un art. 9 traitant des sanctions pénales.

Il a de plus le droit de poursuivre devant le tribunal correctionnel la répression des infractions à la loi de 1884 commises par le syndicat, d'en faire prononcer la dissolution et la nullité des acquisitions. A quoi sert donc ce pouvoir exorbitant accordé par l'art. 8 ?

Il pourra lui être utile, si dans le cours de la poursuite correctionnelle il a négligé de demander la vente des immeubles ou la nullité des libéralités, ou bien encore en cas de prescription pour la poursuite correctionnelle.

b. — Par les intéressés. La nullité des acquisitions à titre gratuit et la vente des immeubles peuvent aussi être poursuivies par les intéressés. Par intéressés il faut comprendre toutes les personnes auxquelles l'acquisition peut porter un préjudice ; cette extension est conforme à l'esprit de l'art. 8 qui a été porté pour faire respecter la loi.

II. — QUELLE JURIDICTION EST COMPÉTENTE ?

Comme nous venons de le démontrer, c'est tantôt le tribunal civil et tantôt le tribunal correctionnel.

Le tribunal civil sera compétent quand l'action sera intentée par les intéressés, ou quand le ministère public agira directement devant lui.

Le tribunal correctionnel sera compétent quand le ministère public poursuivra le syndicat en vertu de l'art. 9, et qu'accessoirement à la poursuite il demandera la nullité des libéralités ou la revente des immeubles. Le tribunal pourra en outre être saisi directement par les intéressés, par la voie de la citation directe.

Toutes les règles ordinaires en matière de compétence et de composition du tribunal s'appliqueront.

III. — FORMALITÉS

L'affaire sera instruite et jugée comme les autres affaires. Aucune procédure particulière n'est imposée. Lorsque la vente aura été ordonnée, elle se fera devant la barre du tribunal. L'adjudicataire sera un adjudicataire ordinaire ; de même le syndicat vendeur aura les mêmes droits qu'un autre vendeur, entre autres il aura quarante-cinq jours à partir de l'acte de vente pour faire inscrire son privilège.

SECTION DEUXIÈME

SANCTIONS PÉNALES

L'art. 9 prévoit les infractions commises ; comme elles ont un caractère délictueux, elles doivent être jugées et punies par les tribunaux correctionnels.

I. — QUELLES SONT LES INFRACTIONS PRÉVUES ?

« Les infractions aux dispositions des art. 2,3,4,5, et 6 de la présente loi, seront poursuivies. »

Rappelons brièvement ces divers articles. L'art 2 est relatif à la composition du syndicat, l'art. 3 à son objet, l'art. 4 indique les formalités à l'accomplissement desquelles est subordonnée son existence ; l'art. 5 parle des Unions, l'art. 6 reconnaît et régleme la personnalité du syndicat.

Il y aura délit par exemple lorsque le syndicat admettra des membres étrangers à la profession (art. 2), lorsqu'une association, sous le nom de syndicat, s'occupera de questions religieuses ou politiques (art. 3), ou qu'il n'aura pas déposé ses statuts, lorsque ses administrateurs ne seront pas Français (art. 4), lorsque l'art. 6 aura été violé, etc.

II. — PEINES

Aucune de ces infractions n'entraîne la nullité d'actes faits par un syndicat, excepté quand il s'agit d'acquisitions d'immeubles à titre gratuit. C'est ainsi qu'il a été jugé (Dalloz 1886 1, 170, Cour de Paris 20 janvier 1886), que la disposition de l'art. 4 qui exige le dépôt des statuts et

des noms de ceux qui à un titre quelconque sont chargés de l'administration ou de la direction n'est pas prescrite à peine de nullité des actes passés par le syndicat, et que par suite l'intervention en justice du président d'un syndicat professionnel n'est pas irrecevable par ce motif que le nom du président n'a pas été indiqué lors du dépôt de la liste des administrateurs. Nous approuvons cette jurisprudence, car les nullités et fins de recevoir doivent être l'objet d'un texte précis.

Ces infractions sont punies d'une amende, peine principale, de la dissolution du syndicat et de la nullité des acquisitions, peines accessoires.

L'amende sera de 16 à 200 francs pour les infractions aux articles 2, 3, 4, 5 et 6. La mauvaise foi n'est pas un élément du délit, car il n'y a là que de simples contraventions déférées aux tribunaux correctionnels à cause du quantum de l'amende. D'ailleurs le § 3 de l'art. 9 exige la mauvaise foi, le § 1 n'en parle pas ; par suite nous devons dire qu'elle n'est pas exigée.

L'amende pourra être portée à 500 francs dans le cas de fausse déclaration relative aux statuts et aux noms et qualités des administrateurs (§ 3, art. 9).

Il y a un véritable délit, aussi l'intention coupable est-elle exigée. S'il n'y avait qu'une simple erreur, le § 1 s'appliquerait.

L'art. 463 Code pénal n'étant pas visé par la loi de 1884, la peine ne pourra jamais être inférieure à 16 francs.

Les tribunaux pourront en outre (§ 2, art. 9) à la diligence du procureur de la République, prononcer la dissolution du syndicat et la nullité des acquisitions d'immeubles faites en violation des dispositions de l'art. 6.

Remarquons que ces peines sont facultatives (pourront

être), tandis que l'amende est obligatoire. Ce sont des peines accessoires. Le tribunal ne peut dissoudre un syndicat sans condamner à l'amende, mais il peut condamner à l'amende sans dissoudre le syndicat.

La nullité dont parle l'art. 9 est la nullité de l'art. 8.

III. — QUELLES PERSONNES PEUVENT ÊTRE POURSUIVIES ?

L'art. 9 décide que les poursuites seront dirigées contre les directeurs et administrateurs, mais non contre les autres membres du syndicat ; ils ne seront frappés qu'indirectement par la dissolution du syndicat. On a cru pouvoir prévenir tous les dangers que pouvait présenter un syndicat, et l'art. 9 sur ce point n'est que la reproduction de l'art. 292 C. pénal déclaré inapplicable aux syndicats.

SECTION TROISIÈME

COMBINAISONS DE LA LOI DE 1884 AVEC LES DISPOSITIONS

PÉNALES ANTÉRIEURES

Le législateur a cru devoir dans l'art. 1 dire quelles lois étaient abrogées, quelles lois étaient inapplicables aux syndicats, afin de poser en tête de la loi le principe de liberté qui la domine et la caractérise (rapport Lagrange). Nous pensons qu'il y a eu là une dérogation non justifiée à un usage législatif constant, car une abrogation peut lier le législateur dans les votes qui suivent. La logique et le bon sens veulent qu'avant d'abroger les lois existantes on connaisse le sort définitif du projet à discuter.

L'art. 1 est ainsi conçu :

« Sont abrogés la loi des 14-17 juin 1791 et l'art. 416 du Code pénal.

« Les art. 291, 292, 293, 294 du Code pénal et la loi du 10 août 1834 ne sont point applicables aux syndicats professionnels. »

Le §1 abroge donc la loi des 14-17 juin 1791 et l'art. 416 (C. pénal).

La loi des 14-17 juin 1791 défendait aux patrons et ouvriers de former des associations professionnelles ; elle avait déjà été virtuellement abrogée par la loi du 25 avril 1864, et en fait elle n'était pas appliquée ; son abrogation n'a donné lieu à aucune difficulté.

Mais une grande discussion s'est engagée sur le maintien ou l'abrogation de l'art. 416 C. pénal. La Commission de la Chambre avait proposé d'abroger les art. 414, 415, 416. Sur la proposition de M. Ribot on fit une distinction : on laissa subsister les articles 414 et 415 qui réprimaient l'entrave et l'atteinte à la liberté du travail résultant d'un plan concerté et se manifestant par des violences ou des manœuvres frauduleuses, mais on supprima l'art. 416 qui punissait les ouvriers, patrons et entrepreneurs d'ouvrages qui, à l'aide d'amendes, défenses, prescriptions, interdictions prononcées par suite d'un plan concerté, portaient atteinte au libre exercice de l'industrie ou du travail.

Le Sénat résista d'abord, mais devant l'insistance de la Chambre finit par céder.

L'art. 1 ne déclare pas seulement l'art. 416 inapplicable aux syndicats, il l'abroge complètement ; il découle par suite de son abrogation :

1^o Que le fait de se concerter pour préparer une grève n'est plus un délit, même si au plan concerté se joignent des amendes, prescriptions mises en interdit d'établissements ou d'ouvriers, etc. ;

2° Que l'abrogation de l'art. 416 profite non-seulement aux syndicats, mais à toutes les associations et à toutes les coalitions même passagères formées en vue d'une seule grève ;

3° Que la mise en interdit d'une maison n'est que l'exercice régulier d'un droit concédé par la loi et ne peut donner lieu à l'application des art. 1382 et 1383 C. c., quelles que soient pour autrui les conséquences de ce droit ainsi régulièrement exercé ;

4° Que les art. 414 et 415 C. p. restent en vigueur et que par suite les violences, voies de fait, menaces ou manœuvres frauduleuses à l'aide desquelles on aura amené ou maintenu, tenté d'amener ou maintenir une cessation concertée de travail, continuent à être punies par les art. 414 et 415.

L'abrogation de l'art. 416 ne supprime qu'une disposition pénale, mais laisse subsister toutes les nullités résultant de l'application du droit civil ; or il est de principe qu'il n'est pas permis de déroger par des conventions particulières aux lois qui intéressent l'ordre public et les bonnes mœurs (art. 6 Code civil). Toute convention contraire au principe de la liberté du travail sera donc de nul effet, et les amendes prononcées contre les ouvriers réfractaires par les chefs de la grève ou de la coalition ne pourront faire l'objet d'une demande en justice, alors même que les ouvriers auraient pris d'avance l'engagement de les payer. C'est ce qui a été déclaré formellement au Sénat(1) : « En ce qui concerne l'art. 416, il faut l'abroger, non seulement pour les syndicats professionnels, mais d'une façon générale parce qu'il punit le concert pour amener la cessation

(1) Sénat, Doc. parl., p. 1118. *Jour. of.*, 1884.

du travail, lorsque ce concert se traduit par des amendes ou des interdictions; or il est incontestable que si vous donnez aux syndicats la liberté de s'organiser à l'état de lutte, il faut leur permettre de procéder au moins vis-à-vis de leurs membres par certaines sanctions, certaines amendes ou interdictions, dont nous n'admettrons pas la validité au point de vue du droit civil, mais qui au point de vue du droit pénal ne peuvent être l'objet d'une incrimination. »

Le § 2 de l'art. 1 déclare que les art. 291, 292, 293, 294 C. p. et la loi du 10 avril 1834 sont inapplicables seulement aux syndicats professionnels. Ces articles et la loi de 1834 considèrent comme illicite toute association de plus de vingt personnes formée sans l'autorisation préalable du gouvernement et frappent de peines assez fortes les auteurs de provocations à des crimes ou à des délits faits au sein d'une pareille assemblée, ainsi que les chefs directeurs et administrateurs de l'association.

Ces articles ne sont pas abrogés. On avait demandé que le projet de loi sur les syndicats fut transformé en un projet de loi sur les associations en général. Les ouvriers et les patrons se seraient alors associés non en vertu d'une loi spéciale, mais bien en vertu d'une loi générale; il n'y aurait pas eu exception en leur faveur. On repoussa cette demande qui voulait faire attendre le vote du projet de loi sur les associations. Cette loi générale sur les associations était loin d'être prête, elle soulevait de très graves questions sur lesquelles on ne s'entendait pas; une loi sur les syndicats était depuis longtemps attendue; les syndicats existaient en fait et il était nécessaire de régulariser leur situation, aussi on se décida avec raison à détacher un chapitre de la loi complète qui devait être faite plus tard.

Les art. 291 et suivants s'appliquent donc encore aux associations qui ne sont pas des syndicats ; au contraire ce sont les pénalités bien douces de l'art. 9 qui frappent les syndicats ; aussi importe-t-il de distinguer soigneusement les véritables syndicats des associations qui ne constituent qu'un syndicat en apparence.

Supposons qu'une association qui ne serait qu'un syndicat en apparence soit poursuivie. Ne pourrait-elle pas prétendre qu'elle n'est qu'un syndicat ayant commis une infraction aux art. 2, 3, 4, 5 ou 6 de la loi de 1884 et par suite que l'art. 9 seul est applicable au lieu des art. 291 et suivants, et de la loi de 1834 ?

D'après une première opinion (1), il faut distinguer d'une part la loi de 1834, d'autre part les art. 291 et suivants C. p. :

1° La loi de 1834 est virtuellement abrogée en ce cas et ne peut s'appliquer. Elle punit d'un emprisonnement de deux mois à un an, et d'une amende de 50 à 1000 francs toute personne faisant partie d'une association illicite. Or qu'est-ce qu'une association illicite suivant la loi de 1834, sinon une association constituant un syndicat irrégulier, ayant commis des infractions à la loi de 1884, c'est-à-dire composé de personnes sans profession ou de professions dissemblables (art. 2) ou bien ayant un autre objet que l'étude et la défense des intérêts professionnels (art. 3) ou ne s'étant pas fait connaître (art. 4), etc.

Une pareille association si elle est poursuivie pourra s'abriter derrière la loi de 1884, prétendre qu'elle n'est qu'un syndicat irrégulier passible seulement des peines de l'art. 9. Vainement pourra-t-on faire remarquer que

(1) M. Mongin. *Recueil Simonet*, 1884, I, p. 107.

telle n'était pas certainement l'intention du législateur, qu'il ne voulait protéger que les véritables syndicats aux quels seuls devait s'appliquer l'art. 9, cette association aurait le droit de répondre : « Je suis un syndicat irrégulier, on me reproche de m'occuper de politique, c'est simplement une infraction à l'art. 3, etc. » La loi de 1834, ajoute M. Mongin, est virtuellement abrogée car elle prévoit le même cas que l'art. 9 de la loi de 1884 ; or il est de principe en droit pénal qu'une loi pénale est abrogée par une autre loi qui prévoit le même cas et qui édicte une pénalité plus douce.

La preuve enfin que l'art. 9 abroge la loi de 1834, c'est que si l'on décide le contraire, on arrive à des conséquences inadmissibles. Supposons que la loi de 1834 soit encore applicable ; un véritable syndicat se constitue, puis par inadvertance il reçoit une personne sans profession. Le syndicat cesserait alors d'être un syndicat, la loi de 1834 pourrait être invoquée, et tous les associés, membres d'un syndicat qu'ils croyaient régulier, pourraient être poursuivis et condamnés à un an de prison et 1000 francs d'amende ! Admettre une pareille solution, n'est-ce pas dire que la loi de 1884 n'a en fait accordé aucun avantage aux travailleurs ; que, bien plus, elle les induit en erreur ?

Par suite M. Mongin décide, à regret il est vrai, que les membres d'une association illicite ne peuvent plus être punis, que seuls les administrateurs et directeurs pourront être condamnés et encore à une peine bien douce de 16 à 500 francs d'amende au maximum.

2° Les art. 291 et suivants Code pénal continuent à s'appliquer.

Pour les art. 291 et 292 il n'y a pas de difficulté ; l'art. 291 définit l'association illicite ; l'art. 292 applique la même

pénalité que l'art. 9 de la loi de 1884; l'association illicite sera dissoute et les chefs et administrateurs punis d'une amende de 16 à 200 francs.

Quant aux art. 293 et 294, ils prévoient des cas absolument différents de ceux visés par l'art. 9 de la loi de 1884. L'art. 293 punit certains faits de provocation omis dans les associations illicites, et frappe les auteurs de la provocation et les chefs et administrateurs de la société d'une pénalité assez forte. L'art. 294 prévoit le cas où une personne aurait fourni un local pour la réunion d'une association illicite. Mais cette personne ne sera plus condamnée qu'en vertu de l'art. 294 et non de l'art. 3 de la loi de 1834 virtuellement abrogée; étant complice elle ne peut être frappée plus que les auteurs principaux.

Nous ne saurions, pour notre part, admettre une pareille distinction. Si une association illicite peut se prétendre un syndicat irrégulier n'ayant commis qu'une infraction à la loi de 1884, ne devant être passible que des peines de l'art. 9 et non de celles de la loi de 1834, nous ne voyons pas comment on peut soutenir qu'elle tombe sous le coup des art. 291 et suivants. De deux choses l'une, ou cette association illicite est un syndicat irrégulier et alors les art. 291 et suivants Code pénal aussi bien que la loi de 1834 sont inapplicables (art. 1 loi de 1884), ou cette association ne constitue pas un syndicat et reste soumise à toute la législation antérieure.

La discussion se restreint donc, il ne reste plus en présence que deux opinions : les associations illicites, quelles qu'elles soient, peuvent se dire des syndicats irréguliers, passibles seulement des peines de l'art. 9, les art. 291 et suivants Code pénal aussi bien que la loi de 1834 étant virtuellement abrogés, ou bien elles ne peuvent

toutes invoquer la loi de 1884, et une certaine partie d'entre elles restent soumises à la législation antérieure.

Cette dernière opinion, soutenue par M. Sénart, nous semble préférable. M. Sénart (1) résout la question par une distinction :

Ou bien les associations poursuivies qui se prétendent des associations professionnelles sont en réalité des syndicats, constitués véritablement pour l'étude et la défense de leurs intérêts économiques ayant déjà fonctionné, etc., c'est une question de fait à résoudre. Accidentellement ces syndicats sont sortis de leur rôle, ont commis un acte qui leur était défendu par les art. 2, 3, 4, 5 ou 6 de la loi de 1884 ; ils se sont même aventurés sur le terrain de la politique, qu'importe ; ils restent des syndicats professionnels jouissant des immunités de la loi de 1884, n'étant frappés à raison de leurs infractions que des seules pénalités de l'art. 9.

Ou bien au contraire, les associations poursuivies ne sont pas de véritables syndicats ; elles essaient de se déguiser, elles prétendent être des syndicats pour échapper à la loi de 1884 et aux art. 291 et suivants Code pénal ; mais elles sont des associations religieuses ou politiques poursuivant un autre objet que l'étude et la défense d'intérêts économiques. Alors il est certain, dit M. Sénart, « que le masque de cette association illicite ne peut la couvrir, qu'on sera en droit de rechercher, de rétablir sa véritable nature, de n'y pas reconnaître un syndicat professionnel, régi par la seule loi du 21 mars 1884 et passible des seules sanctions pénales qu'elle contient, mais d'y voir une association à laquelle seront applicables les art. 291 et suivants Code pénal, et la loi du 10 avril 1834. »

(1) M. Sénart. Brochure citée, p. 24.

Nous adoptons cette opinion conforme suivant nous à l'esprit et au texte de la loi.

Que telle ait été l'intention du législateur, cela est évident. On a répété sans cesse que la loi de 1884 ne devait pas régir toutes les associations, qu'elle n'était qu'un chapitre détaché d'une loi plus complète sur l'association en général (rapport Lagrange). Le maintien des articles 291 et suivants et de la loi de 1834 indique nécessairement que pour le législateur ils doivent continuer à s'appliquer. Du reste tous les orateurs supposent que les associations illicites ne seront pas régies par la loi de 1884. M. Allain-Targé pose nettement la question et donne la même solution que nous. « Si le syndicat perdait son caractère professionnel, il perdrait en même temps les immunités garanties par l'article 1 de la loi. Il en serait du syndicat comme de toute autre société civile ou commerciale dont on emprunterait la forme pour dissimuler une action collective que le législateur ne permet pas. Les délinquants ne seraient pas couverts par le titre syndical qu'ils auraient pris à tort. »

Le texte de la loi nous est-il défavorable ? Évidemment non ; il parle des syndicats qui ont commis des infractions à la loi, il suppose que ce sont de véritables syndicats qui ont contrevenu aux dispositions des art. 2, 3, etc., et non pas des associations illicites qui sous le nom de syndicats poursuivent un but politique ou religieux.

Notre opinion est-elle contraire aux principes du droit pénal ? Il est vrai qu'un texte spécial est abrogé implicitement par un autre texte qui prévoit la même infraction et qui édicte une peine plus douce ; mais peut-on soutenir sérieusement qu'un véritable syndicat s'écartant accidentellement de sa sphère d'action, et une association poli-

tique se cachant seulement sous le titre de syndicat commettent les mêmes infractions ?

Quant aux conséquences inadmissibles auxquelles nous conduit notre système, d'après M. Mongin, nous ne les admettons pas. M. Mongin raisonne comme si toute contravention à la loi de 1884 rendait un syndicat inhabile à réclamer le nom de syndicat. Or c'est là une erreur qui est démontrée par tout ce que nous venons de dire. Toute infraction à la loi de 1884 n'enlève pas le caractère de syndicat et le bénéfice de cette législation de faveur à l'association professionnelle qui l'a commise, sinon l'art. 9 aurait été ainsi conçu : « Toute infraction aux art. 2, 3, 4, 5 et 6, rendra le syndicat passible des peines portées par la législation antérieure. » Rappelons la distinction que nous avons faite. Se trouve-t-on en face d'une association non professionnelle, on applique la loi de 1834 et les articles 291 et suivants ; au contraire est-ce un véritable syndicat qui est poursuivi ; il était et il reste un syndicat, à moins que le ministère public ne demande sa dissolution, et il n'est passible que des peines de l'art. 9.

Il importe donc de déterminer exactement les caractères essentiels d'un syndicat ? A quels caractères reconnaîtra-t-on qu'il s'agit d'une association professionnelle ?

Pour nous, les caractères distinctifs se trouvent dans les art. 2 et 3 de la loi de 1884, relatifs à la composition et à l'objet des syndicats ; ils servent à distinguer les associations professionnelles des autres associations. Quant aux art. 4, 5, 6, ils n'ont d'autre but que d'édicter des prescriptions réglementaires auxquelles les syndicats sont tenus de se soumettre, sous peine de s'exposer aux pénalités de l'art. 9. Cette distinction se trouve dans le rapport de M. Lagrange. « Le droit commun est largement

suffisant pour atteindre ceux qui tenteraient d'organiser sous la forme de syndicats d'autres associations que les associations professionnelles dont la constitution et le fonctionnement sont réglés par les art. 2 et 3. »

Une autre question peut s'élever sur la combinaison de la loi de 1884 avec la loi sur la presse (art. 23 et 24, loi du 29 juillet 1881). Ces art. 23 et 24 s'appliqueront-ils lorsqu'il y aura eu une provocation à un crime ou à un délit dans une assemblée du syndicat ? En d'autres termes, les séances des membres du syndicat sont-elles des réunions publiques ou privées ?

Ces séances sont, sans contestation possible, des réunions privées. Pour y assister, il faut être membre de la société, ou bien être invité personnellement. Si le syndicat reçoit indistinctement tous ceux qui se présentent, il y a réunion publique, et le droit commun s'applique. Mais les séances sont considérées comme privées tant qu'elles ne sont pas accessibles au public. Le rapporteur, M. Lagrange, repoussant un article additionnel voté par le Sénat et rendant applicables les articles 23 et 24 de la loi de 1881 aux provocations qui se produiraient dans les réunions d'un syndicat, a été explicite : « Rendre les articles 23 et 24 de la loi du 29 juillet 1881 applicables aux réunions privées tenues par des associations syndicales, c'est amoindrir, faire disparaître, au détriment de celles-ci, les libertés de réunions acquises et consacrées par nos lois. »

L'auteur d'une provocation à un crime ou à un délit ne sera donc poursuivi que si elle a été suivie d'effet ; et alors ce sera comme complice (art. 60 C. p.) ou si la réunion, par suite de circonstances particulières, a été une réunion publique.

Une hypothèse peut se présenter. Des commerçants se

réunissent en association, ils sont moins de vingt personnes et ne font aucun dépôt. Le ministère public les poursuit (art. 9). Peuvent-ils prétendre qu'ils ne sont pas tenus aux prescriptions de la loi de 1884, comme ne formant pas un syndicat, mais bien une association de moins de vingt personnes? Nous croyons qu'ils le peuvent; la loi de 1884 ne déclare pas que les commerçants et ouvriers ne peuvent s'associer d'après le droit commun; pour leur enlever ce droit, il faudrait un texte. De plus la loi de 1884 n'a été faite que pour leur donner des avantages que ne comportait pas le droit commun; ils peuvent y renoncer. Il est bien entendu qu'une pareille association ne jouira pas de la personnalité civile, et que du jour où elle dépassera vingt personnes, elle tombera sous le coup des art. 291 et suivants Code pénal et de la loi de 1834.

CHAPITRE SIXIÈME

DISSOLUTION DES SYNDICATS

Nous avons examiné la formation, l'organisation et le fonctionnement des syndicats ; il nous faut maintenant dire quelques mots sur la dissolution et la liquidation des biens d'une association professionnelle.

La dissolution d'un syndicat peut être forcée ou volontaire. Elle sera forcée lorsque les tribunaux auront prononcé la dissolution du syndicat par suite de l'application de l'art. 9. Elle sera volontaire lorsque les statuts auront prévu certaines causes de dissolution ; le syndicat n'a été formé qu'à temps, ou bien les statuts déclarent que le syndicat cessera d'exister lorsque tel événement arrivera, etc.

Il est évident qu'un seul membre ne peut demander la dissolution du syndicat ; il peut se retirer, mais son départ ne fait pas cesser la société (art. 7). Qu'arrivera-t-il si la majorité demande la dissolution du syndicat ? Devra-t-on dire que les membres qui la composent ne peuvent que se retirer du syndicat (art. 7) et que, malgré le vote de l'assemblée, l'association professionnelle continuera de subsister entre les membres qui forment la minorité ?

Nous croyons devoir décider que comme dans les sociétés commerciales, la majorité pourra voter la dissolution de la société, mais la majorité seulement, et non pas l'unanimité des membres. Sans doute, dans la rigueur des principes, on pourrait dire qu'une telle décision devrait être prise à l'unanimité, et que les membres qui voudraient

se retirer devraient se conformer à l'art. 7. Mais une telle solution serait impossible, injuste et contraire à l'intention du législateur. En effet, comment obtenir une pareille unanimité? Les membres peuvent toujours se retirer (art. 7), nous dira-t-on ; qu'ils se retirent donc, et le syndicat subsistera entre les membres de la minorité. Sans doute, répondrons-nous, ils peuvent se retirer, mais ils doivent laisser au syndicat tous les biens qu'ils ont donnés, toutes les cotisations qu'ils ont dû verser. La minorité qui pourrait être très faible, se réduire à quelques membres, se trouverait donc en possession de tout ce qui a été donné ou payé par la majorité des membres, majorité peut-être considérable ? Il y aurait là une véritable spoliation, la loi n'a pu consacrer une pareille iniquité, cela n'est pas possible.

On ne peut nous objecter que la situation est la même que quand un membre se retire en vertu de l'art. 7. Celui-ci ne représente pas la volonté du syndicat, et on comprend très bien qu'il ne puisse reprendre ses cotisations ou les biens qu'il a donnés. L'art. 7 est une dérogation au droit commun, une faveur pour ce membre ; il garantit sa liberté individuelle et lui permet de se retirer sans avoir à payer aucune indemnité malgré le tort qu'il peut causer à la société par son départ subit, malgré toute clause contraire qu'il aurait consentie.

Mais la majorité représente la volonté du syndicat, elle peut donc voter sa dissolution. C'est le principe admis dans toutes les sociétés commerciales et à capital variable dans lesquelles aussi tout membre peut se retirer quand il veut.

Dans notre système, on respecte tous les droits, car les biens de la société seront partagés entre les membres ;

ceux qui voudront rester syndiqués n'auront qu'à former, sur les bases de l'ancien syndicat, un nouveau syndicat auquel ils donneront les biens qui leur seront échus dans le partage, s'ils veulent lui constituer un patrimoine ; mais au moins ils ne garderont pas les biens de leurs associés contre toute justice.

Qu'arrivera-t-il des biens du syndicat après la dissolution ? Devra-t-on dire que la personne morale ayant disparu les biens devront être considérés comme biens vacants et à ce titre devront revenir à l'État ?

Nous sommes persuadés que telle n'a pas été l'intention du législateur, il n'a pas voulu consacrer une doctrine aussi inique qui ne serait qu'une confiscation déguisée. On ne peut admettre que la loi engage les patrons et les ouvriers à se syndiquer, à mettre en commun leurs économies, à se priver même, s'il s'agit de syndicats ouvriers, pour que tous ces efforts aboutissent à constituer un patrimoine à l'État. Tous les biens des syndicats seraient ainsi à la disposition de l'État qui, pour la moindre infraction, et on en trouvera toujours malgré toutes les précautions, pourrait faire prononcer la dissolution et prendre ainsi injustement les biens accumulés péniblement pour former un fonds social devant servir aux intérêts les membres syndiqués.

Nous croyons que la situation d'un syndicat est analogue à celle d'une société commerciale. Les membres ont un droit éventuel au partage pendant toute la durée de l'association ; si un membre se retire d'après l'art. 7, il y renonce ; mais s'il reste dans le syndicat, ce droit s'ouvre au moment de la dissolution. L'être moral sans doute disparaît, mais il subsiste néanmoins pour les besoins de la liquidation.

Quant à la liquidation, nous pensons que toutes les règles relatives à la liquidation des sociétés de commerce devront être suivies, ainsi que les règles concernant le partage des biens.

CHAPITRE SEPTIÈME

DISPOSITIONS SPÉCIALES PRÉVUES PAR L'ARTICLE 10

L'art.10 est ainsi conçu : « La présente loi est applicable à l'Algérie.

« Elle est également applicable aux colonies de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Réunion.

« Toutefois les travailleurs étrangers et engagés sous le nom d'immigrants, ne pourront faire partie des syndicats. »

Il y a donc deux dispositions dans l'art. 10. La première est relative à l'étendue de l'application de la loi actuelle, et prévoit une discussion qui pourrait s'élever.

La jurisprudence constante de la Cour de cassation décide en effet que les lois de la métropole ne sont applicables à l'Algérie que lorsqu'elles sont la continuation ou la modification des lois existantes, ou lorsqu'il y a eu une promulgation spéciale. La Cour d'Alger au contraire décide que les lois applicables en France sont toujours applicables en Algérie en dehors des deux hypothèses précédentes.

Le doute n'est pas possible pour la loi de 1884 qui a été étendue aux colonies de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Réunion.

La deuxième disposition de l'art. 10 est relative aux étrangers, ils ne peuvent se syndiquer ni entrer dans un syndicat.

Il est probable que l'on a voulu désigner par ces mots : « travailleurs étrangers engagés sous le nom d'immigrants » les coolies indiens ou chinois, et que l'on n'a voulu prendre

des précautions que contre eux ; mais la loi ne distingue pas entre les travailleurs étrangers.

Par suite nous devons décider que les étrangers, même européens, ne peuvent, aux colonies, faire partie d'un syndicat, que même ils ne peuvent s'affilier à un syndicat dont le siège social est en France, disposition assez anormale, il faut l'avouer, puisqu'ils pourraient se syndiquer s'ils étaient en France. Mais il faut s'incliner devant la loi.

Il est évident, enfin, que l'art. 10 ne s'applique pas aux Français étrangers à la colonie et par suite immigrants. Le rapporteur M. Tolain l'a déclaré expressément (1).

(1) *Jour. of.*, 1884. Sénat, Déb. parl., p. 577.

CHAPITRE HUITIÈME

LES ASSOCIATIONS PROFESSIONNELLES DEPUIS 1884

SECTION PREMIÈRE

PROJETS DE LOIS TENDANT A MODIFIER LA LOI DE 1884

Depuis le vote de la loi sur les syndicats professionnels trois propositions de lois tendant à modifier la loi de 1884 ont été présentées.

Le 4 mars 1886, M. Marcel Barthe a déposé sur le bureau du Sénat un projet de loi contenant quatre dispositions :

1° Le rétablissement de l'art. 416 abrogé par la loi de 1884 ;

2° L'application des peines de l'art. 293 Code pénal à toute provocation à un crime ou à un délit même non suivi d'effet, et ayant eu lieu dans une réunion de syndicat ;

3° Le rattachement au ministère de l'Intérieur du bureau des syndicats ;

4° La publication d'un rapport annuel sur les syndicats réguliers et irréguliers.

Ce projet a été discuté et voté en première délibération le 1^{er} décembre 1886. Nous allons l'examiner très rapidement.

Les deux premières dispositions ont été vigoureusement

attaquées. Il faut permettre, a-t-on dit, aux syndicats d'ouvriers, qui sont en réalité les seuls visés, de profiter de la loi de 1884 et de se défendre en mettant à l'index les ouvriers réfractaires ou les établissements de patrons qui se refuseraient à se soumettre aux ordres des syndicats; ce n'est là que l'exercice d'une liberté. D'ailleurs un syndicat n'est pas un corps fermé et obligatoire, bien des ouvriers n'en font pas partie. On a ajouté que la liberté individuelle était suffisamment garantie par l'art. 7, qui permet à tout membre d'un syndicat d'en sortir à tout instant malgré toute clause contraire.

On a répondu avec raison, suivant nous, que des actes d'intimidation très graves se produisaient dans les grèves et qu'ils ne pouvaient être poursuivis; que les ouvriers non grévistes étaient en butte à certaines violences morales de la part des grévistes; qu'il fallait avant tout assurer la liberté la plus sacrée, la liberté individuelle et que les ouvriers n'oseraient jamais se soustraire aux ordres des syndicats promoteurs de grèves, si l'on ne punissait pas, par le rétablissement de l'art. 416, les violences morales qui ne sont souvent que le prélude des violences matérielles.

La loi anglaise a si bien compris que les associations pouvaient devenir tyranniques et qu'il fallait protéger contre elles la liberté individuelle, qu'en même temps qu'elle accordait aux Trades-Unions une grande liberté, elle punissait par la loi du 29 juin 1871 les molestations, délits qui correspondent aux délits prévus par l'art. 416.

2° De même nous comprenons très bien que l'on punisse les provocations à des crimes non suivis d'effet (1), lors-

(1) D'après le projet de M. Barthe, l'auteur seul de la provocation est puni, les directeurs du syndicat ne sont pas responsables; nous approuvons cette différence avec l'art. 293 C. P.

qu'elles ont eu lieu dans une réunion d'un syndicat. Il n'y a pas exception au détriment des syndicats, mais bien application du droit commun. Qu'une provocation ait lieu dans une société de bienfaisance, elle sera poursuivie; a fortiori doit-elle être poursuivie lorsqu'elle se présente dans un syndicat préparant ou soutenant une grève, composé souvent d'hommes ignorants et passionnés, sur lesquels ces provocations pourront avoir un effet désastreux; sans doute s'il y a crime ou délit, les auteurs de la provocation pourront être atteints comme complices; mais ne vaut-il pas mieux prévenir le crime, alors surtout qu'on rentre dans le droit commun?

3° Le rattachement au ministère de l'Intérieur peut se justifier à cause des grèves qui sont réprimées par les agents du ministère de l'intérieur; de plus les syndicats ont, comme un de leurs buts principaux, la création de sociétés de secours mutuels qui dépendent de ce ministère.

4° Enfin nous sommes partisans de la publication d'un rapport annuel; mais nous craignons qu'il ne soit bien incomplet, tant que les maires n'auront pas été forcés, dans un délai maximum, de communiquer aux Préfets les dépôts faits par les syndicats.

Le 4 mars 1886 M. Bovier Lapierre a déposé à la Chambre des députés un projet de loi tendant à faire respecter la loi du 21 mars 1884 et à garantir la liberté d'association professionnelle.

Certains patrons ayant renvoyé tous les ouvriers qui appartiennent à un syndicat, M. Bovier-Lapierre propose de condamner tous les patrons qui renverront ou se refuseront à prendre des ouvriers syndiqués, sous prétexte qu'ils font partie d'un syndicat.

Ce projet doit être repoussé, suivant nous, pour les motifs suivants :

1° D'abord il est contraire à la liberté. Un patron ne peut pas être forcé de garder ou de prendre un ouvrier, sans qu'il y ait atteinte à sa liberté. L'ouvrier peut faire partie d'un syndicat, c'est son droit ; mais le patron peut le refuser, c'est aussi son droit.

2° Il est contraire à l'économie politique, car le patron doit être seul maître chez lui ; si l'on admet une pareille tyrannie, elle sera destructive de toute industrie. Tout ouvrier renvoyé ou refusé prétendra l'être parce qu'il fait partie d'un syndicat. Faudra-t-il que les patrons emploient tous les ouvriers syndiqués qui se présenteront, si leurs affaires ne le permettent pas ? si un ouvrier travaille mal, faudra-t-il le garder parce qu'il est syndiqué ? Il y aurait des contestations sans nombre, et on arriverait forcément à une inquisition incessante, le patron devant sans cesse prouver que s'il congédie un ouvrier syndiqué, c'est parce qu'il ne peut plus le faire travailler.

Pour ces raisons très sérieuses, nous espérons que ce projet sera repoussé.

M. Colfavru, le 21 juin 1886, a déposé une proposition de loi ayant pour objet d'étendre à toutes les professions sans distinction, et notamment aux professions dites libérales, le bénéfice de la loi du 21 mars 1884.

Nous approuvons cette proposition, mais avec deux restrictions : 1° Elle ne devrait pas être étendue aux fonctionnaires, ou du moins on devrait leur défendre expressément de former une coalition en vue de grève, c'est-à-dire en vue de refuser leurs services, car il est certain que tous les syndicats sans exception, d'après la loi de 1884, peuvent soutenir leurs intérêts par la grève, et l'art. 423 Code pénal serait ainsi virtuellement abrogé.

2° Cette proposition ne devrait pas non plus s'étendre aux professions organisées en corporations fermées (avocats, avoués, etc.); quelle situation aurait une chambre d'avoués ou un conseil d'un barreau en présence de syndicats de membres de la profession? D'ailleurs les membres de ces professions ne pourraient se plaindre, car ils forment des syndicats privilégiés.

SECTION DEUXIÈME

LES SYNDICATS DE PATRONS

Depuis trois ans la loi sur les syndicats existe; on peut donc en apprécier les résultats.

Cette loi, il faut l'avouer, est loin d'avoir rempli le but que le législateur espérait. Les patrons et les ouvriers, à en croire tous les discours, allaient aussitôt former des syndicats qui, jouissant de la personnalité civile, devaient se constituer un patrimoine important, créer des cours, des sociétés de secours mutuels, etc., et diminuer les grèves. Bien peu de syndicats, en réalité, comprennent un grand nombre de membres; leur caisse se réduit en général à une centaine de francs, beaucoup même (surtout les syndicats de patrons) n'ont que dix à vingt membres.

Le nombre des syndicats est considérable si leur importance ne l'est pas. Au ministère du Commerce, le 1^{er} janvier 1887, on donnait comme chiffres : 1,003 syndicats enregistrés dont 251 à Paris, les syndicats se répartissaient ainsi : 480 syndicats de patrons, 23 syndicats composés de patrons et d'ouvriers, 391 syndicats d'ouvriers, 109 syndicats agricoles. Le 1^{er} mai 1887 la liste des

syndicats enregistrés s'élevait à 1,452 dont 320 à Paris ; on estimait en plus à 700 le nombre des syndicats non enregistrés. Le classement par catégories n'était pas encore fait.

Mais ces statistiques sont fort incomplètes ; beaucoup de maires ne préviennent pas les préfets qui ne peuvent transmettre que des tableaux inexacts. Il y a des départements où les rapports ne signalent aucun syndicat enregistré, et qui comprennent cependant plus de 30 syndicats régulièrement constitués. Pour ne donner qu'un seul exemple, citons les syndicats agricoles. Le ministère du Commerce signale 109 syndicats enregistrés le 1^{er} janvier 1887 ; le 1^{er} mai le ministère de l'Agriculture possède la liste de 220 syndicats enregistrés, et estime à environ 400 le nombre total des syndicats agricoles enregistrés ou non ; or le même jour la Société des Agriculteurs de France estime que ce total s'élève à plus du double, plus de 800 syndicats. Il y a une bien plus grande différence dans l'appréciation du nombre des membres, appréciation qui varie de 80,000 à près de 800,000 membres syndiqués dans les syndicats agricoles.

Ainsi le nombre des syndicats s'élève à plusieurs milliers, voyons si la loi de 1884, qui a considérablement augmenté leur nombre et leurs attributions théoriques, a rendu en pratique de sérieux services. Commençons par les syndicats de patrons.

A Paris l'Union Nationale de la rue de Lancry reste toujours le groupe le plus important, mais la loi de 1884 ne lui a guère servi.

Les syndicats qui la composent existaient depuis longtemps, formant une Union admirablement organisée. Tous les patrons qui voulaient se syndiquer en faisaient partie ; aussi n'y a-t-il rien d'étonnant à ce que la loi de 1884 n'en

ait pas augmenté le nombre d'une manière considérable.

Le seul résultat pratique de cette loi a été de substituer la stabilité à l'arbitraire ; au lieu d'être soumise à la tolérance administrative, l'Union est reconnue légalement, a une existence officielle. Mais pour elle c'est le seul bienfait appréciable de la loi de 1884.

En effet le syndicat seul est doué de la personnalité civile. Or cette personnalité ne sert pas aux syndicats qui la composent, l'Union seule a de l'autorité. Un syndicat qui ne se compose en général que de cent à trois cents membres ne peut se faire entendre des pouvoirs publics, ni organiser des bureaux sérieux. L'Union, au contraire, parle au nom de quinze mille patrons, elle peut prétendre véritablement représenter le commerce et l'industrie, et se faire écouter (ce qui est l'essentiel) par les ministères et les chambres.

En admettant même qu'un syndicat particulier soit assez nombreux et puissant pour jouir de quelque autorité, l'Union est encore préférable. Ce syndicat en effet ne réclamera que pour lui seul ; les réformes qu'il demandera, seront uniquement en faveur d'une seule industrie, la sienne ; il ne s'élèvera pas au-dessus de ses intérêts professionnels, fussent-ils être contraires au bien public. L'Union, elle, ne parlera jamais qu'au nom du commerce et de l'industrie en entier ; ses revendications n'auront pas un caractère particulier, elles présenteront un caractère d'utilité générale.

En dehors des réformes à poursuivre devant les Chambres, l'Union remplit mieux les autres buts qu'un syndicat peut se proposer que les syndicats isolés ne le feraient. Les bureaux de renseignements commerciaux et d'arbitrages, les cours professionnels, les bibliothèques, etc., peuvent être et sont plus sérieusement organisés par l'Union qu'ils ne le seraient par les syndicats isolés.

Or comme tout ce que nous venons de dire de l'Union de la rue de Lanery peut s'appliquer à toutes les Unions, le législateur aurait dû favoriser surtout les Unions.

La définition même du syndicat donnée par l'art. 2, ne répond pas, ajoute-t-on, aux nécessités de la pratique ; l'obligation d'obéir aux conditions posées par l'art. 2 ne peut que nuire aux syndicats isolés qui dans beaucoup de villes ne réuniront jamais beaucoup de membres. L'administration le comprend si bien qu'elle ne dit rien si plusieurs industries se réunissent en un seul syndicat. Le syndicat le plus important de l'Union est le syndicat des industries diverses ; il possède le plus grand nombre de membres, et les questions qu'il traite sont de beaucoup les plus importantes car ce sont des questions générales.

En troisième lieu, la personnalité civile sur laquelle on a tant discuté ne sert pas aux syndicats de patrons ; ils n'en ont pas besoin. D'ailleurs comment comprendre qu'un syndicat de patrons puisse avoir un patrimoine ? Ce patrimoine ne peut être composé que de deux manières : par des dons et legs, par les cotisations. Les dons et legs ! Depuis 1884 à notre connaissance aucun don ou legs n'a été fait à aucun des syndicats qui composent l'Union. Par les cotisations ! Mais il est de l'intérêt d'un syndicat de réduire le plus possible le chiffre de la cotisation afin d'augmenter le nombre de ses adhérents. Quant aux sociétés de secours mutuels aux sociétés coopératives, les syndicats de patrons n'en ont pas fondées. Ce patrimoine corporatif, dont on a tant parlé, non seulement est inutile, il serait même gênant pour les syndicats isolés car il leur faudrait toute une organisation dont ils n'ont pas besoin dans le système suivi à l'Union Nationale. Chaque commerçant donne sa cotisation, et a droit à tous les services de l'Union, sans qu'il ait aucune préoccupation.

L'Union est donc préférable sous tous les rapports aux syndicats isolés. Le législateur aurait pu lui donner la personnalité civile qui aurait peut-être été utile ; mais l'Union n'en a pas besoin, et en fin de compte vaut-il mieux qu'elle ne soit pas personne morale ?

Sans doute nous sommes partisans des unions qui présentent de très grands avantages. Les réclamations de l'Union Nationale se justifient, s'il ne s'agit que d'elle seule ; mais nous approuvons la loi de 1884. Elle ne s'applique pas seulement, il ne faut pas l'oublier, aux syndicats de patrons, mais aussi aux syndicats agricoles et aux syndicats ouvriers. Or donner la personnalité civile aux Unions nous semble présenter de graves dangers que le législateur a su prévenir. D'ailleurs si les Unions sont excellentes, les syndicats isolés peuvent être utiles ; et il vaut mieux qu'ils aient leur individualité propre. Ainsi on nous signale que des syndicats d'exportation se fondent en assez grande quantité : n'est-il pas nécessaire qu'ils possèdent la personnalité civile, qu'ils aient un patrimoine assez important pour entretenir des agents à l'étranger afin de savoir les conditions des diverses places commerciales.

De plus, permettre à un syndicat de comprendre des membres de toutes les professions, n'aurait-ce pas été les convertir en associations ouvertes à la politique, n'aurait-ce pas été en fait abolir toute loi sur l'association ?

Enfin il est utile que les syndicats possèdent la personnalité civile qui leur permet d'acquérir. Sans doute les syndicats de l'Union Nationale peuvent s'en passer à cause de leur organisation ; mais bien des syndicats s'en servent et s'en serviront surtout quand leur patrimoine aura grossi. Il y a quelques jours la chambre syndicale d'horlogerie fondait une école d'apprentis ; aurait-elle pu y arriver si elle

n'avait possédé un patrimoine qui nécessite la personnalité civile?

Si jusqu'à présent les syndicats de patrons n'ont poursuivi que très rarement la création d'écoles, de sociétés de secours mutuels, de caisses de retraites, etc., ils s'occupent très sérieusement de l'étude et de la défense de leurs intérêts professionnels. En novembre 1886 un congrès des chambres syndicales de France a eu lieu à Paris; plus de deux cents vœux sur toutes les questions relatives au commerce et à l'industrie ont été émis, et ils paraissent avoir été étudiés très sérieusement (1).

Mais entrons dans le détail et voyons ce qu'un syndicat peut faire, non théoriquement, mais pratiquement. Prenons l'exemple de l'Union Nationale de la rue de Lancry.

L'Union Nationale, depuis la loi de 1884, est restée identique à ce qu'elle était avant cette loi; son organisation n'a pas changé. L'immeuble où elle siège appartient toujours à une société civile qui se charge, moyennant un certain prix par chaque membre syndiqué, de fournir tous les services que nous avons énumérés.

L'Union Nationale est restée fidèle à sa devise : « Tout ce qui intéresse l'industrie et le commerce, hors la politique. » Le but qu'elle poursuit est triple :

1° Elle étudie toutes les questions qui se rattachent à la législation du travail, et ces questions sont immenses. Elle a déjà obtenu des succès importants; c'est grâce à ses efforts que l'impôt des patentes a été diminué, le prix des lettres baissé de 0 fr. 25 à 0 fr. 15, etc. Les pouvoirs publics s'adressent officiellement à elle, et lui demandent son avis. Elle a été chargée de s'occuper en partie de l'Expo-

(1) Le journal l'*Union Nationale* en rend compte, et donne la liste de tous les vœux. Voir le numéro 47 de l'année 1886.

sition de Melbourne, de celle d'Anvers. Elle a été consultée au sujet de l'Exposition de 1889. Les membres des jurys des récompenses ont été en grande partie choisis sur les listes dressées par elles; enfin le gouvernement lui aurait promis de la consulter sur tous les traités de commerce, les questions de transport, etc.

2° L'Union cherche à prévenir les procès, à concilier les parties, à servir d'arbitre amiable; c'est peut-être le but qu'elle poursuit avec le plus d'ardeur.

3° Elle s'efforce d'être utile à ses adhérents et au commerce en général, en fournissant tous les renseignements possibles, en créant des cours, en distribuant des médailles et des livrets d'épargne aux ouvriers méritants, en subventionnant des écoles professionnelles, etc. Mais elle évite avec le plus grand soin de faire des actes de commerce. Elle ne veut être qu'un simple bureau de renseignements et n'a jamais songé à créer des sociétés de commerce, à subventionner telle ou telle entreprise, etc. Bien des questions que nous avons examinées au point de vue théorique ne se sont pas présentées et ne se présenteront jamais tant que l'Union Nationale restera dans le même courant d'idées.

Du reste, voici quelques détails empruntés au rapport lu à la dernière assemblée générale, et qui montrent quels services sont rendus par l'Union.

Le nombre de polices d'assurances vérifiées en 1885 a été de cinq cent quatre-vingt-quatre; des modifications importantes ont été faites sur quatre cent quarante-trois polices; le reste s'élevant à cent quarante-et-une polices n'a donné lieu à aucun changement, le chiffre des polices irrégulières s'élève donc à plus de 75 pour 100. L'Union nationale a créé la police syndicale dont le but est, moyennant une très légère rétribution, de prendre en toutes circonstances les intérêts des

assurés ; ainsi en cas de sinistres, l'Union se charge de faire toutes déclarations et démarches auprès des Compagnies d'assurances ; elle prend à sa charge tous les frais d'expertise et ceux des poursuites judiciaires, s'il y a lieu.

Le service des marques de fabrique et des brevets d'invention a donné de nombreuses consultations gratuites ; il a été chargé de prendre cinquante-quatre brevets, de payer cinquante-huit annuités et de déposer cinquante-deux marques de fabrique.

Le service du contentieux, sur huit cent soixante-quatorze affaires qui lui ont été confiées, en a terminé sept cent dix.

Il a été fourni vingt-sept mille deux cent treize renseignements commerciaux sur Paris, vingt-cinq mille deux cent quatre sur la province, mille trois cent trente-et-un sur l'étranger, soit en tout cinquante-trois mille sept cent quarante-huit renseignements.

Le service de vérification des feuilles de contributions a examiné cinq cent quarante-sept feuilles ; sur ce chiffre il a été adressé à la préfecture quatre-vingt-sept réclamations ; trente-sept ont été admises et ont donné lieu à neuf mille cinq cent trente-sept francs de dégrèvements, dix-huit ont été rejetées et trente-deux restent encore en litige.

Le service des traductions a été chargé de deux cent quarante traductions (1).

(1) Les chiffres que nous donnons sont ceux du rapport sur l'année 1885 lu à l'Assemblée générale du 24 mars 1886 et paru dans le numéro de l'*Union Nationale* du 24 avril 1886. Le rapport sur l'année 1886 ne sera publié qu'au mois de juillet. Les chiffres sont un peu supérieurs à ceux que nous donnons ; la crise industrielle entrave l'essor de l'*Union Nationale*.

SECTION TROISIÈME

LES SYNDICATS OUVRIERS

A ne voir que le nombre des syndicats, on croirait qu'ils ont profité largement de la loi de 1884, qui n'a été faite uniquement que pour eux, plus de mille six cents syndicats peut-être existent à l'heure actuelle !

Mais parmi ces syndicats, combien y a-t-il de sociétés politiques ? combien parmi les syndicats qui s'occupent des questions ouvrières (c'est le terme consacré), y a-t-il d'associations professionnelles qui ne comptent qu'un bureau ?

La confusion regrettable que nous avons déjà signalée entre les sociétés anarchistes, collectivistes, communistes, et les véritables syndicats ouvriers se produit encore. Aussi faut-il les distinguer avec soin. Pour les premiers, la loi de 1884 n'est que *la loi maudite, la loi infâme* qui a trompé les espérances des travailleurs, les a placés sous la surveillance de la police (à cause du dépôt des statuts) ; elle ne permet pas de poursuivre les revendications sociales ; aussi n'en veulent-ils pas, et ils ont raison, car elle n'est pas faite pour eux.

Les véritables syndicats ouvriers font bien moins de tapage ; on ne les entend pas dans les réunions publiques, les meetings ; mais ils travaillent silencieusement et s'organisent à l'abri de la loi de 1884. Comme ils n'existaient pas véritablement avant cette loi, et qu'ils sont encore dans la période d'organisation, on ne peut guère juger les résultats qu'ils ont déjà obtenus. Cependant on nous a signalé plusieurs syndicats qui ont déjà fondé des sociétés

coopératives, des sociétés de secours mutuels, etc. Nul doute qu'avec le temps ils ne profitent de la loi de 1884.

Mais les grèves, nous dira-t-on, n'existent-elles pas avec des caractères plus sauvages encore que par le passé ? Les exemples bien connus de Decazeville et de Vierzon ne montrent-ils pas que les syndicats ouvriers n'ont qu'un but, la grève ?

Non, répondrons-nous, il ne faut pas accuser les syndicats de la loi de 1884 ; ce ne sont pas eux qui doivent être responsables de ces faits, ce sont les sociétés politiques qui n'en existeraient pas moins, même si la loi de 1884 n'avait pas été votée. Pourquoi reprocher aux syndicats ouvriers un mal qu'ils n'ont pas commis ?

Les véritables syndicats ouvriers sont peu nombreux encore, mais ne nous en étonnons pas ; les travailleurs honnêtes attendent de les avoir vus à l'œuvre, avant de s'y engager. Sont-ils utiles ? les patrons répondront pour nous. Voici ce que déclare le secrétaire perpétuel du comité central des chambres syndicales ! « Il y a deux courants bien distincts dans les syndicats d'ouvriers ; il en est un où l'on ne reconnaît même pas la loi sur les syndicats professionnels et où l'on se laisse un peu trop subjuguer par les politiciens socialistes ; mais il en est un autre, et c'est celui qui a créé l'Union des Chambres Syndicales Ouvrières (1), où tous les efforts tendent à réagir contre cet esprit en recherchant les moyens pratiques de concilier les intérêts respectifs des patrons et des ouvriers... Je puis ajouter que la chambre syndicale du papier a fondé, en 1874, avec la chambre syn-

(1) Les syndicats ouvriers sont réunis presque tous autour de l'Union des Chambres Syndicales Ouvrières dont le siège est rue de l'Entrepôt, 40. Cette union est modérée et combat énergiquement les théories de la Fédération du parti des travailleurs. Chaque numéro de son journal le *Mouleur des syndicats ouvriers* réproouve toute mesure de violence. Elle a des rapports constants avec l'*Union Nationale* de la rue de Lancry.

dicale des ouvriers papetiers et régleurs, un syndicat mixte dont l'objet est de concilier les différends entre patrons et ouvriers et qui fonctionne depuis lors à la satisfaction de tous (1). »

Espérons que les syndicats ouvriers suivront cet exemple.

SECTION QUATRIÈME

SYNDICATS AGRICOLES

Lorsque le projet de loi fut présenté et discuté, on ne songea qu'aux patrons et surtout aux ouvriers, cela est incontestable. Les cultivateurs furent oubliés. Ce ne fut qu'à la dernière heure, au Sénat sur la proposition de M. Oudet, que ce mot « agricoles » fut ajouté à la fin de l'art. 3; et il ne semble pas qu'on y attacha la moindre importance.

Ce sont cependant les cultivateurs qui se servent le plus de la loi de 1884 qui n'a pas été faite pour eux.

Devant la crise qui sévit sur notre agriculture, ils ont compris qu'il n'y avait qu'un salut pour eux : l'association.

« Comment parviendrons-nous, s'écriait M. Deusy, le 14 février 1885, à la Société des Agriculteurs (2), comment parviendrons-nous à atténuer et à détruire les conséquences de cet isolement funeste ? Le procédé est bien simple et d'une exécution facile. Nous avons aujourd'hui à notre disposition un moyen légal de nous associer, de nous unir et de nous faire entendre dans les conseils du gouverne-

(1) *Recueil des procès-verbaux des séances du comité central*, novembre 1886.

(2) Discours prononcé par M. Deusy à la Société des Agriculteurs, le 14 février 1885. Au siège de la Société, 21, avenue de l'Opéra.

ment. Ce moyen que vous pouvez aisément mettre en usage dans les campagnes, c'est le syndicat professionnel. »

Un agriculteur, M. Ménard (1), précise le but multiple que les syndicats agricoles peuvent remplir; le passage est long, mais curieux. Après avoir montré que les syndicats agricoles doivent s'occuper de la législation rurale, ils'exprime ainsi :

« Les syndicats sont appelés à exercer une grande influence sur l'amélioration des procédés et de l'outillage et sur les conditions intimes du travail agricole. Ils peuvent efficacement contribuer à réaliser un résultat auquel tendent plus que jamais les efforts des agriculteurs : produire le plus possible tout en réduisant les frais généraux. Le relèvement des droits de douane, que les agriculteurs réclament ! entraîne pour eux l'obligation d'entrer résolument dans la voie des perfectionnements agricoles, voie dans laquelle des nations moins favorisées par la nature que la France l'ont devancée depuis plusieurs années.

« Les syndicats locaux, par des renseignements communiqués aux intéressés directement, ou par la voie d'un bulletin, par leurs exemples et leurs expériences, favorisent l'amélioration des cultures, provoquent le choix des semences et des engrais suivant la nature du sol, recommandent l'introduction d'instruments et de machines agricoles en rapport avec les besoins des cultures. En un mot ils cherchent à développer, par tous les moyens, les connaissances techniques, et se proposent, jusqu'à ce que l'enseignement agricole soit organisé suivant des condi-

(1) *De l'association professionnelle et de son application aux agriculteurs*, par Ménard fils.

tions pratiques, de vulgariser la science agricole parce que nous appellerons un enseignement mutuel.

« Ils interviennent comme mandataires gratuits dans l'achat des matières premières utiles à l'agriculture et dans la vente des produits agricoles. En centralisant les demandes et les offres, ils obtiennent des fournisseurs des remises, et réalisent des économies sur les frais de vente dont les associés bénéficient.

« Ils tiennent à la disposition des syndiqués des avis de toute nature, techniques, commerciaux, des avis sur la jurisprudence et les usages locaux, servent, dans les contestations, d'arbitres ou d'experts amiables, et peuvent même, si un tribunal les en requiert, présenter des avis motivés afin d'éclairer l'opinion du juge sur les points litigieux.

« Ils ont la faculté de créer entre leurs membres et de subventionner, sur leurs cotisations, des caisses spéciales de secours mutuels, des caisses de retraites, des sociétés de crédit, des sociétés spéciales d'assurances mutuelles contre le chômage, les maladies, la grêle, la mortalité des bestiaux. Ils peuvent encore créer et organiser sous leur patronage des agences, des magasins de vente d'instruments, d'engrais, de semences, en général des sociétés coopératives de consommation ou de production, suivant les formes des sociétés à capital variable. »

Des explications qu'on a bien voulu nous donner à la Société des Agriculteurs nous retenons les points suivants :

1° Comme l'Union Nationale de la rue de Lancry, le syndicat agricole fournit des renseignements à ses membres, est consulté par les pouvoirs publics sur les questions concernant l'agriculture, et s'efforce d'être arbitre pour les procès entre cultivateurs, ou cultivateurs et fournisseurs. Mais il présente ensuite des différences avec l'Union de la rue de Lancry.

2° Le syndicat agricole est utile pour l'achat des matières premières et la vente des produits agricoles. Voici le moyen employé : les cultivateurs font parvenir au bureau du syndicat ou de l'Union leurs demandes de matières premières, de machines, etc. Le syndicat se met en rapport avec les marchands qui font des rabais considérables et ne livrent que de bonnes marchandises. Le syndicat prévient alors les membres syndiqués qui prennent livraison. Le syndicat n'est pas partie dans le contrat, et n'est pas responsable. Ce n'est qu'un mandataire traitant au nom et pour le compte des syndiqués, et ne prélevant aucun bénéfice.

Dans certains syndicats, afin d'arriver encore à un rabais plus considérable, en présentant plus de garanties pour le paiement, tous les membres syndiqués qui achètent ensemble, se portent solidaires les uns des autres; mais le syndicat n'est jamais responsable.

Pour la vente des produits agricoles, les opérations sont à peu près similaires.

3° Le syndicat agricole crée ou subventionne des sociétés de secours mutuels, des sociétés coopératives et surtout des sociétés d'assurances. Chacune de ces sociétés est indépendante ; pour en faire partie il faut le vouloir ; et une cotisation spéciale est due pour chaque société.

4° Le syndicat agricole use de la personnalité civile. Dans beaucoup de syndicats les cotisations sont assez élevées et assez nombreuses pour permettre un excédent de recettes. Cet excédant servira à acheter des champs d'expériences, à créer des cours d'agriculture, etc. Il est donc utile pour eux de pouvoir acquérir et ester en justice.

L'essor des syndicats agricoles a été rapide et brillant (1).

(1) Il y aurait des syndicats comptant plus de 5,000 membres en 3 ans.

Dans tous les départements il y a des syndicats dont beaucoup comprennent des milliers de membres. Prenons deux exemples parmi de nombreux cas qui nous ont été cités.

Le syndicat agricole de Die, fondé en septembre 1885, comptait, en mars 1886, six cent douze membres. On estimait déjà à 13,000 francs les bénéfices faits par les membres dans leurs achats d'engrais; les ventes collectives montaient à 50,000 francs (1).

Le syndicat de la Loire-Inférieure (il y en a plus de trente dans ce département), fondé en avril 1885, avait acheté, au 1^{er} janvier 1886, pour 818,200 francs d'engrais de toute sorte; il comprenait plus de six cents membres en neuf mois (2).

Ces résultats montrent que la loi de 1884 a produit les meilleurs effets pour notre agriculture si éprouvée. Pourquoi n'en serait-il pas de même pour l'industrie, le commerce et les ouvriers? On a vu d'ailleurs quels services rend chaque jour l'Union de la rue de Lanery. Nous pensons que sous l'influence de l'idée syndicale, presque tous les patrons finiront par faire partie des syndicats qui, élargissant de plus en plus leur champ d'action, rendront d'immenses services à notre commerce, et répandront nos produits dans le monde entier. Ainsi l'Union Nationale a organisé en deux mois la section française de l'Exposition de Melbourne; le succès des exposants français à l'Exposition d'Anvers est dû en grande partie à ses efforts, et tout récemment elle vient de s'occuper de l'Exposition de 1889.

Le commerce d'exportation sera certainement encouragé par les Unions de Syndicats qui possèdent des correspondants dans les principales villes commerçantes. Assurés

(1) *Moniteur des syndicats ouvriers*, 13 mars 1886.

(2) Ce syndicat est cité par M. Ménard dans le *Bulletin du comice agricole central de la Loire-Inférieure*.

d'avoir des renseignements et des correspondants, nos commerçants se décideront à entrer en lutte avec nos concurrents dans leurs pays mêmes.

Pour les syndicats ouvriers, nous croyons qu'ils deviendront des gages sérieux de concorde, comme les Trades-Unions qui ayant mal commencé ont fini par conquérir l'estime de tous les patrons anglais. Qu'on ne se laisse pas surtout effrayer par les déclamations des quelques groupes révolutionnaires qui se parent du nom de syndicats ouvriers ; ils ne représentent qu'une infime partie de la population ouvrière, et on ne doit pas imputer à la loi de 1884 des associations politiques qui existaient avant elle. Les ouvriers honnêtes et laborieux, nous en avons la conviction, comprendront qu'ils ont intérêt à s'associer pour discuter sérieusement et paisiblement leurs intérêts ; ils résisteront aux politiciens qui prêchent la guerre civile et justifieront les prévisions des pouvoirs publics qui jamais n'ont donné une plus grande preuve de confiance et de sympathie aux travailleurs.

TABLE DES MATIÈRES

DU DROIT ROMAIN

	Pages
INTRODUCTION.....	1
PREMIÈRE PARTIE	
CHAPITRE PREMIER. — Histoire des collèges d'artisans depuis les origines jusqu'à l'Empire.....	3
CHAPITRE DEUXIÈME. — Histoire des collèges d'artisans sous l'Empire..	14
DEUXIÈME PARTIE	
CHAPITRE PREMIER. — La vie intérieure des collèges d'artisans à l'époque classique.....	23
CHAPITRE DEUXIÈME. — Les collèges d'artisans au Bas-Empire.....	56
TROISIÈME PARTIE	
CHAPITRE UNIQUE. — Capacité juridique des collèges.....	73

TABLE DES MATIÈRES

DU DROIT FRANÇAIS

	Pages
INTRODUCTION...	99

PREMIÈRE PARTIE

HISTOIRE ET LÉGISLATION DES ASSOCIATIONS PROFESSIONNELLES EN FRANCE JUSQU'EN 1884

CHAPITRE PREMIER. — Histoire des corporations jusqu'au xvi ^e siècle...	101
§ 1. — Les corporations depuis les origines jusqu'au xiii ^e siècle.....	101
§ 2. — Les corporations depuis le xiii ^e siècle jusqu'au xvi ^e siècle...	104
§ 3. — Organisation des corporations.....	112
CHAPITRE DEUXIÈME. — Des corporations depuis le xvi ^e siècle jusqu'en 1789.....	123
CHAPITRE TROISIÈME. — Législation des associations professionnelles depuis 1789 jusqu'en 1884.....	134

DEUXIÈME PARTIE

DES DIVERS SYSTÈMES SUR LES ASSOCIATIONS PROFESSIONNELLES

CHAPITRE PREMIER. - Systèmes tendant au rétablissement du régime corporatif.....	139
CHAPITRE DEUXIÈME. — Système de l'école dite catholique ou historique.....	151
CHAPITRE TROISIÈME. — Système autrichien.....	158
CHAPITRE QUATRIÈME. — Système allemand.....	169
CHAPITRE CINQUIÈME. — Système des Trades-Unions en Angleterre.....	175
CHAPITRE SIXIÈME. — Les chambres syndicales en France	182
CHAPITRE SEPTIÈME. — Système de la loi du 21 mars 1884.....	190

POSITIONS

DROIT ROMAIN

I. — Le Senatus Consulte de l'an 68 visait les collèges d'artisans aussi bien que les collèges compitaliciens.

II. — La loi 2 D.XLVII T. 22 ne défendait pas aux artisans de se réunir en associations religieuses.

III. — Les collèges d'artisans ne formaient pas de sociétés de secours mutuels.

IV. — La législation de l'époque classique ne distinguait pas le droit d'association de la personnalité civile.

V. — L'idée fondamentale de la gens consistait en la croyance que les gentiles descendaient d'un ancêtre commun.

VI. — Le seul consentement était insuffisant pour la formation du mariage. Il fallait de plus que la femme fut mise à la disposition du mari.

VII. — Le concubinat était une institution régulière.

VIII. — La Capitis deminutio minima n'impliquait pas, outre le changement d'état, un amoindrissement de la capacité antérieure.

DROIT FRANÇAIS

I. — Les membres des professions libérales ne peuvent former des syndicats professionnels.

II. — Le propriétaire non exploitant de terres affermées ne peut faire partie d'un syndicat agricole.

III. — Les syndicats professionnels peuvent recevoir des dons et legs mobiliers, et des dons et legs immobiliers dans les cas prévus par l'art. 6 de la loi du 21 mars 1884.

IV. — La loi du 10 avril 1834 n'est pas virtuellement abrogée par la loi du 21 mars 1884.

V. — Le père administrateur légal ne peut aliéner les immeubles de son enfant mineur qu'avec l'autorisation du tribunal.

VI. — L'interdit peut reconnaître un enfant naturel dans un intervalle lucide.

VII. — Le légataire universel n'est pas tenu des dettes ultra vires successionis.

VIII. — L'assurance faite par le mari durant le mariage au profit de sa femme commune en biens ne constitue une libéralité que pour moitié.

DROIT COMMERCIAL ET INDUSTRIEL

I. — Lorsqu'un brevet a été pris frauduleusement, le véritable inventeur ne peut le revendiquer, et se faire subroger aux droits du premier titulaire.

II. — Le cessionnaire d'un brevet non valable peut poursuivre le cédant en vertu des art. 1626 et suivants du Code civil.

III. — Les inventions se rapportant à l'agriculture sont brevetables.

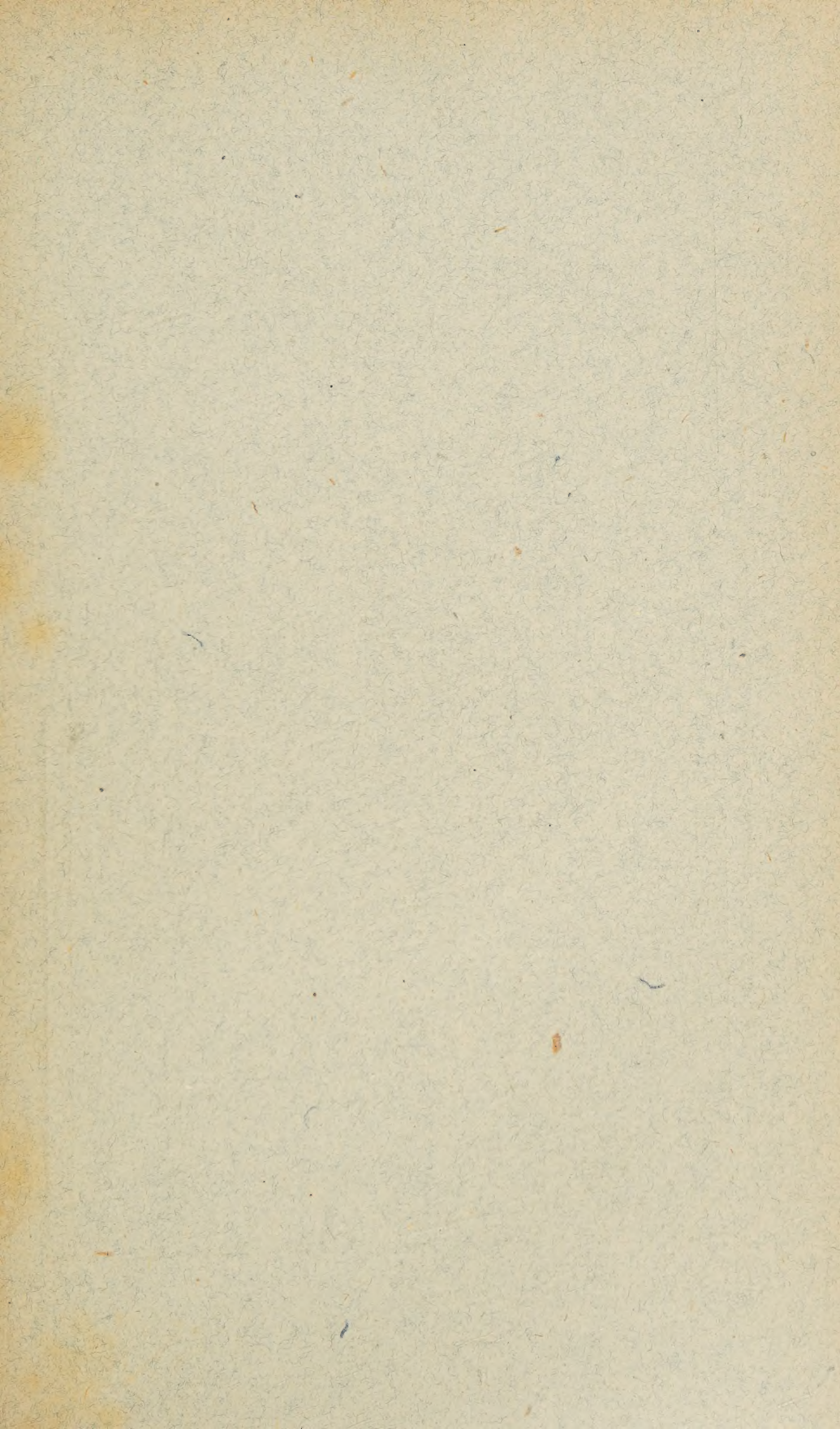
IV. — En cas d'accident industriel, l'ouvrier doit prouver qu'il y a eu faute de la part du patron.

Vu par le Doyen,
C. BRUDANT.

Vu par le président de la thèse,
LYON-CAEN

Vu et permis d'imprimer :
Le vice-recteur de l'Académie de Paris,
GRÉARD.

TOURS, IMPRIMERIE ROUILLÉ-LADEVÈZE, DESLIS FRÈRES, SUCCESSIONS.



LIBRAIRIE L. LAROSE & FORCEL

22, RUE SOUFFLOT, 22

OUVRAGES DE DROIT

SCIENCES, ARTS, LITTÉRATURE, ETC.

NEUFS ET D'OCCASION
